

Élie-Joseph Bois [1878-1941]

Journaliste français

(1941)

# LE MALHEUR DE LA FRANCE

*Récits et témoignages*

Avec une présentation inédite de Michel Bergès,  
Mars 2023

Collection  
“Civilisations et politique”

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**  
CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.  
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par *Michel Bergès*, bénévole, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux - Montesquieu, directeur de la collection "Civilisations et politique",

[Page web dans Les Classiques des sciences sociales.](#)

à partir de :

Élie-Joseph Bois [1878-1941]

### **Le malheur de la France. Récits et témoignages.**

Hachette (The Continental Publishers and Distributors Ltd.), London, W.C.2, avril 1941, 350 pp. Avec une présentation inédite de Michel Bergès, historien directeur de la collection "Civilisations et politique".



Courriel : Michel Bergès : [m.berges.bach@free.fr](mailto:m.berges.bach@free.fr)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

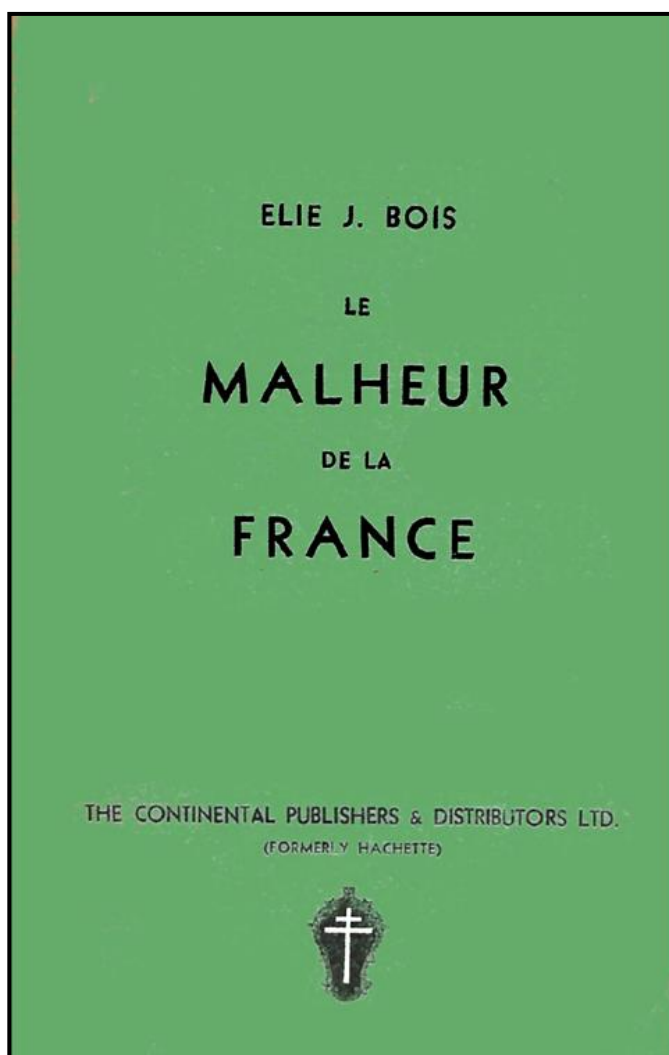
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 17 mars 2023 à Chicoutimi, Québec.



Élie-Joseph Bois [1878-1941]  
Journaliste français

**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages.*



Hachette (The Continental Publishers and Distributors Ltd.), London, W.C.2, avril 1941, 350 pp. Avec une présentation inédite de Michel Bergès, historien directeur de la collection “Civilisations et politique”.

Le Malheur de la France  
*Récits et témoignages*

par  
Élie-Joseph Bois  
(1878-1941)



« *Portrait d'Élie-Joseph Bois* »

par Émilie Charmy, peintre lyonnaise (1878-1974)

(Huile sur toile, 65 x 81cm,  
longtemps propriété de M<sup>me</sup> Louise Weiss)

Toute notre reconnaissance à **Michel Bergès**, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux-Montesquieu et directeur de la collection "Civilisation et politique" pour l'immense travail accompli et toutes les démarches entreprises afin que nous puissions diffuser en libre accès à tous ces ouvrages qui nous permettent non seulement de comprendre mais de nous rappeler.

### **Michel Bergès**



Travail bénévole :

[http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles\\_equipe/liste\\_berges\\_michel.html](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html)

Publications de Michel Bergès :

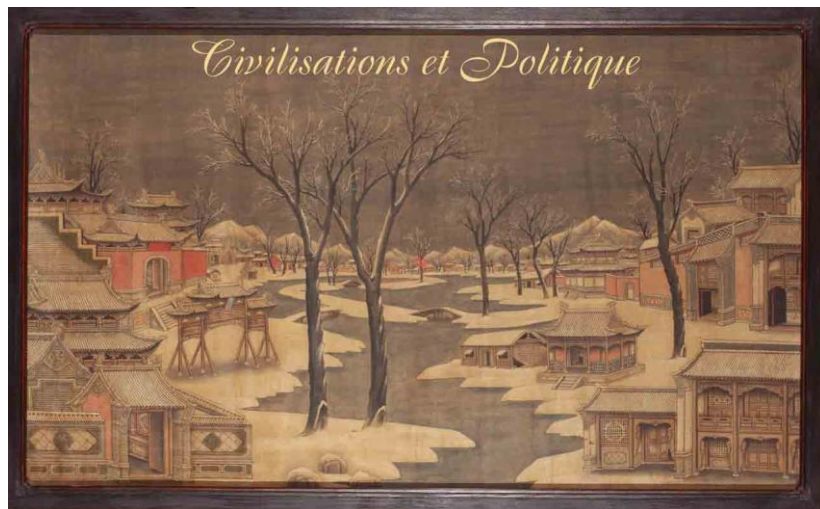
[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/berges\\_michel.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html)

Collection "*Civilisations et politiques*" dirigée par Michel Bergès :

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations\\_et\\_politique/index.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/index.html)

Un ouvrage de  
la collection “Civilisation et politique”

Fondée et dirigée  
par  
Michel Bergès  
Historien, professeur retraité  
de l’Université de Bordeaux — Montesquieu





**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*  
**Table des matières**

[Présentation](#) de l’auteur, par Michel Bergès, mars 2023

[Dédicace](#) [v]

[Préface](#) [ix]

Chapitre I. [COMMENT ET POURQUOI ?](#) [1]

Dates indicatrices — Enchaînement de causes et conjonction de trahisons.

Chapitre II. [HITLER ANNONCE LA GUERRE – SON PACTE AVEC MOSCOU](#) [6]

Si le pacte germano-russe n’avait pas été signé — Comment j’appriis à Burgos la signature du pacte — Un mot de M. Jeanneney.

Chapitre III. [LA RESPONSABILITÉ DE LA GUERRE](#) [12]

Un soufflet de M. Chamberlain à M. de Ribbentrop — Une conférence franco-anglaise à Paris – Un mémorable document — Une accusation.

Chapitre IV. [LE PIÈGE DE MUSSOLINI](#) [19]

La proposition de Mussolini de tenir une conférence était un piège préparé d’accord avec Hitler — La preuve en est dissimulée dans un Livre Blanc allemand — Une déclaration de M. Chamberlain Hitler voulait la guerre.

Chapitre V. [LES DEUX BONNET](#) [30]

Que vaut l’accusation de M. Georges Bonnet ? Il est en désaccord avec son Livre Jaune — Blanc Bonnet et Bonnet blanc font deux — Un déjeuner Chau-temps-Bonnet — Où l’on voit MM. Bonnet et de Ribbentrop échanger des démentis — Comment M. Jules Lukasiewicz jugeait M. Bonnet — Les illusions de M. Bonnet sur l’Allemagne — Un baissier.

Chapitre VI. [ÉDOUARD DALADIER ET LA DÉCLARATION DE GUERRE](#) [49]

À la Chambre des Députés française le 2 septembre 1939 — Divisions dans les partis Les difficultés politiques de M. Daladier — Manque d'hommes — Décadence du régime politique — La tourmente de 1936 — Le caractère et la popularité de M. Daladier.

Chapitre VII. [M. DALADIER AUX PRISES AVEC LES PASSIONS PARTISANES](#) [58]

M. Daladier cherche à faire un grand ministère de Guerre et à changer le ministre des Affaires Étrangères — Souvenirs d'un Cabinet Chautemps Barrage contre M. Léon Blum — Offre des Affaires Étrangères à Édouard Herriot Vieille rivalité Herriot-Daladier — M. Herriot veut être couvert par le maréchal Pétain — *Veto* du maréchal contre Herriot.

Chapitre VIII. [QUEL EST EN 1939 L'ÉTAT DE LA MARINE, DE L'AVIATION, DE L'ARMÉE FRANÇAISE ?](#) [66]

La marine française n'a jamais été mieux — L'amiral Darlan — Infériorité de l'aviation française — M. Guy La Chambre — Le comité secret de février 1939 — Attaque et défense — La ligne Maginot — Le général Gamelin — Le général de Gaulle parle dans le désert — L'attente dans les trous — Paroles du général Debeney, du général Huntziger, du général Buhner — Vaine insistance de M. Hore-Belisha — La « guerre pourri ».

Chapitre IX. [PLAN D'ATTAQUE HITLÉRIEN CONTRE L'ÂME FRANÇAISE](#) [80]

Les Soviets prennent leur part du butin polonais — Les erreurs de la politique franco-britannique — Le 7 mars 1936 — Hitler essaye de dissocier la France de l'Angleterre.

Chapitre X. [LA CINQUIÈME COLONNE À L'ŒUVRE](#) [86]

Le maréchal Goering fait des avances à la France — Première allusion à la nécessité d'une déclaration spécifiant que la France et l'Angleterre ne pourront négocier de paix séparée — Le communiqué du premier Conseil Suprême — La propagande anti-anglaise de la cinquième colonne — Les Commissions des Affaires Étrangères du Sénat et de la Chambre centres d'intrigues — M. Pierre Laval se prépare — M. Henri Bérenger — M. Mistler, M. P. É. Flandin, M. Bergery — M. Piétri — M. Alalvy — M. Montigny — Anatole de Monzie — Offensive de paix du Reich et de l'URSS — Un mot de M. de Brinon — Camille Chautemps — Répliques à Hitler de MM. Chamberlain et Daladier Le Ministère de l'Information — La candidature de M. Frossard — Dans la presse — Un complot contre M. Daladier — Antipathie

mutuelle de MM. Daladier et Reynaud — Conversations avec M. Paul Reynaud.

Chapitre XI. [M. PIERRE LAVAL PRÉPARE SA RENTRÉE](#) [108]

Déclaration d'amour de M. de Ribbentrop à la France — Entretien avec M. Pierre Laval — Il mise sur le maréchal Pétain : « Une statue sur un socle » — La carrière de M. Laval — Sauvé par Briand — Caillaux et Clemenceau — La politique étrangère.

Chapitre XII. [HIVER MALSAIN](#) [123]

Atmosphère malsaine — Il manque l'esprit de guerre — « Dans les trous » — Une question de M. Winston Churchill — L'initiative de paix de la reine de Hollande et du roi des Belges — Accord de coordination économique et accord financier franco-britannique — Séance scandaleuse à la Chambre — Expulsion de M. Florimond Bonté, député communiste — On annonce une crise — Entretien Daladier-Mandel — Un discours de Président du Conseil de M. Reynaud — La Russie attaque la Finlande — La position italienne — Le Livre Jaune français — M. Georges Bonnet dit : C'est ma réhabilitation ! — M. Daladier songe à transformer son gouvernement — Son funeste accident de cheval.

Chapitre XIII. [NI ARMISTICE NI PAIX SÉPARÉS](#) [135]

Étapes par lesquelles est passée la déclaration interdisant à la Grande-Bretagne et à la France de négocier séparément armistice et paix — Les raisons d'ajournement de M. Daladier — Le Conseil Suprême du 19 décembre.

Chapitre XIV. [CHUTE DE M. DALADIER](#) [141]

Triste fin de la campagne finlandaise — Le comité secret du 10 février — « Advienne que pourra et que Dieu me juge » — Mauvaise séance, le 12 mars, à la Chambre, pour M. Daladier — Mauvais procédés de M. de Ribbentrop pour M. Georges Bonnet — La mission de M. Sumner Welles — M. Bonnet annonce au voyageur américain qu'il y a « un parti de la paix » en France — Comité secret au Sénat — Attaque de M. Laval contre M. Daladier — Nouveau comité secret de la Chambre — Chute de M. Daladier.

Chapitre XV. [LES DÉBUTS DRAMATIQUES DU CABINET PAUL REYNAUD](#) [153]

« Le jour de gloire est arrivé » — La carrière et le caractère de M. Paul Reynaud — Visites et consultations — M. Paul Reynaud et M. Daladier face à face — Le dialogue tel qu'il aurait dû être et tel qu'il a été — De faute en faute — M. Mandel refuse l'Intérieur — Entrevue Daladier-Mandel — Entretien Reynaud-Léon Blum — Marine exclue — Le cas Guy La Chambre — M. Roy, ministre de l'Intérieur — L'impatience du Président de la République — Le groupe charnière oublié — Fureur de M. Georges Bonnet évincé du Cabinet — La déclaration ministérielle — Au Parlement, malaise des grandes crises — L'illusion de M. Reynaud — M. Léon Blum sauve M. Reynaud — La voix unique — Les ministres radicaux vont-ils démissionner ? — Ils restent.

Chapitre XVI. [« JE GAGNERAI LA GUERRE »](#) [174]

Activité fébrile de M. Paul Reynaud — Qui sera secrétaire du Cabinet de Guerre ? — Le colonel de Gaulle refuse, il nomme M. Baudouin — Pourquoi M. Baudouin, défaitiste connu, pour un Cabinet de Guerre ? — La « présomption » de M. Paul Reynaud — Conseil Suprême du 26 mars — Conflit avec M. Daladier — Les rapports des deux hommes s'aigrissent — M. Daladier songe à partir — Les avertissements de M. Winston Churchill aux neutres — Au secours de la Norvège envahie par l'Allemagne — La bataille du fer — « Je gagnerai la guerre », me dit M. Paul Reynaud — L'abandon de l'expédition — Maladie de M. Paul Reynaud — Il combine un plan de remaniement ministériel et on lui prépare un projet de mouvement diplomatique — M. Alexis Léger, secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères, condamné par M<sup>me</sup> de Portes et par M. Baudouin.

Chapitre XVII. [LES MAUVAIS GÉNIES DE PAUL REYNAUD : UNE FEMME](#) [193]

Hélène Rebuffet, femme de Portes — L'ensorceleuse domptée.

Chapitre XVIII. [LES MAUVAIS GÉNIES DE PAUL REYNAUD : PAUL BAUDOIN](#) [198]

Origine : Inspection des Finances — Manifeste de La Revue de Paris : « Les données du problème français » — Sympathie pour l'Allemagne — Trois brochures confidentielles — Le mirage de paix — Tendances fascistes — Le rêve catholique méditerranéen — Crainte de la marée révolutionnaire — « Les problèmes de la paix » — Emprise de M. Baudouin sur M. Paul Reynaud.

Chapitre XIX. [M. REYNAUD CONTRE GAMELIN](#) [212]

Campagnes contre M. Paul Reynaud — Inimitié espagnole — Démarche à Bruxelles — Lettre à M. Mussolini — Réquisitoire contre le général Gamelin — Conflit avec M. Daladier — Crise probable à moins d'un miracle.

Chapitre XX. [10 MAI 1940 — L'OFFENSIVE ALLEMANDE — INVASION DE LA HOLLANDE ET DE LA BELGIQUE](#) [218]

Le haut commandement choisit le risque de la bataille en Belgique — Remaniement du Cabinet par adjonction de MM. Marin et Ybarnegaray — Souci de M. Daladier — L'heure du général en chef — Banco — M. Chamberlain passe le flambeau à M. Winston Churchill.

Chapitre XXI. [LA PANIQUE DU 16 MAI](#) [226]

Inquiétude de M. Daladier — Rupture du front — Le général en chef, accablé, déclenche la panique — Spectacle inouï d'un Conseil de Cabinet auquel assistent les Présidents du Sénat et de la Chambre — M. Paul Reynaud se ressaisit — Séance de la Chambre — « On se battra devant Paris, dans Paris ! » — Visite de M. Winston Churchill : « Nous serons avec vous jusqu'au bout. »

Chapitre XXII. [GEORGES MANDEL](#) [235]

M. Paul Reynaud remanie son Cabinet — Appel à Pétain comme couverture — M. Reynaud prendra le ministère de la Guerre — M. Daladier va aux Affaires Étrangères, M. Mandel à l'Intérieur — La vie de M. Mandel — Éminence grise de Georges Clemenceau — Comment, en 1936, Georges Mandel fit tête à une honteuse cabale.

Chapitre XXIII. [LA DISGRÂCE DE M. ALEXIS LÉGER](#) [242]

L'intrigue de Portes-Baudouin à raison des hésitations de M. Paul Reynaud — Première brèche dans l'alliance franco-britannique — Un mot de M Guariglia.

Chapitre XXIV. [LE GÉNÉRAL WEYGAND GÉNÉRALISSIME](#) [249]

Le général Weygand quitte la Syrie pour devenir généralissime — Un cri de foi de M. Winston Churchill dans le génie français de redressement — M. Paul Reynaud dit au Sénat : « La Patrie est en danger » — Conversations avec M. Paul Reynaud.

Chapitre XXV. [LE DÉBUT DE LA CONJURATION — LE ROI DES BELGES CAPITULE](#) [255]

Un ministre dénonce à M. Reynaud le défaitisme de M. Baudouin — Une campagne souterraine de régénération de la France par la défaite — Le général Weygand commence à fléchir — La maîtrise de M. Georges Mandel.

Chapitre XXVI. [M. REYNAUD EXPULSE M. DALADIER DE SON GOUVERNEMENT](#) [262]

Ultime négociation avec l'Italie — Conversation avec M. Pierre Laval — Bombardement de Paris par une escadrille — M. Henry Bérenger chez M. Paul Reynaud — Dramatique Conseil des ministres — Déclaration de M. Daladier — Mes adieux à M. Daladier — Remaniement ministériel — La Maison du Roi.

Chapitre XXVII. [LE COUP DE POIGNARD](#) [274]

Fléchissement du général Weygand — M. Paul Reynaud nerveux — Déclaration de guerre de l'Italie — Message de M. Winston Churchill — M. Roosevelt expose les nobles efforts qu'il a faits pour retenir M. Mussolini au bord de la guerre — Allocution de M. Paul Reynaud — Le gouvernement quitte Paris pour Tours.

Chapitre XXVIII. [LE DÉPART DE PARIS — LA SOMMATION DE WEYGAND](#) [285]

Quinze heures de Paris à Tours — La cohue sur les routes — Remontrance du général de Gaulle — La conjuration s'organise — Dans la cour de la Préfecture de Tours — Sommation du général Weygand pour une demande d'armistice — Le rêve du maréchal Pétain — M. Camille Chautemps commence son œuvre nocive — Quimper ou Bordeaux ? — M<sup>me</sup> de Portes obtient Bordeaux.

Chapitre XXIX. [JOURNÉE CRUCIALE](#) [295]

Arrivée de M. Winston Churchill — Émouvante conférence avec M. Paul Reynaud — Scènes incroyables dans le hall de la Préfecture — M<sup>me</sup> de Portes veut l'armistice — M. Paul Reynaud me déclare : « Capituler ? Jamais ! » — L'erreur du message à M. Roosevelt — Le général Weygand renouvelle son *ultimatum* — Vif dialogue entre le général Weygand et M. Mandel — Communication téléphonique de M. Langeron — « Ne pas céder ! » — Déclaration décevante de M. Paul Reynaud.

Chapitre XXX. [VEILLE DE CATASTROPHE](#) [304]

M. Pierre Laval persuade le maréchal Pétain que son heure arrive — M. Chautemps s'institue l'agent recruteur de la capitulation — Il invente un stratagème — M. Georges Mandel déploie une intense activité — L'angoisse de M. Léon Blum — Les alternatives de courage et de dépression de M. Paul Reynaud — Sir Ronald Campbell, grand ambassadeur, grand Anglais, grand ami de la France — M<sup>me</sup> Hélène de Portes est déchaînée — M. Mandel prévient le Conseil des ministres qu'il se déshonorera pour rien — Pointage pessimiste — Ce que devraient dire, et ce que ne disent pas, MM. Albert Lebrun, Jcanneney, Herriot et Paul Reynaud.

Chapitre XXXI. [LE DÉNOUEMENT DE LA TRAGÉDIE](#) [316]

Journée lugubre — Le maréchal Pétain décide de brusquer la capitulation — Sensationnelle proposition par M. Winston Churchill d'union entre la Grande-Bretagne et la France — Le général de Gaulle téléphone de Londres à M. Paul Reynaud — Soirée trouble — La capitulation est votée par le Conseil des ministres — M. Paul Reynaud démissionne — Le maréchal Pétain forme le nouveau gouvernement.

Chapitre . [Adieu !](#) [325]

La gloire de M. Pomaret — Allégresse indécente — Une injustice à l'égard de M. Georges Bonnet — Dernier entretien avec Georges Mandel — Pourquoi je quitterai la France — M. Baudouin rassure l'ambassadeur de Grande-Bretagne sur le sort de la flotte française — La demande d'armistice est envoyée — Le maréchal Pétain annonce à la radio la capitulation — Souvenirs du général Debeney — On entonne la *Marseillaise* : « Le jour de gloire » — Arrestation de M. Mandel — Le maréchal Pétain lui fait des excuses — Adieu, Mandel ! Adieu, ma Patrie ! — Départ.

Chapitre XXXIII. [« CONSUMMATUM EST »](#) [336]

Les promesses de M. Baudouin — Le piège du *Massilia* — Le gouvernement de Bordeaux ne tient pas ses promesses pour la flotte française — Le général Huntziger à Rethondes et à Rome — Signature de l'armistice — Départ de Bordeaux de l'ambassadeur de Grande-Bretagne.

[ÉPILOGUE — JUGEMENTS](#) [343]

Le cas de M. Reynaud — L'opprobre de M<sup>me</sup> de Portes et de M. Baudouin — Le général Weygand — Le mystère de l'amiral Darlan — M. Camille Chautemps, fossoyeur de la Troisième République — MM. Jeanneney et

Herriot ne savent pas être des héros — L'évanouissement de M. Albert Lebrun — M. Pierre Laval, héritier de la capitulation — Devant la statue de Foch.



**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*  
**PRÉSENTATION**

Pr. Michel Bergès

Mars 2023

© *Les Classiques des Sciences sociales*



*Collection « Civilisations et Politique »*

*Par Michel Bergès*  
*Professeur de Science politique*  
*Université de Bordeaux*

[Retour à la table des matières](#)

À un moment où le pays d'un peuple souvent trompé vacille sur son axe et, une fois semblant coutume, perd ses repères, cathartique apparaît en miroir l'œuvre d'Élie-Joseph Bois : *Le Malheur de la France. Récits et témoignages* (1941).

Pourquoi ?

Raison impérative de forme en premier lieu : presque *un siècle après* – sont à préserver des récits déposés sur des supports ingrats (limites des tirages, encres sans « solidité », papiers fragiles à la pulpe de bois, couvertures brochées de pacotille, non-réédition ...).

En dehors de la circulation d'une première version anglaise *fin 1940*, le présent livre est devenu *quasi* introuvable dans sa traduction augmentée publiée à Londres par l'auteur avant son décès le 28 avril 1941. Pour sa sauvegarde, il pouvait donc rejoindre des récits déjà proposés par les *Classiques des Sciences sociales*, tels ceux d'André Géraud (*Les Fossoyeurs*) et d'Henry Torrès (*La France trahie. Pierre Laval*)<sup>1</sup>, tous trois en relations d'amitiés, de combats et de « correspondances » sur cette « *guerre de Trente Ans* » qui, de 1914 à 1944, en prolongea de bien plus anciennes – jusqu'à celles dites « *de religions* » des XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles – au moins. D'autant que personne ne l'a vraiment cité, jusqu'ici.

Cela nous mène à des raisons de fond.

Quant à « *l'écriture de l'histoire* », importants en effet sont les témoignages qui ont soulevé le couvercle de la « *boîte noire* » à double fond de la politique, permettant une meilleure connaissance des processus de décision, des enjeux interactifs qui, par leurs effets, pèsent sur les destinées, pas seulement en intentions discursives de légitimation ou de propagande.

Façon d'entrer *en garde* encore contre toutes interférences ultérieures aux faits étudiés, dont les risques d'anachronismes picrocholins, d'origine académique, éditoriale ou militante (au sens large). De ceux qui mélangent à plaisir les vérités du présent et celles du passé pour « *se donner raison* », microcosme de récitants fiers de spéculer (à tous les sens du terme) avec les temps révolus, mais qui n'ont rien de bénédic-tins ou de laborantins en blouse blanche.

---

<sup>1</sup> Cf. sur le Site *Les Classiques des Sciences sociales* dirigé par le Pr. Jean Marie Tremblay :  
André Géraud Pertinax :  
[http://classiques.uqac.ca/classiques/Pertinax\\_Andre\\_Geraud/Pertinax\\_Andre\\_Geraud.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Pertinax_Andre_Geraud/Pertinax_Andre_Geraud.html)  
Et Me Henry Torrès, *La France trahie. Pierre Laval* :  
[http://classiques.uqac.ca/classiques/Torres\\_Henry/Torres\\_Henry.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Torres_Henry/Torres_Henry.html)

De plus, nous ne disposons que de très peu d'éléments biographiques sur l'auteur, nonobstant ses responsabilités professionnelles et la clarté de ses intentions affichées dès sa préface :

« Qu'on me fasse la faveur de ne pas croire que j'ai voulu écrire l'histoire de la guerre, ni même d'une partie de la guerre, pas même de la seule capitulation. L'histoire impartiale de la guerre jusqu'au moment où la France a cessé d'y participer exigera, avec le recul du temps, la confrontation des dépêches diplomatiques, des pièces militaires et des témoignages ; elle ne pourra être faite que par des hommes détachés des passions partisans et animés d'un véritable esprit d'équité. [...]

La vérité, je ne l'apporte pas. Je ne la possède pas. Quelqu'un la possédera-t-il avant longtemps ? J'apporte des vérités, c'est-à-dire la contribution d'un témoignage direct sur beaucoup de points essentiels et d'un témoignage indirect, mais alimenté à des sources pures et sûres, sur un certain nombre d'hommes et de faits. En tout temps, depuis plus d'un tiers de siècle, j'ai été mêlé à la vie politique de mon pays, j'ai été honoré de la confiance de quelques hommes d'État et de personnalités importantes de la vie politique et administrative française, sans que je fusse obligé de partager toutes leurs vues ; ils parlaient devant moi sans détour et quelques secrets quelquefois s'échappaient de leurs lèvres parce qu'ils savaient que je n'avais pas de peine à distinguer, à travers leurs confidences, ce dont je pouvais faire un usage utile au pays, et ce qu'il fallait garder scellé dans ma mémoire. [...]

J'ai eu, j'ai, je l'avoue, et mieux encore le revendique, la volonté de fournir tous les renseignements parvenus jusqu'à moi et pouvant fixer la responsabilité des auteurs de la capitulation de Bordeaux. Une défaite peut n'être qu'un accident, une débâcle peut n'être qu'un malheur ; la capitulation de Bordeaux, le reniement de la signature de la France, l'affaissement devant le vainqueur, l'abandon de l'Empire, ne sont ni des accidents ni des malheurs, ils sont du déshonneur, un déshonneur qui m'opprime et qui ne cessera de m'opprimer l'esprit et le cœur, comme ceux de tant de Français, que lorsque la France aura effacé cette tache de son drapeau. »

Journaliste d'abord, mais aussi « *historien de l'immédiat* », Élie-Joseph Bois prend l'avantage sur ceux qui, inversement autoproclamés « *historiens du temps présent* », s'essoufflent en courant derrière les

médias et les « *militants de la mémoire* », affectant avec ces derniers une « *hantise du passé* » plus ou moins théâtrale <sup>2</sup>...

Loin de tout panégyrique, dithyrambe ou apologétique, admettons que son témoignage repose sur des documents irréfutables (notes, journal personnel, articles) amenés en catastrophe le *17 juin 1940* depuis Bordeaux (cité-édredon et trou noir de la politique française déjà en 1871 et 1914 <sup>3</sup>), lorsque « E-J. B. » quitta sa Patrie défigurée par les événements, sans savoir qu'il ne devait jamais plus la revoir.

Autant de bouteilles jetées dans l'océan du « *temps perdu* », proustien et shakespearien à la fois <sup>4</sup> ?

\*  
\* \*

L'ensemble traite en effet avec réalisme, nostalgie voire amertume aussi, les actes de décideurs fréquentés, *amicalement* parfois, tels Aristide Briand, Paul Painlevé, « *les deux Édouard* » – Herriot (qui dédiera à Bois *La Russie nouvelle* en 1922) puis Daladier –, Georges Bonnet (son côté pile, seulement, avant qu'un « Second Bonnet » versatile, n'embarbouille les choses en basculant du côté d'Hitler...), André Tardieu, Pierre-Étienne Flandin, Léon Blum (qui, admiratif, lira son ouvrage ... en prison) : des chefs de gouvernement qui l'estimèrent.

De telles relations introduisirent *en ses valeurs* et au cœur du pouvoir impliqué à droite, au centre et à gauche, cet observateur, lui-même acteur à sa façon. Mais lors d'une cérémonie de reconnaissance

<sup>2</sup> De quelle « hantise » s'agit-il donc dans leur discours ? Et de quel « passé » ? Questions à poser après les aveux tardifs de l'un d'entre eux, qui dresse un bilan épistémologique trop agglutiné aux « *militants de la mémoire* » : cf. Henry Rousso, *La Hantise du passé, entretiens avec Philippe Petit*, Paris, Textuel, col. « Conversations pour demain », 1998.

<sup>3</sup> Il en sera de même en 1997-1998, avec le traitement judiciaire de « l'Affaire Papon », dernier procès du Gouvernement de Vichy en France. Cf. à ce sujet l'ouvrage de Maurice Papon, *La Vérité n'intéressait personne. Entretiens avec Michel Bergès sur un procès contre la Mémoire*, Paris, Éditions François-Xavier de Guibert, 1999 sur le site des *Classiques des Sciences sociales* : <http://dx.doi.org/doi:10.1522/030298442>

<sup>4</sup> Élie-Joseph Bois, qui cite souvent Shakespeare dans son livre, reste le seul journaliste à avoir interviewé Marcel Proust dans *Le Temps* du 13 novembre 1913. <http://journallecteur.blogspot.com/2013/11/13-novembre-1913-un-entretien-avec.html>

publique le 4 mars 1935, probe et sincère, il avoua sa priorité pour la banalité du bien, qui le montre attachant :

« Cet honneur ne peut que m’inciter à persévérer dans une religion qui, au-dessus des opinions, des partis, des remous de la politique, ne m’a jamais gêné dans mon devoir professionnel. On m’a parfois demandé comment je pouvais concilier celle-là et celui-ci. La question m’a déconcerté, car je n’y ai jamais éprouvé d’embarras. On prétend – et Goethe l’a exprimé dans une formule amère – “que les hommes nous font très souvent expier durement le plaisir que nous leur avons procuré”. Si la chose m’advint, je ne m’en souviens plus, et ne voudrais à aucun prix m’en ressouvenir.

Nietzsche, dans une de ses lettres qui ont été publiées il y a quelques années, et où il témoigne de plus d’humanité que dans ses œuvres, a écrit un soir de nostalgie : “Quand il me manque la possibilité de faire plaisir à ceux que j’aime, je me sens plus pauvre et plus privé que jamais.” Je pourrais reprendre à mon compte cette maxime si je n’avais à lui reprocher même d’entrevoir que cette possibilité puisse manquer. On peut toujours, de quelque manière.

En amitié, presque autant qu’en amour, c’est un tort que d’avoir peur de donner trop, de subordonner le don à l’absolue réciprocité. C’est d’ailleurs en n’escomptant pas celle-ci que l’on a le plus de chance d’en éprouver le bienfait. »

Agir ainsi envers toutes et tous, sans effacer l’attrait pour la culture qui permet d’errer dans les couloirs du temps. Ni non plus les encouragements, les éclairages, un soutien sans faille à une pléiade d’*écrivains*, voyageurs ou sédentaires, sachant voir vraies et justes les choses de la vie. Ce qui complète bien sa personnalité humaniste, son attirance pour les dépassements vers les forces de l’esprit et l’ensemble des arts – il fut le beau-frère de Maurice de Vlaminck et aida de nombreux ami(e)s peintres. Ce, non sans charmes auprès de « *dames-panthères* » aux fines silhouettes et au fort tempérament pirouettant autour de lui certains soirs au dernier étage de son bureau de rédacteur en chef du *Petit Parisien*, Rue d’Enghien, en pleines « *Années folles* » puis « *Art Déco* »...

N’est-il pas devenu aussi le *mentor* de nombreux « *reporters* » de l’entre-deux-guerres – dont Louise Weiss, Andrée Viollis, Ella Maillard... , qu’il « inventa » en quelque sorte. Favorisant leurs projets, pas simplement de « curiosité » et de rêveries séduisant les lecteurs, mais

pour leur permettre, *en se rendant sur place*, d’informer crûment la Nation de la réalité de dictatures qui commençaient à gronder sur le monde, en Europe proche comme aux confins des sauvages et froides terres russes, des chaudes Afriques et des Orient lointains et miroitants. Et ne fut-il pas aussi, dans cette mission qu’il s’était fixée, le « père » d’Albert Londres – de la même ville natale que lui ? Il facilita les débuts de sa carrière, reçut ses confidences, aima sa poésie, suivit divers de ses courageux reportages..., avant de lui rendre un émouvant hommage au nom de tous ses confrères, après la disparition brutale de celui-ci en 1932, dans le mystérieux incendie du Paquebot *Georges Philippart* des Messageries maritimes, au large d’Aden.

Ses compétences *ex cathedra* – Henry Thorez, précité, le considérait comme « *le virtuose le plus éblouissant de la grande presse* »<sup>5</sup>..., placèrent Bois sous le giron d’industriels politiciens *notables* du secteur (André Hébrard, du *Temps*, les Dupuy, du *Petit Parisien*), dont il ne partagea pas toujours les orientations, même s’il eut à « suivre » leur train de vie. Loyal et indépendant avant tout, il assuma ses fonctions dans un des plus grands quotidiens du monde, engagé à sa manière en politique non sans influence auprès de « l’opinion » et des ambassades étrangères, au-delà d’une image noircie, jaloué et calomnié qu’il fut par des ennemis politiques ultérieurs, sous Vichy et la botte nazie surtout – convergences non hasardeuses. Ne défendit-il pas les stratégies « briandistes » de « *construction de la paix* », suivies de près à Genève même, en dénonçant très tôt (au moins depuis les élections en Allemagne de novembre 1930) les dangers du nazisme, révélés inlassablement par son armée à lui de « *correspondants particuliers* », dont certains furent même expulsés par Goebbels et sa clique ?

Dans le secret et le silence d’un « PC » où il recevait jour et nuit personnalités, dépêches, coups de fil, télégrammes, Bois mena son combat bien informé sur les failles et les automatismes politiques révélant des réseaux défaitistes prêts à « *traiter avec l’Allemagne* » et à fondre sur le pouvoir. D’où, dans son livre, le dévoilement de « *complots* » en actes, dont celui d’un Laval évincé de la présidence du Conseil en janvier 1936, tout à son obsession de revanche. Il épingla ce

---

<sup>5</sup> Cf. Henry Torrès, *Ce que je n’ai jamais dit. Chronique du temps retrouvé. De Clemenceau à De Gaulle*, Préface de Gaston Monnerville, Del Duca, Paris, 1958, p. 47.



dernier, malin comme un *Macaca mulatta* des Indes, à la tête, depuis salons et couloirs, de « *son escadrille de chasse* » (*sic*). *Le traître de théâtre* (*sic*) lui demanda aussi sec un rendez-vous heureusement conté. Pétain, héraut des stratagèmes de l'arriviste pour constituer « *un gouvernement de la Paix* », n'était-il pas atteint par une vanité sénile le rendant incapable de diriger le pays, lui objecta aussitôt Bois qui venait de rencontrer en tête à tête en août 1939 à Saint-Sébastien le Maréchal d'opérette ? Mais, rétorqua l'assoiffé du pouvoir :

« Ça n'a pas d'importance. Qu'est-ce qu'on lui demandera ? D'être un dessus de cheminée, une statue sur un socle. Son nom ! son prestige ! pas davantage. » (cf. p. 112.)

Suit un *portrait psychologique* d'airain, très balzacien, de ce Ganelon ainsi marqué au fer rouge, dont la totalité mérite d'être compulsée en son chapitre XI car il constitue pour l'historiographie un « levier d'Archimède » bien au-delà de cet extrait, clé précieuse laissant deviner ce qui se passera à « Paris » puis à « Vichy » plus tard – mais que Bois n'aura pas le loisir d'observer :

« Dès sa première présidence du Conseil il [Laval] avait manifesté des goûts pour l'Entente avec l'Allemagne. Au lendemain du moratoire Hoover il avait téléphoné à M. Brüning, alors chancelier du Reich, et l'avait invité à venir à Paris ; puis il entreprit un voyage à Berlin avec M. Aristide Briand, qui était ministre des Affaires Étrangères et qui considérait que ce déplacement ne pouvait alors mener à rien. C'était déjà M. de Brinon qui était l'entremetteur. Celui-ci continua à l'être quand le nazisme arriva au pouvoir en Allemagne, que M. Laval fût ou non en charge ministérielle. Il n'était pas alors question de l'Italie. M. Pierre Laval avait fait faire par des personnages officieux un sondage près de M. Mussolini, qui avait fait la sourde oreille. Quand M. Laval redevint ministre des Affaires Étrangères en 1934, il prit en main les fils déjà jetés entre Paris et Rome par M. Barthou, mais ce fut avec l'arrière-pensée, qu'il confiait à des intimes, qu'après le détour italien il pourrait plus facilement amener les Français à une entente avec l'hitlérisme, qu'il considérait déjà comme le rempart contre le bolchevisme. Ses relations avec l'ambassadeur d'Allemagne étaient étroites et M. de Brinon en assurait d'autres. Mais il était obligé de jouer serré, car sa majorité était alors fermement antihitlérienne. Et il y avait André Tardieu... qui aurait bondi. Fait à peu près ignoré : il n'était pas, en décembre 1934, pressé d'aller à Rome, le Quai d'Orsay et lui-même avaient besoin de quelques

semaines pour mettre au point avec la chancellerie italienne des questions délicates. C'est M. P. É. Flandin, alors son président du Conseil, qui le bouscula pour qu'il fit diligence. La confiance en fut faite par l'un et par l'autre, ce qui coupe court à tout démenti. Il prit aussi, devant le public, figure uniquement pro-italienne. Mais toujours, même après sa chute, il garda contact avec M. de Ribbentrop par l'entremise de M. de Brinon.

Qu'il caressât l'idée d'un « gentlemen's agreement » avec l'Allemagne nazie et qu'il jetât des passerelles entre elle et lui, il ne s'en défendait pas. Rêve d'homme qui, vraisemblablement, n'a jamais étudié l'histoire de l'Allemagne, et prétention d'habile homme à croire que la prestidigitacion peut servir à tout. Il est des cas où elle ne sert à rien de rien, et il s'en aperceva assez tôt.

Quand, au mois d'octobre 1939, nous avons eu, lui et moi, l'entretien dont j'ai rapporté les parties essentielles, puis dans les mois qui suivent, M. Pierre Laval est un homme qui a presque pour unique principe directeur, la volonté de revenir au pouvoir. On le sait, on connaît sa puissance d'intrigue. On le situe donc au fond, à l'intérieur ou en marge, de toutes les conspirations qui se trament. S'il n'est pas dans toutes, il a l'œil sur toutes, prêt à interdire qu'elles réussissent à ses dépens ou sans lui. Il n'assume pas, cependant, la responsabilité de celles qui ont un caractère trop nettement défaitiste, il nie qu'il ait partie liée avec leurs inspireurs ou leurs boute-en-train. Il tient à se désolidariser de leur physionomie. Il accentue, par opposition, sa volonté de mener la guerre, puisque guerre il y a, avec le maximum de fermeté et de ressources, mais il a beau faire, son action prend figure dans le monde politique français, et plus encore à l'étranger, quand elle est connue, d'une campagne de paix rapide. En vérité il joue sur les deux tableaux, celui du victorieux et celui du pacificateur. Mais personne ne veut être dupe et chacun se persuade qu'il mise beaucoup plus sur une paix, quelle qu'elle soit, pourvu qu'elle soit prochaine, que sur la victoire.

L'avenir ne se chargera pas de vérifier l'hypothèse. Quand il entrera dans la lice, ce sera pour entériner la défaite et pour la consommer. » (p. 120-122 de l'ouvrage.)

S'ensuivirent de bas calculs d'une « *société de secours mutuels entre parlementaires ministrables* », des affrontements pour les postes gouvernementaux et même militaires, des valse parlementaires « *à une voix de majorité et 300 abstentions* » ... Ce qui revenait à dissoudre l'État, à plomber la démocratie déjà limitée par la législation de guerre, la propagande adverse, l'abaissement du moral du pays. Après avoir fait face, consterné *in fine* par « *la honte de Bordeaux* » entamée à Paris



puis à Tours, Bois s'embarqua le 17 juin 1940 sur un *destroyer* britannique jusqu'au Verdon, puis partit en cargo vers un port anglais.

Engagé alors pour défendre jusqu'au bout sa conception de la liberté et de l'honneur auprès des « *Français de Londres* », aussitôt repéré (et même caricaturé) avec une poignée de *reporters* de la même trempe (dont Geneviève Tabouis, André Giraud-*Pertinax*, Henry Torrès, Émile Buré, Henri de Kérillis, ..., partis elle et eux à New York), il rejoignit la charrette à guillotine des « *déchus de nationalité* ». Sentence symptomatique de Vichy par un décret du 6 septembre 1940, signé par le vice-président du Conseil à éclipse arrivé enfin « au pouvoir » et responsable vengeur des services de l'Information. « Déshonneur » supplémentaire : une ordonnance du 9 décembre 1940 séquestra les biens du journaliste comme ceux de ses camarades et d'autres « *fuyards de 40* » – dont la famille Rothschild et Pierre Cot, ancien ministre de l'Air. Puis, après son décès, un décret du 31 mai 1941 radia Élie-Joseph Bois (« *de plein droit* ») de l'ordre de la Légion d'honneur, dont il avait gravi les grades de *chevalier* (le 6 mars 1920), d'*officier* (le 14 août 1924) et de *grand officier* (le 8 janvier 1935) ...

Il est vrai que le rédacteur en chef du *Petit Parisien* pendant vingt-six ans venait de révéler sans fard dans son œuvre inquiète, comment les responsables abracadabrantesques de la période d'entre le 21 août 1939 et le 17 juin 1940, divisés et tétanisés, avaient poussé la France vers la « *débâcle* ». N'eût-il pas fallu réagir avant – la remarque valant aussi pour l'Angleterre des années 20 à 30, surtout au cœur de l'Europe danubienne, mais encore pour d'autres gouvernements de celle-ci qui laissèrent se reconstruire l'impérialisme allemand luthérien contre l'empire austro-hongrois catholique, *via* le nazisme ? Erreur de politique internationale, révélée sans cesse pourtant à l'opinion – presse impartiale oblige –, aggravée par les « *politicailleries* » d'un régime français démagogique qui n'était plus parlementariste mais clientéliste, et surtout, qui n'avait plus de « *chefs* » « *à la Clemenceau ou à la Foch* » (cf. le chapitre VI). D'où ce diagnostic gravé sur du marbre, comme tiré de *The Tragical History of Hamlet, Prince of Denmark* :

« Peut-être alors les politiciens auraient-ils été obligés de faire place à des hommes, à condition qu'ils eussent été des hommes... » [Op. cit., p. 265.]

Puissions-nous mieux saisir le processus en chaîne meurtrisseur du pays qui taraude encore la mémoire collective, interpellant notre présent comme le futur. À condition de ne pas tomber dans la doctrine paresseuse de « la fatalité » censée justifier le nouveau « *deux-décembre* » qu'allait subir la Patrie. Ni non plus de porter attention (cf. les p. 41, puis 88 *et sq.* du livre) au glas sonné dans *Gringoire*, *Le Matin de Paris* et le *Je suis partout* de l'Occupation, où des *agents hitlériens* dénoncèrent l'ouvrage ci-après devant une opinion sourde à leur refrain pénitentiel de stipendiés. Mais dont certains avouèrent, de l'intérieur de leur nuit, que de tels mémoires apparaissaient « *extraordinaires* » (*dixit* Robert Brasillach...).

Il est vrai qu'Élie-Joseph Bois, théâtrurge shakespearien, avait *commencé à révéler une conjuration* menée par l'enfant dévoyé de la République – Laval –, complot déjà supputé dans des temps antérieurs. Pour... « *le Malheur de la France* », effectivement, mais en sens contraire à la dignité et aux vents de l'Histoire\*.

*Honi soit qui mal y pense ?*

Oui et non, selon son camp et sa *fortuna*...

Mais d'abord :

*À tout seigneur, tout honneur !*

\*  
\* \*

---

\* Cf. les pages 104 *et sq.*... Pour plus de précisions, on pourra lire en complément, Michel Bergès, *Élie-Joseph Bois. Du journalisme « intégré » à « la France Libre »* (à paraître).

**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[iii]

LE MALHEUR  
DE LA FRANCE  
RÉCITS ET TÉMOIGNAGES

Par

Élie Joseph BOIS

HACHETTE

(The Continental Publishers and Distributors, Ltd.)  
Adelaide Street, Charing Cross  
London, W.C.2

[iv]

Imprimé en Grande-Bretagne par  
*Billing & Sons Ltd., Guildford et Esther*

[v]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

**DÉDICACE**

[Retour à la table des matières](#)

À Ma Femme,  
Rita Bois,  
Sans qui  
Je n'aurais pas  
Eu le courage  
D'entreprendre  
Et de mener à bien  
Cette œuvre ;

À Ma Patrie,  
La France,  
Qui ne peut pas  
Mourir ;

Au Peuple britannique,  
Dont je partage,  
Dans l'exil,  
Les amertumes,  
Le courage,  
L'espoir  
et  
La volonté  
De vaincre ;

Je dédie  
Ce livre.

[vi]

[vii]

Cette œuvre a déjà été publiée en anglais. Elle avait été terminée au début de l'hiver de 1940 à 1941 — c'est-à-dire il y a un semestre.

J'ai tenu à n'en modifier en rien l'esprit, la tonalité et l'élan. Je n'y ai apporté que quelques légères modifications et adjonctions que les événements récents m'ont semblé commander.

E. J. B.

[viii]

[ix]

**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*

**PRÉFACE**

**J'apporte des vérités**

*Le poème de Sir Robert Vansittart : « 1904-1940 » — Contributions à l'histoire de la capitulation de Bordeaux.*

[Retour à la table des matières](#)

POURQUOI, comment, ai-je écrit ce livre ?

Le 21 juin dernier j'arrivais à Londres, venant de Bordeaux que j'avais quitté le 17, après la démission du Cabinet Reynaud et la constitution du Cabinet Pétain. Ces deux événements signifiaient l'un et l'autre que le nouveau gouvernement français, parjure à la signature apposée le 28 mars par M. Paul Reynaud au nom de la France au bas d'une solennelle déclaration, allait engager avec l'ennemi commun des négociations séparées d'armistice et de paix.

Je venais à Londres, muni d'un passeport régulier, quoi qu'en aient dit les menteurs de Bordeaux, devenus les menteurs de Vichy, et avant que fût décrété le délit de voyage ; j'y venais, je l'ai proclamé et je le proclame encore, afin d'y poursuivre, dans toute la mesure d'une vaillance qui n'a plus peur de rien, le combat contre l'Allemagne, le combat pour la libération de mon pays, le combat pour la sauvegarde de l'Empire britannique allié de la France.

Pourquoi ne reconnaîtrai-je point que j'eus le cœur broyé lorsque je m'infligeai le devoir de l'exil ? Pourquoi n'avouerais-je point que des sanglots me déchirèrent lorsque je lus dans un hall d'hôtel les conditions infamantes de l'armistice ? J'osais à peine regarder en face les



Anglais, amis anciens ou nouveaux, lorsqu'ils me demandaient, avec une infinie délicatesse pourtant :

« Comment cet événement a-t-il pu arriver ? »

Tant pis pour qui ne comprendra pas cela !

Un jour, en parcourant les journaux, avec la peur d'y découvrir un nouveau sujet de honte pour moi, je tombais en arrêt sur une signature « Robert Vansittart » au bas d'un [x] poème intitulé « 1904-1940 ». Je connaissais Sir Robert Vansittart, je savais qu'il était l'homme de Grande-Bretagne le plus représentatif de l'alliance anglo-française. Je lus avidement les vingt lignes poignantes où son cœur blessé laissait couler son affliction et son amertume.

Je les relus plusieurs fois. En les relisant aujourd'hui elles ne me produisent pas une émotion moindre, tant il est vrai que les grandes pensées et les profonds sentiments sont la condition des chefs-d'œuvre.

En voici le texte, qui restera dans les anthologies futures comme un des plus beaux cris de douleur arrachés à l'âme d'un poète.

« 1904 – 1940

*Was I not faithful to you from the first ?  
When have I ever failed you since my youth ?  
I loved without illusion, knew the worst,  
But felt the best was nearer to the truth.*

*You were indulgent, too, and open-eyed  
To the shortcomings I was frank to own,  
So we were mingled, destined side by side  
To face a world we could not face alone.*

*Did you keep faith with me ? When all was well,  
Yes ; but I clave to you when all was not.  
And, when temptation touched your citadel,  
Your weakness won again, and you forgot —*

*Forgot yourself, and freedom, and your friends,  
Even interest ; and now our vaunted glow*

*Becomes a blush, as the long story ends  
In sorry separation at Bordeaux.*

*You hate me now ; you will not hate me less  
If I go on unshaken by your fall,  
If for your sake, devoid of bitterness,  
I face the world without you after all.*

Robert Vansittart

Ne vous ai-je pas été toujours fidèle ?  
Vous ai-je manqué depuis ma jeunesse ?  
Mon amour n'était pas aveugle, mais en vous sur le pire  
Je savais qu'en vérité le meilleur l'emportait.

[xi]

De même vous étiez indulgent à mes faiblesses,  
Que vous pouviez voir, ne vous les cachant pas,  
Nous étions confondus côte à côte, destinés,  
Ne pouvant le faire seuls, à défier le monde.

M'avez-vous gardé foi ? Certes, dans le bonheur !  
Mais si dans le malheur à vos côtés j'étais,  
Vous, quand le danger assaillit votre citadelle,  
De nouveau défaillant, vous avez tout oublié,

Et vous-même, et la liberté, et vos amis,  
Et votre intérêt, et de notre fière passion  
La longue histoire prend honteusement fin  
À Bordeaux, dans une affreuse rupture.

Vous me haïssez maintenant, vous ne me haïrez pas moins  
Si je reste debout malgré votre abandon.  
Et vous aimant encore, exempt, moi, d'amertume  
Si je tiens, après tout, tête au monde, sans vous !

\*

\* \*

Personne ne s'étonnera, surtout si l'on se place à la date où le poème fut publié, de mon émoi. J'en fus tellement secoué que je tins à y répondre publiquement ; ce ne fut pas pour me plaindre de ses reproches douloureux, mais pour y faire écho : je comprenais trop les droits à l'amertume que pouvaient revendiquer trente-six années d'une amitié, jamais altérée...

Comment ne les aurais-je pas compris, moi qui pouvais lui emprunter le premier vers de son poème et lui dire :

« *Was I not faithful to you from the first ?* »

Il aurait eu d'autant plus sujet d'être implacable, et il ne l'était point, que personne plus et mieux que lui n'avait été près de ses compatriotes le défenseur, le porte-drapeau et le symbole de l'Alliance de nos deux peuples ; il avait donc mille et mille fois raison quand il nous faisait honte, dans quatre vers terribles, de laisser sa nation seule pour faire face au monde... et qu'il nous lançait ce beau défi : « *If for your sake...* etc. »

C'est en méditant sur ce défi et sur les interrogations accablantes que la honte de Bordeaux lui a inspirées que j'ai pris la résolution d'écrire ce que je sais, ce que j'ai vu, ce que j'ai entendu, ce que j'ai compris de ce qui a conduit la France là.

[xii]

En même temps que je le lui apprends, s'il me lit, je l'en remercie.

Qu'on me fasse la faveur de ne pas croire que j'ai voulu écrire l'histoire de la guerre, ni même d'une partie de la guerre, pas même de la seule capitulation. L'histoire impartiale de la guerre jusqu'au moment où la France a cessé d'y participer exigera, avec le recul du temps, la confrontation des dépêches diplomatiques, des pièces militaires et des témoignages ; elle ne pourra être faite que par des hommes détachés des passions partisans et animés d'un véritable esprit d'équité, ce qui d'avance frappe de suspicion l'enquête de Riom. Tout au plus celle-ci pourra-t-elle recueillir des documents, sujets d'ailleurs à révision. Je ne formule pas cette réserve parce que je puis être impliqué dans le procès. Il est des personnalités, elles aussi poursuivies, en compagnie

desquelles je serai très fier d'être. Mais les hommes de Vichy qui ont décidé l'instruction et le procès ne sont pas libres. Ils dépendent des gouvernements ennemis qui ont un intérêt primordial à accuser et à condamner tous les Français ayant fait preuve d'une volonté patriotique, hostile à leurs desseins. De plus, ils ont un crime sur la conscience et, dans l'espoir de le faire oublier ou pardonner, ils cherchent à charger d'autres qu'eux-mêmes du poids des responsabilités de la guerre. Ils font œuvre de soumission aux vainqueurs, de politique personnelle et, contre d'autres Français, de vengeance basse, mais non de justice ni de vérité.

La vérité, je ne l'apporte pas. Je ne la possède pas. Quelqu'un la possédera-t-il avant longtemps ? J'apporte des vérités, c'est-à-dire la contribution d'un témoignage direct sur beaucoup de points essentiels et d'un témoignage indirect, mais alimenté à des sources pures et sûres, sur un certain nombre d'hommes et de faits. En tous temps, depuis plus d'un tiers de siècle, j'ai été mêlé à la vie politique de mon pays, j'ai été honoré de la confiance de quelques hommes d'État et de personnalités importantes de la vie politique et administrative française, sans que je fusse obligé de partager toutes leurs vues ; ils parlaient devant moi sans détours et quelques secrets quelquefois s'échappaient de leurs lèvres parce qu'ils savaient que je n'avais pas de peine à distinguer, à travers leurs confidences, [xiii] ce dont je pouvais faire un usage utile au pays, et ce qu'il fallait garder scellé dans ma mémoire.

Cette contribution est en même temps une déposition, dans la mesure où elle est sévère, indulgente, ou élogieuse à l'égard des personnages, grands ou petits, que je suis obligé de situer dans le cours des événements auxquels ils ont été mêlés.

Je n'ai pas eu pour intention de rechercher, comme on le fait à Riom, les responsables de la guerre. Pour moi, cette recherche est déjà, en elle-même, une injustice et une sottise criminelles. Le responsable de la guerre n'est pas en France, il est à Berlin, il se nomme Hitler, il s'appelle aussi l'Allemagne, ce qui est tout un. La part de responsabilité indirecte qui revient à des Français parce que leurs faiblesses, leurs imprévoyances, leur politique, ont donné licence à l'audace du Grand Responsable, elle apparaîtra par la force des choses dans mon œuvre comme apparaîtront également quelques indices des responsabilités de la défaite, puis de la débâcle, mais je n'aurais pas entrepris spécialement la tâche de les établir.

En revanche j'ai eu, j'ai, je l'avoue, et mieux encore le revendique, la volonté de fournir tous les renseignements parvenus jusqu'à moi et pouvant fixer la responsabilité des auteurs de la capitulation de Bordeaux. Une défaite peut n'être qu'un accident, une débâcle peut n'être qu'un malheur ; la capitulation de Bordeaux, le reniement de la signature de la France, l'affaissement devant le vainqueur, l'abandon de l'Empire, ne sont ni des accidents ni des malheurs, ils sont du déshonneur, un déshonneur qui m'opprime et qui ne cessera de m'opprimer l'esprit et le cœur, comme ceux de tant de Français, que lorsque la France aura effacé cette tache de son drapeau.

Tout de suite, je tiens à le déclarer, j'écarte un nom : celui du maréchal Pétain, circonvenu, trompé, abusé. Il fut plus une victime, qu'il faut plaindre, qu'un coupable.

Je manquerais à ma conscience si je n'ajoutais qu'après avoir été dupé et aveuglé jusqu'à rendre à Hitler, avec M. Laval, une visite que ses thuriféraires célébrèrent comme une date historique, il s'éveilla du cauchemar et chassa M. Laval. Depuis lors il a opposé une résistance obstinée aux tentatives hitlériennes d'entraîner la France dans la guerre à la Grande-Bretagne, [xiv] par le concours de la flotte française et des ports français méditerranéens. Puisse-t-il y persister !

Quant aux autres, je me consulte : suis-je animé à leur rencontre de haine, de vengeance, ou simplement d'antipathie et de partialité ? Non ! Il en est sur la fermeté de qui j'ai fait fond jusqu'à la minute où je l'ai vue chanceler. Il en est contre qui mes informations et mes inductions paraîtront des réquisitoires : je n'avais rien dans l'esprit contre eux, ne les connaissant qu'à peine. Il en est, enfin, qui n'ont pris d'importance que par leur complicité. Je n'ai à confesser que l'humiliation qui m'obsède depuis les jours sinistres de Tours et de Bordeaux, particulièrement depuis cette nuit du 16 juin où la démission de M. Paul Reynaud et l'avènement du nouveau ministère Pétain ont consommé la déchéance, momentanée, de ma Patrie...

En livrant au peuple britannique ces pages ardentes et sincères, je lui dis :

Elles sont à vous ! Ne les refusez pas, même si mon témoignage et mes jugements vous apportent sur tels ou tels hommes, sur tels ou tels points, des désillusions ou des surprises. Elles viennent d'un homme qui ne pourra jamais séparer dans son amour votre nation et la sienne.

Élie J. Bois.

[1]

## **Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

# Chapitre I

---

## COMMENT ET POURQUOI ?

*Dates indicatrices — Enchaînement de causes et conjonction de trahisons.*

[Retour à la table des matières](#)

Au seuil de cet ouvrage qui, tout en étant un livre de combat, est avant tout un document d'histoire, il convient d'inscrire en lettres lumineuses, telles des poteaux indicateurs aux carrefours des grandes routes, quelques-unes des dates essentielles qui jalonnent la chronique de la guerre voulue, préparée, décrétée, montée, selon l'expression de Sir Nevile Henderson, par Adolf Hitler.

- 21 août 1939, Annonce du pacte germano-russe.
- 23 août, Remise à Hitler d'un message de M. Chamberlain.
- 26 août, Lettre de M. Daladier à Adolf Hitler.
- 1<sup>er</sup> septembre, Invasion de la Pologne par l'Allemagne.
- 1<sup>er</sup> septembre, Remise par Sir Nevile Henderson au nom du Gouvernement britannique et par M. Coulondre au nom du Gouvernement français d'une note prévenant le ministre des Affaires Étrangères allemand que la Grande-Bretagne et la France rempliront leurs obligations envers la Pologne si le Gouvernement allemand ne suspend pas son action agressive contre elle.

- 2 septembre, Mobilisation générale en France.
- 3 septembre, Constatation de l'état de guerre entre la France et la Grande-Bretagne d'une part et l'Allemagne d'autre part.
- 1<sup>er</sup> décembre, Guerre russo-finlandaise.
- 13 mars 1940, Déchéance des députés communistes français.
- 13 mars, Signature de la paix entre les Soviétiques et la Finlande.

[2]

- 20 mars, Démission de M. Daladier.
- 20-22 mars, Constitution du Cabinet Reynaud.
- 9 avril, Invasion du Danemark et de la Norvège.
- 2 mai, Retrait des troupes britanniques et françaises du sud de Trondhjem.
- 10 mai, Invasion de la Hollande et de la Belgique. Démission de M. Chamberlain.
- Investiture de M. Winston Churchill.
- 16 mai, Percée du front français. Alarme à Paris.
- 18 mai, Remaniement ministériel français.
- 19 mai, Weygand remplace Gamelin.
- 28 mai, Capitulation du Roi Léopold.
- 6 juin, Remaniement ministériel français. Résignation de M. Daladier.
- 10 juin, Entrée en guerre de l'Italie.
- Appel de M. Reynaud à M. Roosevelt.
- Abandon de Narvik.
- 11 juin, Départ du Gouvernement français pour Tours.
- 12 et 13 juin, Conseil des ministres à Tours. Le général Weygand réclame l'armistice. M. Churchill vient à Tours.
- 14 juin, Départ du Gouvernement français pour Bordeaux. 16 juin, Démission de M. Reynaud et remplacement par le maréchal Pétain qui demande à l'Allemagne ses conditions de paix.
- 21 juin, Cérémonie de Rethondes.
- 22 juin, À Rethondes, signature de l'armistice franco-allemand.
- 24 juin, À Rome, signature de l'armistice franco-italien.



– 25 juin, Cessation des hostilités entre la France, l'Allemagne et l'Italie.

Six de ces dates sont, si l'on peut dire, des dates clefs ou des dates causes, car, si sensationnelles que soient les autres, ces six-là les déterminent.

Détachons-les dans l'ordre chronologique :

- 21 août 1939, Annonce du pacte germano-soviétique.
- 1<sup>er</sup> septembre, Invasion de la Pologne par l'Allemagne.
- 20 mars 1940, Démission de M. Daladier.

[3]

- 21-22 mars 1940, ministère Reynaud.
- 10 mai, Offensive allemande par l'invasion en Belgique et en Hollande.
- 16 juin, Démission du Cabinet Reynaud à la suite de la décision du Conseil des ministres français de demander à Hitler ses conditions de paix.
- 

C'est dans le cadre de ces dates que va se jouer, dans des conditions imprévisibles, l'honneur de la France et l'on assistera, principalement du 10 mai au 16 juin, au déroulement, à la vitesse d'un rêve cinématographique, d'événements dont un seul serait déjà du domaine de l'inouï et dont l'ensemble constitue une des plus invraisemblables catastrophes de l'histoire humaine.

À moins de deux mois de l'invasion de la Belgique et de la Hollande et de l'offensive allemande qui s'ensuivit, non seulement le front tenu par l'armée française, par l'armée belge et par le corps expéditionnaire britannique a été rompu, non seulement le Roi des Belges a capitulé, non seulement la presque totalité de la France a été envahie, non seulement le Gouvernement français, au mépris de la parole donnée par son prédécesseur, a sollicité l'armistice, en a accepté les conditions humiliantes, s'est livré pieds et poings liés à l'ennemi vainqueur et aux belligérants de la douzième heure, mais les hommes qui, sous la cravache d'Hitler et sous la protection de Mussolini, dirigent, si l'on peut appeler cela diriger, les destinées de la France, ont consommé la rupture avec l'Amie, avec l'Alliée, avec les compagnons de lutte, et jeté à bas l'édifice politique de la nation pour y substituer une structure nouvelle en

accord avec le nazisme german et le fascisme romain ! En vérité on ne peut remuer tout cela sans frémir. On est tenté de se dire : « Non ! non ! cela n'est pas vrai. C'est un cauchemar ! » Et l'on est obligé de se répondre : « Hélas, cela est vrai. » Alors, le comment et le pourquoi se dressent inexorables devant l'intelligence. On veut comprendre, et pour comprendre, savoir !

Quand, dans un effort de la mémoire, on embrasse les vingt dernières années, c'est en foule que les explications arrivent, plus ou moins fondées, mais il n'en est pas une qui, seule, suffise.

[4]

Que le relèvement insolent de l'Allemagne pangermaniste soit dû aux divergences entre les politiques de la Grande-Bretagne et de la France à l'égard de l'ennemi de la veille, que notamment la faiblesse inconcevable des Gouvernements anglais et français à l'égard d'Hitler lorsqu'il a dénoncé le pacte de Locarno et réoccupé la zone rhénane démilitarisée, ait levé tous ses scrupules et toutes ses craintes, ce n'est que trop vrai, et il l'a lui-même crié au Chancelier Schussnigg dans la dramatique entrevue de Berchtesgaden avant l'*Anschluss* :

*« Vous croyez que la France et l'Angleterre bougeront ; elles n'ont pas bougé le 7 mars 1936. »*

Que les rivalités, les différends, les conflits, les haines entre les États successeurs de l'Autriche-Hongrie, au lieu d'être apaisés et au besoin réglés d'autorité par les Chancelleries de Londres et de Paris, aient pu se donner libre cours et permettre la résurrection de l'Allemagne impérialiste à leurs dépens, et aux nôtres, ce sera peut-être ce qui, dans la période de temps comprise entre les deux guerres, intriguera le plus l'historien de l'avenir.

Que la France se soit, depuis la victoire de 1918, laissée descendre, sans sursaut réel, sur une pente de décadence morale, que le système politique français qui ne portait pas en lui-même de tares ait été vicié dans son application par la faute des électeurs, des élus et du pouvoir ; que, plus particulièrement, les Gouvernements français successifs, cédant à la vague d'optimisme béat et de pacifisme intégral qui submergeait toutes les démocraties, aient laissé peu à peu se rouiller la machine militaire ; que les partis aient perverti l'opinion en ne lui parlant que de ses droits et jamais de ses devoirs, et que celle-ci, entraînée dans un

courant démagogique impétueux, ait presque perdu le sens national, jusqu'à manifester une indécente euphorie, au lendemain des accords de Munich, qui n'étaient excusables que par l'impréparation « des démocraties occidentales », que les propagandes communistes, hitlériennes et ultraconservatrices aient empoisonné l'âme de la France et que l'effort de redressement n'ait, pas plus sur le plan militaire et sur le plan aérien que sur le plan moral, été assez énergique, alors qu'il eût dû être implacable, c'est ce qui est apparu avec trop d'évidence...

[5]

Il y a donc, non pas une cause, il y a un enchaînement de causes, mais même cet enchaînement n'aurait pas suffi non plus s'il ne s'était produit dans les trois derniers mois une véritable conjonction de trahisons, qui ne furent pas toutes délibérées, et qui, non plus, ne furent pas toutes liées entre elles, mais qui, par leur simultanéité, ont joué à l'égal d'une conjuration. Enfin, on ne pourra réaliser ce qui s'est passé d'effroyable du 10 mai au 16 juin si l'on n'a une notion exacte des rapports qu'il y a entre des événements comme l'aventure finlandaise, comme l'échec en Norvège, et les vicissitudes de la politique intérieure française, et l'on ne comprendra pas ces rapports si l'on ne projette une lumière crue sur le milieu politique français et sur la psychologie des principaux personnages qui y évoluent depuis la déclaration de guerre et qui vont avoir à se confronter avec les plus graves circonstances.

[6]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre II

---

### HITLER ANNONCE LA GUERRE — SON PACTE AVEC MOSCOU

*Si le pacte germano-russe n'avait pas été signé — Comment j'appris à Burgos la signature du pacte — Un mot de M. Jeanneney.*

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est pas sans raison que j'ai fait figurer en tête de liste des « dates principales » de la guerre déclarée le 1<sup>er</sup> septembre 1939 par l'Allemagne, l'annonce du pacte germano-russe. Sans avoir recours à une argumentation abondante, procédons à la manière des philosophes grecs par questions qui n'ont pas besoin de réponses, car elles les portent en elles-mêmes.

Si le pacte annoncé le 21 et signé le 23 août avait été conclu, non entre l'Allemagne et l'URSS, mais entre la Russie et l'Entente Cordiale, est-ce qu'Hitler et Ribbentrop n'auraient pas regardé à deux fois avant d'entreprendre leur guerre joyeuse contre la Pologne ? Et s'ils l'avaient entreprise tout de même est-ce que le blocus anglo-français n'aurait pas été plus efficace, est-ce que le moral de l'armée française n'en aurait pas été renforcé dans le sens de la confiance, est-ce que le cours des opérations militaires n'en aurait pas été profondément modifié, est-ce que l'armée française d'Orient, qui n'eut jamais à intervenir, n'aurait

pas été l'aile marchante d'un groupe d'armées turques, roumaines, yougoslaves, grecques ? Est-ce que M. Mussolini n'aurait pas été amené à reconsidérer sa politique étrangère à la lumière du précepte de l'historien florentin : « L'homme d'État italien doit prier Dieu d'être toujours du côté du plus fort et s'arranger pour qu'il le soit en effet » ? Est-ce qu'il n'aurait pas découvert dans ses principes changeants et dans l'égoïsme sacré qui était sa règle la justification d'un retour aux stipulations de Stresa ? Et s'il avait été assez aveugle, comme il l'a été, pour rester fidèle à l'axe Berlin-Rome, est-ce que le succès [7] probablement rapide d'une expédition franco-britannique en Italie n'aurait pas été catastrophique pour lui-même et pour son régime, en même temps que d'une importance considérable sinon décisive sur le destin de la guerre ?

Est-ce qu'Hitler, dans ses cogitations de Berchtesgaden, ne s'est pas posé lui-même des questions identiques ? Le *Führer*, ainsi que M. Coulongre en a transmis, le 1<sup>er</sup> juin 1939, à Paris, la relation qu'il tenait d'un haut fonctionnaire de la *Wilhelmstrasse*, n'a-t-il pas demandé aux généraux Keitel et Brauchitsch « *si un conflit général tournerait à l'avantage de l'Allemagne* » et ne lui ont-ils pas répondu que « *dans le cas où l'Allemagne devrait lutter contre la Russie, elle aurait peu de chances de gagner la guerre* » ?

Ne fut-il pas de notoriété officieuse dans l'entourage de M. de Ribbentrop, au printemps de 1939, que le ministre des Affaires Étrangères du *Reich* inclinait vers la destruction de l'État polonais par un partage entre le *Reich* et la Russie ?... Ne conservait-il pas alors, au plein des interminables négociations anglo-françaises, « l'espoir de rattraper les Russes ou du moins de les voir rester à l'écart du bloc constitué sous l'égide de l'Angleterre et de la France » ?

Est-ce que M. de Ribbentrop, qui n'avait qu'à faire fouiller dans les archives de la *Wilhelmstrasse*, ne lui a pas mis sous les yeux tous les arguments bismarckiens en faveur de la politique des trois Empereurs ? Est-ce qu'il ne lui a pas démontré que, si l'anticommunisme était à son profit un excellent prétexte de propagande et d'action internationales, il aurait tort de lui sacrifier le salut et le triomphe de l'Allemagne naziste ? S'il a éprouvé des répugnances, ce qui est de sa part possible, à mettre sa main dans la main de Staline, ne s'y est-il pas, en fin de compte, résigné au nom de la raison d'État, en se convainquant que la signature du pacte germano-russe aurait pour effet immédiat de

décontenancer la Grande-Bretagne et la France et de les faire hésiter à tenir leurs engagements envers la Pologne ? Ne s'est-il pas enfin promis que si elles les tenaient il serait bien mieux placé, n'ayant plus rien à craindre à l'Est, pour les battre, pour les amener à la capitulation et pour revenir ensuite se venger sur les Soviétiques d'avoir eu à composer avec eux ?

[8]

Je me rappellerai toute ma vie comment j'appris la conclusion du pacte germano-russe... C'était en Espagne, que je traversais hâtivement, car déjà les nuages s'amoncelaient à l'horizon diplomatique... et, au ciel, des éclairs annonçaient la foudre. Je venais d'arriver à Burgos où j'avais un rendez-vous avec un fort galant homme du Ministère de la Propagande. Nous avons à peine échangé les premiers mots de courtoisie que, gravement, il me demandait :

« Que pensez-vous du pacte avec les Russes ? »

Les missions militaires britannique et française étaient tout récemment arrivées à Moscou pour y parfaire l'entente politique entre M. Molotov et MM. Steeds-Naggiar... Sans plus réfléchir, et autant par conviction que pour me trouver de plein-pied avec un adversaire du bolchevisme, je lui répondis :

« Je n'ai aucun goût pour la Russie, blanche ou rouge. Je considère cependant qu'un accord avec le Gouvernement de Moscou, indépendamment de toute idéologie, est une utile prime d'assurance pour nous et pour eux. »

Le jeune visage uni de mon interlocuteur se fronça légèrement d'un sourire triste à la constatation de ma méprise :

« Je vous parle, me contredit-il doucement, du pacte que M. de Ribbentrop signe aujourd'hui à Moscou... Ne le savez-vous pas ? »

Je ne pouvais guère le savoir, car depuis que j'étais dans la péninsule ibérique j'étais, faute de téléphone, coupé de toute communication avec la France, et j'ignorais que les dépêches qui m'étaient envoyées de Paris pour me prévenir et me rappeler me suivaient de ville en ville, y arrivant par une diabolique coïncidence juste après mon départ. J'avouais à M. Merry del Val :

« Non ! Et vous venez de me donner un coup dans l'estomac ! »

C'en était un ! J'avais, certes, souvent envisagé comme possible une entente Staline-Hitler. Pas plus tard que quelques semaines auparavant, dans un article écrit au retour d'une enquête à Londres, j'avais, dans le *Petit Parisien*, traduit l'appréhension que pouvait avoir le *Foreign Office* que quelque intrigue avec les Allemands se cachât sous les dehors de l'intransigeance soviétique. Lord Halifax se [9] rendant à Genève deux semaines auparavant, s'était arrêté à Paris ; une petite conférence avait été tenue entre lui et MM. Daladier et Georges Bonnet avant le départ des deux ministres des Affaires Étrangères de Grande-Bretagne et de France pour le Conseil de la SDN M. Daladier, sur la foi de renseignements venus de Munich et relatifs à des pourparlers secrets russo-allemands, avait attiré l'attention de Lord Halifax sur le risque grave de laisser la Russie « *exposée aux menées allemandes avec tentation pour le Reich d'escompter une emprise sur l'URSS à la faveur d'un accord économique ou par toute autre tractation* ». Le Secrétaire Général des Affaires Étrangères de France avait en outre insisté sur la présence à la *Wilhelmstrasse* d'une école favorable à l'entente germano-russe, et au Pont aux Chantres d'un clan pro-germain. Lord Halifax, en cherchant une formule qui pût fixer les obligations d'assistance mutuelle dans un accord anglo-franco-russe, avait pour sa part montré qu'il regardait en face le péril, en cas de guerre, d'une Russie neutre et surtout hostile.

J'avais eu connaissance de ces échanges de vues, et dans un article, sans y faire allusion, ce qui eût été, à cette époque, dangereusement indiscret, j'avais, pour mettre le point sur l'i, fait appel à l'histoire des rapports russo-allemands, j'avais tout simplement rappelé l'entrevue de Bjorkoë en 1905 lorsque l'ex-Kaiser cherchait à persuader Nicolas II de faire bloc contre l'Angleterre et d'y entraîner la France. J'avais même ajouté avec une prescience craintive :

« *Hitler a beau avoir fait sa fortune politique tout autant avec la bataille contre le bolchevisme qu'avec la revanche contre la France, il a beau avoir couvert ses entreprises belliqueuses du prétexte antikomintern, il ne serait pas gêné de s'entendre momentanément avec Moscou si ça devait rejeter le bloc moscovite en dehors de la partie qui se joue entre lui et l'alliance franco-britannique.* »

Ce souvenir me remontait à la mémoire tandis que M. Merry del Val, reflétant la tendance des nouvelles d'origine allemande qu'il venait obligeamment de me résumer, terminait par cette interrogation :

« – Ne pensez-vous pas que l'affaire de Dantzig est maintenant réglée ?

[10]

– Réglée ? murmurais-je. Sait-on ? Quelles réactions la victoire diplomatique et militaire qu'Hitler vient de remporter sur le tapis vert des Chancelleries aura-t-elle ? En Pologne ? Je ne sais pas. En France, en Grande-Bretagne ? Au point de vue du jeu des alliances, cela dépendra de la Pologne elle-même ; à un autre point de vue, je me demande jusqu'à quel degré le reniement d'Hitler à toute sa propagande antisoviétique influencera l'opinion française, à gauche contre les Soviets, à droite contre lui ? Et vous-même, appuyais-je en essayant de pénétrer sa pensée, que pouvez-vous penser maintenant de l'homme qui a fait sa fortune politique en se dressant comme un rempart contre le bolchevisme ?... »

Mais je ne le laissais pas me répondre, ne voulant en aucune manière l'embarrasser :

« Je n'ai, continuais-je, qu'à trouver le moyen le plus rapide de retourner à Paris. Adieu, Espagne, Portugal ! »

L'avion qui me ramena en France était le dernier de la ligne allemande qui volât de Lisbonne à Marignane ; encore faillit-il nous abandonner à Madrid, puis à Barcelone, et ne poursuivit-il son voyage qu'après avoir reçu, par un radiogramme des autorités germaniques, l'ordre de ramener à Stuttgart les pilotes allemands stationnés à l'aérodrome marseillais. Ce détail, en apparence infime, m'en dit long sur la probabilité de la guerre, et j'étais préparé à entendre, le jour même de mon retour à Paris, le ministre des Affaires Étrangères, M. Georges Bonnet, et le Président du Conseil lui-même, M. Daladier, me confesser leurs craintes, et un haut fonctionnaire me dire gravement :

« La guerre paraît inévitable à moins d'un retour sur lui-même d'Hitler, mais il ne le fera pas, car il ne croit pas à la sincérité de notre fidélité à nos alliances. »

C'est cet après-midi-là, le 26 août, que M. Édouard Daladier, conscient de la menace qui, à grands pas, s'avancait sur l'Europe, écrivit au Chancelier Hitler la lettre émouvante où il le conjurait de ne pas engager « *une guerre de destruction sans qu'une dernière tentative d'arrangement pacifique ait lieu entre l'Allemagne et la Pologne.* » En



descendant du Ministère de la Guerre, je me trouvais face à face avec le Président du Sénat, M. Jeanneney, dont l'attitude ne se démentira à aucun moment dans le sens de la dignité nationale. Le robuste Franc-Comtois [11] au visage sévère, presque renfrogné, n'a jamais fait partie que d'un seul gouvernement, celui de Georges Clemenceau pendant la guerre, et encore dans les fonctions de simple Sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil. Il était alors du triumvirat de collaborateurs qui montait la garde autour du « Tigre », en recevait la flamme et la transmettait du haut en bas de la hiérarchie française : lui, Jeanneney, le général Mordacq et Georges Mandel.

Devenu le second personnage de l'État, comme Président de la Haute Assemblée, il y personnifiait la volonté d'action, la rigidité des principes républicains, le patriotisme intransigeant. Peu communicatif il se borna à me dire :

*« Il faut que toute la France ait maintenant la mentalité qu'on avait dans cette maison il y a vingt-deux ans. »*

Et en s'appêtant à grimper comme un jeune homme les marches de l'escalier ministériel, il me jeta :

« C'est ce que je viens dire ici ! »

Plût à Dieu que son vœu eût été entendu et suivi de toute la nation !

[12]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre III

---

### LA RESPONSABILITÉ DE LA GUERRE

*Un soufflet de M. Chamberlain à M. de Ribbentrop — Une conférence franco-anglaise à Paris — Un mémorable document — Une accusation.*

[Retour à la table des matières](#)

C'est donc le 21 août 1939 que les haut-parleurs de la Radio et de la Presse, en annonçant la conclusion du pacte germano-russe, ont indirectement prévenu le monde qu'Hitler allait déchaîner la guerre et que Staline lui prêterait assistance ou lui laisserait la voie libre. Il n'y eut pas le plus léger doute pour les initiés, les autres ne tardèrent pas à en être informés, et l'évidence en fut telle que, malgré les tentatives répétées d'Hitler et de Ribbentrop pour se disculper de leur culpabilité, je m'étais autorisé, en traçant le plan de cet ouvrage, à m'abstenir, sinon de la rappeler, du moins d'en construire la démonstration.

Si M. Hitler et M. de Ribbentrop ou quelque autre de ces sombres chevaliers du plus effronté gangstérisme international qu'on ait jamais vu, s'étaient bornés à se tresser eux-mêmes des couronnes d'innocence, il n'y aurait eu qu'à sourire et à passer. Mais quand j'ai appris que c'est à mon pays qu'ils demandaient leur réhabilitation et que le gouvernement qui le tenait sous le joug se faisait leur complice et s'apprêtait,

dans une comédie judiciaire, pour les blanchir, à accuser le Président du Conseil français en fonction en septembre 1939, et, par-dessus M. Daladier, l'Alliée de la France, la Grande-Bretagne, je me suis résolu à crier :

« Holà ! » et « Halte-là ! »

Le plan est visible sans microscope. Après le traité de Versailles, le principal effort de la campagne de revanche germanique s'était porté contre le dogme de la responsabilité allemande dans la guerre de 1914. En le prenant pour cible, [13] les tireurs avaient pour objet d'atteindre tout ce qui dérivait de la culpabilité reconnue par la signature de leurs plénipotentiaires, c'est-à-dire tout ce qui avait figure de châtiment et, en première ligne, les réparations. Quelque glorification que les Allemands, et notamment les chefs nazis, aient pu faire par ailleurs de l'usage de la force et de la *vertu de la guerre*, soit par conviction réelle, soit en vue de galvaniser l'esprit de leurs masses, ils ont toujours mis leur point d'honneur à se débarrasser, comme d'une chape de plomb trop lourde à leurs épaules, de la responsabilité de la guerre de 1914 ; quant à celle de la guerre qui dure encore, quoiqu'ils en aient de longue date noué les fils, ils n'ont jamais cessé d'en vouloir rejeter le poids sur les « démocraties occidentales », et particulièrement sur la Grande-Bretagne. En ordonnant aux pauvres hommes de Vichy et aux pseudo-juges de Riom de poursuivre telles ou telles personnalités qu'ils tiennent à abattre après les avoir salies, leur dessein est d'atteindre, à travers M. Daladier, M. Neville Chamberlain et Lord Halifax, par-dessus M. Mandel, M. Winston Churchill, au-dessus de la France, l'Angleterre.

À la fin d'octobre 1939, à Dantzig, alors que la campagne de Pologne touchait à son terme, M. de Ribbentrop, dans une harangue venimeuse, avait déjà cherché à dissocier la France de la Grande-Bretagne, et prétendu que la guerre avait été imposée au peuple français par le Gouvernement britannique. Je serais bien étonné qu'il ne gardât pas encore sur sa face les traces du soufflet dont le marqua M. Neville Chamberlain. Feu l'ancien Premier ministre n'avait pas que des amis à la Chambre des Communes, mais quand, le 26 octobre, rétorquant l'accusation portée contre l'Angleterre, il laissa tomber d'une voix sèche :

« *Le monde entier sait que ce n'est pas vrai,* »

et qu'il éleva la voix pour cingler M. de Ribbentrop de cette réponse :

« *L'une des questions que les historiens de l'avenir auront à examiner sera celle de savoir jusqu'à quel point cette grande tragédie de notre époque aura été due à l'incapacité de Von Ribbentrop de comprendre aussi bien la politique que le caractère du peuple anglais.* »

[14]

La Chambre des Communes se trouva unanime pour être fière de l'exécution.

Dira-t-on que c'est là incomparable escrime, mais non une preuve ? Je pourrais répondre que tant vaut l'homme tant vaut sa parole, et qu'il y a des hommes et des tons de vérité insoupçonnables, et j'aurais raison. Mais au point où j'en suis, je vais me plaire à asséner le marteau de quelques faits et de quelques témoignages sur le crâne des procureurs d'Auvergne.

Sans remonter au déluge, c'est-à-dire à cette longue période dont le point culminant fut Munich et où, tant en France qu'en Angleterre, et peut-être plus encore en Angleterre qu'en France, la longanimité à l'égard de l'Allemagne hitlérienne fut poussée jusqu'à l'aveuglement, on peut bien le confesser aujourd'hui, il n'est pas de démarche, de prévenances, puis d'avertissements auxquels on ne recourut pour apaiser la voracité belliqueuse d'Hitler.

Je pourrais révéler, par exemple, qu'à la réunion parisienne du mois de juin 1939, dont j'ai noté dans le chapitre précédent les délibérations sur les rapports avec la Russie, Lord Halifax, M. Daladier, M. Bonnet et leurs experts avaient consacré beaucoup de temps à chercher « *comment les mois à venir pourraient être employés afin de seconder une solution favorable de l'affaire Dantzig* ». N'était-on pas allé jusqu'à examiner s'il ne serait pas possible de prendre pour point de départ : « *l'idée formulée par Hitler lui-même de Dantzig ville libre dans le Reich* » et « *d'envisager un régime comportant le maintien du caractère de ville libre dans le sens que Dantzig ne pourrait être ni fortifiée, ni occupée par des troupes, avec des concessions substantielles pour l'administration de la ville, même avec un représentant dans le Reich* ». M. Beck « avait donné à entendre qu'il serait prêt à aller assez loin dans la voie de concessions à l'Allemagne de droits en matière d'administration intérieure de la ville, de même qu'en ce qui concerne les relations extérieures de celle-ci ».

Mais tout cela, quelle qu'en soit, avec beaucoup d'autres choses, la valeur, est déjà dans la pénombre du passé, à la date du pacte germano-soviétique que j'ai pris comme point de départ en raison de son importance documentaire et de ses conséquences immédiates.

[15]

M. Chamberlain s'en rend compte et dès le 22 août il rédige un message dont la lecture, après coup, est terriblement accusatrice contre le *Führer*, à qui Sir Nevile Henderson le remettra dans l'après-midi du 23 août. Quelques passages en parurent peut-être trop doux, et trop conciliants au milieu de la fièvre qui tenait l'Europe haletante, mais la douceur des mots, la conciliation des suggestions, acquièrent avec l'éloignement des jours un incomparable prix, puisqu'elles condamnent la réponse diffuse, mensongère, et totalement négative qu'y fit le maître du *Reich*, et qu'elles révèlent jusqu'à quel point la Grande-Bretagne, par la voix de M. Chamberlain, comme la France, par la parole de M. Daladier, s'ingénierent et s'acharnèrent à détourner de leurs peuples le fléau de la guerre.

À ces titres, je pense qu'il est nécessaire, sans crainte d'alourdir cette mise au point, de reproduire ici ce mémorable document tel qu'il a été traduit et publié dans le *Livre Blanc* allemand :

« *Lettre du Premier ministre britannique au  
Führer, en date du 22 août 1939.*

LONDRES, le 22 août 1939.

Excellence,

Votre Excellence aura déjà eu connaissance de certaines mesures prises par le Gouvernement de Sa Majesté et publiées ce soir dans la presse et à la radio.

Selon le Gouvernement de Sa Majesté, ces mesures ont été rendues nécessaires par les mouvements de troupes signalés en Allemagne, et par le fait que, semble-t-il, *la publication d'un accord germano-soviétique a été considérée par certains milieux de Berlin comme un événement d'où l'on pourrait conclure qu'une intervention de la Grande-Bretagne en faveur de la Pologne ne constituerait plus une éventualité*

*avec laquelle il faille compter.* On ne pourrait commettre plus grave erreur. Quelle que soit la nature de l'accord germano-soviétique, il ne saurait modifier les obligations de la Grande-Bretagne envers la Pologne, ainsi que le Gouvernement de Sa Majesté l'a exposé publiquement à plusieurs reprises et en toute netteté, obligations qu'il est résolu à remplir.

On a soutenu que si le Gouvernement de Sa Majesté avait en 1914 mieux précisé sa manière de voir, la grande catastrophe [16] aurait été évitée. Que cette affirmation soit fondée ou non, le Gouvernement de Sa Majesté est décidé à faire *le nécessaire pour que pareil tragique malentendu ne surgisse pas dans le cas présent.*

*Si cela est nécessaire, le Gouvernement de Sa Majesté est résolu et est prêt à mettre immédiatement en ligne toutes les forces à sa disposition, et l'on ne saurait prévoir la fin d'hostilités une fois déclenchées. Ce serait une dangereuse illusion de croire qu'une guerre une fois commencée se terminerait plus tôt qu'on ne le croit, même si un succès devait être obtenu sur l'un des divers fronts où les hostilités se trouveraient engagées.*

Ayant ainsi pleinement mis en évidence notre manière de voir, je voudrais, une fois de plus, exprimer à Votre Excellence ma conviction qu'une guerre entre nos deux peuples constituerait la plus grande catastrophe qu'on puisse imaginer. Je suis convaincu que ni notre peuple ni le vôtre ne veulent la guerre, et je ne vois pas bien que les questions pendantes entre l'Allemagne et la Pologne renferment quoi que ce soit qui ne puisse et ne doive être solutionné sans violence, si l'on était seulement à même de rétablir une atmosphère de confiance qui permettrait de négocier dans une meilleure ambiance que celle d'aujourd'hui.

Nous avons toujours été prêts, et nous le serons toujours, à contribuer à la création de conditions permettant des négociations de ce genre, au cours desquelles il serait en même temps possible de discuter ces importants problèmes touchant l'avenir des relations internationales, y compris les affaires qui nous intéressent ainsi que Votre Excellence.

Dans l'état de tension actuelle les difficultés qui s'opposent aux négociations pacifiques ne font que croître, et plus l'on maintiendra cette atmosphère, plus il sera difficile à la raison de prévaloir.

L'on pourrait toutefois, sinon supprimer, du moins atténuer ces difficultés, si l'on était à même, de part et d'autre — et de façon plus générale de tous côtés — pendant une période de début d'observer une trêve au cours de laquelle cesseraient et les polémiques de presse et les provocations de tous genres.

Si l'on pouvait conclure pareille trêve, l'on aurait motif d'espérer qu'à l'expiration de cet intervalle — au cours duquel [17] l'on pourrait entreprendre des démarches en vue d'examiner les griefs présentés de part et d'autre relativement au traitement des minorités et y remédier — on aurait créé un milieu propice à des négociations directes entre l'Allemagne et la Pologne sur les questions qui les séparent (avec la coopération d'un médiateur neutre, au cas où les deux parties l'estimeraient opportun).

Je me vois toutefois obligé de dire qu'il n'y aurait que peu d'espoir à voir aboutir ces négociations à un plein succès s'il n'était établi dès le début que l'accord en vue devrait obtenir à sa conclusion la garantie d'autres puissances. Le Gouvernement de Sa Majesté serait prêt, si le désir devait en être exprimé, à contribuer de tout son pouvoir à une réalisation efficace de garantie de ce genre.

J'avoue ici que je ne connais pas d'autre moyen d'éviter une catastrophe précipitant l'Europe dans une guerre.

Eu égard aux suites incalculables qui pourraient résulter pour l'humanité d'une initiative de ceux qui la dirigent, je compte fermement que Votre Excellence pèsera avec toute la réflexion voulue les points que je viens d'exposer. »

Au cours de la visite où Sir Nevile Henderson remit cette lettre à Hitler, celui-ci, à travers le mélange qui lui est habituel d'affirmations orgueilleuses, de violences, d'imprécations, de flatteries aussi, laissa échapper sa pensée intime, *qu'il préférerait faire la guerre quand il avait 50 ans plutôt qu'à 55 ou à 60*. Après ce cri du cœur, il n'était plus possible de garder une espérance... Sir Nevile Henderson emporta de sa conversation avec Hitler « *le sentiment que le pacte russe avait, dans son opinion, créé une situation favorable à ses desseins* », et l'impression, « bien qu'il ait parlé de ses goûts artistiques et de son ardent désir

de les satisfaire, que le Caporal de la dernière guerre était plus désireux encore de démontrer ce qu'il pouvait faire dans la prochaine, comme Généralissime conquérant ».

Malgré une apparente éclaircie de quelque quarante-huit heures, tous les essais d'amener le Gouvernement allemand à négocier avec la Pologne demeurèrent vains ; Hitler n'entendait pas négocier, mais imposer ses conditions.

*« Son armée était prête, dira encore l'Ambassadeur d'Angleterre [18] à Berlin, il fallait donner une leçon à la Pologne, il fallait qu'elle acceptât ou qu'elle reçût sa raclée. »*

Jugement d'autant plus précieux qu'il émane de l'un des acteurs principaux du drame, et que, jusqu'au jour où les écailles lui tomberont des yeux, Sir Nevile Henderson, parti pour l'Allemagne avec l'intention arrêtée d'améliorer les relations anglo-germaines, avait tout d'abord prêté à Hitler et au nazisme une confiance ingénue, qu'il n'a pas eu honte de reconnaître. *Felix culpa*, pour employer la parole ecclésiastique, puisque, sa cécité momentanée une fois disparue après l'attentat du 15 mars 1939 contre la Tchécoslovaquie, il n'en a ensuite distingué que plus clairement les vraies couleurs du nazisme et le vrai visage d'Hitler.

Je me limiterais à ce rappel rapide des faits et des témoignages principaux et je renverrais, pour plus de clarté, au rapport de Sir Nevile Henderson, au *Livre Jaune*, aux discours de MM. Daladier et Chamberlain, et à beaucoup d'autres sources, si, de Vichy, n'avait pas été portée l'accusation précise et catégorique suivante :

*« M. Mussolini, le 31 août 1939, a proposé aux Gouvernements britannique, français et allemand de tenir une conférence le 5 septembre suivant pour rechercher une formule de règlement du conflit germano-polonais. Cette proposition devait sauver la paix si le Gouvernement britannique ne l'avait pas fait échouer. »*



Que vaut cette accusation ? Par elle-même d'abord, par l'autorité ensuite de l'homme ou des hommes qui l'ont proférée ? L'éclaircissement de l'affaire gagnera à l'examen distinct des deux questions : l'accusation elle-même, les accusateurs.

[19]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre IV

---

### LE PIÈGE DE M. MUSSOLINI

*La proposition de Mussolini de tenir une conférence était un piège préparé d'accord avec Hitler — La preuve en est dissimulée dans un Livre Blanc allemand — Une déclaration de M. Chamberlain — Hitler voulait la guerre.*

[Retour à la table des matières](#)

Par le moyen de la conférence que M. Mussolini proposa de tenir pour le 5 septembre, était-il possible d'arrêter la guerre commencée le 1<sup>er</sup> septembre 1939, sur l'ordre d'Hitler ?

Tel est le problème que nous avons à résoudre. En quoi consistait la proposition mussolinienne ? La voici telle qu'elle a été formulée à une heure de l'après-midi, le 31 août, par le comte Ciano à M. François Poncet et à Sir Percy Loraine, ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne à Rome :

*« M Mussolini offre, si la France et l'Angleterre acceptent, d'inviter l'Allemagne à une conférence qui se tiendrait le 5 septembre et dans laquelle il serait procédé à l'examen des difficultés actuelles nées du traité de Versailles. »*

Immédiatement, une observation préliminaire s'impose. Ce texte qui a été, on peut le croire, soigneusement délibéré, ne dit rien qui vaille. Il a une odeur de piège, non seulement parce qu'il étend le champ

d'action de la conférence éventuelle en se référant insidieusement au traité de Versailles, mais surtout parce qu'il fait une distinction entre l'Allemagne d'une part, et entre la France et l'Angleterre d'autre part. Pourquoi l'offre n'est-elle pas faite simultanément à l'Allemagne, à la Grande-Bretagne et à la France ? Pourquoi l'invitation ne sera-t-elle adressée à l'Allemagne que si la France et l'Angleterre acceptent ? Aussitôt un soupçon naît : n'est-ce pas parce que M. Mussolini sait qu'au matin du jour suivant, les troupes allemandes pénétreront en Pologne, y auront déjà saisi des gages et qu'il y aura position acquise pour Hitler lorsque le Gouvernement de Berlin sera saisi *officiellement* de [20] l'acceptation ou de la non-acceptation des Chancelleries de Londres et de Paris ?

Malgré les précautions prises, et précisément parce qu'elles ont été prises, pour donner à croire aux opinions britanniques et françaises que M. Mussolini agit *proprio motu*, il est hors de toute vraisemblance que l'initiative du *Duce* ait été décidée sans l'assentiment de son allié. Allons plus loin. La confrontation des événements et des textes est formelle. M. Mussolini n'a opéré qu'en accord avec Hitler. Alors une question s'impose : pourquoi dissimule-t-il cet accord ? Pourquoi feint-il d'avoir à l'obtenir quand il l'a ? Pour faire valoir ses bons offices ? Cela seul ne suffirait pas à justifier cette attitude. Serait-ce parce que M. Mussolini n'aurait entrepris sa démarche que sur la prière de quelque personnage de Paris ou de Londres ? Même en cette hypothèse, qui n'est pas dénuée de vraisemblance, mais dont seuls le comte Ciano, M. Georges Bonnet, M. François Poncet, et, à la rigueur, M. de Monzie et M. Baudouin, pourraient attester la justesse ou incriminer la fausseté, le déclenchement officiel de l'offre mussolinienne n'aurait pas été mis en branle sans qu'il y eût préalablement contact téléphonique entre l'aire de Berchtesgaden et le palais de Venise. Alors il faut en revenir à la déduction logique, dont la force est d'autant plus grande que la proposition de conférence est si tardive : celle-ci ne pouvait avoir que deux issues et deux résultats, les deux à la gloire hitlérienne et mussolinienne et à la confusion franco-britannique — pour la rigueur de l'argumentation, je laisse momentanément de côté l'intérêt de la Pologne, que le texte italien ne mentionnait même pas :

– 1) Ou bien la conférence était acceptée par l'Angleterre et par la France, sans autre condition que la présence de la Pologne, comme il est maintenant évident que certains le désiraient, l'Allemagne y

participait, le débat s'engageait, Hitler, loin d'avoir fait retourner en deçà des frontières polono-allemandes ses divisions motorisées et ses escadrilles, invoquait leurs succès pour exiger le total acquiescement du représentant polonais et la complète résignation de MM. Chamberlain et Daladier à la « proposition de règlement du problème de Dantzig et du corridor ainsi que de la question germano-polonaise [21] des minorités » — *ultimatum* qu'il avait, dans la nuit du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre, fait connaître au monde comme le dernier mot de sa générosité envers le peuple polonais. C'était, il faut le noter, quelques heures à peine avant que « sans déclaration de guerre, l'armée allemande franchît la frontière, et l'aviation allemande commençât de bombarder les aérodromes et les lignes de communications polonais ».

C'était à prendre ou à laisser. Pris dans l'engrenage d'un second Munich, peut-être, désarmés, MM. Beck, Chamberlain et Daladier finiraient-ils par capituler... Ce serait toujours cela de gagné. Il n'y aurait qu'à convaincre ensuite Staline d'ajourner le partage convenu dans le traité du 23 août ou à laisser le Polonais se débrouiller avec le Russe pendant que l'Allemand s'installerait dans les territoires à lui concédés. On pouvait se fier à lui pour qu'il les arrondît, plus tard, comme en Tchécoslovaquie.

– 2) Ou il se passait ce qui s'est passé : la France et l'Angleterre ne frappaient pas d'interdit la conférence elle-même, accordaient au *Duce* la politesse d'en agréer le principe, même si leurs experts en flairaient la tricherie, et posaient des conditions qu'Hitler était résolu à écarter. Alors le mécanisme de l'offre jouait de telle sorte que l'on pût en imputer l'échec, soit à la France soit à l'Angleterre, soit à l'une et à l'autre, et de préférence à l'Angleterre, puisque telle était, comme on est maintenant en droit de le supposer, l'arrière-pensée des initiateurs.

C'est ce qui résulte indiscutablement des textes si on les détaille en se souvenant de nos observations précédentes. Reportons-nous au *Livre Blanc* allemand, document N° 20 ; le titre lui-même est révélateur par sa date :

« Notice remise au Ministère des Affaires Étrangères d'Allemagne par l'Ambassadeur d'Italie le 2 septembre 1939, dans la matinée. »

Comment ! C'est dans la matinée du 2 septembre seulement que l'ambassadeur d'Italie communique à Berlin une initiative aussi grave qui remonte au 31 août à une heure de l'après-midi ! Voilà qui est déjà fort singulier.

Mais qu'y a-t-il dans cette notice, qui est un véritable poème diplomatique ? Lisons ensemble, ligne à ligne, pour admirer au passage l'art du rédacteur :

[22]

« À titre d'information, l'Italie fait savoir, naturellement en laissant toute décision au Führer... »

Arrêtons-nous : à titre d'information !... Sans plus ? Après trois jours de coups de téléphone entre Rome-Paris, Rome-Londres, il n'y en a pas eu entre Rome-Berlin, et s'il y en a eu on n'a pas informé M. de Ribbentrop de ce qui se trame au Palais Chigi ! Vraiment la dissimulation touche ici à l'effronterie. Continuons la lecture :

« ... naturellement en laissant toute décision au Führer... »

Le « naturellement » a été mis là par M. de Ribbentrop pour marquer que tout *Duce* qu'il est, Mussolini n'est tout de même qu'à la remorque du *Führer*.

Poursuivons encore :

« ... qu'il serait encore possible à son Gouvernement de faire accepter le principe d'une conférence par la France, l'Angleterre et la Pologne sur les bases suivantes :

- 1° Armistice laissant les armées sur leurs positions actuelles.
- 2° Convocation de la conférence d'ici deux à trois jours.
- 3° Solution du différend germano-polonais, laquelle, dans l'état actuel des choses, serait certainement favorable à l'Allemagne. »

– 1° : Tiens ! tiens ! que vient faire ici ce mot « armistice » dont il n'a pas encore été fait mention ? N'est-il pas placé là pour écarter par avance la condition inévitable qui ne peut pas ne pas être posée « *que les troupes allemandes soient retirées du territoire qu'elles occupent* » ?

Le 2° marque la volonté de laisser l'armée d'Hitler prendre du champ en Pologne, et rendre encore plus « favorable à l'Allemagne l'état des choses » auquel le 3° se réfère avec complaisance.

Un tout petit bout de phrase termine la « notice » :

« *C'est aujourd'hui surtout la France qui s'attache à l'idée qui provient du Duce.* »

Elle a un parfum de mépris qui n'est pas pour étonner de la part de M. Mussolini et elle pourrait donner créance à l'hypothèse que nous avons timidement avancée, que la manœuvre adroitement orchestrée par M. Mussolini, a peut-être [23] été l'objet, à défaut d'une véritable requête, du moins d'un vœu préalable d'origine française, non officielle. \*

Restons encore dans les documents allemands. Le *Livre Blanc* auquel nous venons d'emprunter cette savoureuse « notice » débute par une sorte de résumé intitulé « *La dernière phase de la crise germano-polonaise* ». Il faut en détacher le paragraphe onze, qui semble avoir été écrit d'avance à l'usage des accusateurs vichyssois de l'Angleterre :

« *Pour conjurer le danger de guerre... le Duce intervint avec une proposition d'armistice et de conférence subséquente pour la solution du conflit germano-polonais. Les Gouvernements allemand et français répondirent de façon positive, alors que le Gouvernement anglais déclina la proposition. Ce refus résultait déjà des discours prononcés au Parlement anglais dans l'après-midi du 2 septembre par le Premier ministre britannique ainsi que par son Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, et il fut communiqué le 2 septembre au soir au ministre des Affaires Étrangères d'Allemagne par l'Ambassadeur d'Italie. De l'avis également du Gouvernement italien l'initiative du Duce échouait ainsi du fait de l'Angleterre.* »

Ce résumé, rédigé longtemps après coup, n'a pas le caractère de franchise involontaire de la « notice », mais il fournit, lui aussi, d'intéressants sujets de réflexions. La proposition mussolinienne y est dénommée « une proposition d'armistice et de conférence subséquente ». Qu'est-ce à dire ? Le mot *armistice* suppose un commencement de guerre, et a déjà été, nous venons de le voir, glissé dans la « notice »

---

\* M. Georges Bonnet, en voulant prouver qu'il aurait sauvé la paix, si on l'avait écouté, a authentifié cette hypothèse et signé sa participation au piège.

qui relate la visite du 2 septembre de l'ambassadeur d'Italie à M. de Ribbentrop, mais vous le cherchez en vain dans la formule originale transmise le 31 août par le comte Ciano à M. François Poncet et à Sir Percy Loraine. M. Chamberlain et Lord Halifax à Londres, MM. Daladier et Georges Bonnet à Paris, avaient donc déjà discuté et discutaient encore les uns et les autres avec leurs collègues ministres sur un texte *où il n'y avait aucune référence aux événements militaires*. Il est exact que la réponse française, pour la rédaction de laquelle un Conseil [24] des ministres est convoqué à Paris dans la matinée du 1<sup>er</sup> septembre, ne fait pas état de l'invasion allemande en Pologne, qui venait de commencer lorsque le Gouvernement délibérait. Cette réponse était « positive » *naturellement* ! Certes ! *positive* sur le principe, mais conditionnelle puisqu'elle demandait que la Pologne participât à la conférence ; elle ne stipulait pas encore le retrait des troupes qui avaient fait acte d'invasion. Mais, le soir même, l'ambassadeur de France, conjointement avec l'ambassadeur d'Angleterre, remettait une note énergique à la *Wilhelmstrasse*, de protestation contre l'agression allemande devenue patente, et ils prévenaient l'un et l'autre M. de Ribbentrop que les obligations de leurs nations envers la Pologne allaient jouer entièrement si le Gouvernement du Reich « *ne suspendait pas toute action agressive, et ne se déclarait pas prêt à retirer promptement ses forces du territoire polonais* ». La façon « positive » de la réponse française n'avait donc rien de commun avec la façon « positive » de la réponse allemande, puisque le *positif* de M. de Ribbentrop consistait à garder d'abord ce qui était pris en attendant d'en prendre davantage. Quand on vient dire aujourd'hui que l'Angleterre a fait échouer la conférence parce qu'elle a exigé que les troupes d'invasion revinssent à la frontière, préalablement à toute négociation, tandis que la France ne l'aurait pas exigé, on se moque littéralement du monde et l'on prend avec la vérité une liberté par trop audacieuse.

Comment la France aurait-elle pu à la fois mettre en demeure le gouvernement hitlérien de ramener ses troupes de Pologne en Allemagne et de se rendre à une conférence sans qu'il eût été donné satisfaction à ladite mise en demeure, c'est proprement de la bouffonnerie.

D'ailleurs il n'y a qu'à faire appel, pour trancher le débat, au juge de paix, c'est-à-dire au comte Ciano en personne, qui, le 2 septembre à 2 heures 15, téléphone à M. Georges Bonnet :

« M. Attolico vient de me faire connaître la réponse de M. de Ribbentrop.

*M. Hitler a pris connaissance du message ; il n'est pas opposé à prendre en considération le projet, mais il se trouve en présence de deux notes, l'une française, l'autre anglaise, qui lui ont été [25] remises hier soir. Si ces notes ont un caractère d'ultimatum il répondra catégoriquement "non" aux Gouvernements de Londres et de Paris, et ne pourra en conséquence prendre en considération un projet de conférence. »*

Elles n'ont pas un caractère d'ultimatum, répondent à la fois M. Georges Bonnet et Lord Halifax, mais on voit bien que cette question de *caractère* ou de *non-caractère* de la protestation franco-britannique n'est poussée en avant que comme un pion de parade et d'arrêt. C'est le fond même qui blesse M. Hitler et M. de Ribbentrop. C'est l'alternative de retirer les troupes pour aller à la conférence, ou de ne pas les retirer, ce qui équivaut à refuser la conférence, et ils jouent serré — en liaison étroite avec M. Mussolini — pour arriver au double résultat de continuer l'invasion et de faire endosser la rupture des pourparlers romains par le Gouvernement de Londres.

Celui-ci ne ruse pas.

M. Chamberlain était bien, comme il a tenu à le proclamer devant la Chambre des Communes, au cours de cette journée décisive du 2 septembre, « le dernier homme à négliger une opportunité » contenant « une chance sérieuse d'éviter la grande catastrophe de la guerre même au dernier moment », mais il était bien obligé d'avouer son peu de confiance en une proposition qui, pour avoir des chances de succès, eût gagné à être formulée au moins quelques jours avant l'entrée des Allemands en Pologne :

« J'avoue que dans le cas présent j'aurais à être convaincu de la bonne foi de l'autre côté dans une action que l'on a entreprise, avant que je pusse voir si la proposition qui a été faite a une chance raisonnable d'une issue heureuse. »

À quelles conditions pourrait-il être convaincu ? Il l'expose avec une parfaite netteté dans les termes suivants :

« Tout en appréciant les efforts du Gouvernement italien, le Gouvernement de Sa Majesté, pour sa part, considérerait qu'il lui est



impossible de prendre part à une conférence pendant que la Pologne est soumise à l'invasion, que ses villes sont bombardées et qu'il a été procédé à un règlement unilatéral, par la force, de la question de Dantzig. Le Gouvernement de Sa Majesté sera amené, comme hier il l'a annoncé, à intervenir, à moins [26] que les forces allemandes ne soient retirées du territoire polonais. Il est en communication avec le Gouvernement français au sujet du temps limite à fixer pour connaître si le Gouvernement allemand est disposé à opérer ce retrait. »

M. Chamberlain ajoute ensuite avec force :

*« Si le Gouvernement allemand acceptait de retirer ses troupes, alors le Gouvernement de Sa Majesté consentirait à examiner le problème tel qu'il était avant que les troupes allemandes traversassent la frontière. »*

Pouvait-on apporter à l'examen de la proposition de M. Mussolini plus d'esprit conciliant ? Hitler en apportait assurément moins puisque la suggestion de son compagnon d'Axe n'avait, selon la remarque fort juste faite par Sir Archibald Sinclair, à cette même séance des Communes, « déterminé en tout cas aucun ajournement de l'avance de l'armée allemande ». On ne pouvait également guère être plus franc. La note conjointe anglo-française n'était pas un *ultimatum*, mais elle imposait une réponse rapide. Dans le cours de la journée du 2 septembre, ainsi que M. Chamberlain l'annonça aux Communes, les deux gouvernements sont en communication au sujet de la limite de temps à fixer au Gouvernement allemand au-delà de laquelle le silence serait considéré comme un refus.

À aucun moment il n'y a eu l'ombre d'une réticence française officielle sur la nécessité de ce temps limite. Si elle a existé, ce n'était que dans des arrière-pensées, car elle ne s'est manifestée dans aucun document ou entretien. La seule divergence a porté sur la date exacte du temps limite.

M. Chamberlain, fort du courant qui se dessine à la Chambre des Communes et dans l'opinion publique, convaincu que l'Allemagne a définitivement choisi la solution de la guerre, indique à M. Daladier dans une conversation téléphonique échangée à 9 heures 30 du soir, le 2 septembre, que le temps limite pourrait expirer à minuit. Le gouvernement français opine pour un délai plus long. Le Premier ministre britannique suggère alors que leurs ambassadeurs respectifs présentent

l'ultimatum à 8 heures du matin, le 3 septembre, en précisant que si le Gouvernement allemand ne leur a pas avant midi répondu favorablement, la Grande-Bretagne et la France [27] se considéreront comme en état de guerre avec l'Allemagne. Sur le fond M. Daladier ne peut pas formuler d'objection puisqu'il précise que le comte Ciano vient d'être avisé de l'impossibilité pour la France d'envisager la conférence avant que les troupes germaniques aient évacué le territoire polonais envahi depuis la veille. Mais il y a une question de forme qui se pose. Au cours de la conversation entre Paris et Rome, le comte Ciano a laissé entendre qu'un léger espoir subsistait, à son avis, d'une acceptation allemande, si la démarche française et britannique était retardée jusqu'à midi, 3 septembre. Le Gouvernement français avait pour sa part consenti à attendre.

Une heure plus tard, au cours d'un nouvel entretien téléphonique, mais cette fois avec M. Georges Bonnet, Lord Halifax notifie que le Gouvernement britannique ne peut pas retarder de remplir ses engagements envers la Pologne si l'Allemagne ne donne pas au plus tôt les assurances qui lui ont été formellement demandées.

Il propose donc que les ambassadeurs de Grande-Bretagne et de France à Berlin se rendent le lendemain matin, 3 septembre, à 8 heures, chez M. de Ribbentrop et réclament la réponse pour midi, mais il admet que le Gouvernement français puisse pour des raisons diverses agir séparément. M. Georges Bonnet invoque des raisons militaires pour que la démarche de M. Coulondre ne soit faite qu'à midi au lieu de 8 heures du matin. Aussi le lendemain Sir Nevile Henderson à 8 heures du matin se rend chez M. de Ribbentrop et s'acquitte de sa mission en demandant une réponse pour 11 heures au plus tard ; dans une séance du matin, M. Chamberlain l'annonce à la Chambre des Communes.

M. Coulondre ne se rend chez le ministre des Affaires Étrangères du *Reich* qu'à midi 30, en fixant le temps limite à 5 heures du soir.

À aucun moment il n'y a eu conflit entre M. Chamberlain et M. Daladier ou M. Bonnet sur l'évacuation, préliminaire à toute conférence, des territoires polonais envahis. Il n'y a eu contestation que sur le temps limite à laisser à M. de Ribbentrop : à Londres, hâte pour donner satisfaction à la Chambre des Communes et à l'opinion publique que l'invasion en Pologne a indignées ; à Paris, temporisation de quelques [28]

heures justifiée officiellement par des arguments militaires — et seulement par des arguments militaires.

La position prise par M. Chamberlain devant les Communes, puis similairement par Lord Halifax à la Chambre des Lords, au nom de la Grande-Bretagne, était donc aussi celle de la France, car nous ne pouvons tenir pour falsifiée la conversation téléphonique échangée ce 2 septembre, à 21 heures, entre M. Georges Bonnet et le comte Ciano, telle que M. Georges Bonnet l'a lui-même résumée et fait figurer comme point final du *Livre Jaune* :

*« Le ministre confirme au comte Ciano que la note du 1<sup>er</sup> septembre n'avait pas le caractère d'un ultimatum et que le Gouvernement français est disposé à attendre jusqu'à dimanche, 3 septembre, à midi, la réponse allemande. Toutefois le Gouvernement français estime, comme le Gouvernement britannique, que la conférence ne peut s'ouvrir sous le signe de la force et que, pour que l'idée puisse aboutir heureusement, il convient que les armées allemandes évacuent les territoires occupés en Pologne. Le comte Ciano informe le ministre qu'il a déjà reçu de Lord Halifax l'indication que le Gouvernement britannique posait comme condition préalable l'évacuation des territoires occupés. Le comte Ciano pense que cette condition ne sera pas acceptée par le Gouvernement du Reich. Le ministre termine en remerciant le comte Ciano pour les efforts qu'il a tentés en vue du maintien de la paix. »*

Cette note confirme purement et simplement tout ce que je viens d'exposer avec une minutie qui m'a paru nécessaire.

Après cette longue explication des documents qui ont trait à la proposition de conférence de M. Mussolini, je crois que je suis en droit de répondre par la négative à la question que j'ai posée au début de ce chapitre !

Non ! N'eût-elle pas été un piège, la proposition mussolinienne ne pouvait pas arrêter la guerre parce qu'Hitler et Ribbentrop ne voulaient pas l'arrêter. Il y a des faits qui dominant tout : qui a tiré le premier coup de canon ? Qui a envahi la Pologne ? Celui qui a envahi la Pologne savait-il qu'en y procédant il attaquait la France et la Grande-Bretagne ? Le lui avait-on dit et répété ? Ne l'a-t-on pas supplié, non pas une fois, mais dix fois au moins, d'y réfléchir ? Ne lui a-t-on pas offert le choix de toutes les bouées qui auraient pu sauver la [29] paix ? Autant de questions qui aboutissent à une constatation unique : Hitler, seul — et

par Hitler j'entends à la fois lui-même, ses séides, ses alliés, et la majorité de la nation qui le suit et se reconnaît en lui — Hitler est responsable de la guerre. S'il est des hommes qui prétendent qu'on aurait pu tout de même l'éviter ou simplement la reculer en dépit de la volonté qu'Hitler entretenait en lui-même de la faire plutôt à 50 ans qu'à 55 ou à 60, ils doivent poser en principe que, quelles que fussent les exigences qu'il aurait énoncées, ils étaient résolus et le seront toujours à s'incliner devant elles et devant lui. Hors ce moyen, il n'en était pas d'autre. Hors la soumission absolue, sans restrictions, la corde au cou, et encore !... oui, je dis : et encore ! car au point d'aberration orgueilleuse et conquérante où le Seigneur du *Reich* était parvenu, et que ses réussites invraisemblables, dues à une non moins invraisemblable faiblesse de ses victimes, n'avaient pu qu'exalter, n'aurait-il pas fait la guerre en tout état de cause même à ses esclaves ? Pour le plaisir, par sadisme, par ivresse et même pour rien ?

[30]

**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*

## Chapitre V

---

### LES DEUX BONNET

*Que vaut l'accusation de M. Georges Bonnet ? — Il est en désaccord avec son Livre Jaune — Blanc Bonnet et Bonnet blanc font deux — Un déjeuner Chautemps-Bonnet — Où l'on voit MM. Bonnet et de Ribbentrop échanger des démentis — Comment M. Jules Lukasiewicz jugeait M. Bonnet — Les illusions de M. Bonnet sur l'Allemagne — Un baissier.*

[Retour à la table des matières](#)

Si, comme j'en ai la certitude, j'ai réduit à zéro la valeur de l'accusation qui se base, pour libérer l'Allemagne de la responsabilité de la guerre, sur le projet d'un second Munich, lancé le 31 août 1939 par M. Mussolini, l'autorité des hommes qui la prennent à leur compte, à supposer qu'il leur en reste, en est singulièrement affaiblie.

Je ne parle pas de M. de Ribbentrop qui en est l'inventeur. Il est dans son rôle puisqu'il a personnellement à se disculper ; c'est bien sa manière d'embrouiller les dates, les textes et les témoignages en vue d'abuser l'opinion allemande autant que l'opinion neutre et d'y faire perdre la tête à l'adversaire. Mais il n'a pas, à cette fin, autant d'art que de mauvaises intentions, il y a toujours quelque fissure par où l'échafaudage s'écroule. Qui a-t-il trouvé à Vichy pour l'aider en cette affaire, qui l'y a aidé et qui l'y aidera à Riom ? L'homme qui était ministre des Affaires Étrangères du Gouvernement Pétain et qui ne l'est plus, M. Baudouin ? Peut-être. Pour enfoncer un dard dans la chair

britannique et faire sursauter, sous l'injure, le léopard ? Pour tromper une partie du peuple français et le gagner à sa haine personnelle contre la Grande-Bretagne ? Pour rehausser dans l'esprit public M. Mussolini dont il était un admirateur, sur qui il a compté vainement pour obtenir des conditions d'armistice moins déshonorantes, et sur qui il fondait son avenir et celui de la France, car il misait sur la paix d'Hitler et de Mussolini ? Peut-être. Peut-être. Mais [31] mon hypothèse est presque entièrement d'ordre psychologique et n'a pas le support, jusqu'ici, d'un acte incontestable.

Par contre, il est un homme qui s'est fait l'avocat général de l'accusation anti-anglaise et dont on annonce qu'il se dressera en face de son ancien Président du Conseil, en face de M. Daladier, pour dire :

*« Si on m'avait écouté, moi, si les Anglais m'avaient suivi, moi, la conférence aurait eu lieu, la paix aurait été sauvée, la France serait intacte, et se prélasserait dans les délices de la prospérité ! »*

Il s'agit de M. Georges Bonnet, dont la silhouette vient d'apparaître, encore un peu incertaine, au cours des communications téléphoniques entre Rome et Paris.

À la première indication de la position prise par M. Georges Bonnet on pourrait rester confondu. Ne sommes-nous pas encore sous l'influence de la conversation téléphonique du 2 septembre à vingt et une heures, où, comme ministre des Affaires Étrangères du Cabinet Daladier, il fait part au comte Ciano de la décision du Gouvernement français :

*« Le Gouvernement français estime, comme le Gouvernement britannique, que la conférence ne peut s'ouvrir sous le signe de la force et, pour que l'idée puisse aboutir heureusement, il convient que les armées allemandes évacuent les territoires occupés en Pologne. »*

Dira-t-on qu'il transmettait ès qualités une décision de la majorité du Gouvernement, mais qu'il y était personnellement hostile ? Soit ! mais alors, au sein du Conseil des ministres, il aurait jeté dans la balance son portefeuille de ministre pour peser sur le jugement de ses collègues. Il leur aurait dit :

*« Ou l'on va à la conférence sans condition, ou je démissionne ! »*

L'a-t-il fait ? Non ! S'il l'avait fait, ce n'est pas lui qui aurait téléphoné au comte Ciano, et si tout de même il avait tenu, par courtoisie

envers le ministre italien, à lui communiquer lui-même les résolutions du Gouvernement français, quelques minutes après il aurait résigné sa charge de ministre des Affaires Étrangères. Il ne l'a pas fait davantage. Il est donc mal fondé à accuser M. Daladier, ses collègues et l'Angleterre. Chacun d'eux pourrait lui répondre :

*« J'ai écouté la voix de ma conscience et je l'ai suivie, »*

[32]

puis lui objecter :

*« Vous, vous invoquez maintenant les troubles de la vôtre, et à l'heure cruciale où il n'y a pas à hésiter, vous ne l'avez ni écoutée ni suivie. »*

S'il accuse, il s'accuse davantage et s'accable.

Quoi ! Quoi ! L'homme qui met à la charge de l'Angleterre et de M. Daladier la responsabilité de la guerre, est le même que celui qui terminait, le 21 juillet 1939, en réponse à une insolente lettre de M. de Ribbentrop, par cette déclaration :

*« Je ne saurais laisser dire que notre pays serait responsable de la guerre parce qu'il aurait fait honneur à sa signature, »*

est le même que celui qui, le 29 juin de la même année, écrivit à M. Corbin, ambassadeur de France à Londres :

*« Il me paraîtrait très désirable que Lord Halifax, dans le discours qu'il doit prononcer ce soir, pût trouver l'occasion de donner aux dirigeants du Reich un avertissement clair sur la détermination commune des deux Gouvernements à remplir leurs obligations d'assistance envers la Pologne, quels que soient les moyens obliques que l'Allemagne pourrait mettre en œuvre pour créer une équivoque sur le caractère réel de son action. J'attacherais du prix à ce que vous puissiez intervenir à temps dans ce sens auprès du principal Secrétaire d'État. »*

M. Georges Bonnet, en vérité, abandonna le Ministère des Affaires Étrangères le 13 septembre 1939, pour devenir Garde des Sceaux, mais voudrait-il maintenant prétendre ou même seulement laisser entendre que ce fut de sa propre initiative ? Il y a trop de témoins pour attester le contraire. Je vais même jusqu'à affirmer qu'il ne désespéra jamais d'y revenir, et que lorsque M. Daladier, qui avait concentré dans ses mains depuis le 13 septembre 1939, les Ministères de la Défense Nationale et

des Affaires Étrangères, parlait de renoncer au Quai d'Orsay, aussitôt M. Georges Bonnet se mettait en campagne pour le recouvrer, ou tout au moins pour que les choses restassent en état. Tout, plutôt que d'y installer un nouvel occupant qui s'y incrusterait peut-être et éloignerait son retour. C'est pendant cette période où il se morfondait Place Vendôme qu'il eut à collaborer avec les Services du Ministère des Affaires Étrangères au choix et au classement des pièces du *Livre Jaune*, qui constitue la plus [33] pertinente démonstration de la culpabilité d'Hitler et de Ribbentrop. En colligeant les textes, en écartant tel et tel télégramme qui tendait à le présenter comme ayant avalisé les thèses de M. de Ribbentrop, il a, en fait, mis sa signature au bas de ce document inestimable où son nom apparaît presque à chaque page.

Oh ! m'a-t-on fait observer, vous ne connaissez pas les dossiers de l'ancien ministre des Affaires Étrangères. Ils sont truffés de documents qui le couvrent dans tous les cas.

Il paraît en effet, ce qui ouvre une singulière perspective sur la machination que la proposition mussolinienne dissimulait, que M. Georges Bonnet avait pris la précaution d'adresser à Londres, alors que ce n'était plus nécessaire, un télégramme où il attirait l'attention du Gouvernement britannique sur l'extrême importance de la conférence suggérée et sur les résultats qu'il en espérait. J'imagine qu'au *Foreign Office* quelque jeune secrétaire doué d'humour s'amusa à noter :

« À verser au dossier anti-anglais de M. Georges Bonnet. »

Qu'est-ce à dire ? Que signifiaient ces deux visages ? Le vieux dicton populaire : « C'est blanc Bonnet et Bonnet blanc » devrait-il être transformé en : « Il y a blanc Bonnet et Bonnet blanc », l'un étant entièrement le contraire de l'autre ? Y aurait-il en effet deux Georges Bonnet, un Bonnet pro-anglais et un Bonnet anti-anglais, un Bonnet qui est votre ami et un Bonnet qui ne l'est pas, un Bonnet qui dit blanc et un Bonnet qui dit noir, un Bonnet qui donne sa parole d'honneur et un Bonnet qui oublie qu'il l'a donnée, un Bonnet d'une fermeté diplomatique impeccable et un Bonnet défaitiste, un Bonnet qui a du courage et un Bonnet qui tremble devant certaines responsabilités, un Bonnet suprêmement manœuvrier et un Bonnet qui s'embarbouille dans de sottes intrigues... ? Enfin, car tout a une conclusion, un Bonnet qui s'élance au pinacle et un Bonnet qui manque le coche... ?



J'ai fait connaissance du premier près de ce grand Français, Paul Painlevé, à qui une affection profonde m'unissait, et dont il fut, au début de sa vie politique, le collaborateur. Je devins son ami, et le lui prouvai. Je crois qu'il fut le mien. Mais — c'était vrai ! — il y avait deux Georges Bonnet, et je m'écartai de la route du second quand le second s'engagea [34] dans une politique d'amitié avec l'Allemagne, qui était le contraire de la mienne, que je considérais comme funeste, et qui, même si je m'étais trompé tandis qu'il aurait eu raison, ne pouvait être que mauvaise puisqu'il n'osait pas la faire à ciel ouvert, dont il se défendait à voix basse quand elle était trop criante, et qu'il entretenait souterrainement quand il était obligé de paraître en faire une autre. Jusqu'à quel point des influences que je ne soupçonne pas toutes s'exercèrent-elles sur lui, au point de faire chavirer un équilibre qu'une intelligence particulièrement ouverte, subtile et calculatrice aurait dû toujours maintenir ? Dans quelle mesure son ambition a-t-elle fait dévier son jugement ? Il en était arrivé à se considérer comme frustré d'un droit quand il était hors du gouvernement et comme méconnu puisqu'il n'arrivait pas à la première place, ce qui a toujours fait de lui un mécontent avec des allures de conspirateur. Il savait ses qualités, il connaissait ses dons, il ne se rendait pas compte qu'il en compromettait souvent les effets par un défaut trop visible de patience ; et, de plus, il ne voyait pas ses limites. D'une puissance d'activité rare, il ne regardait certes pas à la peine. Debout à l'aube, quand il s'agissait de mener des affaires, il les poursuivait jusque tard dans la nuit pour les reprendre aussitôt le lendemain matin. Il ne reculait devant aucune démarche, il pensait à toutes, à l'égal d'un fonctionnaire exceptionnel, idéal, comme on n'en trouve peut-être plus. Dans l'opposition il était redoutable, car, du matin au soir, dans les couloirs de la Chambre et du Sénat, à déjeuner, à dîner, par téléphone, par visites, il sciait sans arrêt les fauteuils de ceux qui lui faisaient l'injure d'être ministres quand il ne l'était pas, il se servait d'ailleurs, le plus souvent, d'excellentes armes, je veux dire d'excellents arguments, si bien qu'on se hâtait de lui offrir une compensation. Lorsque M. Léon Blum envoya M. Georges Bonnet à Washington comme ambassadeur, un ami politique, naïf, du leader socialiste lui reprocha cette nomination. Léon Blum, qui avait alors de l'amitié et de l'estime pour Georges Bonnet, chercha une excuse et répondit au « camarade » grondeur :

« Il devenait très dangereux dans les couloirs... je l'envoie très loin. »

[35]

Un jour, un Président du Conseil étudiait un remaniement de son cabinet. Quelqu'un lui dit :

« Vous n'allez pas garder Bonnet ?

– Vous en avez de bonnes ! répliqua l'homme d'État ; il serait plus dangereux dehors que dedans ! »

Lorsque M. Paul Reynaud forma en mars son ministère, il laissa choir sur le sable M. Georges Bonnet, qui en fut d'autant plus outré qu'il avait, quelques semaines auparavant, comme ministre de la Justice, présenté au Conseil des ministres et fait adopter, à la grande colère de leurs collègues vertueux, mais tout exprès pour M. Paul Reynaud, un décret qui réduisait le délai de transformation de la séparation de corps en divorce. « Georges », comme on l'appelait dans l'enceinte du Palais-Bourbon, cria tant et si fort, manœuvra avec tant d'impétuosité et de machiavélisme, que M. Paul Reynaud ne fut sauvé d'un désastre qu'à une voix ; aussi dès le lendemain on cherchait pour « Georges » une ambassade, et « Georges », pressenti, s'amusait à répéter partout :

« C'est curieux ! comme on a envie que je m'en aille ! »

Opposant dangereux, il était au pouvoir un excellent ministre jusqu'au moment où, ayant obtenu des résultats et des succès, il tournait son prodigieux entregent à précipiter la chute de son Président du Conseil. Que de fois lui ai-je dit, comme à d'autres d'ailleurs :

« Soyez patient et prudent. Votre tour viendra d'autant plus tôt que vous n'aurez pas eu l'air d'avoir voulu l'avancer ! »

Mais il n'écoutait rien ni personne. Son fort était le coup de la démission, qui était, d'ailleurs, quelquefois justifié. J'ai entendu Camille Chautemps dire :

« – Ce brave “Georges”, il est encore venu m'offrir sa démission. »

Je pourrais difficilement oublier un déjeuner où Georges Bonnet et Camille Chautemps étaient en compétition pour succéder à un chef du gouvernement qui venait de tomber.

« C'est à mon tour !

– Non, “Georges”, c’est au mien !

– C’est la question financière qui prime tout ; le ministre des Finances doit être Président du Conseil.

– Non, “Georges”, ce n’est pas toi que le Président de la [36] République fera appeler, ce sera moi, je t’offrirai de conserver les Finances et tu auras tous les pouvoirs financiers que tu voudras... »

En fin de compte, le Président de la République fit, si je me souviens bien, appeler un troisième larron.

C’est ainsi que M. Georges Bonnet compromit souvent des dons incontestables de labeur, de persévérance, de finesse et d’habileté, par une ambition sans mesure, par un goût presque maladif des ruses inutiles.

Avez-vous regardé attentivement un de ses portraits ? La figure en lame de couteau respire l’intelligence, mais une intelligence de renard aux aguets que l’asymétrie de deux regards accuse... Le bleu des yeux a l’air d’être noyé, perdu comme s’il voulait cacher des pensées qui n’osent pas se montrer, même quand il n’a rien du tout à dissimuler. Sa parole lui fait également tort dans le même sens. Il n’a jamais été orateur, et il ne le sera jamais, mais il pourrait faire figure de « *debater* » à la manière britannique, car il connaît, d’ordinaire, les choses dont il parle, étant un grand éplucheur de dossiers, comme un produit qu’il est de cette grande école : le Conseil d’État ; mais sa tendance est la plus forte : s’il ne lit pas, et même quelquefois quand il lit, sa langue hésite, sa voix tâtonne, ânonne, bredouille. Marche-t-il ? Il ne va pas droit, il s’avance de côté comme s’il avait à passer entre deux portes, si bien qu’on ne voit qu’un long et puissant nez qui semble flairer tous les dangers et tous les gibiers.

M. Georges Bonnet a paru partir plusieurs fois pour de hautes destinées, et chaque fois un rien, un quelque chose qui a motivé, de la part de l’un ou de la part de l’autre, de la défiance, l’a fait dégringoler de l’échelle au haut de laquelle il était presque parvenu.

Je ne rappelle que pour mémoire, sans la citer, une affaire où il aurait sombré sans des amis, dont je fus, parce qu’il avait tout simplement nié des faits insignifiants dont il n’avait pas à avoir honte.

En de nombreuses occasions, il eut des initiatives courageuses : revenu de Washington pour sauver les finances françaises en péril, il se

fit près de son Président du Conseil l'avocat obstiné d'une politique intérieure qui consistait à redresser la politique [37] sociale et la politique économique compromises, mais au moment décisif, sous l'empire de je ne sais quelle fée malveillante, sa campagne prenait l'allure d'un complot, tandis qu'il s'en défendait, on l'accusait de mentir, et il était obligé de rentrer dans sa coquille.

Un hasard, qu'il aida certainement, le porta au Quai d'Orsay. Il avait de quoi être un très bon, peut-être un grand ministre des Affaires Étrangères. Son malheur fut que son penchant pour le jeu en dessous trouva un aliment dans la diplomatie. Crut-il vraiment, comme quelqu'un l'affirme, que la diplomatie soit l'art de déguiser sa pensée ? Toujours est-il qu'en diverses circonstances, il donna l'impression d'avoir dit et de se dédire, de s'engager et de se dégager, de promettre et de ne pas tenir.

Quand M. de Weizsäcker, Secrétaire d'État à la *Wilhelmstrasse*, voulut rejeter la protestation française contre le rapt de la Tchécoslovaquie, il invoqua des « assurances verbales » qui auraient été données à M. de Ribbentrop par M. Georges Bonnet à Paris, lors de la signature de la déclaration franco-allemande, et d'après lesquelles « *la Tchécoslovaquie ne saurait plus faire l'objet d'aucun échange de vues* » ; M. Georges Bonnet nia ces « assurances », mais il est dommage que, peut-être par un simple geste, ou même par un silence, il ait permis à M. de Ribbentrop de se tromper.

Quand, dans une note remise au comte de Welczeck, ambassadeur d'Allemagne, il affirme qu'en dépit « des relations personnelles qu'il a nouées avec M. de Ribbentrop, il a clairement précisé en décembre précédent au même M. de Ribbentrop, que toute entreprise quelle qu'elle soit, qui tendrait à modifier le *statu quo* à Dantzig, provoquerait une résistance armée de la Pologne, ferait jouer l'accord franco-polonais, et obligerait la France à porter immédiatement assistance à la Pologne », je ne peux pas mettre en balance cette affirmation solennelle officielle et le démenti intéressé du ministre allemand, mais comment M. Georges Bonnet expliquera-t-il qu'il soit si souvent placé, par sa manière d'être et par l'imprécision de ses paroles, dans l'obligation de s'expliquer et de se démentir ?

Dans un *Livre Blanc* radiodiffusé de Berlin par le *DNB*, [38] le Gouvernement allemand a publié, fin mars 1940, seize pièces diplomatiques qui auraient été trouvées dans les Archives du Ministère des Affaires

Étrangères de Varsovie. L'une d'elles est le rapport envoyé en date du 17 décembre 1938, par l'ambassadeur polonais à Paris, M. Jules Lukasiewicz à M. Beck, ministre des Affaires Étrangères de Pologne. L'ambassadeur fait part de conversations qu'il a eues avec M. Georges Bonnet au lendemain de la visite en France de M. von Ribbentrop et de la signature de la déclaration franco-allemande du 6 décembre précédent. M. Lukasiewicz s'y plaint de ce que la France, « si elle se voyait forcée de faire face aux engagements de l'alliance franco-polonaise, ferait de plus grands efforts pour se défaire de ses obligations que pour les remplir ». Il reconnaît que son « point de vue ne correspond pas aux déclarations de M. Georges Bonnet. »

Mais il ajoute :

*« M. Bonnet est un homme faible qui, d'une façon générale, n'est pas en mesure de rendre fidèlement quelque chose, et qui est enclin à s'adapter tour à tour à ses différents interlocuteurs. Bien que je n'aie pas l'intention de juger la sincérité de ses déclarations à notre adresse, je suis absolument certain que, devant le gouvernement, la presse ou le parlement, il n'adoptera pas, au moins en ce qui concerne l'alliance, l'attitude qu'il a eue dans son entretien. »*

M. Lukasiewicz se livre ensuite à une critique serrée de la politique française jouant depuis Munich « le rôle d'un battu », « trop faible pour rompre ses engagements antérieurs de caractère international », et « également trop faible pour les exécuter avec assez d'énergie », ... demeurant « paralysé et résigné », prenant « une attitude défaitiste pour tout ce qui se passe en Europe orientale et centrale, considérant l'alliance polonaise et le pacte avec l'URSS comme un fardeau, marquée d'une passivité et d'un défaitisme complets ».

Puis il donne à son ministre l'information suivante :

*« Il a été assuré au ministre von Ribbentrop que la France ne s'opposerait pas à une expansion économique allemande dans le bassin du Danube. M. von Ribbentrop n'a pas pu, en outre, emporter de la France l'impression qu'il rencontrerait de sa part des actions énergiques quelconques en cas d'une expansion politique de l'Allemagne dans cette direction. »*

Je sais qu'il ne faut pas attacher trop d'importance quelquefois à des rapports comme celui-ci ; je sais que M. Lukasiewicz, qui était du clan de M. Beck et son ami personnel, devait avoir tendance à flatter les opinions antifrançaises de son ministre.

Tout de même il faut bien reconnaître qu'il y a une part, quoique petite, de vraisemblance dans le pessimisme que le diplomate polonais manifestait à l'égard de la politique française, et dont il était imprégné par ce qu'il pouvait entendre dans quelques-uns des salons mondains aristocratiques et politiques où il évoluait. Nous aurons l'occasion d'y revenir lorsque nous dévoilerons la campagne de défaitisme qui a eu de si cruelles répercussions ; je ne puis pas également rester insensible à la concordance des paroles de M. Lukasiewicz avec celles de M. de Weizsäcker et de M. de Ribbentrop sur le désintéressement probable, voire promis, de la France en Europe centrale et orientale, si elle ne constitue pas une garantie d'authenticité pour le témoignage de M. von Ribbentrop, habitué à travestir à son avantage, ou à extrapoler, déclarations, paroles et engagements. Ce n'en est pas moins une douloureuse coïncidence, dont on découvrira la cause dans le reproche que l'ambassadeur fait à M. Georges Bonnet d'être « enclin à s'adapter tour à tour à ses différents interlocuteurs ».

Cette inclination peut avoir ses avantages ; mais elle a tant d'inconvénients qu'elle demande un incomparable « *self-control* ». M. Georges Bonnet n'en a pas eu assez et il s'est trop souvent, et sans une discrimination suffisante, adapté à des interlocuteurs plus roués que lui.

Il a été victime de son caractère, de son ambition, d'une excessive confiance en soi, des flatteurs et d'un mirage. Quand, sous des influences malheureuses, il a pris le billet de loterie de l'entente franco-allemande, nous avons, lui et moi, eu un long entretien, le dernier qui fut complètement amical et sans arrière-pensée.

Il m'exposa ses vues avec enthousiasme. Il allait réaliser ce qui n'avait jamais pu l'être, la réconciliation franco-allemande serait faite. Plus de guerre en perspective. La paix, au moins pour longtemps.

[40]

Mon visage manifesta peut-être un peu d'effroi. Il eut l'air contrarié. Il fit mine d'extraire d'un tiroir le premier projet de la future déclaration :

« Je ne conteste pas, l’interrompis-je, vos intentions. Mais je vous en conjure, ne soyez pas dupe. Ne vous laissez pas entraîner dans un courant d’où vous ne pourriez plus vous dégager. Il n’y a rien à faire, rien, rien avec l’hitlérisme, peut-être même avec l’Allemagne, mais assurément pas avec le Reich actuel. Là où un homme comme Briand, dont vous savez que j’étais l’ami, et dont je fus jusqu’à son dernier souffle le défenseur, a échoué avec l’Allemagne de Stresemann, vous ne pouvez pas avoir une illusion de réussir, ni vous ni personne, avec une Allemagne fanatisée par Hitler. En tout cas je ne pourrais pas vous accompagner. »

Il me fit alors des confidences que je n’ai pas le droit de reproduire sur l’état d’impréparation militaire, sur les insuffisances en aviation, sur le danger communiste, sur la situation déplorable de la France au point de vue social et économique.

Je m’inclinai, et lui concédai :

« Si vous ne prenez qu’une prime d’assurance, soit. Si vous la prenez pour gagner du temps, pour que le pays se réveille et se prépare militairement, socialement et financièrement, à subir le choc qu’aucun chiffon de papier n’évitera... bien ! Mais que ce ne soit que cela, sinon le réveil sera dur. »

Comme à cette époque la campagne de revendications italiennes contre la France commençait sévèrement, j’ajoutai :

« Si vous en tirez parti pour amorcer Mussolini... »

Il me fit un coup d’œil d’assentiment...

« Mais, même ça... je n’ai pas grande confiance... je n’ai plus confiance... Tout de même, ça peut se jouer... »

Les politiques sont comme les fleuves, elles suivent leur courant. Il faut être un fort rameur pour lutter contre le flot quand il entraîne trop vite. Je crois bien que Georges Bonnet fut conquis par Ribbentrop. Il fut victime du mirage, et il ne s’en dégagea jamais plus, ce qui vicia tout ce qu’il entreprit par la suite. C’est ainsi qu’il put donner l’impression que traduit le rapport de M. Lukasiewicz. C’est ainsi qu’il donna de la tête à tort et à travers au cours de la crise polonaise ; c’est ainsi qu’il inspira à Londres, sur sa sincérité, des inquiétudes [41] dont il s’offusqua quand il les connut, et dont l’amertume qu’il en eut inspira peut-être, dans son subconscient, son attitude présente. C’est ainsi, que

d'une façon générale, il joua perdant, tandis que peut-être le seul atout pour gagner le temps nécessaire au redressement français était de ne laisser paraître devant l'homme de Berchtesgaden et devant ses agents aucun signe de lassitude, de passivité et de crainte...

Il y a dans la vie, et notamment dans la politique, comme à la Bourse, des êtres qui sont haussiers et d'autres qui sont baissiers.

Depuis plus d'un an, M. Georges Bonnet était devenu un baissier. Le jour fatal, le 3 septembre, j'allais le voir beaucoup plus ès qualités qu'en ancien ami. Sombre, il me dit :

« – Eh bien, on voit enfin si la politique de fermeté a évité la guerre.

– Oh ! lui répondis-je, on n'a jamais dit, en tout cas je n'ai jamais dit, que la politique de fermeté éviterait la guerre. J'ai dit que si la guerre pouvait être évitée ce ne serait que par la politique de fermeté. Ce n'est pas la même chose ! »

J'aurais pu ajouter, mais je ne le fis pas, car il avait sur le visage les traces de plusieurs nuits d'insomnie et de travail :

« Il y a une certitude, c'est que la politique de faiblesse nous y a conduits. »

## Post-scriptum

Depuis que ce livre a été écrit un hebdomadaire publié en France a publié sous le titre *Comment mourut la Paix* une longue apologie de la politique de M. Georges Bonnet. Les deux pages entières qui tendent à démontrer que la responsabilité de la guerre incomberait à la Grande-Bretagne, à MM. Daladier, Reynaud, Mandel, Campinchi, etc., ainsi qu'à un complot belliciste, ne portent pas la signature de M. Georges Bonnet, mais elles portent sa marque, ainsi que l'attestent non seulement chaque paragraphe, chaque ligne, chaque document, mais aussi le venin qui s'y trouve distillé et qui lui est personnel.



L'auteur du *factum* \* a suivi, pas à pas, le dossier de M. Georges Bonnet et les commentaires que ce dernier lui en a [42] faits. Je me suis demandé, en corrigeant les épreuves de cette édition française, si je ne devais pas refondre les deux chapitres précédents, IV et V, pour appuyer les points sur les « i ». Tout considéré, j'ai préféré les conserver tels qu'ils ont paru dans l'édition anglaise, ne fût-ce que pour démontrer

---

\* Précision *off* : Il s'agit là de *Philippe Henriot*, qui publia dans *Gringoire* du 19 décembre 1940 un article de dénonciation portant ce titre : « Avant le procès des responsables. Comment mourut la Paix ». Ce, en vue de fournir une analyse accusatrice contre les « fauteurs de guerre » français, l'Angleterre, les États-Unis et – comme pour Hitler – « les Juifs ». Henriot fut ainsi un des souffleurs de théâtre du *procès de Riom* voulu par Pétain et Laval, accepté en Conseil des ministres dès août 1940. Notons que le « ministre de la Justice », Raphaël Alibert, a personnellement rencontré à sa demande l'ambassadeur d'Allemagne à Paris le 20 octobre 1940. Ce dernier, Otto Abetz, aiguillonné par Von Ribbentrop et par Hitler, dans son télégramme chiffré confidentiel, n° 927 du même jour, a écrit à ce sujet :

« Au cours d'un entretien que j'ai eu aujourd'hui avec le ministre de la justice Alibert, ce dernier s'est déclaré disposé à activer le procès de Daladier à Riom de telle façon que, si possible, dans le courant de la semaine prochaine, on puisse entendre une déclaration de Daladier sur le rôle joué par Bullit et Roosevelt dans la déclaration de guerre ». (Source, Archives nationales, Haute Cour, 3W 347, Bordereau 131D JM 2).

Le texte d'Henriot auquel fait allusion Élie-Joseph Bois concluait une série de sept articles parus dans le même hebdomadaire *Gringoire* sur le sujet (les 12, 19, 26 septembre, 3, 17, 24 et 31 octobre 1940), l'ensemble étant ensuite réuni tactiquement en une brochure *ad hoc* de 53 pages par Les Éditions françaises afin d'alimenter l'accusation et la propagande pour le Procès de Riom, Laval, maître alors de toute la Censure, ayant donné l'*acceptit* de l'*imprimatur*.

*Gringoire* avait été fondé en 1928 et se trouvait toujours dirigé par le magnat de la presse, Horace de Carbuccia. Ce dernier, financé secrètement par Mussolini dans les années 30, étrange renversement, était devenu à partir de l'automne 1940, un agent « *collaborateur français bénévole et occasionnel* » de la police politique allemande (le *SD* à Paris). Selon Herbert Hagen, directeur de Cabinet du Général *Ss* Carl Oberg, Carbuccia livra avec un autre patron de presse Prouvost, nombre de renseignements sur les alliés (Source : interrogatoire par la DST d'Herbert Hagen du 5 août 1947).

À l'inverse des calomnies qu'évoque Élie-Joseph Bois dans ce passage, Carbuccia, bien antérieurement, lui avait exprimé une reconnaissance explicite à plusieurs reprises dans *Gringoire*, l'ayant même félicité dans deux numéros des 11 et 15 janvier 1935 pour sa promotion dans la Légion d'honneur. Bel exemple d'abandon du patriotisme... plus que de « ruse de l'Histoire » évoquée parfois, à l'occasion...

qu'ils avaient par avance, et indépendamment de tout ressentiment personnel, détruit les audacieuses accusations de M. Georges Bonnet.

Je figure, d'après lui, parmi les bellicistes qui ont contribué à faire « mourir la paix ». Je ne m'abaisserai pas à répondre aux allégations qui me concernent. Je n'y ferai allusion que pour attirer une fois de plus l'attention sur la mythomanie de M. Georges Bonnet. On dirait qu'il ne peut ni parler ni écrire sans mentir, même quand il ne doit en acquérir aucun avantage. Voici un petit exemple : Au milieu d'août 1939, l'horizon se charge de nuages noirs. M. Bonnet se démène, à son dire, en efforts pour détourner la guerre, mais « la campagne contre lui, écrit son apologiste, redouble de violence ; il ferait beau voir qu'il fût rater cette guerre-là après l'autre ! *Le Petit Parisien* publie sur lui un article particulièrement venimeux ». Bonnet, rencontrant Pierre Dupuy, s'en plaint et M. Pierre Dupuy en rend responsable son rédacteur en chef — ce rédacteur en chef c'était moi. Or, pour la confusion de M. Bonnet et de M. Pierre Dupuy — s'il est exact, ce dont j'ai des raisons sérieuses de douter, que ce dernier ait tenu le propos qui lui est prêté — j'étais alors en congé et c'est à Burgos, comme je l'ai raconté au début de ce livre, que j'appris le pacte entre les Soviets et le III<sup>e</sup> Reich. Comment aurais-je écrit l'article prétendu venimeux, puisque je n'étais pas là ? Comment M. Dupuy aurait-il pu m'en rendre responsable puisqu'il orientait personnellement, en mon absence, le rédacteur diplomatique, tandis, qu'aussi bien de mon journal que des milieux politiques, on lançait des télégrammes pour que je revinsse en toute hâte ? Comment enfin M. Georges Bonnet ne m'en aurait-il pas fait d'amers reproches quand, rentré à Paris par avion, je lui fis immédiatement une visite en qualité de rédacteur en chef et pour communiquer au ministre des Affaires Étrangères, comme s'il s'était appelé Durand ou Dupont au lieu de Bonnet, mes impressions d'Espagne et de Lisbonne ?

[43]

Ce n'est pas pour me défendre de la tendance d'un article que je n'ai pas écrit que je fais cette mise au point ; ce n'est pas davantage pour donner de l'importance à ce qui m'est évidemment personnel ; c'est pour que l'on juge de la véracité des paroles de M. Georges Bonnet. Quand elles ne concernent qu'un cas individuel ça n'a pas grande portée, mais quand elles se rapportent aux affaires de l'État, il en va différemment. Or, malheureusement, de quoi qu'il s'agisse, le respect de M. Georges Bonnet pour la vérité ne l'embarrasse jamais ; à plus forte

raison ne l'embarrasse-t-il pas quand il croit de son intérêt politique de la défigurer. Il y met alors une sorte de génie.

Nous allons prendre son astuce en flagrant délit à propos des négociations franco-anglo-russes, ainsi que du pacte germano-soviétique. « Depuis longtemps, malgré l'aveuglement des benêts, l'Allemagne négociait avec les Soviets », fait-il écrire par son porte-plume, qui rappelle que, le 15 août, à Moscou, Vorochilov manda le général Doumène et l'amiral Plunket et leur demanda une réponse ferme sur la question qu'il a souvent posée : « La France peut-elle obtenir, de ses alliés roumains et polonais, qu'ils laissent passer les troupes de l'URSS à travers leurs territoires ? ». À la manière et au ton du récit de ces tractations, M. Georges Bonnet entend bien se disculper de n'avoir jamais cru qu'elles pussent aboutir et se décerner un brevet de clairvoyance. En vérité il est hors de contestation que M. Georges Bonnet, au début des pourparlers anglo-franco-russes, freina au lieu d'activer, mais il est non moins exact qu'au moins à partir du mois de mai, comme en témoignent les procès-verbaux des réunions qui furent tenues à Paris entre Lord Halifax, MM. Daladier, Georges Bonnet et leurs collaborateurs, avant que Lord Halifax et M. Georges Bonnet partissent pour Genève, le ministre des Affaires Étrangères français se piqua au jeu, au moins officiellement, de faire réussir la négociation en suscitant lui-même des solutions de compromis entre les thèses trop divergentes de Moscou et de Londres. Certes, de Berlin et de Munich, les agents français informaient le Quai d'Orsay des rumeurs de pacte entre Molotov et de Ribbentrop, mais M. Bonnet n'y prêtait qu'une oreille incrédule. Je n'ai pour [44] le prouver qu'à faire appel au témoignage de M. Georges Bonnet lui-même. En effet, avant le départ des missions militaires française et britannique, M. Georges Bonnet convoqua à son cabinet le ban et l'arrière-ban de la presse diplomatique et leur annonça comme un grand succès personnel la signature imminente d'un accord franco-anglo-soviétique. Toutes les difficultés politiques avaient été aplanies. Il ne restait qu'à entériner l'entente politique dans des clauses militaires. M. Georges Bonnet se trompait, comme l'événement l'a prouvé. Aussi bien ne peut-on lui faire grief que d'avoir chanté victoire trop tôt, mais on a le droit de s'étonner qu'après s'être congratulé d'un succès trop vite évanoui, il se fasse féliciter dix-huit mois plus tard de n'y avoir jamais cru. On surprend une fois de plus M. Georges Bonnet dans l'exercice de sa double attitude. Il a pièces classées pour toute éventualité, de façon à se

donner raison quoi qu'il arrive : ce n'est pas une conduite qui réussit toujours.

C'est cela que l'on retrouve dans l'exposé des faits qui précédèrent la guerre. Il ne tend qu'à cette conclusion abominable, venant d'un ancien ministre des Affaires Étrangères :

« La Grande-Bretagne insaisissable et tenace mène le jeu tragique. »

J'ai, dans les chapitres précédents, suffisamment réfuté la thèse allemande, devenue la thèse Bonnet, pour n'y pas revenir. Quoi qu'on puisse prétendre, la conférence proposée par M. Mussolini n'était qu'un piège, et c'est parce que le Gouvernement britannique et la Chambre des Communes s'en rendirent immédiatement compte qu'ils refusèrent de s'y laisser prendre et qu'ils posèrent comme condition préalable à ce projet tardif d'une négociation, jusque-là refusée par Hitler, le retrait des troupes germaniques qui avaient envahi la Pologne.

La note postérieure à l'événement, émanant de M. Corbin, alors ambassadeur de France à Londres, relative aux « péripéties de la soirée du 2 septembre à Londres » et adressée à M. Georges Bonnet, qui la divulgue, ne prouve qu'une chose, c'est que le Gouvernement, le Parlement, le peuple britannique, excédés de la mauvaise foi hitlérienne et des manœuvres mussoliniennes, ne voulaient plus être dupés. Les paroles ne suffisaient plus, il leur fallait des gages. M. [45] Bonnet au contraire se targue d'avoir soutenu la thèse de la négociation sans condition, comme pour Munich. À l'en accuser, on aurait pu craindre de l'outrager. Il s'en pare glorieusement. Acte lui en est donné. Il a fait mieux. Il s'est laissé entraîner à prendre à son compte l'un des griefs invoqués par Hitler contre la Pologne.

Lisez ceci, qui semble écrit par un des scribes de la *Wilhelmstrasse* :

« Le 31 août 1939, Berlin s'irrite de n'avoir toujours aucune réponse de Varsovie. Les Polonais, après avoir fait traîner les choses, vont laisser ignorer à leurs alliés ce que ceux-ci n'apprendront que plus tard : Berlin a, en effet, demandé un plénipotentiaire qui puisse régler le problème séance tenante. Mais Varsovie envoie seulement à M. de Ribbentrop son ambassadeur à Berlin, M. Lipski, sans lui donner les pouvoirs de plénipotentiaire. »

Autant de phrases autant de travestissements de la vérité, ainsi que la démonstration en a été faite, tant dans le *Livre Bleu* anglais que dans

le *Livre Jaune* français et que dans les documents polonais. Mais où je rougis, c'est en voyant un ancien ministre des Affaires Étrangères de mon pays admettre, sans aucune raison valable, que le gouvernement de la nation à laquelle la France était liée par un traité aurait pu, que dis-je ? aurait dû se plier à l'envoi d'un « plénipotentiaire qui puisse régler le problème séance tenante » — c'est-à-dire pour signer ! Séance tenante ! comme Hacha !

Hacha ! Ce nom nous ramène à la dissociation puis au rapt de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne. M. Georges Bonnet a communiqué à l'auteur du *factum* que nous commentons une pièce à lui adressée par M. de Lacroix, qui était ministre de France à Prague. D'après son texte, M Hodza, président du Conseil, aurait sollicité du gouvernement français une pression, devant laquelle la Tchécoslovaquie s'inclinerait, pour céder le territoire des Sudètes au *Reich*. La voici :

*« Le président du Conseil vient de me convoquer. D'accord, m'a-t-il dit, avec le président de la République, il m'a déclaré que si je venais cette nuit même déclarer à M. Benès qu'en cas de guerre entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie à propos des [46] Allemands des Sudètes, la France, à cause de ses engagements avec l'Angleterre, ne marcherait pas, le président de la République prendrait acte de cette déclaration ; le président du Conseil convoquerait immédiatement le cabinet, dont tous les membres étaient dès à présent d'accord avec le président de la République et avec lui-même pour s'incliner.*

*Les dirigeants tchécoslovaques ont besoin de cette couverture pour accepter la proposition franco-anglaise. Ils sont sûrs de l'armée, dont les chefs ont déclaré qu'un conflit seul à seul avec l'Allemagne serait un suicide. M. Hodza déclare que la démarche qu'il suggère est le seul moyen de sauver la paix.*

*Il désire que tout soit fini avant minuit si possible ou, en tout cas, dans le courant de la nuit. Le président du Conseil fera la même communication au ministre d'Angleterre. »*

(Lacroix.) »

Nous ne pouvons pas ici faire un historique détaillé des réunions, conciliabules, dépêches, coups de téléphone qui précédèrent la sinistre

conférence de Munich. Mais puisque l'avocat de M. Georges Bonnet publie un document qui tend à donner de l'autorité à ses affirmations et accusations, que vaut ce document ?

Nous avons toutes sortes de raisons de dire qu'il n'a pas été envoyé tel quel le 20, de Prague, qu'il a été rédigé et enregistré après coup et qu'en tout état de cause il n'est pas exactement conforme à la vérité. Celle-ci est différente sans être contraire absolument. Rappelons la position des parties. Les gouvernements britannique et français avaient décidé au cours d'une conférence tenue à Londres les 18 et 19 septembre 1938, après la visite de M. Chamberlain à Berchtesgaden, de conseiller au gouvernement tchécoslovaque la cession au *Reich* du territoire des Sudètes. Cette résolution fut en effet communiquée le 20 août au gouvernement de Prague qui, d'abord, la rejeta. M. Krofta, ministre des Affaires Étrangères tchécoslovaque, convoqua alors MM. Newton et de Lacroix — respectivement ministres de Grande-Bretagne et de France — à qui il fit part du vote du Conseil des ministres. M. Newton répondit que si la Tchécoslovaquie ne suivait pas la suggestion anglo-française, la Grande-Bretagne proclamerait son désintéressement du conflit qui pourrait s'ensuivre. [47] M. de Lacroix ne contesta pas, au nom de la France, les paroles de M. Newton.

La France étant l'alliée de la Tchécoslovaquie, M. Hodza, président du Conseil, tint à demander à M. de Lacroix si la Tchécoslovaquie pourrait compter sur le secours français en cas de guerre avec l'Allemagne. M. de Lacroix, dont l'émotion était visible, répliqua qu'il n'avait pas d'instructions officielles pour lui répondre définitivement, mais qu'il croyait que la réponse de Paris serait négative. M. Hodza le pria de s'informer afin que le gouvernement pût connaître la position exacte de Paris ; l'existence de la Tchécoslovaquie était en question, il avait besoin d'être exactement fixé.

Autant que nous avons pu nous en enquérir, à aucun moment M. Hodza ne réclama cette réponse comme une couverture derrière laquelle M. Benès et le gouvernement s'abriteraient pour céder à la pression anglo-française. Mais qu'elle dût être un élément capital de la décision finale à prendre, c'était logique et évident.

M. de Lacroix prit immédiatement contact avec Paris et reçut de M. Bonnet, comme celui-ci le raconte, cette fois exactement, ordre de faire savoir au gouvernement tchécoslovaque que la France, conformément

à la position prise à Londres, ne pourrait pas apporter d'aide militaire à la Tchécoslovaquie dans le conflit envisagé. Quelque attendue que fût à Prague cette décision, depuis l'entrevue de MM. Newton et de Lacroix avec M. Krofta, elle causa un tel choc quand elle fut communiquée dans la nuit du 20 au 21 que le gouvernement tchécoslovaque, et M. de Lacroix lui-même pour se couvrir personnellement, en demandèrent confirmation par écrit.

Cet épisode eut d'ailleurs des échos à Paris au début d'octobre. M. Émile Roche, parlant à la Fédération radicale de Lille, affirma que M. Benès avait demandé au gouvernement français d'exercer une pression afin qu'il puisse accepter le conseil de céder, que la Grande-Bretagne et la France lui avaient adressé. Le journal *Le Temps* reproduisit cette déclaration. M. Osusky, ministre de Tchécoslovaquie à Paris, d'accord avec son gouvernement, adressa immédiatement au *Temps* un démenti catégorique.

[48]

Dira-t-on qu'on discute sur des pointes d'aiguille ? Non. Ce n'en est pas. Autre chose est de céder à une pression et autre chose est de la solliciter. À tous égards, la manière dont l'affaire est présentée, à la gloire de M. Georges Bonnet, et pour embarrasser l'ancien gouvernement tchécoslovaque, est inélégante et indéfendable. C'est, hélas ! une manière dont M. Georges Bonnet est coutumier. Elle lui a valu des camouflets retentissants. On verra par ailleurs, quand je parlerai du *Livre Jaune*, comment M. de Ribbentrop le rabroua au lendemain de la protestation française contre le rapt de la Tchécoslovaquie, le 30 mars 1939. Il fut obligé de répliquer vertement au ministre des Affaires Étrangères du *Reich*. Mais le cœur n'y était pas, car il se savait bien coupable, au moins par le silence. Quand M. de Ribbentrop vint à Paris signer le chiffon de papier d'une déclaration franco-allemande, il eut avec M. Bonnet des conversations officielles et officieuses. M. de Ribbentrop a prétendu par la suite que M. Bonnet avait consenti à lui laisser les mains libres en Europe centrale. Aujourd'hui M. Bonnet s'en glorifierait peut-être s'il n'avait pas été obligé, à l'époque, de s'en défendre. Il s'abrite derrière la présence de fonctionnaires du ministère à l'entretien officiel. Pourrait-il certifier que s'il n'acquiesça pas aux paroles de M. de Ribbentrop, il protesta contre elles ? Et n'eut-il pas le lendemain avec M. de Ribbentrop une longue conversation sans témoins ? Il n'y

céda rien ? Soit. Mais on a le droit de suspicion si l'on se reporte à sa façon d'écrire l'histoire.

M. Georges Bonnet avait des vengeances à satisfaire. On s'en aperçoit à son *factum*. Mais il poursuivait surtout le dessein de se réhabiliter auprès de M. de Ribbentrop. Le rôle de Quisling le tentait-il ?

Comprend-il maintenant qu'il eût mieux fait de se taire ?



[49]

**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*

## Chapitre VI

---

# ÉDOUARD DALADIER ET LA DÉCLARATION DE GUERRE

*À la Chambre des Députés française le 2 septembre 1939 —  
Divisions dans les partis — Les difficultés politiques de M.  
Daladier — Manque d'hommes — Décadence du régime po-  
litique — La tourmente de 1936 — Le caractère et la popula-  
rité de M. Daladier.*

[Retour à la table des matières](#)

Le sort en est jeté. « *Toutes les forces pacifiques du monde, forces morales et forces matérielles, se sont conjuguées pour sauver la paix du monde* », mais en vain. Hitler a choisi. Le 1<sup>er</sup> septembre, la frontière de Pologne est franchie par les avant-gardes allemandes. Face à l'effroyable aventure, ayant à la détourner ou à la déchaîner, Hitler l'a déchaînée. Le Gouvernement français décrète la mobilisation générale le 1<sup>er</sup> septembre. Le 2 septembre, la Chambre et le Sénat associent leurs responsabilités à celle du Gouvernement, par le vote massif de crédits militaires. M. Daladier, avec autant de clarté que de sobriété, expose les faits tels qu'ils se sont enchaînés. Il laisse planer une légère espérance, qui vite s'évanouira, il met en évidence que la France, acculée à remplir ses obligations, ne pourrait s'y soustraire sans devenir « *une France méprisée, une France isolée, une France discréditée, sans alliés et sans appui* » pour répondre elle-même, ensuite, à un « effroyable assaut ».

À l'adresse de ceux que du haut de la tribune il peut voir hostiles, fermés, mais silencieux et disséminés à travers les travées de la salle des séances, il laisse tomber une phrase qui, à l'égal d'une sinistre prophétie, prend, depuis la capitulation de Bordeaux, une tragique signification :

*« Nous n'achèterions, au prix de notre honneur, qu'une paix précaire, révocable, et, quand nous aurions à lutter demain, ayant perdu l'estime de nos alliés et des autres nations, nous ne [50] serions plus qu'un peuple misérable promis à la défaite et à la servitude. »*

La Chambre, presque unanime, acclame M. Daladier, mais elle n'offre pas le spectacle de fraternité sacrée que donna la séance du mois d'août 1914, où l'on vit les de Mun, les Denys-Cochin, les Maurice Barrés, et les Jules Guesde, les Vaillant, les Sembat communier dans un même élan d'ardeur patriotique. Il y a à l'extrême gauche un groupe qui d'habitude se range comme un seul homme dans un sens ou dans l'autre, tandis qu'aujourd'hui il se disloque dans des attitudes diversement gênées. Les communistes ne savent pas tous encore s'ils sont d'abord communistes ou d'abord Français. Par ailleurs, de place en place, on peut, si l'on veut y prendre garde, observer ici une pâleur de lâcheté, là un geste qui limite l'approbation, plus loin des mains qui n'applaudissent que du bout des doigts pour constituer un alibi, ou un hochement de tête... Mais surtout il en est trop qui n'apportent pas sur l'autel de la Patrie, le sacrifice de leurs petites ou grandes rivalités et de leurs querelles partisans. Il est des « personnages consulaires » qui se réservent. Les adversaires de M. Georges Bonnet se font de plus en plus nombreux, incriminent l'équivoque de sa politique et réclament son départ du Quai d'Orsay. Ses amis chuchotent des critiques mystérieuses contre M. Daladier et contre les Anglais, auxquelles font écho les regrets mussoliniens de l'entourage de M. de Monzie et de M. Piétri. Celui-ci, qui ne cessera de promener durant toute la guerre un foie malade d'ambition inemployée, se trouve nez à nez avec M. Campinchi, qui est ministre de la Marine. Quoiqu'ils nourrissent l'un contre l'autre une haine de Corses, ils entament une rapide conversation :

« Je pense, interroge M. Piétri, que la guerre ne commencera pas sans qu'il y ait un vote formel du Parlement ?

– Tu ne t'es pas aperçu que tu venais de la voter ? réplique le ministre.

– Comment cela ?

– Les soixante-cinq milliards de crédit ne te suffisent pas comme approbation ? Tu veux nous en donner davantage ? »

À gauche, le parti socialiste se divise en deux fractions de plus en plus opposées, celle de M. Paul Faure contre toute [51] guerre quelle qu'elle soit, celle de M. Blum pour la résistance au nazisme conquérant, mais l'une et l'autre se retrouvent unies pour combattre M. Daladier. Les deux fractions souhaitent que leur parti, à la faveur de la grande circonstance, soit représenté dans un nouveau gouvernement, mais l'une, par la voix de M. Blum, réclame un cabinet solidement constitué d'hommes hardis, résolu à mener la guerre avec un maximum d'énergie combative, l'autre se flatte, lorsqu'elle sera partie intégrante du pouvoir, de précipiter une paix de compromis... Déjà ? oui, déjà, dans les pensées, sinon encore dans les paroles publiques.

Même dualisme dans les autres partis, quoique moins tranché. À droite le Lorrain Marin est patriote *perinde ac cadaver*, selon la formule de l'illustre compagnie. Mais autour de lui il y a des cœurs fatigués et des esprits pervertis par les propagandes hitlérienne et fasciste. Le comité France-Allemagne, où les agents de M. de Ribbentrop conduisaient le bal, a fait des ravages dans les milieux d'extrême droite, dans beaucoup de salons aristocratiques et bourgeois. Il y était de bon ton de sous-estimer le péril hitlérien et de donner la première place dans les précautions à prendre au péril bolcheviste, tandis que le thème de la paix, indépendante de toute considération, antihitlérienne et antifasciste, de la paix pour la paix, était développé à outrance dans les réunions syndicales par des orateurs bien stylés. Au centre, M. Pierre Étienne Flandin, qui est de la classe des hommes d'État, a commis la maladresse d'envoyer, l'année auparavant, après Munich, un télégramme de félicitations personnelles à MM. Chamberlain, Mussolini et Hitler... Quelque télégraphiste, inféodé au parti socialiste ou au parti communiste, en a communiqué la substance aux adversaires de M. Pierre Étienne Flandin. Ils ont su s'en servir, et M. Flandin en est lourdement handicapé. Il se tait, à la fois par excès de prudence et par tendance intellectuelle. Il se taillerait un grand succès s'il déclarait :

« Messieurs, je ne renie pas, vous ne le permettriez d'ailleurs pas, la politique que j'ai préconisée de repliement sur nous-mêmes. Elle n'est plus à débattre. La France est en guerre et ce n'est pas de son fait qu'elle

y soit. Mon concours est [52] acquis total à ceux qui la feront pourvu qu'ils la fassent 100 %. »

Mais, un je ne sais quoi le retient, dont je n'arrive à comprendre ni l'inspiration ni la valeur. S'il l'eût fait, que la tâche de M. Daladier en eût été heureusement facilitée ! Que de choses en eussent peut-être changé !

Au soir de cette lourde séance parlementaire, tandis que les trains s'ébranlent emportant vers la ligne Maginot ou vers d'autres cantonnements des mobilisés, graves, qui réfléchissent sur l'événement qui les arrache à leur labeur quotidien ; tandis que s'étend sur les routes l'habituel exode parisien que les catastrophes provoquent, qui est d'ailleurs judicieusement conseillé par les autorités, tandis que la bataille du pot de fer contre le pot de terre s'intensifie en Pologne, et que la légendaire cavalerie polonaise se heurte aux divisions blindées de Germanie, M. Daladier, chef du gouvernement français, en tête à tête avec tous les devoirs qui s'imposent à son sang-froid, pèse les difficultés du problème politique.

S'il ne les résout pas à bref délai elles deviendront des impossibilités sous la pression des partis. Peut-il, car s'il le peut il le doit, construire un ministère qui, composé d'hommes d'action, secouera toutes les énergies du pays et les tendra farouchement pour le seul programme : « Faire la guerre, tenir la guerre envers et contre tout, afin de la gagner... un jour... ». J'atteste qu'il le voulut. Il ne le put pas. Pourquoi ? Qu'on ne me dise pas : Reynaud l'a bien fait ! Non, Reynaud n'a pas fait un gouvernement de guerre. Nous aurons à montrer précisément qu'il ne l'a pas fait tout en voulant le faire, et que ce qu'il a fait ce fut un cabinet de défaite. La malchance de la France est beaucoup plus grave : d'abord les hommes n'étaient plus là, de la taille des Poincaré, des Briand, des Clemenceau, des Painlevé, même des Viviani et des Barthou, qui avaient et de l'expérience et de l'autorité et de la branche et du sang ! En dehors de Daladier, qui détenait le gouvernail, Flandin s'était barré la route et ne faisait pas ce qu'il aurait fallu pour se la rouvrir ; Reynaud, qui était un espoir, devait devenir la plus triste des déceptions. Léon Blum avait encore trop à se faire pardonner. La bêtise politique forçait à attendre les pires accidents pour qu'on recourût à Mandel, [53] qui, lui... Et l'homme qui m'avait dit dans un mouvement d'orgueil justifié en 1936, lorsqu'il abandonna la vie politique : « *On reviendra me chercher le jour de la déclaration de guerre* », André

Tardieu, gisait sur un lit de clinique, paralysé, inconscient de la tragédie qui éclatait. S'il a recouvré un peu de santé pour savoir, quelle doit être, pauvre Tardieu ! son effroyable souffrance morale, pire que sa douleur physique !

Combien de fois j'ai dit aux uns et aux autres, et plus souvent encore à moi-même : « *Ah ! quel malheur que Tardieu soit comme mort !* », ne voulant pas admettre que, vivant, il ne fût pas au poste de commandement et de salut où pût être comblé le vœu de son orgueil patriotique !

Plus encore que de la pénurie d'hommes, la France souffre de toutes les erreurs d'un régime qui a été trahi par la démagogie — de droite et de gauche —, par les passions de tous les partis, et par la criminelle emprise du communisme destructeur sur l'État. La démocratie française est convoquée à se colleter avec le pire destin : or, elle relève à peine d'une fièvre maligne où elle a failli sombrer. Ce n'est pas le lieu de faire l'histoire de la tourmente révolutionnaire qui a suivi l'élection, en mai 1936, d'une Chambre des Députés, issue de la coalition des communistes, des socialistes et des radicaux-socialistes, qui paralysa le gouvernement socialiste et radical de M. Léon Blum, impuissant devant les exigences désorganisatrices de son aile gauche communiste, et atteignit profondément les forces vives de la nation.

Socialement c'est tout juste si la France commence à se rediscipliner ; on avait jeté le discrédit sur le travail, on avait érigé la paresse en principe, presque en gloire ; on avait laissé le poison communiste s'infiltrer dans les veines de la classe ouvrière jusque-là volontiers protestataire et révolutionnaire, mais saine, et envahir les administrations, qui étaient depuis de longues années déjà minées par la corruption politique : la lenteur, la *nolonté*, quand ce n'était pas la malfaisance, y avaient altéré de nombreux rouages, et les fonctionnaires qui avaient l'amour-propre de leur corporation [54] assistaient à cette lente dégradation avec mélancolie et découragement.

Politiquement le régime en vigueur n'avait plus du parlementarisme véritable que le nom et le décor. Entre les partis, et, dans les partis, entre les chefs, ç'avait été, pire que jamais, une lutte sans merci. Pour les partis il s'agissait de gagner des voix, toujours plus de voix, afin de conquérir la majorité, et pour les chefs, le parti ayant la majorité, le point était de s'emparer de ce que, d'une expression typique, ils appelaient les leviers de commande : les ministères, tout au moins les

principaux, les hauts postes, les administrations, de quoi prendre et donner des places, beaucoup de places, toujours des places, des places pour tous !

Puisqu'il faut la majorité, que c'est le peuple qui la donne avec son bulletin de vote, on lui promettra tout et plus encore... On ne lui dira jamais qu'il a des devoirs envers lui-même. On lui affirmera qu'il n'y a pas de limite à sa volonté, et qu'il peut, par exemple, comme l'Empereur romain devenu stupide, faire de son cheval un consul. On lui ouvrira les caisses de l'État pour qu'il y puise, sans l'avertir qu'après le pillage, lorsqu'il n'y aura plus rien dans le coffre-fort public, il devra trimarder pour le remplir et, en attendant, se serrer le ventre. On fera luire devant ses yeux éblouis un nouvel âge d'or où il n'y aura plus de riches, parce que tout le monde sera riche, où il atteindra la terre promise de cette chimère, l'égalité. Mais on ne lui dira pas que s'il n'y aura plus de pauvres, c'est que tout le monde sera pauvre.

Sans doute, ce mal ne date pas d'hier, il remonte à la naissance de la première tribu ; il a servi aussi bien dans l'ancienne Rome que dans l'ancienne Grèce, et dans des temps moins éloignés aussi. Mais n'oublions pas que toutes les fois qu'il s'est étalé aussi effrontément et aussi complètement que dans les dernières années de la République française, les peuples en sont morts.

Le passage de l'état de paix à l'état de guerre va-t-il provoquer une réaction salutaire ? Ce ne fut vrai que partiellement, et plus en surface qu'en profondeur.

M. Daladier, à cette heure décisive, est en charge, il est qualifié pour oser, sinon pour réussir. Issu de la moelle du [55] peuple, ayant hérité d'une longue lignée de travailleurs probes et durs à eux-mêmes, avec quelques règles d'honnêteté politique et d'honnêteté tout court, un attachement physique autant que moral à la terre, le fils de boulanger, comme il aimait rappeler qu'il l'était, avait, par les études historiques auxquelles sa jeunesse d'étudiant avait été consacrée, exalté sa foi dans la destinée de la France républicaine et dans la France de toujours.

Sa participation effective à la guerre de 1914 à 1918 lui avait laissé sur les « horreurs de la guerre » des souvenirs qui l'inclinaient aux solutions pacifiques ; mais il lui en coûtait de leur sacrifier même une petite parcelle de la dignité nationale. Il avait subi Munich, et il ne s'en glorifiait pas. Du haut de l'avion qui, de la capitale bavaroise, le

ramenait au Bourget, apercevant la foule massée, il avait soupçonné une émeute hostile. Il n'en avait été que plus surpris de l'accueil enthousiaste qu'une sorte d'hystérie de la paix lui avait valu de la part de la population parisienne. Il y avait gagné une énorme popularité, dont il eut l'ambition de se servir pour rendre à la France l'équilibre politique, économique et social qu'elle avait perdu, non sans qu'il y fût lui-même pour quelque chose, et pour rétablir sa puissance militaire affaiblie par des fautes dont il venait de mesurer les ravages. Il n'en avait pas toutes les possibilités. Chef d'un parti démocratique qui se situait entre les républicains dits modérés et les socialistes, et plus près de ceux-ci que de ceux-là, au moins dans les luttes électorales, préoccupé par conséquent de ne pas donner prise à la démagogie de ses voisins dangereux qui, déjà au scrutin de mai 1936, lui avaient ravi la prééminence au sein de ce que, dans le vocabulaire politique français, on appelle « les gauches », M. Édouard Daladier, guetté au surplus dans son propre parti, par des rivaux aussi âpres que sournois, calculait qu'il atteindrait plus facilement au but par la souplesse, par la conciliation, par la préparation lente des actes décisifs que par l'audace et par la rapidité. Il était confirmé dans le choix de cette méthode par son tempérament naturel. Son aspect bourru et ses coups de boutoir dans les batailles de partis, lui avaient créé une légende d'énergie qui n'était qu'à moitié vraie. Il avait plus de rudesse que de vraie volonté. Il [56] était même faible, car il était bon, à l'égard des hommes, des amis, des coreligionnaires politiques, des collaborateurs qu'il ne se résolvait pas à frapper, à révoquer ou à changer quand ils l'auraient mérité. Il était justement fier du crédit que le peuple, dans son ensemble, lui accordait, mais il ne tirait pas sur lui la traite qu'il devait et pouvait tirer ; cela par crainte des chocs en retour, par méfiance envers les autres et par défiance de soi-même : autant de réactions qu'entretenait en lui-même le souvenir de la journée tragique du 6 février 1934, où, dans un horrible malentendu, il avait été rendu responsable du sang versé, journée que l'on n'a pas tort de qualifier de tragique, non seulement parce qu'il y eut, Place de la Concorde, dans une émeute incompréhensible, des morts et des blessés, mais parce qu'elle eut pour réplique la formation du « Front Populaire », la coalition hybride, où, comme nous l'avons indiqué, les excès de la démagogie communiste et des représailles partisans annihilèrent ce qu'il y avait en elle de sainement démocratique.

On sait assez déjà que les erreurs commises contribuèrent à affaiblir la force matérielle, la force sociale et la force morale françaises. C'est à les réparer, après en avoir eu sa part de responsabilité, que M. Daladier s'efforçait depuis son retour au pouvoir comme chef. Le succès avec lequel, grâce aux mesures prises sur ses instructions par un Préfet de Police aussi avisé que courageux, M. Langeron, il avait brisé, fin octobre 1938, la grève générale fomentée par le parti communiste, aurait dû lui donner la mesure de l'autorité et de la puissance dont il disposait dans tout ce qu'il entreprendrait pour l'organisation de la guerre et pour le salut du pays. Je ne suis pas convaincu qu'il en ait eu la notion absolue ; je suis plutôt persuadé qu'il n'a pas eu assez de confiance en lui-même. Il n'a jamais été coupable d'intentions. Il a eu les meilleures, mais sa puissance d'action ne les égalait pas. Elle en était, en tout cas, infériorisée par des scrupules qui amenaient l'indécision. La nuit porte conseil, a-t-on l'habitude de dire quand on veut hésiter. Peut-être le Président Daladier demanda-t-il ce service à trop de nuits successives. Ce fut le cas peut-être à ce moment psychologique où il s'agissait de substituer à un ministère conçu en temps de paix, [57] selon les dosages de partis et de groupes, un ministère moins conforme aux habitudes d'un parlementarisme à la fois faussé et moisi, mais solide, concentré, composé de compétences éprouvées, d'âmes fortes et de volontés ardentes. Alors qu'en brusquant il avait quelques chances d'y réussir, il se laissa arrêter par des obstacles que des animosités habiles surent placer sur sa route.



[58]

**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*

## Chapitre VII

---

### M. DALADIER AUX PRISES AVEC LES PASSIONS PARTISANES

*M. Daladier cherche à faire un grand ministère de Guerre et à changer le ministre des Affaires Étrangères — Souvenir d'un Cabinet Chautemps — Barrage contre M. Léon Blum — Offre des Affaires Étrangères à Édouard Herriot — Vieille rivalité Herriot-Daladier — M. Herriot veut être couvert par le maréchal Pétain — Veto du maréchal contre Herriot.*

[Retour à la table des matières](#)

Le remaniement ministériel que le public attend a un double aspect dans les projets de M. Daladier :

- 1° Élargir la base gouvernementale et associer par une action commune, sévère, de guerre des hommes éminents, représentatifs des courants d'opinion.
- 2° Remplacer au Ministère des Affaires Étrangères M. Georges Bonnet, contre qui monte une marée houleuse, par une personnalité qui sera synonyme de rigueur anti-allemande.

Il tâte les uns, il tâte les autres. L'appel aux communistes est évidemment exclu pour de multiples raisons, dont la plus efficiente est leur attitude équivoque, qui ne tardera pas à devenir résolument coupable à l'égard du pacte germano-soviétique. Ils se mettront hors de la Nation, dont ils étaient déjà les naufrageurs. De bons esprits conseillent, par contre, de ramener dans les conseils du gouvernement des délégués du parti socialiste, même aussi de la Confédération Générale du Travail, dont l'action sur la classe ouvrière peut être d'autant plus importante que l'indignation gronde contre « la trahison de Moscou », et de réaliser la formule en usage dans le vocabulaire des politiciens français : de Blum à Marin. Mais si M. Marin, chef de la Fédération Républicaine (droite, conservatrice et catholique), consent à s'asseoir à côté de quelques socialistes, il oppose son *veto* au nom de M. Léon Blum, [59] sur lequel se sont cristallisés tous les ressentiments, toutes les colères, les légitimes et les injustes, qu'ont suscités les trois ministères du Front Populaire dont il a été l'ornement, comme chef dans les deux premiers, et comme pièce maîtresse dans le troisième.

Or M. Marin est, depuis que les socialistes sont partis en guerre contre M. Daladier, son plus fidèle soutien. M. Daladier a évidemment le souci de ne pas le rejeter dans l'opposition, ce qui aurait pour résultat de le faire choir entre deux selles par une conjonction des extrêmes. M. Daladier, qui n'a vraiment pour M. Blum aucune sorte de tendresse, car il a eu avec lui des démêlés politiques fréquents, mettra vraisemblablement d'autant moins de force persuasive à faire fléchir l'hostilité de M. Marin que, s'il entend les socialistes fidèles à M. Blum subordonner leur concours à sa présence dans le gouvernement, « *lui ou personne* », les autres membres de la SFIO, qui ne supportent qu'avec impatience la supériorité intellectuelle de leur leader, et qu'anime la haine de M. Paul Faure pour lui, posent, eux, comme condition : « si lui, Paul Faure aussi ». Ajoutons que les amis de M. Flandin et beaucoup de groupements économiques patronaux – pas tous – ne veulent pas entendre parler de la présence, dans les conseils du gouvernement, de M. Léon Blum et encore moins d'un membre de la CGT, comme M. Jouhaux, dont l'arrivée au pouvoir équivaldrait, d'après eux, à la réhabilitation de la politique sociale et économique qu'ils symbolisent. Ils rappellent que l'application précipitée et rigide des quarante heures, pour ne citer qu'un de leurs griefs, a contribué à désorganiser la production et principalement celle des armements et des avions.

Ils n'ont pas oublié ce qui s'est passé en septembre 1937. Sous la pression de M. Georges Bonnet, qui était ministre des Finances, M. Camille Chautemps, qui avait succédé à M. Léon Blum comme Président du Conseil des ministres, avait fini par admettre l'urgence d'un « redressement social », prélude d'un redressement politique, nécessaires l'un et l'autre pour un redressement financier durable et indispensable à la poursuite d'un redressement militaire et aéronautique que la température internationale commandait. Une déclaration [60] sensationnelle qui devait figurer dans les annales de la politique française sous le titre de « *Déclaration de Rambouillet* » avait été rédigée. M. Chautemps avait réservé son approbation définitive jusqu'au retour de M. Léon Blum, alors en voyage, dont il se flattait d'ailleurs d'obtenir l'adhésion. Cette attente n'était pas sans inquiéter M. Georges Bonnet :

« Je sais ce qui arrivera, disait-il. Léon va se tordre les mains dans des gestes de désespoir et de supplication, il suggérera la suppression d'une ligne, l'essentielle, et l'insertion d'une autre, pernicieuse, sans quoi il serait obligé d'en référer au parti et même de retirer son concours au gouvernement. Camille aura la sensation des pieds de son fauteuil craquant sous le poids de son émoi, et il inclinera son courage et sa résolution devant ce qu'il appellera, dans le jargon parlementaire, la solidarité gouvernementale et politique... »

C'est, au vrai, ce qui, en gros, s'est produit, peut-être d'ailleurs parce que M. Camille Chautemps ne sut pas faire appel au sens des responsabilités patriotiques qui, chez M. Léon Blum, on en eut la preuve en d'autres circonstances, dominait parfois l'esprit d'obédience partisane. Il y eut bien une « déclaration », mais, vidée de sa principale substance, elle n'eut que l'effet d'un jour, purement spectaculaire par les gros titres de journaux, et le traintrain pénible, chaotique des choses publiques en France, continua jusqu'au coup de tonnerre de l'*Anschluss* où, quelques mois après, en février 1938 exactement, le gouvernement de M. Chautemps s'effaça comme un fantôme qui, au moindre bruit de feuille froissée, s'évanouit dans la nuit.

Alors, tandis qu'Hitler, précédé de chars, de canons, de camions, effectuait de Munich à Linz, et de Linz à Vienne, une marche triomphale, les adversaires de M. Léon Blum ne veulent rien entendre si quelqu'un insinue que la leçon des événements a porté sur une intelligence aussi déliée que celle du *leader* socialiste, qu'il nourrit en son cœur un amour à la fois instinctif, passionnel et résolu pour le pays de

la révolution qui a affranchi ses ancêtres et où ses pères se sont enracinés, et enfin qu'il déploiera, s'il est associé aux responsabilités effectives dans la conduite de la guerre, d'autant plus d'ardeur à peser sur le monde ouvrier en faveur d'une fabrication [61] intensive, qu'il a une claire vision du désastre collectif et personnel que serait la défaite.

C'en est plus qu'il n'en faut pour décourager M. Daladier d'aller plus avant dans cette voie. N'est-il pas, par surcroît, plus que persécuté par les ambitions qui viennent dans son cabinet s'offrir, quand elles n'exigent pas ? Celui-ci invoque une promesse fugitive, celui-là les droits que lui confère telle ou telle présidence de commission ; un autre dissimule une menace dans l'éditorial d'un journal confidentiel, et d'autres, d'autres recourent à tous les moyens de pression imaginables. S'il cède à l'un, pour un élu il y aura dix mécontents, dix ennemis. S'il en satisfait plusieurs, il faudra évincer un nombre équivalent de gens en place et qui ne le lui pardonneront pas. Il en est d'ailleurs qui font en quelque sorte partie du mobilier national : y toucher, s'en priver, ce serait un sacrilège.

Dans ces conditions, va-t-il pouvoir, seulement, changer le titulaire du Quai d'Orsay ? À cette fin il a une pensée héroïque. Il va demander à M. Édouard Herriot d'abandonner le fauteuil de président de la Chambre et de prendre la direction des Affaires Étrangères. C'est de sa part une victoire sur ses sentiments personnels. Personne n'ignore, dans les milieux politiques français, que les rapports de M. Édouard Daladier et de M. Édouard Herriot sont aussi intimement hostiles qu'extérieurement corrects. M. Daladier est le plus jeune, il était encore dans l'ombre quand son aîné qui, était déjà, lui, sur le devant de la scène, et qui avait été son professeur au Lycée de Lyon, l'appela, au lendemain des élections de 1924, à faire partie de son gouvernement comme ministre des Colonies. On aurait pu penser, à cette époque, qu'entre les deux Édouards il n'y aurait jamais trace du plus petit nuage. À quoi faut-il attribuer la vraie cause de leur séparation morale ? L'ambition de M. Daladier était-elle trop âpre pour s'accommoder longtemps d'un rôle secondaire ? Le ton protecteur de l'ancien professeur pour l'ancien élève, du général pour le lieutenant, irrita-t-il peu à peu la susceptibilité agressive de M. Daladier, qui prenait, en outre, ombrage des préférences de M. Herriot pour la souplesse et pour la déférence constantes de M. Camille Chautemps ? Pour préciser quelles répercussions la rivalité Daladier-Chautemps [62] eut sur les soubresauts de la politique

française, il faudrait écrire la fastidieuse histoire de celle-ci. Est-ce qu'il y eut des chocs ignorés qui firent de MM. Herriot et Daladier des ennemis intimes, condamnés comme membres de la même congrégation politique à marcher ensemble en amis ? Toujours est-il qu'en 1926, lorsque M. Herriot fut contraint d'entrer dans le gouvernement de M. Poincaré, constitué déjà sous le signe de la restauration des finances françaises, M. Daladier prit la tête d'un mouvement de révolte, et enleva de haute lutte la présidence du parti radical que M. Herriot, désarmé, abandonna plutôt que de se la laisser arracher. Depuis lors, ils ne cessèrent pas d'être, dans la même armée politique, des chefs perpétuellement rivaux. Quand ils parlent l'un de l'autre dans le privé, ils sont tour à tour ironiques, acerbes, sévères, jamais bienveillants. Publiquement, ils affectent de la considération mutuelle, mais elle ne va pas au-delà d'une expression superficielle, accompagnée de restrictions négatives. Ils ne s'aident jamais, et quand ils le peuvent, ils se contrecarrent. À la Chambre des Députés, M. Herriot n'exerce pas en faveur de M. Daladier cet ensemble de prérogatives qui permettent à l'homme qui la préside d'écarter du chef du gouvernement les *difficultés imprévues*. M. Herriot est, de plus, encore tout ulcéré de la *maestria* avec laquelle, quelques mois auparavant, M. Daladier lui a barré, ainsi d'ailleurs qu'à M. Piétri, à M. Bouisson, champion de M. Laval, à M. Queuille et à d'autres, le chemin de la Présidence de la République... en suscitant la réélection de M. Lebrun.

Mais « c'est la guerre ». Brusquement les vieilles querelles s'estompent dans l'esprit de M. Daladier. Il a fait le tour des hommes qualifiés pour représenter devant le monde la France démocratique en guerre, avec le maximum de crédit, d'expérience, de culture, de probité intellectuelle. M. Herriot l'emporte incontestablement dans la balance des mérites, il est le Français dont le nom en Amérique a le prestige d'être celui de chef du gouvernement qui, au début de 1933, a préféré immoler son gouvernement plutôt que de suivre dans une grossière erreur une sottise majorité qui exigeait la cessation du paiement aux États-Unis des intérêts des dettes de la guerre [63] de 1914 à 1918... M. Herriot n'en croit pas ses oreilles quand M. Daladier lui exprime l'offre qu'il vient de décider. Il suspecte probablement une manœuvre. Son esprit critique a tôt fait de calculer l'honneur qui lui est fait par celui dont il l'attendait le moins, et les responsabilités qu'il encourra, les services qu'il peut rendre et les hostilités qui vont se dresser. On lui dit :

« – Venez, c'est un devoir, il faut, au Quai d'Orsay, une foi, une doctrine, de la tête, du souffle, un homme ».

Il objecte :

« – Pour quoi faire ? »

La politique que l'on a faite n'était pas la sienne, au moins sur plusieurs points essentiels. Une campagne de dénigrement sera entreprise, on alertera l'Italie, l'Espagne, où il sera dénoncé comme un ennemi incapable de leur ramener notre amitié ; à travers lui, c'est le pays qui sera atteint.

« – Ce sera l'affaire d'une conversation franche avec les ambassadeurs, de télégrammes aux chefs d'États, de discours devant le parlement et à la radio, lui répète-t-on, et, en vérité, plus la tâche sera dure, plus l'urgence s'en impose, et plus le devoir est pressant...

– Alors je veux être couvert !

– Comment ?

– Que le maréchal Pétain entre dans le cabinet à un titre quelconque en même temps que j'y entrerai comme ministre des Affaires Étrangères... »

Arrêtons-nous ici devant ce fait en apparence menu. M. Herriot veut être couvert, et la couverture qu'il réclame c'est celle du maréchal Pétain. Pourquoi ? Parce que le maréchal Pétain, qui, ambassadeur en Espagne, réajuste et réharmonise autant qu'il peut les rapports entre le général Franco et la France, cautionnera par son entrée dans le ministère, devant la révolution nationaliste espagnole, le nouveau ministre des Affaires Étrangères, coupable d'avoir jadis souhaité le succès des « rouges ». Remarquez qu'il l'aurait autant cautionné en restant à Madrid. Mais ce n'est pas cela qui importe : ce que je veux détacher comme une lumière c'est le fait que, dès le début de la guerre, il est un homme dont le sort est fixé : il sera *l'homme couverture*. Et cet homme c'est le pauvre maréchal Pétain, dont les malheurs commencent. Nous le retrouverons plus tard, hélas !

[64]

M. Daladier peut d'autant moins refuser ce que M. Herriot exige qu'il est personnellement dans les termes les meilleurs avec le maréchal, qu'il a littéralement enfoui sous les hommages lorsqu'il lui a

demandé d'aller « sauver la France » à Saint-Sébastien et à Madrid. On téléphone au maréchal. Le maréchal demande à réfléchir. Le maréchal prend le train.

Voilà bien la mauvaise chance de M. Daladier, et la nôtre encore. Il ne fallait pas attendre. Il fallait que le maréchal acceptât, et s'il n'acceptait pas il fallait violer Herriot, le forcer à *se sacrifier*, en lui cherchant au besoin une autre couverture, puisqu'il en voulait une absolument. Au contraire on s'octroie un délai. Pendant que le train du maréchal roule, on « cause » à Paris, où tout se sait vite. La combinaison « *Herriot au Quai* » devient le secret de Polichinelle, et Polichinelle s'agite. Un barrage terrifiant est en hâte échafaudé contre Herriot. Georges Bonnet, cela se conçoit puisqu'il est l'Iphigénie vouée au sacrifice, déchaîne ses amis. Piétri lève les bras au ciel et s'écrie dans les couloirs de la Chambre :

« Si on veut précipiter l'Italie dans la guerre tout de suite, on ne peut pas mieux faire. »

Pierre Laval a depuis longtemps jeté son dévolu sur la couverture — Pétain serait pour le jour où il en aurait besoin ; il n'emploie d'ailleurs pas le même mot, il dit : *dessus de cheminée*, et il entend se le réserver, mais se garde de montrer la tête, et c'est d'une cachette qu'il dirige le tir de plusieurs mitrailleuses contre Herriot : « Si on veut perdre tout à fait l'Espagne... ».

Il fait alerter Marin, ou quelqu'un de chez Marin, qui dresse l'épouvantail : « *Herriot-Soviet* ! ».

Enfin, le train du maréchal est en gare... On l'attend. On l'emmène. Qui ? Ah ! c'est, je puis vous le dire, un ami de Laval. Je ne sais pas ce qu'il a murmuré au maréchal, mais quand le maréchal se trouve en face de M. Daladier c'est pour lui dire :

« – Mon cher Président, je suis à vos ordres. Mais *veto contre Herriot*. »

Le Président du Conseil emploie les plus grands moyens oratoires de persuasion. Rien à faire. Pétain, qui a bien retenu sa leçon, reste inexorable. Daladier a perdu sa partie. [65] Herriot reste à sa présidence de la Chambre, satisfait, après tout, de la déconvenue de Daladier ; Pétain retourne à Madrid...

Il ne reste à M. Daladier qu'à joindre à ses responsabilités de Président du Conseil, de ministre de la Défense Nationale et de ministre de la Guerre, celle de ministre des Affaires Étrangères. C'est ce qu'il fait, en s'adjoignant deux béquilles, un Sous-Secrétaire d'État à la Guerre et un Sous-Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères. L'histoire n'en retiendra pas les noms sur le marbre.

Il crée deux nouveaux ministères : celui du Blocus et celui de l'Armement. Il appelle à ce dernier poste M. Dautry, un homme qui a mérité une grande réputation dans ses diverses fonctions antérieures pour son entrain, sa décision et son aptitude à diriger les hommes. Il n'est plus tout à fait, du point de vue de la résistance physique, le même homme que quelques années auparavant, il vient déjà un peu tard : tant de mauvaises habitudes sont prises dans les administrations qui ont du matériel à faire construire ; et il ne pourra pas démontrer que son choix aura été heureux, car les événements bordelais rendront son emploi inutile. Quant à M. Georges Bonnet, il va prendre des Invalides prématurés au ministère de la Justice, rendu vacant par la démission de M. Marchandeau, qu'il transformera en GQG du défaitisme. Quant au grand ministère... ce sera pour une autre occasion... Quand M. Daladier s'y sera résolu, quelque chose arrivera qui l'empêchera. Petites causes, grands effets. La chance de M. Daladier diminue. Et la France n'en a pas beaucoup.



[66]

**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*

## Chapitre VIII

---

### QUEL EST EN 1939 L'ÉTAT DE LA MARINE, DE L'AVIATION, DE L'ARMÉE FRANÇAISE ?

*La marine française n'a jamais été mieux — L'amiral Darlan  
— Infériorité de l'aviation française — M. Guy La Chambre  
— Le comité secret de février 1939 — Attaque et défense  
— La ligne Maginot — Le général Gamelin — Le général de  
Gaulle parle dans le désert — L'attente dans les trous — Pa-  
roles du général Debeney, du général Huntziger, du général  
Buhner — Vaine insistance de M. Hore-Belisha — La  
« guerre pourrie ».*

[Retour à la table des matières](#)

Si, en septembre 1939, quand la guerre éclate, la France politique ne donne pas, ainsi qu'en fait foi l'auscultation à laquelle nous venons de nous livrer, des symptômes excellents, la France militaire, l'armée, les armées, celle de terre, celle de l'air, la flotte, sont-elles en bonne santé ? Ou, pour être plus rigoureux, comment paraissent-elles être ? — car c'est l'épreuve seule de la bataille qui pourra démontrer ce qu'elles valent réellement. De la marine, il y a peu à dire, parce qu'il n'y a à en dire que du bien, qui se révélera entièrement vrai. Jamais la flotte française n'a été depuis bien longtemps autant à point pour remplir toutes ses missions. Tous les ministres de la Marine qui se sont succédé rue Royale depuis, et y compris, Georges Leygues, qui a été l'initiateur,

que ce soit Charles Dumont, Albert Sarraut, François Piétri, Dumesnil, Campinchi, ont eu à cœur de rendre à la France, puis de maintenir, une armée navale digne de son glorieux passé maritime et des nécessités de l'Empire. Ils n'ont probablement pas eu, personnellement, d'idées originales, mais ils défendirent avec cœur devant le Parlement les programmes que dressaient les amiraux à qui ils faisaient confiance, et particulièrement l'un d'eux, l'amiral Darlan, pour qui l'on crée le titre d'Amiral de la Flotte, correspondant pour l'armée de mer à celui de Généralissime pour l'armée de terre.

[67]

Cet enfant du Lot-et-Garonne, fils d'un parlementaire qui fut ministre, a les dons d'agilité d'esprit de ses ancêtres paternels, mais il a aussi de la Bretagne dans le sang, et c'est peut-être à cette ascendance qu'il doit l'allure de vieux loup de mer dont il n'est pas peu fier. La pipe à la bouche, bien quarré sur ses jambes, la joue tannée, l'œil perçant et la parole tranchante, il donne à qui veut le voir une impression de force tranquille et de sûre énergie. Il sera *presque* jusqu'à la triste fin l'homme qu'on donne en exemple pour la fermeté d'âme... Ne se dérobant jamais à l'action, et voué, si la malignité veut au moins qu'il ait une faiblesse, à être suspecté plutôt de témérité dans l'audace que d'excès dans la prudence... et par-dessus tout, avide, pour sa flotte et pour la France, de gloire... Je l'entends, comme si j'y étais encore, chanter de sa voix méridionale son souhait d'aller en découdre en Méditerranée avec la flotte italienne... Avec quel orgueil pour les combats à venir il parlait de ses « *Dunkerque* » et « *Richelieu* » !

Je le rencontrai pour la dernière fois le 24 février, sortant du cabinet du Président du Conseil, ministre de la Défense Nationale. C'était peu après l'affaire de l'*Altmarck*. Je lui demandai :

« – Ne va-t-on pas violenter un peu les Norvégiens ? Attendra-t-on que les Allemands y soient installés ? »

Je me rappelle qu'il me répondit :

« Si ça ne tenait qu'à moi, ce serait déjà fait ! Ce sont les Anglais qui hésitent... toujours en retard ! »

Je ne puis pas croire qu'il soit depuis le 17 juin 1940 le ministre de la Marine de la capitulation... Son passé, son cœur, tout lui-même ne

méritait pas cela... ou alors, quoi ? Mais ce n'est pas le moment de ce « Pourquoi ? ».

Tout a été dit de l'infériorité incontestée en laquelle végétait l'armée de l'air française par comparaison avec la RAF britannique, et naturellement bien davantage avec les stocks du maréchal Goering.

En automne 1937, M. Camille Chautemps, qui avait succédé à M. Léon Blum comme chef du gouvernement français, alla à Londres, avec M. Delbos, qui était ministre des Affaires Étrangères, pour prendre langue avec le Cabinet britannique et se livrer à un tour d'horizon sur les questions communes aux [68] deux peuples. M. Camille Chautemps ne me démentira pas, car c'est bien de lui que je le tiens, si je révèle qu'en toute cordialité le Gouvernement britannique insista sur l'importance que l'aviation aurait en cas de conflit, et s'informa discrètement des progrès de la production française. M. Chautemps fut effrayé par les statistiques examinées concernant l'Allemagne, l'Angleterre, la Russie, la France...

À son retour, je crois bien qu'il dut réunir des conseils, des commissions... Je ne sais pas ce que celles-ci décidèrent. Elles durent réclamer des crédits. Les donna-t-on ? On s'était consolé jusque-là en se disant — car c'était encore l'époque des illusions mortelles — que dans un conflit européen l'aviation russe couvrirait la déficience de l'aviation française. Continua-t-on ?

Depuis lors, certes, on avait fait du chemin. Pas assez assurément. D'aviation russe, il n'était plus question, et pour cause. Quant à nos usines, il était de notoriété publique qu'elles ne travaillaient pas encore au rythme qui était souhaitable. Depuis le tournant social où la grève générale d'octobre 1938 avait été brisée, une amélioration avait été obtenue, mais sur beaucoup de points la cellule communiste inspirait la grève perlée et maintenait dans les revendications syndicales l'hostilité aux heures supplémentaires. M. Guy La Chambre était devenu ministre de l'Air. On prétendit plus tard qu'il fut inférieur à sa tâche ; je n'ai pas les données d'exploration nécessaires pour détruire ou pour confirmer des allégations dont quelques-unes au moins ont été inspirées par des jalousies personnelles, par la rivalité politique, par l'amertume des constructeurs évincés ou simplement mécontents, ou par la cabale d'officiers, d'ingénieurs et de pilotes prétendument lésés. Ce que je sais c'est qu'au comité secret de la Chambre des Députés du mois de février

1939, il fut violemment attaqué et qu'il parut répondre victorieusement aux critiques portées contre sa gestion. Il affirma que depuis son arrivée au Boulevard Victor d'énormes progrès avaient été apportés à la rapidité de la fabrication, tant des cellules que des moteurs. Ce dont je puis témoigner c'est de sa bonne volonté, c'est de son ardeur au travail, c'est de sa passion patriotique. N'eut-il pas assez d'autorité pour briser les [69] résistances d'une organisation ministérielle où, comme ailleurs, et même plus qu'ailleurs, le dynamisme des uns se heurtait à l'inertie bureaucratique des autres ? Ne put-il pas déceler toujours dans des retards qu'il déplorait, la conséquence d'une vieille politique aéronautique qui tendait à remettre toujours au lendemain la commande définitive sous le prétexte d'amélioration du prototype ? Le ministère du Travail n'accorda-t-il pas assez tôt le concours nécessaire pour réveiller l'énergie déficiente des organisations ouvrières trompées ? Le ministère des Finances ne mesura-t-il pas trop parcimonieusement, selon une tradition invétérée, des crédits qui devaient être jetés sans compter à la forge pour doter la France d'une flotte aérienne puissante ? On prouverait, et sans paradoxe, qu'un contrôle excessif coûte plus qu'un petit gaspillage et que, de toute manière, mieux vaut en pareilles affaires, de l'imprudence financière que le respect de l'orthodoxie. M. Guy La Chambre en fit l'expérience, et la France elle-même, naturellement, quand au début de la guerre il n'hésita pas à proposer à son chef des achats massifs en Amérique.

Ce fut une belle clameur, orchestrée par quelques industriels qui ne pouvaient pourtant pas suffire aux commandes qui leur étaient faites ! Ils furent précieux, ces avions d'Amérique, n'ayant que le défaut d'être trop peu nombreux pour nos escadrilles où des pilotes ardents attendaient leur arrivée avec impatience.

M. Reynaud dut, plus tard, quand il fut Président du Conseil, regretter parfois s'il en eut le temps, le *veto* qu'il mit, étant, comme ministre des Finances, gardien du coffre-fort, à un programme dénoncé comme trop coûteux parce que trop vaste. La sacro-sainte administration des Finances avait décidé, d'accord avec la Banque de France, où l'inspection des Finances trônait, que la guerre durerait trois ans, qu'il fallait, mentalement et effectivement, partager les réserves d'or en trois piles

égales, et ne jamais hypothéquer la seconde avant que la date soit venue d'y toucher !... Cela s'appelait ménager l'avenir ! Où est-il l'avenir ? \*

[70]

M. Guy La Chambre s'en expliquera d'ailleurs. Il était parti pour l'Amérique, en mission régulière, au mois de juillet. Impliqué dans les procès intentés à différents hommes politiques pour sa gestion, il est revenu immédiatement en France et s'est constitué prisonnier, pour être à côté d'Édouard Daladier, son chef et son ami. La décision de M. Guy La Chambre n'étonnera pas les témoins du courage dont il a fait preuve en plusieurs périodes de sa carrière. Ce Breton, issu d'une longue lignée d'armateurs malouins, a le sang vif et la riposte prompte. Il ne se laissera pas mettre sur les épaules les charges qui incombent à d'autres, et s'il en est qui lui reviennent il saura les porter.

Au demeurant, que la responsabilité de l'infériorité de l'aviation française, qui remonte loin en arrière, puisse être partiellement imputée ou non à Pierre, à Paul, ou à Jacques, ou aux uns et aux autres, la certitude c'est que la flotte aérienne de l'Allemagne était vis-à-vis de la nôtre dangereusement supérieure.

Quant aux chefs de l'armée de l'Air, que valaient-ils ? On les savait braves. C'est tout ce qu'on pouvait en dire avant que l'usage d'une arme, en somme nouvelle, eût révélé s'il y avait d'un côté ou de l'autre

---

\* Sur ce point des achats d'avions à l'Amérique, un ami personnel de M. Paul Reynaud a tenu à me donner une explication de ce qui serait un malentendu. Ce que M. Paul Reynaud ne voulait pas, m'a-t-il dit et écrit, ce n'était pas d'acheter des avions américains en grand nombre, mais c'était de les acheter à l'aveuglette. Pour maintenir la monnaie, pour équilibrer les besoins en devises des divers départements ministériels, il lui fallait connaître et les besoins de chaque département pour l'exercice en cours et les prévisions qui pouvaient être faites pour les exercices suivants. Impossibilité d'obtenir un plan d'ensemble ou des prévisions nettes quant aux besoins du ministère. Impossibilité qui tenait d'ailleurs au fait que le haut commandement, n'ayant pas une idée précise de la bataille moderne, au lieu de faire des commandes systématiques aux différents services, les laissait couvrir leur responsabilité en empilant, sans aucun ordre de préférence ou de priorité, les fournitures dont l'acquisition justifiait leur existence.

C'est en essayant de réaliser l'œuvre préliminaire indispensable de clarification des besoins que l'ambition lui vint de gérer le ministère de la Défense Nationale, où il sentait nécessaire d'opérer un travail de réorganisation systématique analogue à celui qu'il avait mené à bien rue de Rivoli.

une stratégie et une doctrine tactique aériennes, et quelles étaient les meilleures.

Si la France avait moins d'avions que l'Allemagne, elle [71] avait aussi moins de chars, elle avait aussi moins d'artillerie, elle avait aussi un moins grand nombre de divisions, mais elle avait une cuirasse que quelques Français vigilants lui avaient construite. Il y avait la ligne de fortifications que l'on appelle communément *Ligne Maginot*, mais qui, pour être tout à fait véridique, est due à l'initiative de Painlevé, à l'insistance du général Debeney, qui était alors Chef d'État-Major Général, au courage parlementaire de Maginot, et au génie organisateur d'un officier supérieur dont je n'ai pas présent à l'esprit le nom, et qui en a été l'exécuteur minutieux. Pour ce qui le concerne, le général Debeney m'a raconté en détail quelles résistances il dut vaincre ; comment personnellement il força l'hostilité de M. Poincaré en démontrant au Lorrain qu'il était, que la fortification épargnerait à la plus grande partie de l'Est français les horreurs de l'invasion, et quel appui décisif lui fut apporté par Monsieur Gaston Doumergue, alors Président de la République, qui en fut tout de suite un défenseur résolu. M. Doumergue s'employa discrètement, dans les Conseils du Gouvernement et par ses entretiens avec les membres du Parlement, à désarmer les oppositions. Qu'en passant cet hommage lui soit rendu !

La mobilisation s'était effectuée « dans de bonnes conditions », du moins le disait-on. On le dit toujours. C'est un rite. Du reste, elle n'avait été aucunement troublée puisque Hitler avait décidé de jeter le plein de son effort dans la ruée sur la Pologne, et de rester sur la défensive à l'Ouest. Malgré de nombreuses insuffisances, notamment en vêtements, en chaussures, en couvertures, par où l'intendance ne faillit pas à sa vieille réputation de paperasserie, de négligence et de lenteur, l'opinion française et l'opinion étrangère étaient d'accord, avec quelques doutes en France même, pour compter sur la légendaire valeur de l'armée française.

À tort ou à raison quelques généraux ont une réputation que répandent des courants d'origine inconnue, et le Généralissime lui-même, le général Gamelin, a la célébrité de grand chef dont la silhouette paraît dans les cinémas le lendemain des manifestations militaires, et dont le nom revient souvent dans la presse à propos de réunions officielles comme celles des Conseils de Défense Nationale, du Comité de Guerre [72] et surtout des conférences anglo-françaises de Londres et de Paris.

Vu de loin, il inspire la sympathie par son visage à la fois sérieux et modeste, qu'auréolent, pour ceux qui le regardent, son titre et sa mission. Vu de près, il est réservé, affable, et donne l'impression d'un homme intelligent et habile ; considéré du point de vue proprement militaire par les profanes, il a, en sa faveur, le souvenir d'avoir été de l'État-Major de Joffre, et d'avoir été le rédacteur, à l'usage des chefs d'armée, des ordres dont le Généralissime de 1914 lui dictait les grandes lignes. Dans les relations officielles, il a tout du diplomate. Quelques-uns lui reprochent d'être un fonctionnaire politicien, un « militaire-préfet », selon le mot de Mandel, et de trop conformer ses avis aux désirs qu'il mesure préalablement de ceux qui les lui demandent. Dans l'armée, il y a un clan qui lui est très fermement attaché, il y en a un autre qui a pour drapeau le général Georges, et qui veut le déboulonner.

Le général Georges commande les armées du nord-est où la ligne Maginot est comprise. Il est directement sous les ordres du général Gamelin, qui est le chef interallié ; ils ont des quartiers généraux différents. Celui du général Gamelin est aux portes de Paris, à Vincennes, ce qui a des avantages et des inconvénients : l'avantage d'être tout près du pouvoir, d'être en vingt minutes d'auto chez le Président du Conseil, ministre de la Guerre, et d'exercer presque tous les jours, en sa faveur et en faveur de ses conceptions, s'il en a, l'influence de la présence ; l'inconvénient de subir les premiers contrecoups du mécontentement général s'il s'en produit, d'être accaparé trop souvent par la paperasserie bureaucratique, et surtout de n'être en contact avec les armées, chefs et troupes, que trop rarement ou dans les voyages officiels. Ni Joffre ni Foch n'eurent jamais, dans l'autre guerre, leur GQG à Vincennes, et ils ne venaient à Paris qu'à de rares intervalles, le moins souvent possible.

Dans le monde politique, il a des soutiens puissants et des adversaires redoutables. Parmi ceux-ci, notons-le pour la compréhension d'attitude et de décision futures, figure M. Paul Reynaud, qui s'est acquis l'amitié de quelques généraux et de quelques officiers supérieurs, notamment lorsqu'il préparait [73] une proposition de loi pour la création de divisions motorisées. L'un de ces officiers deviendra, malheureusement trop tard, une grande vedette. Il a étudié à fond l'utilisation du *tank*, du char, de la division blindée ; il a écrit là-dessus des livres dont on a souri comme des lubies d'un maniaque, ne rendant hommage à sa prescience que lorsque son système aura été expérimenté par

l'armée allemande aux dépens de l'armée française. Il n'est alors que simple colonel. Vous l'avez reconnu ? Je parle du général de Gaulle.

Je note tout de suite que le colonel de Gaulle ne se croira pas la conscience satisfaite par les livres qu'il a écrits, il pressent le danger, il le dénonce. Il rédige rapport sur rapport. Les Allemands viennent d'expérimenter sa méthode en Pologne, les effets en ont été foudroyants. Ce qu'ils ont fait en Silésie, en Poméranie, sur la route de Varsovie, ils le feront un jour sur nos routes de France... Leur réussite éclatante sera pour eux une leçon qu'ils vont immédiatement suivre. Ils vont doubler, tripler, décupler peut-être, le nombre de leurs divisions motorisées, ils ne regarderont pas, eux, à la dépense. Qu'au moins la leçon à nous aussi serve ! J'ai le regret d'avoir à dire que le colonel de Gaulle n'a pas été écouté. Que veut encore ce gêneur avec ses « topos » ? On ne fait pas la guerre avec des « topos », on a lu les premiers, passe encore. Les autres iront à la corbeille. Ils ne parviendront jamais, je crois, jusqu'au Président du Conseil, ministre de la Défense Nationale, et si l'un d'eux y parvient on aura mis en garde M. Daladier contre l'insistance de cet officier qui ferait bien mieux de s'occuper de son service que de vouloir apprendre l'art militaire à ses chefs ! Les divisions motorisées allemandes, on les verra contre la ligne Maginot, elles apprendront que l'armée polonaise et l'armée française ce n'est pas la même chose ! Ce qui est la même chose, c'est la puissance de l'inertie. Avant 1914, on avait boycotté l'artillerie lourde, et un homme comme le général Maitrot, qui sans cesse avait jeté le cri d'alarme, s'était fait traiter de vieille baderne. On ne pouvait guère employer la même expression méprisante pour le jeune De Gaulle. Mais, près de Gamelin, il sera desservi comme un réformateur indiscipliné et l'État-Major de Gamelin le desservira près de M. Daladier en [74] l'étiquetant « ami de Reynaud », car déjà on exploite près de Reynaud l'antipathie contre Daladier, et chez Daladier l'antipathie contre Reynaud, commencement d'une histoire malheureusement grosse de conséquences.

Les relations du général Gamelin et de M. Daladier sont sujettes à variations, la pluie, sinon l'orage, et le beau temps alternent. On pourrait, sans faire de grands efforts de mémoire, retrouver, au sujet du Généralissime, beaucoup de propos, tantôt élogieux, tantôt évasifs. Élogieux lorsque c'était par exemple au lendemain d'un Comité de Guerre, ou d'un Conseil Suprême, où Gamelin avait été un représentant plein



de dignité de l'armée française et du Gouvernement, évasif lorsque les critiques qui visaient le Généralissime déferlaient jusqu'à M. Daladier.

Il acquiesçait, puis demandait :

« Alors qui ? Georges ? Hum ! Il intrigue. Je n'aime pas ça. Huntziger ? On en dit beaucoup de bien, mais le témoignage des batailles n'a joué encore en faveur de personne. »

Le témoignage des batailles, quand jouerait-il ? Un familier de la rue Saint-Dominique s'amusait à dire :

« La devise de Gamelin est un vers de Baudelaire : "Je hais le mouvement qui déplace les lignes". »

Mais personne ne se souciait d'être celui qui déplacerait les lignes, M. Daladier, tout le premier, qui, je vais ici anticiper sur la chronologie des événements, avait pour politique de faire durer aussi longtemps que possible la « drôle de guerre », c'est-à-dire la guerre d'attente dans les trous, sans bataille. Elle ne devait pas déplaire à Gamelin, dont, pendant qu'elle durait, la réputation n'était pas mise à l'épreuve, et, tout compte fait, les raisons qui étaient celles de Daladier devaient être les siennes, ce qui suffit à expliquer que, malgré des heurts, et sans grand penchant pour lui, le Président du Conseil le conservait à la tête des armées.

Les raisons de Daladier ? Il les a souvent exprimées, et je n'ai pas besoin de faire appel à des souvenirs personnels... Il s'est à maintes reprises, dans des discours retentissants, proclamé avare du sang français. Ne s'est-il pas de même, souvent et publiquement, félicité des mois d'inaction militaire, [75] grâce auxquels on pouvait progressivement remédier à l'infériorité française en armement et en aviation ? Il professait que, pour un pays dont la population ne s'augmentait qu'à peine, la meilleure arme de guerre c'était la terre et le béton. Souvent, j'en suis convaincu, il a dû, dans ses méditations, regretter que la ligne Painlevé-Maginot n'ait pas été prolongée de Montmédy à la mer, et ne couvrît pas toute la frontière nord-est de la France, de Bâle aux avancées de Dunkerque, ce qui n'aurait pas exclu la constitution d'une armée de manœuvre pour toute éventualité, rupture accidentelle ou offensive. Planté par la pensée de l'avalanche ennemie, sachant que des mois et des mois étaient nécessaires pour que nous puissions, Anglais et Français réunis, lutter à armes égales, sur terre et dans l'air, contre la force germanique, il s'appliquait, selon une expression qui lui était

familière, à ne pas *troubler l'eau*. Gagner du temps, et pendant ce temps, construire, construire, construire, et non seulement construire, mais acheter en Amérique, acheter partout. Des achats, il en avait commandé, mais pas assez à son gré. J'ai indiqué, à propos de M. Guy La Chambre que, pour ménager l'or de la Banque, il avait consenti à restreindre son programme d'achat d'avions à l'Amérique. Que de fois je lui en ai entendu exprimer le remords ! Il faisait donc le gros dos, c'était encore l'un de ses mots favoris, et il allait, fidèle à ce plan, jusqu'à ne pas vouloir que l'on décourageât des émissaires allemands qui, par des voies diverses, cherchaient à sonder ses intentions secrètes.

« Laissez-les, disait-il, s'illusionner jusqu'à la seconde où ce serait périlleux. Je ne demande qu'une chose, c'est que *l'autre* fasse une guerre blanche le plus longtemps possible. »

Nos agents rompaient les chiens à temps. D'autres émissaires recommençaient, et le jeu continuait, sans péril. On est maintenant fondé, sans pouvoir blâmer les raisons de M. Daladier, à se demander, à la terrible lueur des événements, si cette attente prolongée dans les trous de la ligne Maginot, et aussi sur la paille des cantonnements improvisés, qui avait l'effet, salutaire celui-là, de permettre la constitution de stocks, de chars, de canons, d'avions, ne devait pas en avoir un autre, déprimant, d'amollir l'esprit, autant des officiers [76] que des soldats, et de les préparer aux propagandes démoralisantes.

Cruelle alternative !

J'ai un jour demandé son avis au général Debeney, un des grands vainqueurs de l'autre guerre, qui avait gardé toute la lucidité d'une intelligence exceptionnelle et à qui l'on ne fit pas appel malgré qu'il fût maintenu en activité pour avoir commandé une armée devant l'ennemi.

Il a été très catégorique :

« Gamelin, me répondit-il, a raison de ne pas tenter d'offensive. Il aurait dû la faire dès le premier jour, quand les Allemands étaient occupés en Pologne. Si le Roi Léopold n'avait pas brisé l'alliance anglo-franco-belge de son père, et si nous avions pu, par la Belgique, foncer sur Cologne ! La ligne Siegfried n'était pas prolongée jusque-là et nous aurions pris des gages précieux. Mais n'ayant pas pu faire cette opération-là, le Généralissime a raison de ne pas lancer les troupes françaises sur les défenses de la ligne Siegfried. Pour être moins solide que la ligne

Maginot, parce que plus récente, et que le béton est comme le vin, plus il est vieux, plus il est résistant, ce serait folie d'aller y faire briser des armées qui sont à garder jusqu'au jour où les Anglais et nous aurons la supériorité de matériel. Tout doit être subordonné à ce programme essentiel : acquérir la supériorité de matériel, et en attendant *maintenir le moral de l'armée et du pays*. »

Sans le compromettre, je puis aussi invoquer l'opinion d'un grand chef, le général Huntziger, sur qui l'on fonda beaucoup d'espoir, et qui n'a pas été mis à même de le justifier, puisque — hélas ! — le seul grand devoir en face duquel il se soit trouvé a été le plus triste qui pût lui être infligé, celui d'aller à Rethondes recevoir les conditions infamantes de l'armistice.

À la table d'une maison amie il a exposé des idées identiques à celles du général Debeney et particulièrement celles-ci :

« *On n'était pas, on n'est pas prêt* ; il manquait beaucoup, beaucoup de choses, tant au point de vue de l'armement qu'au point de vue de l'intendance, et surtout au point de vue de l'aviation.

Actuellement, disait-il, — c'était à la fin de décembre 1939 — le travail essentiel est de surveiller le moral de l'armée, pourchasser [77] les facteurs de défaitisme, de droite comme de gauche, et améliorer progressivement la valeur agressive de l'armée. »

Un autre homme éminent m'a tenu le même langage. C'est le général Buhner, qui était détaché auprès de M. Mandel, Ministre des Colonies, et qui était le grand organisateur de l'armée coloniale :

« Le problème, me déclara-t-il, est de gagner le temps nécessaire pour que, tant au point de vue du matériel qu'au point de vue effectif, nous soyons dans la situation de pouvoir vaincre. En ce qui concerne les effectifs, il y a déjà une armée de milliers et de milliers de coloniaux qui deviendra une force de choc redoutable. Mais cela ne suffit pas. Il faudra en amener beaucoup d'autres, les Anglais auront à augmenter leur corps expéditionnaire ; quant au potentiel d'armement et au potentiel aéronautique, je n'ai pas besoin de vous en faire la démonstration. Comment faire comprendre aux soldats et au public que cette attente pénible est nécessaire ? C'est aux généraux à l'expliquer aux officiers, aux officiers à l'expliquer aux sous-officiers, et aux sous-officiers à l'expliquer aux soldats. »

Je demande :

« L'a-t-on fait ? Si on ne l'a pas fait, pourquoi ? Pourquoi a-t-on laissé, sinon dans toutes les armées, du moins dans beaucoup d'entre elles, les troupes s'user par une inaction dont tous les hommes qui venaient en permission se plaignaient ? N'aurait-on pas pu leur expliquer par des exercices pratiques, à la leçon de la campagne de Pologne, à quelles armes ils auraient à faire face, et comment ils devraient s'en défendre ? N'aurait-on pas pu utiliser un grand nombre de mobilisés à étendre jusqu'à la mer la ligne Maginot, et à construire derrière la ligne Maginot elle-même une seconde ligne de repli, au cas où la première serait rompue ? »

Un homme l'a demandé. Il était ministre de la Guerre de Grande-Bretagne. En septembre 1937, après les grandes manœuvres, M. Hore-Belisha avait visité la ligne Maginot avec le général Gamelin. Elle s'arrêtait près de Givet. Il demanda :

« – Pourquoi ne la continue-t-on pas ?

– Nous sommes en train de le faire », lui répondit-on.

Dès la déclaration de guerre, il revint à la charge. Son [78] raisonnement était le suivant : entre mars et septembre, les Allemands avaient fait de la ligne Siegfried une fortification presque égale à la ligne Maginot ; on pouvait entre février et mars pousser la ligne Maginot jusqu'à la mer. On lui objecta : les boues d'hiver empêchent ce genre de travaux. Il consulta ingénieurs et entrepreneurs qui prouvèrent que des procédés spéciaux permettaient de geler la boue et donc de travailler.

Alors on invoqua le terrain plat. À quoi il répliqua qu'on ferait mieux de dire qu'on ne voulait rien faire. M. Hore-Belisha démissionna quelque temps après. S'il était demeuré ministre de la Guerre, aurait-il vaincu le préjugé et la force de l'inertie ? Mais la certitude est que, si l'on construisit quelques *blockhaus* et quelques tranchées, la grande entreprise fut abandonnée. Pourquoi ?

On a tendance maintenant à dénigrer la ligne Maginot et à considérer comme fatal le système même des fortifications, en lequel on a eu une confiance aveugle.

On a eu tort de se fier uniquement au béton, on a tort de le condamner. La vérité est comme toujours entre les deux opinions.

Des fortifications, il y en a toujours eu, il y en aura toujours. Elles sont indispensables. Mais elles ne sont qu'un des éléments de la guerre. L'erreur n'est pas d'avoir construit la ligne Maginot ; c'est d'abord de ne l'avoir pas étendue jusqu'à la mer comme s'il était impossible que la Belgique fût de nouveau violée ; c'est ensuite, sous prétexte que l'on construisait une ligne de *défense*, d'avoir habitué l'esprit public et même l'esprit de l'armée à la seule idée de la guerre défensive. Je ne fais qu'émettre un truisme si j'affirme, avec quelques hommes de bon sens, dont quelques-uns sont des militaires, que la défensive est surtout une tactique d'attente en vue de s'assurer les avantages de l'offensive. C'est bien ce qu'ont compris les Allemands.

On a dit de cette période de guerre, où il n'y avait pas de combats, sauf aux avant-postes, que c'était une *guerre pourrie*. Si l'expression devait se trouver justifiée, si l'armée devait en effet, ne fût-ce que *partiellement*, se pourrir, en tant qu'armée sinon en tant qu'hommes, c'est-à-dire perdre toute [79] vitalité combattante, toute foi patriotique, toute raison de vaincre, si, dis-je, elle devait perdre ces qualités qui sont essentielles, comment le commandement en chef, et le commandement de groupes d'armées, et les commandants d'armées, et les commandants de corps, et, d'échelon en échelon, tous les officiers, y compris ceux à qui l'on a confié les soins de veiller au moral des troupes, — car il y a des bureaux du moral ! — comment tous ces hommes seront-ils renseignés, et comment, renseignés, ne réagiront-ils pas, et s'ils ne réagissent pas, pourquoi ? Nous émettons une hypothèse, et nous n'avons pas fini de l'écrire que nous sommes tentés, devant les heures, de poser les questions non plus au futur, mais au passé... On n'aurait donc pas été renseigné, et l'on n'aurait donc pas réagi ?

[80]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre IX

---

### PLAN D'ATTAQUE HITLÉRIEN CONTRE L'ÂME FRANÇAISE

*Les Soviets prennent leur part du butin polonais — Les erreurs de la politique franco-britannique — Le 7 mars 1936 — Hitler essaye de dissocier la France de l'Angleterre.*

[Retour à la table des matières](#)

Voici donc la Pologne aux prises avec son agresseur. Voici donc la Grande-Bretagne et la France en état de guerre avec Hitler. Comment pourront-elles se porter au secours de leur alliée envahie ? Elles n'en ont pas le moyen direct. Il n'est pas possible de lui envoyer des troupes. Le commandement français se livre bien à une opération de « ventouse » sur les avancées de la ligne Siegfried, mais ce n'est vraiment qu'une « ventouse », c'est-à-dire pas grand'chose, et ce ne sera que temporaire. La seule entreprise valable consisterait à rappeler à la Belgique sa solidarité de jadis avec la France et avec la Grande-Bretagne, et à lui demander le passage pour aller tâter l'Allemagne sur sa frontière germano-belge... Il n'y faut même pas songer. Le roi Albert est toujours mort ! Son fils, Léopold III, s'est hâté de proclamer sa neutralité et il ne peut être question pour les Alliés de la violer.

Pendant ce temps l'URSS n'attend pas que les armées d'Hitler aient conquis la Pologne entière pour en réclamer sa part, et elle envahit elle-

même brusquement les territoires polonais qu'elle considère comme proprement russes. Elle met ainsi la Pologne, prise entre deux feux, dans l'impossibilité de maintenir une résistance efficace. L'URSS ne s'en tiendra pas là : convaincue qu'elle n'aura jamais une occasion plus propice, elle attirera dans son orbite, et, en fait, s'annexera les nations baltes, sur lesquelles la Prusse avait depuis de longs siècles des visées de conquête que les fameux [81] « barons baltes » d'origine germanique entretenaient farouchement. Hitler, non seulement ne s'y opposera pas, mais, soucieux de ne pas déterminer une réaction hostile des Soviétiques, et d'associer, au moins provisoirement, leur fortune à la sienne, il leur cédera toute la place et, sur son ordre, commencera le lamentable exode vers la Pologne des Allemands fixés depuis de longues années à Riga, à Tallinn et en d'autres lieux. Une fois de plus, l'indépendance polonaise, cette « indépendance polonaise » que feu le Chancelier de Bülow considérait comme « *le plus grand malheur qui pût arriver à l'Allemagne* », n'est plus. L'État polonais est, selon l'expression de MM. de Ribbentrop et Molotov, « dissous », mais « *cent cinquante ans d'esclavage ne sont pas parvenus à altérer en Pologne le sentiment national* », a écrit un Polonais, qui, malgré les « colonels » de M. Beck, n'avait jamais cessé d'avertir ses compatriotes que le traité polono-allemand du 28 janvier 1934 était le prologue de leur effondrement futur. Ce Polonais s'appelle Sikorski. Avec un nouveau Président de la République polonaise, M. Raczkiewicz, avec M. Zaleski, redevenu ministre des Affaires Étrangères, il forme à Paris un gouvernement national et il entreprend l'organisation d'une légion polonaise. La Pologne ne sera pas morte.

Après la capitulation de la France, le gouvernement polonais transféra son activité en Grande-Bretagne. Malheureusement il ne fut pas possible de transporter toute l'armée polonaise qui avait été formée en France et qui, partout où elle fut engagée, donna des preuves d'exceptionnelles qualités combattantes. Les contingents qu'il fut possible de sauver et de réorganiser en Grande-Bretagne tiennent un important secteur des lignes de défense. Les aviateurs polonais se sont distingués à côté de leurs camarades de la *RAF*. Le général Sikorski, un de ces caractères forts dont on fait des chefs, est le cœur et l'âme de la résistance nationale polonaise.

Arrêtons-nous ici une minute, et méditons un peu. Nous le pouvons sans injustice pour les hommes qui sauvent l'honneur de leur nation, et

qui lui rendront l'indépendance et l'intégrité. Ils ont été les premiers à penser et à dire ce que nous allons rappeler.

Parmi les causes lointaines des événements catastrophiques [82] que nous vivons depuis des années, j'ai mentionné, au début de cette étude, les rivalités, les différends, les conflits, les haines entre les États successeurs de l'Autriche-Hongrie, que l'Italie pour sa part se plaisait à entretenir, comme elle le fit bien voir en faisant échouer à deux reprises, en 1922 et 1932, les projets d'union économique danubienne. J'ai prétendu qu'en ne les apaisant pas, et qu'en ne les réglant pas, au besoin d'autorité, car elles avaient alors l'autorité nécessaire, la France et l'Angleterre, qui avaient toutes sortes d'arguments pour persuader ces États, l'Italie comprise, de leur véritable intérêt, et pour les y contraindre au besoin, avaient contribué, comme elles y contribuèrent d'autre manière, à la résurrection de l'Allemagne impérialiste. Ai-je besoin de beaucoup insister pour justifier mon allégation ? La Tchécoslovaquie en a été la première victime, et la Pologne de M. Beck, pour l'avoir laissé immoler, a réclamé une livre de chair.

Elle l'a reçue. Mais à peine avait été sonnée la fin de la curée, que ce fut contre elle que le couteau s'est retourné. Leçon de choses, leçon de moralité. Frappez-vous la poitrine, Polonais et Tchèques, qui, au lieu de vous unir, avez conspiré les uns contre les autres sous l'œil de votre futur bourreau. Et nous, Français, dont le cœur est brisé de ce qu'on a fait de notre patrie, et même vous, Anglais, qui restez seuls, seuls pour faire face au monde, selon le beau vers de Sir Robert Vansittart :

*I face the world without you after all,*

ne l'oublions jamais :

Ah ! oui, c'est notre faute, notre très grande faute, notre déraisonnable faute ! Ah ! nous aurons encore souvent à nous accuser et à gémir, tant de crimes contre nous-mêmes nous avons, tous, dans la vie internationale, accumulés !

Remonterai-je en arrière jusqu'aux ridicules querelles qui ont divisé les gouvernements français et anglais au lendemain du traité de Versailles ? À ce moment, les hommes d'État britanniques se sont vraiment par trop laissé dominer par la vieille routine diplomatique : l'Allemagne était vaincue, la France était victorieuse, la France devenait la puissance



la plus forte du continent, c'était donc elle qu'il fallait surveiller, [83] tandis que la pauvre Allemagne, on devait l'aider à vivre, à ressusciter : on a bien vu ce que cela valait ! Ma fidélité de cœur et de raison à l'amitié et à l'alliance britanniques me donne, je pense, le droit d'émettre ce reproche sans qu'il puisse être pris en mauvaise part ; et je reconnais volontiers, par ailleurs, que quelques-unes des revendications et des plaintes françaises furent quelquefois présentées avec une âpreté qui n'était pas faite pour arrondir les angles... Mais, avec le recul des années, que petites étaient ces questions de personnages, de torts, de nuances, à côté de l'enjeu véritable qui apparut dans toute son importance quand Hitler arriva au pouvoir... !

Je pose la question aux hommes de bon sens : n'était-il pas évident que le mouvement hitlérien décelait en Allemagne une vague de revanche redoutable, au moins à partir de la minute où l'homme qui avait déjà fanatisé la majorité de l'Allemagne prenait en mains les rênes de la dictature ? N'était-ce pas de la folie que de se croiser les bras et d'attendre, comme au théâtre, ce qui allait se passer ? N'est-ce pas dès ce moment-là que l'on devait reviser les programmes d'armement naval, militaire, aérien, au lieu de se complaire encore dans le travail de Pénélope de la commission genevoise de désarmement ?

Enfin, il y a plus de quatre ans, le 7 mars 1936, le Chancelier Hitler violait, déchirait, réduisait en mille miettes, un traité que, non seulement ses prédécesseurs avaient conclu de plein gré, après l'avoir sollicité, mais qu'il s'était lui-même engagé à respecter, le traité de Locarno, et annonçait pour le lendemain la remilitarisation de la Rhénanie. Ce jour-là, Hitler, après avoir lancé son défi, était haletant. Ses militaires lui avaient déconseillé son acte : il avait passé outre, comptant sur la pusillanimité et sur l'indolence qui caractérisaient la politique de la France et de la Grande-Bretagne à cette époque. La France et la Grande-Bretagne restèrent passives. Les troupes françaises ne bougèrent pas, alors qu'elles n'avaient qu'une simple opération de police à faire. Il gagna. C'est ce jour-là que la guerre qui a commencé en septembre 1939 a été déclarée ! Déclarée par la carence française et par la carence britannique en face d'un devoir clair !

[84]

Déclarée par les ministres de la Défense Nationale du Cabinet Albert Sarraut, le général Maurin, ministre de la Guerre, M. Piétri, ministre de la Marine, M. Déat (tiens ! tiens !), ministre de l'Air, qui s'abritèrent pour ne rien oser derrière la nécessité de la mobilisation générale ! M. Sarraut et M. P. É. Flandin avaient solennellement opté au début pour l'acte de force.

Ils s'inclinèrent. M. Pierre Étienne Flandin revint de Londres avec un papier qui démontrait la bonne volonté anglaise *pour plus tard*. Ah ! quand on a vécu cela, qu'on s'est senti impuissant à empêcher la pire sottise et la pire couardise de l'emporter sur le bon sens et sur l'intérêt national ! Je fus un des rares dans la presse française à prendre le risque de m'insurger contre une faiblesse que je dénonçais comme « *la prime certaine à l'agression* ». « *Si la France s'inclinait, ce serait, osais-je écrire, l'encouragement à la piétiner dans une autre guerre.* » Quand, quelques jours plus tard, je compris que l'irréparable faute allait être commise, je tirais la conclusion « *qu'il ne resterait plus qu'à en tirer toutes les conséquences en matière de précautions militaires et d'alliance* ». Mais ni le gouvernement britannique ni le gouvernement français ne les tirèrent ; ils semblaient comme paralysés dans des bandes-lettes de fer. Il fallut bien d'autres coups d'assommoirs pour qu'ils les tirassent ! Il fallut celui de l'*Anschluss*, devant lequel ils restèrent interdits, il fallut ceux de la Tchécoslovaquie. Il fallut Munich, et, après Munich, Prague, après Prague, Varsovie.

Hitler a donc, en moins d'un mois, réussi son opération polonaise ; il n'est pas sans être surpris d'avoir si peu rencontré d'accidents de notre côté. Aussi, quelque renseigné qu'il soit sur nos imperfections militaires, se méfie-t-il ; sans parler du blocus que la Grande-Bretagne et la France resserrent de plus en plus, et dont il redoute les effets à plus ou moins longue échéance, il s'inquiète des projets que Londres et Paris peuvent préparer, car il nous suppose plus d'imagination et d'audace que nous n'en avons. Aussi, tout en posant partout, en toutes les capitales, en Orient, dans les Balkans, des mines diplomatiques contre la France et l'Angleterre réunies, cherche-t-il le moyen de dissocier les deux peuples [85] amis et alliés. Cette politique, il ne l'invente pas. Elle était celle du *Kaiser*.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1912, le colonel Pellé, attaché militaire à Berlin, transmettait à son ministre de la Guerre la confidence suivante de dirigeants allemands :

« *On veut qu'entre les avantages que vous rapporte l'alliance anglaise, et le danger d'une guerre avec l'Allemagne, vous ne puissiez pas hésiter sur le choix à faire. Je comprends que votre situation soit désagréable, mais il faut vous attendre à ce qu'un jour ou l'autre les Allemands vous mettent en demeure de choisir entre les Anglais et eux.* »

L'Allemagne ne change pas de doctrine, même lorsqu'elle change de maîtres. Il faut être aveugle ou complaisant pour ne pas tenir compte de cette vérité primordiale. Hitler ne désespère pas de réussir là où Guillaume II a échoué. Il va essayer par tous les moyens : menaces, flatteries, appâts de toutes sortes, de dissocier l'Angleterre et la France. Il a jadis fait sa cour à l'Angleterre ; n'ayant pas réussi à la duper, il s'est retourné du côté de la France. Ce n'est pas qu'il ait de la tendresse pour elle. La haine dont il a témoigné à son égard dans *Mein Kampf* n'est qu'en apparence assoupie, mais il a appris à la déguiser, et elle sera d'autant plus efficace, comme d'autant mieux comblée, qu'elle aura pris la couleur de l'amour.

Si la ruse échoue, il emploiera la force, et la force aura d'autant plus de chances d'être victorieuse que la ruse aura, d'autant plus longtemps et de plus en plus sournoisement, émasculé les forces vives de la France.

Il se gardera donc de jeter des masses d'hommes et d'artillerie et d'avions sur le sol français. Ce sera pour plus tard, si la nécessité en fait loi.

La guerre avec la France va d'abord avoir pour théâtre l'échiquier moral du peuple français, de l'armée française, du monde politique français, du monde ouvrier français, de l'aristocratie et de la bourgeoisie françaises.

Si l'âme française résiste, elle aura gagné.

Si elle est atteinte..... ?

[86]

**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*

## Chapitre X

---

### LA CINQUIÈME COLONNE À L'ŒUVRE

*Le maréchal Goering fait des avances à la France — Première allusion à la nécessité d'une déclaration spécifiant que la France et l'Angleterre ne pourront négocier de paix séparée — Le communiqué du premier Conseil Suprême — La propagande anti-anglaise de la cinquième colonne — Les Commissions des Affaires Étrangères du Sénat et de la Chambre, centres d'intrigues — M. Pierre Laval se prépare — M. Henri Bérenger — M. Mistler, M. P. É. Flandin, M. Bergery — M. Pictri — M. Malvy — M. Montigny — Anatole de Monzie — Offensive de paix du Reich et de l'URSS — Un mot de M. de Brinon — Camille Chautemps — Répliques à Hitler de MM. Chamberlain et Daladier — Le Ministère de l'Information — La candidature de M. Frossard — Dans la presse — Un complot contre M. Daladier — Antipathie mutuelle de MM. Daladier et Reynaud — Conversations avec M. Paul Reynaud.*

[Retour à la table des matières](#)

Au moment où il cessa d'être ministre des Affaires Étrangères, pour se résigner à n'être que ministre de la Justice, M. Georges Bonnet demanda à l'un de mes amis :

« Vous avez lu les derniers articles d'Élie Bois ?

- Oui.
- Comment les trouvez-vous ?
- De la plus pure orthodoxie nationale !
- Vraiment ! En fermant toutes les portes à la négociation ?
- Il n’y a pas de négociation possible...
- Je ne suis pas de votre avis. »

Je cite ce dialogue, non pas parce qu’il m’est personnel, non plus pour faire à M. Georges Bonnet, qui restait dans sa ligne, un grief qu’il considérerait d’ailleurs, à l’heure actuelle, comme un compliment utile, mais parce qu’il est un indice révélateur du mouvement intérieur qui gangrènera la France politique et la conduira à Bordeaux.

Pour plus de clarté je dois rappeler de quoi il s’agissait. [87] Le maréchal Goering avait prononcé le 9 septembre un discours que j’avais dénoncé comme le premier acte d’une opération diplomatique de grande envergure. Tout en se déclarant prêt à une guerre d’extermination et en reprenant à son compte le « Dieu punisse l’Angleterre ! » de Guillaume II, il avait prononcé à notre endroit des paroles alléchantes qui avaient la forme de branches d’olivier. Quelque ridicule que parût le maréchal Goering mué en colombe de paix, la manœuvre m’avait paru dangereuse, et j’avais écrit :

*« M. de Ribbentrop, qui a sans doute inspiré cette fois le maréchal Goering, compte peut-être sur la complicité d’hommes politiques dont les propos sont quelquefois imprudents. Une fois de plus il se méprend. Autre chose en effet est, tant que les dés ne sont pas jetés, d’imaginer toutes les combinaisons possibles d’arrangement et de paix ; autre chose est, quand l’épée a fait pencher l’un des plateaux de la balance, de prêter la main à des manœuvres qui friseront la trahison. »*

Puis, pour couper court à quelque embûche que ce fût, j’avais réclamé que les Gouvernements anglais et français « *signent au plus tôt la convention de ne se prêter en aucun cas à une paix séparée* ».

Ces lignes sont du 11 septembre dans *Le Petit Parisien*, et il n’en est pas dont je sois plus fier que de celles-là. La déclaration que je réclamaï, en me souvenant de celle qui, dans l’autre guerre, avait été signée par M. Delcassé pour la France, et par Sir Edward Grey pour la Grande-Bretagne, fut quelques mois plus tard paraphée à Londres. Elle aurait

sauvé la France de la pire catastrophe, et la Grande-Bretagne d'un surcroît de périls, si à la barre du navire gaulois il y avait eu comme pilote, le 16 juin 1940, simplement un *homme*, au lieu d'un paquet de nerfs brisés. Mais il n'est pas encore le moment d'écrire l'histoire de cet engagement solennel. Nous en sommes, avec le discours du maréchal Goering, au premier épisode de la guerre d'un genre spécial qu'Hitler dirige de haut sur l'échiquier moral.

Qu'on se souvienne de ce que nous ont dit le général Debeney et le général Buhner sur l'essentielle tâche :

« *Maintenir le moral de l'armée et du pays...* »

C'est à le détruire, ce moral, que va tendre la guerre « pourrie ».

[88]

Dès le 13 septembre une réponse est faite au discours de Goering par le premier Conseil Suprême. M. Chamberlain, assisté de Lord Chatfield, ministre de la Coopération de la Défense, et M. Daladier, assisté du général Gamelin, expriment dans le communiqué final de leurs délibérations : « *la ferme résolution de la France et de la Grande-Bretagne de consacrer toutes leurs forces et toutes leurs ressources à faire front au conflit qui leur a été imposé* ».

Mais il ne suffit pas d'un communiqué pour faire mettre en fuite la cinquième colonne.

La cinquième colonne a depuis longtemps en France des positions sûres. Si le passage de l'état de paix à l'état de guerre en a compromis quelques-unes, il en reste de solides et de cachées qu'elle saura utiliser au mieux.

Qu'on ne s'y méprenne pas, je ne veux pas dire que toutes les personnalités qui vont agir dans la même direction de défaitisme larvé sont sous la dépendance des agents allemands. Si elles l'étaient, elles seraient vite démasquées. Les traîtres ne se montrent pas, ils travaillent dans l'ombre la plus obscure afin que l'œil de la justice ne les surprenne point. Ils tirent de loin les ficelles de marionnettes dont quelques-unes ne s'en doutent même pas, et dont d'autres qui s'en doutent feignent de l'ignorer. On ne parle pas encore d'une secte dont les adhérents ne sont en réalité unis par aucun statut ni contrat, mais par un véritable lien mystique. Une pensée commune les habite : « *la régénération chrétienne de la France impie* ». Cette fin comporte la destruction du régime

politique existant et elle justifiera tous les moyens, quels qu'ils soient. Même la défaite ? Oui. Sans la défaite le but pourrait-il être atteint ? Parmi les hommes venant de points divers de la société française qui discutent dans de petites réunions autour de cette idée centrale, on cite un financier, mais ni eux, ni lui ne se découvrent encore.

Quant aux hommes politiques, il est à peine besoin de surexciter leur ambition, il n'y a qu'à exploiter leurs maladresses, leurs imprudences, leurs indiscretions et leurs aberrations.

Dans le public, la cinquième colonne, et ceux qui gravitent autour d'elle entretiendront des doutes sur les raisons et sur [89] les responsabilités de la guerre. Pourquoi est-on en guerre ? Pour Dantzig ? La France ne fera pas la guerre pour Dantzig, a déjà dit M. Déat, le même Déat qui, ministre de l'Air le 7 mars 1936, avait dit alors : « *On ne se bat pas pour Locarno, et pour la démilitarisation de la Rhénanie* ». Pour les Anglais ? Ce sera le thème mille et mille fois répété par des bouches empoisonnées, à la ville et à la campagne, à l'armée, à la radio, et dans les couloirs du Parlement aussi. Pourquoi faire ? Les Allemands ne veulent que du bien aux braves Français qu'ils estiment, qu'ils ne demandent qu'à aimer, à serrer dans leurs bras. On n'ajoute pas que ce serait pour les étouffer... La propagande est incessante. Elle prend la forme communiste dans les milieux ouvriers, elle se sert du langage de défense sociale dans les milieux bourgeois, elle fait appel partout à l'instinct de conservation personnelle ; elle a recours à tous les arguments, elle est tour à tour sentimentale, agressive, menaçante. Le Gouvernement la connaît. M. Daladier la condamne publiquement. Il prendra un décret de dissolution contre le parti communiste, dont les élus seront plus tard frappés de déchéance. La chasse aux suspects va commencer, mais elle s'arrêtera trop souvent devant la porte de certains salons, devant l'antichambre de certains ministères, devant certaines officines. Il n'y a pas une doctrine et une méthode uniques du haut en bas de l'échelle gouvernementale. M. Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, est d'une énergie endiablée quand il parle ; il le serait peut-être aussi en actes, s'il agissait, mais il abandonne le soin de traduire ses paroles en actes à l'administration, qui y mettra souvent peu de hâte, et la traduction trahira la pensée directrice. Tandis que la Préfecture de Police est fermement orientée par son Préfet, la Sûreté Nationale tergiverse, elle a pour excuse qu'elle est accablée de recommandations, dont les plus impératives viennent de certains ministres eux-mêmes.

Pour ce qui est des hommes politiques, il en est qui se sentent visés et qui baissent la tête lorsqu'ils entendent M. Daladier prévenir l'opinion publique que « l'Allemagne cherche partout des Seiss-Inquart pour trahir leur patrie » et « qu'elle espère trouver des Hacha pour en signer la déchéance et en consacrer la servitude ». Mais ils n'abandonnent pas pour [90] cela des attitudes alarmistes qui se confondent souvent avec l'exercice normal du contrôle parlementaire, et qui quelquefois ont la candeur pour origine.

Cela me rappelle la rencontre que je fis, une après-midi de septembre 1939, dans la cour du ministère de la Guerre, d'un brave sénateur breton qui se précipita sur moi, en levant les bras au ciel :

« Vous connaissez la nouvelle ? Le Conseil des ministres...

– Eh bien ?

– C'est affreux ! vous n'avez pas lu ? Il s'est engagé “à poursuivre la conduite de la guerre jusqu'à la victoire finale...”

– Et il a “réaffirmé dans ce dessein la solidarité, chaque jour plus étroite, de la France et de la Grande-Bretagne”, terminai-je pour lui. Voulez-vous qu'il déclarât qu'il était prêt à capituler ?

– Non ! mais tout de même ! C'est grave ! »

Et tout en se dirigeant vers la rue il répétait encore :

« C'est grave, très grave ! »

Les Commissions des Affaires Étrangères de la Chambre et du Sénat sont le lieu géométrique où se concentrent, à côté des curiosités légitimes des représentants de la nation, les intrigues des ambitions impatientes et les menées bien ou mal intentionnées des pacifistes à tout prix. Je dis « bien ou mal intentionnées », car parmi les hommes qui s'y distinguent, même avec un certain courage, il y en a qui ne sont pas nécessairement mus par une faiblesse cardiaque ou par des considérations d'ordre personnel. Il y a même des cas où il est très difficile de démêler les raisons des attitudes.

La Commission des Affaires Étrangères du Sénat constitue, avec la Commission des Finances de la même assemblée, une vraie forteresse à l'intérieur de laquelle des politiciens blanchis sous le harnais, anciens ministres, anciens présidents du Conseil, héros de trente-six batailles parlementaires, surveillent les avenues du pouvoir, guettent les faux pas



de leurs successeurs, graissent les armes et braquent les grosses pièces en vue d'offensives pour lesquelles il faut être toujours prêt. C'est là que M. Pierre Laval est venu établir ses quartiers d'hiver quand la fortune politique détourna de lui ses faveurs. [91] Patient, suprêmement patient, il n'a pour ainsi dire pas montré le bout de son nez depuis des années, mais il ne s'y est pas endormi. Jour après jour, il a fait le siège des uns et des autres, le voici prêt à entrer dans la lice. Il prépare l'atmosphère, il fait le procès de ceux qui lui ont succédé, y compris ceux qui sont en place, jusqu'à ce que la minute lui paraisse propice pour un coup de Jarnac assassin. À lui seul il mérite une étude spéciale.

C'est M. Henri Bérenger qui préside la Commission des Affaires Étrangères du Sénat. Il représente à la Haute Assemblée la colonie de la Guadeloupe, d'où il n'est d'ailleurs pas originaire, étant né en Normandie. Il a eu une carrière accidentée, sans parvenir à sortir des second et troisième rangs tandis que sa faculté de travail, ses dons d'écrivain et sa souplesse le lui promettaient. Peut-être est-ce que, par une mauvaise chance, il n'a jamais inspiré confiance aux hommes de premier plan qui auraient pu l'aider à monter jusqu'aux premiers rôles. Ils l'ont toujours, sans qu'on ait jamais su exactement pourquoi, tenu à l'écart. Il eut à son actif un véritable succès : les accords qu'il conclut avec les États-Unis sur les dettes de guerre ; non seulement on ne lui en sut pas gré, mais on les lui porta à crime. C'est par hasard, à la faveur d'une vacance imprévue, qu'il se glissa à la Présidence des Affaires Étrangères du Sénat. De vieilles traditions sénatoriales assurent à l'élu d'une de ces commissions la permanence. Il en profita. Il se maintenait d'ordinaire dans une ombre falote où il paraissait se complaire. Il fallait être très lié avec lui pour connaître sa pensée. Il ne se manifesta que très tard par un geste qui servit de prétexte à M. Paul Reynaud pour amener le départ définitif de M. Daladier.

Le Président de la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre, M. Mistler, est un jeune député radical-socialiste qui soupire pour le Ministère de l'Information, toujours annoncé et longtemps retardé. Il a un peu de talent, il peut composer un bon discours et rédiger un excellent rapport, il a des clartés de beaucoup de choses, il est, tout considéré, supérieur à la moyenne de ses collègues, laquelle, il est vrai, est assez médiocre. Il est à la tête d'une commission importante comme celle des Affaires Étrangères et peut être gênant et dangereux, car il [92]

sait détailler un questionnaire aussi insidieux que, d'apparence, innocent.

Parmi les membres de la Commission, il en est un qui se détache par sa qualité, M. Flandin. Qu'il souffre de ne pas déployer ses talents dans un rôle à sa taille, ce n'est pas à mettre en doute. Au début de la guerre, sa position n'est pas très claire. Il est l'objet de petits incidents répétés, dont le plus bruyant est l'algarade imprévue de Louis Marin, le Président de la Fédération Républicaine. M. Flandin, au cours d'une petite réunion des présidents de groupes, émettait un avis qui parut suspect à M. Marin. Sans plus d'explication celui-ci prit feu. Il interpella M. Flandin :

« Taisez-vous ! L'homme qui a envoyé un télégramme de félicitations à Hitler n'a à donner de leçons à personne. »

On ne parla que de cela pendant une demi-journée dans les papotages parlementaires.

Sous l'impression de cette rebuffade il dit à des amis :

« *Je ne me sens pas dans cette guerre.* »

Et il souhaite d'aller au loin, très loin, dans quelque ambassade d'Extrême-Orient, ou à la tête de quelque colonie, jusqu'au jour où on voudra recourir à sa valeur. À d'autres moments, le goût professionnel de l'homme politique pour la direction des affaires le reprend et il laisse tomber des critiques solidement charpentées contre telle ou telle insuffisance de l'action gouvernementale. Quand il a l'air d'attaquer le Gouvernement, la coalition se forme derrière lui, prête à profiter de l'occasion. Si l'occasion se dérobe, la coalition se dissout et isole M. Flandin, qui n'en est pas surpris.

Très en dessous de lui, M. Bergery joue les enfants terribles. Il est en marge des partis. Il n'appartient à aucun... c'est lui qui a lancé l'idée du « Front Populaire » en 1935, et il est le seul à n'en avoir pas profité. Il dirige un journal hebdomadaire, *La Flèche*, qui est sans influence. À la Chambre, que ce soit dans les séances publiques ou dans celles des Commissions, on savoure l'âcreté de sa parole et l'originalité d'un raisonnement dont il a l'air de se plaisir à faire voir en même temps la construction impeccable et la fragilité. On sait que son plaisir est de paraître avoir raison en ayant tort, et il en use avec allégresse. Il est satisfait s'il entend : « Quel [93] sophiste ! », car n'est pas sophiste qui

veut ! Il aime étonner, même stupéfier. Je n'ai eu dans ma vie qu'une occasion de l'approcher un peu longuement et de l'étudier, en 1924, quand il était Chef de Cabinet pour les Affaires Étrangères, de M. Herriot. J'avais eu la curiosité de le connaître, peut-être avait-il eu le même désir. Nous déjeunions avec un tiers, qui était mon collaborateur, André Jullien, depuis décédé. Il avait beaucoup de branches. Il voulait paraître *dandy*. Au hasard de la conversation, il fut question des Soviets. Il me lança en me regardant bien, peut-être pour voir comment j'allais réagir :

« Il ne me déplairait pas que nous ayons une petite expérience bolcheviste d'une semaine, pour voir... Vous ne pensez pas que ce serait amusant ? »

Je ne suis pas facile à démonter. Je lui répondis tout simplement ce que je pensais :

« Ma foi, non ! Ce que j'en sais ne m'en donne aucune envie ! »

Nous rîmes tous les trois.

Le jour où M. Bergery, qui a le courage de l'homme qui aime à défier, se déciderait à oser une partie personnelle, il ne reculerait peut-être pas devant but et moyens. Mais n'y a-t-il pas précisément, dans son cas, une impossibilité congénitale, à moins d'une contrainte des circonstances ou des hommes, à se décider pour autre chose que pour un *sketch* ?

À l'entour de la Commission, il y a d'autres hommes qui s'agitent, de vieux habitués des coulisses parlementaires. J'ai déjà cité le nom de M. Piétri. Il est un cas extrêmement curieux : il est très intelligent, fin, racé, disert, apte à tous les emplois, où l'on est sûr qu'il les remplira bien, ami de presque tout le monde, parce qu'affable et sachant plaire ; situé politiquement au centre, à égale distance de la gauche et de la droite, ancien Inspecteur des Finances, il a été un excellent fonctionnaire, il a été un ministre des Finances compétent, un bon ministre de la Marine, il a rêvé d'être un Président de la République et l'on aurait dit alors que Marianne s'était offert un bel Athénien ; si, avec toutes ces qualités, il avait eu du caractère, il aurait rempli une grande carrière, mais sa volonté était épuisée quand il l'avait employée pendant un [94] certain nombre d'heures à démontrer qu'il serait un excellent ambassadeur ici ou là, un parfait ministre là ou ailleurs. Il était, du reste, très dangereux pour les gouvernements dont il ne faisait pas partie, car ses

critiques étaient acérées, et il les distillait avec art. Très répandu dans la société parisienne il y propageait, plutôt d'un ton détaché ou en manière de confiance qu'avec âpreté, des propos qui l'auraient peut-être amené chez le juge d'instruction si Clemenceau avait brusquement ressuscité pour redevenir chef du Gouvernement. Il est vrai que si ce rêve s'était réalisé M. Piétri n'aurait pas été défaitiste : il a du sens politique. On peut même se demander si son défaitisme n'était pas plus une attitude d'opposition qu'une conviction. Un jour il fut tellement dépité de n'avoir pas été choisi pour un portefeuille devenu vacant qu'il vint en faire l'amer reproche au Président du Conseil. Celui-ci objecta sa réputation : il avait dit ceci, cela, écrit ceci et cela ; il ne nia pas : cet écrivain aime les coups corrects, mais il affirma qu'il avait dit et écrit aussi le contraire — et c'était vrai ! — et qu'il se sentait l'âme d'un *jusqu'aboutiste* !

Je mentionne, par scrupule d'information, M. Malvy, qui eut jadis ses heures de célébrité et de puissance parlementaire, mais qui n'est plus qu'un « *supporter* » de M. Georges Bonnet, connaissant d'ailleurs admirablement le jeu et plus habile qu'aucun autre à plaider pour quelqu'un en l'attaquant savamment, et mieux encore à le ruiner en ayant l'air de le défendre. Accusé par M. Clemenceau, il fut, durant l'autre guerre, condamné au bannissement, exilé, puis réhabilité après la victoire.

Vaut-il la peine de sortir de l'oubli où elle paraît tombée, une silhouette obscure telle que celle de M. Montigny, député de la Sarthe ? Il débuta tout auprès de M. Caillaux, qu'il abandonna et vers qui il revint. Après avoir fait partie du groupe radical-socialiste, il s'en était détaché. Il n'était de taille à jouer que les très modestes utilités, quoiqu'il ne manquât pas d'un certain courage, celui d'être toujours prêt à donner de sa personne dans de petites besognes sans lustre auxquelles M. de Kerillis, dans ses vitupérations contre les menées défaitistes, attachait peut-être une importance excessive. Je parle de lui avec sympathie, malgré mon peu d'attrait pour [95] son œil faux et son teint terreux de traître de théâtre qui longe les murs, parce qu'il m'a un jour causé un très grand plaisir. Il venait apporter au ministre des Affaires Étrangères, M. Bonnet, un mauvais *factum* contre un fonctionnaire du Quai d'Orsay, dénoncé comme un suppôt de *bellicisme*. « Bellicisme » équivalait à « dignité nationale » pour ceux qui en étaient accusés. J'étais dans l'antichambre. Un des députés qui l'accompagnaient vint à moi. Il

l'appela et je sus qu'il lui avait recommandé de ne rien me confier de l'objet de sa délégation, organisée et combinée avec le ministre. Son manque de confiance en moi valait bien un remerciement. C'est fait.

Me dira-t-on : « Et M. Scapini ? »

M. Scapini est un aveugle de guerre. Un passé où il eut figure de héros me commande de ne pas rechercher comment il s'est laissé abaisser dans le compagnonnage des défaitistes les plus suspects. Depuis ! Détournons la tête !

Ce n'est peut-être pas un hors-d'œuvre que de citer ici un homme dont un des principaux personnages de l'État a prévenu un jour les chefs du Gouvernement qu'il était au centre de toutes les intrigues, même quand elles étaient simultanément contradictoires ; on lui en prêtait peut-être trop, mais Anatole de Monzie en était bien capable. Anatole de Monzie, par ses origines aristocratiques, aurait pu être de droite. Il a toujours été de gauche. Il a commencé par être des « étudiants collectivistes » à l'époque héroïque du début du socialisme français, mais il est d'une fantaisie trop indépendante pour se fixer dans un parti aux règles rigides. Il est inscrit à un groupe dit des socialistes indépendants qui est situé à l'intersection du parti radical-socialiste de M. Daladier et du parti socialiste de M. Blum, et dont la particularité est qu'il n'y a entre ses membres presque aucune solidarité de doctrine et de discipline. Il faudrait voir A. de Monzie se disciplinant ! Il est l'homme qui, avec autant de *brio* que de passion, a fait campagne jadis à la fois pour que la France allât à Canossa, c'est-à-dire rétablît les relations diplomatiques avec le Vatican, et pour qu'elle reconnût sans tarder les Soviets. On pouvait dire de lui qu'il *lunchait* avec Rakowsky et dînait avec le Nonce. Quel curieux homme, attirant et désarçonnant, spirituel en diable, courageux, [96] celui-là, mais aussi bien contre vous que pour vous, susceptible dans ses amitiés, capable d'autant de dévouement que d'injustice, ayant toutes les formes de l'intelligence, ambitieux, et quand il était en place ne s'intéressant plus qu'à en changer, n'arrivant pas enfin aux plus hautes positions, qu'il voulait, parce qu'on avait peur qu'avec son impétuosité, ses partis pris, et son penchant pour le rare, il n'y fût, au moins dangereux, sinon catastrophique ! S'il fut injuste — et combien ! — pour beaucoup d'hommes qui ne méritaient pas ses campagnes ardentes de dénigrement, on le fut aussi à son égard. Quand on voulait lui nuire on répétait une riposte cruelle que Poincaré lui avait

jetée, un jour de mauvaise humeur, sous le coup d'une ironie qui avait été dure :

« On ne vous rencontre jamais que plaidant contre les intérêts français. »

Ce n'était pas vrai. Anatole de Monzie est un patriote, mais cet esprit libre a tous les préjugés des deux ou trois opinions qu'il s'est un beau jour fixées pour l'éternité et au crible desquelles il passe toutes les autres affaires. C'est ainsi qu'ayant pris, pour sa vie, en haine M. Benès, il aurait lui-même, pour le seul plaisir de le faire, mis en pièces la Tchécoslovaquie. De même, ayant pour l'Italie la faiblesse d'un homme de la Renaissance qu'il est, avec tous ses contrastes, ayant pour M. Mussolini l'admiration qu'il lui voua lorsqu'il lui fit une place dans son livre célèbre : *Destins hors série*, il a presque toujours soumis à ces deux critères, qui n'en font qu'un, ses jugements sur les hommes politiques et le choix de ses positions sur les questions internationales. Qu'il ait essayé, même en étant prêt à payer trop cher son entreprise, de détacher M. Mussolini de l'Axe, qui donc le lui reprocherait ? Mais son erreur est d'y tout subordonner. Il ne voit que ce à quoi il tient, et il s'interdit de voir les ensembles. Enfin, ce qui est plus grave, son esprit critique, qui est d'une acuité redoutable, est, comme par enchantement, aboli dès qu'il s'agit de l'Italie et de M. Mussolini. Lorsque la proposition de conférence mussolinienne a été soumise au Conseil des ministres, le 1<sup>er</sup> septembre, il fut de ceux, car il était alors ministre des Travaux Publics, qui considéraient comme un sacrilège d'y redouter un piège... Comme quoi, les êtres les [97] plus subtils, les plus sceptiques, voire les plus cyniques, découvrent, parfois, en eux-mêmes un abîme de candeur.

L'atmosphère politique à la fin du premier mois de guerre, est incontestablement surchargée de miasmes délétères. La Commission des Affaires Étrangères de la Chambre a envoyé à M. Daladier un questionnaire où se discerne, à vue d'œil, à peine dissimulée sous les questions posées, toute la trame de la propagande défaitiste. Il règne un tel malaise dans les couloirs de la Chambre et du Sénat que le souffle intense en arrive jusqu'aux ambassades, d'où des télégrammes annonciateurs sont envoyés aux gouvernements étrangers. L'un d'eux a une expression charmante : « C'est mûr ! » L'ambassadeur de Grande-Bretagne, qui est encore Sir Eric Phipps, n'y attache pas une importance exceptionnelle, car il sait comment, dans la crise politique française, ces

rumeurs bouillonnent. Mais, ne serait-ce que par devoir professionnel, il s'informe... et se rassure.

C'est à ce moment que se produit « l'offensive de paix » déclenchée par une déclaration commune du *Reich* et de l'Union Soviétique. Du coup la petite manœuvre de la Commission disparaît dans celle plus grande de MM. de Ribbentrop et Molotov. Il y a un moment de désarroi dans ce que l'on appelle les sphères officielles. On prête à Georges Bonnet ce mot :

« Il faut accepter les propositions allemandes. »

On en déduit qu'il y a des tiraillements dans les recoins ministériels. On cite MM. Chautemps, Pomaret, de Monzie, comme partageant l'avis de l'ancien ministre des Affaires Étrangères.

Pour M. Pomaret, ça ne peut pas faire de doute. On lui a prêté — et en vérité il aimait à le répéter — une phrase qui exprimait bien ce qu'il voulait absolument faire comprendre de sa politique extérieure :

« J'aime mieux recevoir des bottes quelque part que des balles dans la tête »

Si on ne le jugeait que sur son physique, on aurait peine à croire un tel souci de conservation personnelle. Bien campé, le thorax puissant, le faciès hardi et le verbe haut, il paraît, en effet, plus taillé pour la querelle que pour la fuite. Mais, [98] pas plus que l'habit ne fait le moine, l'allure ne fait le cœur. C'est presque dommage. M. Pomaret — encore un socialiste indépendant — a réussi assez bien comme ministre du Travail. Il a de l'esprit, quoiqu'un peu vulgaire. Il est intelligent et sait travailler, mais il lui manque, outre la vaillance, ce je ne sais quoi qui fait le *gentleman*. Il est vrai que s'il était *gentleman*, il serait vaillant, et que, même l'étant peu, il aurait honte de ne pas l'être assez.

On assure qu'il était du meilleur bien avec les Ribbentrop et les Abetz — oh ! sans compromission — uniquement parce qu'il se sentait en confiance avec eux. Il avait été sans doute séduit par ce charme que leur trouvait le Marquis de Brinon, qui disait à un de ses amis de sa voix traînarde :

« Mon cher, ils sont trop forts, il faut s'entendre avec eux ! »

Quant à M. Camille Chautemps, Vice-président du Conseil, que nous retrouverons dans des situations plus graves, il reste dans sa ligne.

Nous l'avons vu s'évader du pouvoir la veille de l'*Anschluss* ; il a pensé, lors de l'entrée en guerre, qu'il y avait peut-être une fissure dans le traité franco-polonais, par où l'on pourrait s'en évader. Il aperçoit dans l'offensive de paix russo-allemande une possibilité d'évasion, il en verra toujours.

Ce n'est qu'à moitié vrai pour M. de Monzie — qui veut voir clair avant de se prononcer. « Voir clair », pour lui c'est, fidèle à sa conception, savoir quel vent souffle à Rome. Mais, contrairement à l'impression du diplomate étranger qui a câblé que le fruit était prêt à tomber de la branche, ce n'est pas mûr. M. Daladier, pour empêcher le public de s'égarer, fait paraître un communiqué qui se borne à rappeler que « la France et l'Angleterre sont entrées en guerre pour empêcher la réalisation de l'hégémonie allemande, qu'elles luttent pour leur sécurité et pour la sécurité de tous les États civilisés, que menace, à plus ou moins brève échéance, la volonté de domination de l'Allemagne ». L'accueil que reçoit cette note dans l'opinion éclaircit le ciel. La réponse qu'aux Communes M. Chamberlain fait au manifeste germano-russe le rassérène tout à fait. Un nouveau discours d'Hitler n'y change rien, et n'y peut rien changer. Quel crédit pourrait d'ailleurs prêter le plus crédule des hommes à la protestation indignée du *Führer* quand celui-ci s'écrie emphatiquement :

[99]

*« Je mets au défi qu'on me reproche de n'avoir pas tenu ma parole » ?*

Les mensonges éhontés, les serments violés, sont encore trop près des mémoires les plus faciles à oublier. Et s'il nous tend la main, comme il le proclame, il n'y a qu'à lui répondre, ce que je fis au nom de beaucoup de Français :

*« L'a-t-il regardée cette main qu'il nous offre ? »*

Pour ceux qui ne veulent pas être aveugles, elle est encore chaude du sang des martyrs de Varsovie. « Nous sommes en guerre ! », lui répliquera solennellement M. Daladier, mais ces quatre mots, qui, à vingt-trois ans de distance, font écho à l'apostrophe fameuse de Clemenceau : « Je fais la guerre, je fais la guerre ! » vaudraient mieux pour assainir l'atmosphère que les plus longs discours, s'il n'y avait pas chez quelques-uns un parti pris de la troubler. Parce que M. Chamberlain a



honnêtement convenu qu'il n'écarterait pas systématiquement sans les lire des propositions éventuelles, parce que M. Daladier, dans sa réponse radiodiffusée à Hitler, a pris un ton volontairement grave et assourdi, il en est, comme M. Pierre Dupuy, par exemple, dont la peur veut mettre l'accent sur une hésitation possible, y découvrir une brèche pour la manœuvre, et refuse d'y voir l'énergie contenue d'un homme conscient de ses lourdes responsabilités. N'oublions pas qu'il est au centre de toutes les difficultés ; comme ministre des Affaires Étrangères il est aux prises avec les problèmes de plus en plus compliqués de la politique extérieure : l'Italie à surveiller, à prévenir, s'il n'est pas possible de la gagner ; la Turquie, avec qui l'on traite ; la Roumanie qui oscille ; l'Espagne à reprendre ou au moins à contenir ; la Belgique et la Hollande que l'Allemagne vise ; les Scandinaves qui devront opter un mois ou l'autre ; l'ours russe qui étend ses grosses pattes sur les pays baltes et qui s'apprête à prendre à la gorge la petite Finlande ; le Japon qui, à la faveur des embarras européens, pousse sa pointe en Chine, harcèle les Anglais à Shanghai, à Tien-Tsin, à Hong-Kong et convoite l'Indochine.

M. Daladier, comme ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, a à faire face, ainsi qu'on l'a vu dans un chapitre précédent, à toutes les déficiences de l'organisation [100] militaire, qui parfois lui arrachent des cris de colère — et encore il en est un grand nombre qui lui sont cachées. Un gros problème assaille le chef de Gouvernement à beaucoup de titres ; c'est celui de la propagande, en lequel les adversaires du Gouvernement, qui, ne se confondant pas tous avec la *camarilla* défaitiste, ont trouvé un cheval de bataille qui galope. Il y a comme Haut Commissaire à l'Information un esprit plus que distingué, un écrivain de qualité, un romancier subtil, un dramaturge original, talents qui ne suffisent pas, réunis en un seul et même homme, à faire *the right man in the right place*, d'autant plus qu'il n'est pas parlementaire, qu'il n'est pas extrêmement combatif et que, comme *speaker*, quand il se place devant le micro, il est, par son langage éthéré et nuancé, au moins d'un échelon au-dessus de la masse de ses auditeurs. Derrière lui se sont embusqués tous les vieux laissés-pour-compte de la diplomatie. Sous son autorité, sans qu'il s'en occupe beaucoup, sont placés les services de la Censure. Aussi bien qu'elle agirait, elle ne pourrait que soulever de nombreux mécontentements, or, son chef direct, M. Martineau-Deplas, a beau faire de son mieux, il ne peut pas résoudre la quadrature du

cercle et concilier les prétentions, sans cesse accrues, des ministères, à ne tolérer aucune critique et les protestations de la presse contre ce qu'elle considère comme des brimades et des abus de pouvoir. M. Daladier promet qu'il nommera un ministre de la Propagande, et chaque parlementaire d'espérer ; mais autre chose est de promettre et de pouvoir tenir. Qui choisir ? M. Mistler, nous l'avons indiqué, postule la place. M. Daladier ne la lui a pas refusée. M. Frossard est officiellement candidat. Son article quotidien, dans un journal politique, est une démonstration de ce que *l'information* ne fait pas et de ce qu'elle devrait faire. Quand on parle de M. Frossard à M. Daladier il riposte :

« Vous voulez qu'il me trahisse une seconde fois ! »

M. Daladier n'a pas oublié que, lorsqu'en septembre 1937, il donna le premier coup de pioche dans la législation des quarante heures, afin d'activer la fabrication des armements, M. Frossard l'aurait fait trébucher, par sa démission de ministre des Travaux Publics, s'il n'avait pas eu l'esprit de [101] décision de le remplacer tout de go. M. Daladier n'oublie pas ces petites choses-là, que M. Frossard, en ce qui le concerne, oublierait volontiers. Il en aurait trop à se rappeler ! Sa carrière politique n'est-elle pas tout entière de fluctuations ? Parti des rangs des instituteurs, il débuta dans la vie politique comme socialiste, a été des premiers communistes français après avoir fait un pèlerinage à Moscou la sainte, est revenu au parti socialiste, sur les bords duquel il est resté sous la jolie formule d'*attentiste* jusqu'au moment où l'« Ami Laval » en fit un ministre du Travail. Réfugié, lui aussi, chez les socialistes indépendants, il ne met pas de limites à son ambition, qui l'entraîne parfois en marge des conventions du jeu correct. Il est de ceux qui appuient sur le danger communiste. On l'en accuse de vouloir masquer le danger allemand. Il s'en défend avec tant de talent qu'il faut mettre de la mauvaise volonté à suspecter sa sincérité. On ne sera définitivement éclairci sur la fermeté de ses convictions et de son courage qu'à Tours et à Bordeaux.

M. Daladier passe en revue les hommes politiques ; pour cette tâche-là, comme pour tant d'autres, la pénurie de valeurs et de caractères se révèle attristante. Il va gagner du temps. Il n'est d'ailleurs pas sans d'autres soucis, que lui causent les remous de la politique intérieure.

Les renseignements lui arrivent nombreux de la Chambre, du Sénat, des ambassades, où des hommes politiques, même des ministres,

parlent trop, des bureaux directoriaux de quelques journaux, où des influences de divers ordres s'exercent dans le sens d'une paix blanche, du ministère de l'Intérieur et de la Préfecture de Police, où des rapports précis signalent que telle personnalité s'est rencontrée avec telle autre et qu'elles se sont préoccupées, plus de provoquer la chute du Gouvernement, que de le consolider.

Au plus grand journal du soir, à renommée européenne, les deux directeurs jumelés ne dissimulent pas leur préférence pour l'abandon de la lutte. M. Chastenot a été un des premiers, il y a déjà beaucoup d'années, à aller entendre, écouter et admirer Hitler. Il en rapporta au Quai d'Orsay un mémorandum qui fit sourire par la candeur dont il témoignait. Il est resté l'homme de ce mémorandum et dit quelquefois :

[102]

« Si l'on m'avait écouté... ! »

Son collègue, M. Mireaux, sénateur depuis peu de temps, promène depuis l'ouverture des hostilités une figure aussi apeurée que les propos dont il la justifie. Si l'on a le malheur d'être un soir son voisin de table ou son vis-à-vis, on est malade de pessimisme pour la nuit. On en a fait pendant quelques semaines un ministre du Gouvernement Pétain, avec la charge de rétablir la morale dans l'enseignement français, puis il est retombé dans l'obscurité d'où il n'aurait jamais dû sortir. Je tiens, par parenthèse, à noter que je n'établis aucune espèce de lien entre les tendances de ces messieurs et les actes qui ont valu à l'un de leurs rédacteurs d'être arrêté et condamné.

*Le Matin* a toujours été un foyer anti-anglais. C'est une question de prééminence entre M. Buneau Varilla et John Bull. M. Buneau Varilla est un de ces hommes qui assoient leur domination par la crainte qu'ils veulent inspirer. Depuis près d'un demi-siècle, il fait trembler d'un froncement de sourcil les présidents de Conseil et les ministres, qui viennent au garde-à-vous à son premier coup de sifflet. Que s'est-il passé entre John Bull et lui ? Tout ce que l'on sait, c'est que M. Buneau Varilla a juré mort à l'Empire britannique. En conséquence il est pro-germain. Il fit jadis alliance avec Guillaume II. Il a fait amitié avec Hitler.

En 1933, pendant que je publiais dans *Le Petit Parisien* les documents allemands où le docteur Goebbels découvrait, à l'usage de ses

agents d'Amérique du Sud, les buts de sa propagande, et annonçait par avance une petite partie de ce à quoi nous avons depuis lors assisté, c'est au *Matin* que fut réservé l'*interview* d'Hitler par M. de Brinon : premier coup de pioche dans l'antigermanisme français.

M. de Brinon, dont j'ai déjà cité le nom, était un journaliste distingué, avait noué des relations d'amitié avec M. de Ribbentrop et se faisait son introducteur dans les milieux parisiens, où il avait beaucoup d'attaches. Au lendemain de la publication que je viens de rappeler des documents Goebbels, il voulut faire rencontrer, à mon insu, M. de Ribbentrop avec M. Pierre Dupuy, Directeur Général du *Petit Parisien*. Ce n'était pas dans une bonne intention à mon égard, si c'en était une à l'égard de M. de Ribbentrop. J'en fis honte à [103] M. Pierre Dupuy, qui m'en prévint ; je crois que la rencontre n'eut pas lieu. M. de Brinon avait constitué un comité France-Allemagne destiné à faire aimer les Allemands par les Français. C'était un foyer très mélangé de démoralisation politique. À l'ouverture des hostilités, le comité France-Allemagne est entré en sommeil. M. de Brinon est parti pour ses terres, où il attendit la gloire des revanches. Elle est arrivée, il est redevenu le trait d'union entre MM. de Ribbentrop, Abetz et Pierre Laval, il est même devenu l'ambassadeur de la politique de collaboration franco-allemande, il est là avec ses amis hitlériens, fier et heureux, mais sans l'assurance que ça durera... ! Cette revanche viendra aussi pour *Le Matin* qui pourra, après le 16 juin, revenir à sa passion anti-anglaise. Le droit qu'il en gagnera lui sera peut-être, j'espère, douloureux.

Au *Petit Parisien* il y a un homme, son rédacteur en chef, qui personnifie la lutte contre l'Allemagne, la bataille contre l'hitlérisme et le coude à coude avec l'Angleterre, mais il est seul ou presque seul. Comment l'abattre ? On y travaille. On n'y réussira pas. Il faudra l'effondrement de Bordeaux pour avoir raison de lui.

*Le Petit Parisien* aura alors le courage de s'épanouir dans le défaitisme où M. Pierre Dupuy personnellement se complaisait sans oser l'afficher et surtout sans oser, autrement que par de faibles insinuations, vite repoussées, me demander — puisque c'est de moi que je suis condamné à parler — d'adoucir l'intransigeance de notre position. Je ne me serais pas autorisé cette allusion publique à un homme qui, après tout, n'avait pour me faire taire cédé ni à sa nature, ni à aucune pression, s'il n'avait pas sous sa signature, dans *Le Petit Parisien*, perdu toute

dignité à renier la politique qui était la mienne, mais que son silence avait faite sienne, et à se coucher devant le vainqueur.

On raconte à tout venant, dans les couloirs du Sénat, qu'une combinaison se prépare sous l'égide du maréchal Pétain, qui aurait demandé à son fidèle Lemery, sénateur de la Martinique, lequel est aussi un des agents les plus dévoués de Pierre Laval :

« Est-ce le moment de venir ? »

La nouvelle en est arrivée jusqu'à Londres, où elle allait être exposée avec tous les détails qu'on en avait, les vrais et [104] les faux, dans un quotidien anglais, mais une intervention opportune arrêta cette publication.

« Peut-être, s'exclama M. Daladier, eût-il mieux valu la laisser paraître, ça aurait crevé l'abcès. »

Il s'agissait d'un ministère Chautemps avec programme : la paix immédiate. Pétain en était, naturellement. La vérité est qu'il y avait deux complots parallèles : celui-là, où le Maréchal n'était que ce à quoi nous avons déjà indiqué qu'un mauvais sort le destinait pour la fin de sa vie, c'est-à-dire jouait le rôle de *couverture*, et un autre, où le Maréchal assumait la première place et derrière lui s'abritait une équipe dont M. Laval était le chef de file. Mais contrairement aux prévisions des conjurés, le Maréchal ne s'était pas cette fois laissé circonvenir. Il avait assez de lucidité pour se rendre compte qu'on lui proposait des charges trop lourdes pour ses épaules fatiguées.

Modestement il n'ambitionnait, répondait-il, « qu'une fonction équivalant à celle de major général pour inspecter les armées, et porter la bonne parole aux soldats », mission qu'il eût assurément remplie avec une incontestable autorité. Il s'est tout de même demandé si son devoir n'était pas de revenir à Paris, mais, du ministère, on l'a prié de rester à Madrid en raison de cérémonies qui étaient annoncées et où le prestige de sa présence paraissait utile.

Dans l'amas de vérités et de morceaux de vérités qui arrivent plus ou moins déformés jusqu'au Président du Conseil, il y a souvent des ragots et des mensonges tels que ceux qui présentent M. Mandel comme associé à une conspiration qu'on prête à M. Reynaud. J'ai eu l'occasion, alors, de faire part à M. Mandel des imputations qu'on portait contre lui près de M. Daladier. L'un et l'autre savaient que j'étais

l'ami de chacun d'eux séparément et que mon intervention n'avait pour objet que leur bien commun et surtout le salut de mon pays. M. Mandel s'en expliqua ensuite avec M. Daladier. Je ne sais pas si quelque malveillance funeste empêcha M. Daladier d'ajouter foi complètement à mes assurances, mais je serais bien étonné si, dans ses réflexions actuelles, il ne regrettait pas de n'avoir pas lié partie totale avec son ministre des Colonies. Les événements auraient certainement tourné différemment pour eux et pour notre pauvre Patrie.

[105]

Je peux en dire presque autant au sujet de M. Reynaud ; si l'on avait pu faire un cocktail des dons respectifs de M. Édouard Daladier, de M. Paul Reynaud et de M. Georges Mandel, quelle chance c'eût été pour la France ! elle eût eu à sa tête presque un surhomme. Malheureusement nous venons de voir que M. Daladier nourrissait encore pour M. Mandel une méfiance qui, d'ailleurs, faiblissait et qui aurait été vaincue si les destins en avaient laissé le temps. Quant à MM. Daladier et Reynaud, je perdis vite un fugitif espoir d'une possibilité d'alliance étroite, sincère et efficace. Entre eux, je m'en rendis compte promptement, il n'y avait qu'un seul point commun : l'antipathie des deux hommes l'un pour l'autre, une antipathie foncière, physique et intellectuelle, et elle était telle qu'ils n'avaient de conversations que lorsqu'ils ne pouvaient pas faire autrement. Chacun attribuait à l'autre les pires intentions et l'on était sûr de toucher le point sensible si l'on venait rapporter à l'un les propos hostiles de l'autre et réciproquement. À vouloir faire exactement le contraire, je m'y suis brisé — côté Reynaud. M. Daladier était persuadé que M. Reynaud complotait pour le renverser, et M. Reynaud jurait que M. Daladier voulait se débarrasser de lui. Où j'en suis de mon récit, on vient de raconter à M. Daladier que son ministre des Finances, M. Reynaud, laisse tenir autour de lui des propos nettement défaitistes, qu'il en est lui-même contaminé, et qu'il est d'un et de plusieurs complots antiministériels...

Un hasard heureux me conduit quelques jours plus tard chez M. Paul Reynaud, et, sans me perdre en préambules, je lui dis, moitié ironique, moitié sérieux :

« Eh bien, où en êtes-vous de votre complot contre la sûreté de l'État ? »

Il éclate de rire.

« J'ai eu une explication avec lui, ça va.

– On m'a dit aussi que vous n'étiez plus "dur", que vous voguiez dans les eaux défaitistes. »

Il redresse la tête et, âprement, il réplique :

« Si c'est être défaitiste que de critiquer certaines méthodes gouvernementales, je le suis. Non, mon cher ami, je ne suis pas défaitiste, je veux au contraire qu'on se mette dans la [106] guerre, qu'on la fasse réellement, qu'on y tende toutes les énergies. Au dernier Conseil j'ai demandé qu'on communiquât au pays la sensation véritable de la guerre, qu'on ordonnât de dures restrictions, tant pour l'essence que pour les tabacs étrangers, car, moins on achètera d'essence et de tabacs étrangers, plus il restera de devises et d'or pour des avions, pour des machines-outils, pour le coton. Je n'ai pas été soutenu, j'ai été presque seul. Alors j'ai dit : "Je vous préviens, si vous persistez dans cette façon de mener la guerre, vous la perdrez..." »

M. Reynaud alors s'excite, et tout en marchant à grands pas dans son cabinet, les mains dans les poches, remuant et baissant la tête tour à tour, avec son habituel tic d'apparent torticolis, il me crie, en phrases hachées, son ambition :

« Qu'il me donne la "Guerre". Ce ministère n'est pas dirigé. Daladier a été trompé par les directeurs et par les généraux, il y a tant à faire rue Saint-Dominique ! Il faut du sang nouveau. Il faut diriger, animer, sévir. Sans cela on perdra la guerre. Oui, j'irais volontiers rue Saint-Dominique, mais il ne voudra jamais... Il redouterait que je fasse un inventaire des erreurs, des négligences, des retards... »

Je lève les bras au ciel, et l'interromps :

« Il est évident que si vous lui demandez le ministère de la Guerre sur ce ton de menaces, en lui annonçant ça, ce n'est pas une bonne entrée de conversation. »

Le ministre se calme. J'en profite pour lui faire une suggestion :

« C'est très bien, c'est parfait, ce que vous venez de me dire. Je crois sincèrement, et je le lui ai dit quelquefois, qu'il devrait abandonner le ministère de la Guerre pour ne garder que les Affaires Étrangères, où ses qualités de pondération, d'attente, de patience, voire de méfiance sont essentielles. Il faut peut-être rue Saint-Dominique un sang

nouveau, et plus de dureté qu'il n'en a. Mais ce que vous m'avez dit c'est à lui qu'il faut le dire, c'est à vous d'avoir avec lui une conversation grave, où vous vous expliquerez à fond, où vous lui donnerez l'impression de l'amitié, où vous lui ferez comprendre que c'est son intérêt autant que le vôtre, et celui du pays surtout, de faire une politique de guerre à outrance... »

[107]

M. Reynaud proteste aussitôt, et, sarcastique :

« Il est si méfiant qu'il croira à une conspiration. »

Je hoche la tête, et pique son amour-propre :

« Peut-être, mais êtes-vous si peu tenace, n'êtes-vous pas homme à revenir à la charge ? Vous devriez le voir souvent et insister. Il est patriote... »

M. Reynaud, je tiens à le signaler, me coupe aussitôt pour me dire :

« Oui, il est patriote, c'est ce que j'ai dit à un de nos amis communs. Il peut se faire que mon visage, ma tournure d'esprit ne lui plaisent point, mais il ne peut me refuser l'honnêteté et le patriotisme que je reconnais moi-même en lui.

– Vous devez vous entendre, il faut que vous vous entendiez. »

M. Reynaud se tait une seconde, réfléchit, puis, posément :

« Vous m'y aiderez ?

– Je ne demande que cela.

– Ce qui fait la difficulté entre Daladier et moi, c'est la différence de nos origines politiques. Lui, il est arrivé au sommet par le parti, par les lentes opérations de parti, tandis que moi, je n'ai pas été habitué à ces mœurs politiques, que je ne blâme ni ne loue d'ailleurs. Je vais droit sur la route et ne vois pas de perfidie ; lui, doit, parce qu'il en a rencontré beaucoup, en voir un peu partout. »

M. Reynaud constate ensuite que, politiquement parlant, on ne peut rien contre M. Daladier.

« À moins, murmure-t-il, que de tristes événements n'arrivent, qu'on ne peut pas souhaiter, et qui l'emporteraient... »



Ce jour-là j'eus un espoir, et je fis en sorte que M. Daladier connût le mouvement vers lui que M. Reynaud avait eu devant moi. Mais le mouvement ne se renouvellera pas. Les réflexes d'antipathie seront les plus forts jusqu'à ce qu'elle devienne une véritable haine, exacerbée par les excitations répétées des hommes et des femmes qui l'encerclent, tandis que chez M. Daladier, sa méfiance envers M. Reynaud s'accroîtra jusqu'au paroxysme.

Et se déroulera une tragédie dont ni Eschyle, ni Shakespeare n'ont pu entrevoir la honte et l'horreur.

[108]

**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*

## Chapitre XI

---

### M. PIERRE LAVAL PRÉPARE SA RENTRÉE

*Déclaration d'amour de M. de Ribbentrop à la France — Entretien avec M. Pierre Laval — Il mise sur le maréchal Pétain : "Une statue sur un socle" — La carrière de M. Laval — Sauvé par Briand — Caillaux et Clemenceau — La politique étrangère.*

[Retour à la table des matières](#)

Aux environs du 20 octobre 1939, M. Guariglia, ambassadeur d'Italie en France, très répandu dans la société parisienne, qui se rencontrait souvent avec des hommes politiques plus ou moins qualifiés pour représenter l'opinion publique française, tels que MM. Georges Bonnet, de Monzie, Caillaux, Piétri, Laval et *tutti quanti* — c'est le cas d'employer l'expression italienne — laissa tomber négligemment, devant quelqu'un, qui la ramassa pour m'en faire obligeamment cadeau, cette toute petite affirmation :

« Il y a à Paris un courant très fort pour une paix prochaine. »

C'était au plein des campagnes parallèles dans les couloirs parlementaires et dans les salons politiques où chaque clan exploitait le nom du maréchal Pétain. Coïncidence ou non : deux ou trois jours après, M. de Ribbentrop, ministre des Affaires Étrangères du *Reich*, prononçait à Dantzig contre l'Angleterre une violente harangue qu'il terminait par

une tendre homélie à l'adresse des Français. Une profonde réflexion n'était pas nécessaire pour percer la trame de l'opération, mais il était difficile de la dévoiler autrement que sous la forme interrogative. Pourquoi, tandis qu'il prodiguait les sarcasmes à nos alliés, nous jetait-il au visage l'outrage d'une déclaration d'amour ? Pourquoi prétendait-il que le peuple français attendait avec impatience la paix dont Hitler voudrait bien nous faire l'aumône ? Questions que je me résolvais à poser dans le *Petit Parisien* du 26 octobre 1939, en [109] les accompagnant de commentaires que je dois rappeler pour la clarté absolue de ce récit :

*« Avec quels Français a-t-il donc jadis frayé, déjeuné, dîné, continuais-je, et le reste, pour qu'il puisse, de l'ensemble de notre nation, préjuger semblable affaïssement ? Mais non ! je ne fais, jusqu'à plus ample information, l'injure aucun des Français qui se sont trompés en liant amitié ou relations avec lui, de nous avoir fait mériter sa présomption déshonorante à notre égard.*

*Alors ? Quels renseignements lui envoient donc ses espions ?*

*Parce qu'il y a quatre trublions qui rongent leurs freins dans les ruelles qui accèdent au pouvoir, et qu'ils critiquent et qu'ils font des listes où leurs noms se trouvent en bonne place, et qu'ils compromettent sans leurs assentiments des noms honorables ou glorieux, et qu'ils songent : "Si j'étais roi... !" et que, pour l'être, en effet, ils joueraient volontiers la carte de l'abandon, les agents de Ribbentrop lui font-ils croire que le moment est propice pour une manœuvre savante contre M. Daladier et contre notre honneur ? »*

La réponse décisive « à ces offensives malignes », ce ne pourrait être que « la déclaration publique, solennelle, entre la France et la Grande-Bretagne que ni l'une ni l'autre ne concluront de paix séparée » ; j'y insistais une nouvelle fois. Je le note en passant pour prendre date. L'importance en apparaîtra plus tard.

Je m'attendais bien à ce que mes références directes aux relations de certains Parisiens avec M. de Ribbentrop, ainsi qu'aux conspirations en cours, déterminassent un remous. Quelques bonnes gens qui m'en félicitèrent auraient bien préféré m'écharper. D'autres ne dissimulèrent par leur colère, dont je me délectais. Les curieux voulaient savoir qui j'avais visé. Quels sont les « quatre trublions » ? Comme il y en a certainement plus de quatre, répondis-je, j'ai voulu permettre à tous de jurer qu'il ne peut s'agir d'eux. J'avais sciemment appuyé sur un bouton.

Je m'attendais à ce qu'il y fût répondu. Aussi ne fus-je pas surpris quand, au bout du fil, j'entendis :

« C'est vous, Bois ? Pierre Laval ! Ça va ?

– Oui ! et vous ?

– Bien. Dites ?

[110]

– Oui !

– J'ai lu votre article de ce matin... il m'a un peu ému...

– Pourquoi ? vous ne pouvez pas vous y reconnaître... vous n'êtes pas défaitiste ?

– Certes non ! je crois que l'on aurait pu éviter la guerre, mais maintenant il ne peut être question de paix déshonorante.

– J'en étais sûr. Je sais même que vous vous en êtes même très nettement défendu, il y a peu de temps, devant un ami.

– Il vous l'a dit ?

– Non ! pas lui, mais tout se sait, et je l'ai su parce que vous l'avez dit vous-même...

– J'aimerais bien causer avec vous...

– Volontiers...

– Demain ?

– Demain !

– Vous comprenez, vous avez fait allusion à une personnalité qu'il ne faut pas compromettre, car on en aura besoin... l'Homme de Madrid...

– Bien sûr ! »

Le lendemain matin j'étais dans son petit bureau de l'avenue des Champs-Élysées. Tout de suite il mit la conversation sur un mode d'ironie cordiale :

« Alors je ne suis pas un des “quatre trublions” ?

– Vous avez vous-même dit que vous n'en étiez pas.

– Quels sont-ils ?

– Vous connaissez trop bien le terrain pour que j’aie quelque chose à vous apprendre. »

Son visage se détendit dans ce sourire indescriptible qui lui est particulier, et où il est très difficile de discerner la part de vraie joie et la part de gaieté dissimulatrice. Puis, en un véritable monologue dont je ne puis ressusciter l’originalité, faite de jeux de physionomie, de rires, d’anecdotes, de mots à l’emporte-pièce, de traits acérés contre quelque concurrent, de digressions voulues et de détours imprévus, M. Laval m’éclaira — c’est le terme dont il se servit — sur sa position. Je me bornerai à rendre la substance de son discours, qui dura plus d’une heure. Il me renouvela tout d’abord sa déclaration [111] de la veille contre toute apparence de défaitisme. Ni paix déshonorante ni paix prématurée. On est dans la guerre. Il croit qu’on aurait pu l’éviter, non pas tellement au moment où elle a éclaté que longtemps auparavant. On n’a pas su jouer la carte italienne. Il aurait su la jouer. Elle n’est d’ailleurs pas complètement perdue. Il faut avoir des contacts avec Mussolini.

« – J’ai fait offrir mon concours, on ne m’a même pas répondu. Il faut lui faire savoir nos buts de guerre, et connaître ses arrière-pensées.

– Je vais vous les dire, l’interrompis-je ; à l’heure actuelle, tout ce qu’on pourra tenter près de Mussolini est voué à l’échec. Ce qui était possible il y a trois ans, et peut-être il y a moins longtemps, ne l’est plus. Mussolini ne se décidera qu’à la onzième heure, d’après les chances de victoire de l’un ou de l’autre camp. Malheureusement si l’ambassadeur transmet à Rome tous les propos de ses visiteurs ordinaires, je n’en augure rien de bon. Ils ne sont pas faits pour modifier en notre faveur les tendresses du Duce. Savez-vous ce que l’ambassadrice a dit tout haut la semaine dernière devant plus de dix personnes : “*La France a tort de ne pas demander la paix tout de suite. Elle sera vaincue*”. Et elle invoqua à l’appui de sa prédiction l’autorité de l’un des membres du Gouvernement. »

M. Pierre Laval, en ricanant, lança un nom et sans attendre ma réponse, triomphant d’avoir cru deviner :

« – C’est lui, hein ? Quel niais ! »

Et après une pause :

« – Il y a bien longtemps que je n’ai vu l’ambassadeur, il faudra que je le voie.

– Si c’est pour lui garantir qu’il n’y aura de défaillance ni de votre côté ni d’aucun côté, votre visite sera utile. »

M. Pierre Laval n’hésita pas :

« Je ne pourrais pas lui dire autre chose, car c’est ce que je pense. Je demande qu’on pousse la guerre jusqu’à la victoire. Mais je prétends qu’on n’y parviendra pas avec le gouvernement actuel, dont beaucoup des membres sont responsables de l’état de désorganisation où le “Front Populaire” nous a enlisés. Je fais partie des commissions sénatoriales, et j’y ai la preuve des criminelles insuffisances de [112] tout ordre. Il faut, vous m’entendez, qu’on forme un gouvernement vraiment de guerre qui mène vraiment la guerre.

– C’est mon avis, et je n’ai pas attendu à aujourd’hui pour supplier tous les personnages qui soient en état de le faire, ou d’y aider, et que j’ai l’occasion de rencontrer. Je crois que M. Daladier ne demanderait pas mieux que de pouvoir le faire.

– Ne pourra le faire qu’un homme placé au-dessus de la mêlée. Je n’ai pas, comme on dit, partie liée avec Pétain, mais j’ai vu Goering au port d’arme devant lui à Cracovie, aux obsèques de Pilsudski. Je sais son prestige. Son nom pourrait rallier autour de lui les meilleurs et les plus énergiques. Ça aurait de la “gueule” ! C’est surtout pour cela que j’ai été ému de votre article, plus que par votre pointe contre les “trublions”, souligne-t-il avec une grimace volontaire, moitié reproche, moitié sourire. Ce serait dommage, vous comprenez, qu’on le discréditât d’avance en le présentant comme un futur président d’un cabinet de paix à tout prix.

– Entendu ! fis-je, mais il est bien vieux ; je l’ai vu au mois d’août à Saint-Sébastien à l’ambassade, où j’ai été son hôte à déjeuner. Je l’ai observé, non pas en critique, mais en admirateur qui voulait garder en son esprit le souvenir d’un héros... Il est vert, il est droit, sa parole ne tremble pas encore, mais il a quelque chose qui ne trompe pas ceux qui ont vu autour d’eux des vieillards finir de vivre. C’est le regard... Ce regard qui s’en va quand une tension de la volonté ne le maintient pas associé à la conversation, qui a l’air de se perdre dans le lointain, et qui finit par paraître figé, mort. Quant à son langage, en dehors de quelques souvenirs égrenés par habitude, il m’a paru terne, presque vide, réduit à quelques vieilles cristallisations de banalités. L’effort de réflexion

n'est certainement ni considérable ni productif. Ce n'est peut-être pas suffisant pour diriger la guerre ! »

Pierre Laval, d'un geste, arrêta mon diagnostic :

« – Ça n'a pas d'importance. Qu'est-ce qu'on lui demandera ? D'être un dessus de cheminée, une statue sur un socle. Son nom ! son prestige ! pas davantage. »

[113]

Je ne pensais certes pas à ce moment-là à ce qui est arrivé en juin dernier, mais j'eus envie de dire à Pierre Laval — et je le notais en même temps que notre entretien :

« – Mais vous parlez comme si vous étiez sûr que Pétain serait tout à fait en votre pouvoir, en votre seul pouvoir, et que nul autre ne réussirait à vous le ravir ! »

Pendant que cette pensée, fugitive, comme beaucoup de pressentiments, me traversait l'esprit, M. Pierre Laval continuait le développement de son plan.

Il voyait, dans un avenir plus ou moins lointain, mais qu'il tendait par tous les moyens, les obliques comme les droits, à rapprocher, un cabinet Pétain dont il aurait été l'instigateur, la cheville ouvrière, le metteur en scène, et dont il garderait la direction réelle. Mais que faisait-il de M. Daladier ?

« Daladier, concluait-il, après l'avoir au préalable accablé, pourquoi n'avancerait-il pas l'heure du Maréchal ? Il aurait alors sa place sous l'égide du grand soldat. Sinon la campagne s'accélérera de plus en plus dure contre lui... Au couteau ! s'écria-t-il, en découvrant une mâchoire de carnassier et en faisant geste de planter la lame dans le sanglier blessé.

– Ce n'est pas, objectais-je, sans danger. D'ailleurs pourquoi voudriez-vous l'éliminer ? sa popularité est un capital important...

– Elle a bien diminué !

– Ne le croyez pas !

– Elle est encore très forte »,

intervint un ami commun, qui, arrivé depuis quelques minutes, se mêlait à la conversation.

C'était Jean Chiappe, l'ancien préfet de police, député et conseiller municipal de Paris. Pierre Laval fut impressionné par cette opinion, qui prenait une importance particulière du fait qu'elle était exprimée par un homme aussi peu suspect que Jean Chiappe d'être favorable, depuis le fameux 6 février, à Daladier. Jean Chiappe, il faut le dire, faisait par pur patriotisme, taire son ressentiment, et son vote était acquis au Gouvernement, surtout depuis la dissolution du parti communiste.

Il y eut une minute de silence. Laval le rompit :

[114]

« Je ne tiens pas à ce qu'on l'élimine... mais le Gouvernement ne peut pas durer tel qu'il est. »

Au cours de la soirée j'eus à revoir Jean Chiappe, que j'avais laissé avec Pierre Laval, qui lui avait dit :

« J'ai été ému par l'article de Bois. Je sais bien qu'on ne peut pas modifier les grandes lignes de sa politique, mais j'ai tenu à ce qu'il ne se méprît pas sur mon action. »

J'emportais des paroles que je venais d'entendre plusieurs impressions : selon la première, qui était pour moi la plus importante, Pierre Laval, avec sa *maestria* coutumière, manœuvrait dans tous les sens afin d'être en état d'être l'homme de la situation, quelle que soit la situation qui s'offrirait ; selon la deuxième, Pierre Laval n'opposerait pas une résistance prolongée si M. Daladier entrait en compromission avec lui, il considérerait que ce serait pour lui un gain à ne pas laisser perdre ; selon la troisième, M. Daladier devait plus que jamais veiller au grain, car M. Laval n'était pas un joueur dont on pouvait traiter l'opposition par le mépris. Il démontrait depuis quelque temps qu'il n'avait rien perdu de l'art de se faire oublier, après une mésaventure politique, d'attendre et de saisir le moment opportun pour reparaître brusquement, tel un diable sortant d'une boîte. Capable d'adapter sa propagande personnelle à tous les milieux, où il possède de vieilles camaraderies et des complaisances pour les services qu'il a rendus au cours d'une longue carrière, adroit à manier la bonne humeur qui désarme, l'argument *ad hominem* qui flatte ou qui intéresse, la suggestion qui promet, personne aussi bien que lui ne sait donner à des interlocuteurs différents et séparément entrepris, l'impression qu'ils peuvent compter sur lui, et qu'il est d'accord avec eux.



Son clavier va de la CGt à l'extrême droite, de Paul Faure à La Rocque, en passant par Fernand Bouisson, sans compter d'importants radicaux comme Camille Chautemps, avec qui il ne perd pas contact.

C'est dans l'ombre de la Commission sénatoriale des Affaires Étrangères et des conversations particulières qu'il a ainsi, peu à peu, comme j'y ai déjà fait allusion, regagné la plus grande partie du terrain qu'il avait perdu lors de son éclipse de fin 1935.

[115]

Tant d'événements se sont déroulés depuis lors qu'il n'est peut-être pas inutile de faire à son sujet un peu de rétrospection. Son faciès, avec son teint bruni, avec sa chevelure d'ébène, et avec les plissements sardoniques de son rire, inoubliable lorsqu'on l'a vu une fois, fait penser à quelque roi d'une tribu sauvage ; ce n'est qu'apparence, car, même à supposer que dans le lointain des générations quelque Espagnol mêlé de Maure soit venu faire souche dans son Auvergne natale, il a qualités et défauts de sa province, il est tenace, prévoyant, non avare, mais éparquant, d'une méfiance qu'il a soin de dissimuler, mais qui se trahit lorsqu'il vous dévisage subitement d'un coup d'œil de côté, débrouillard, subtil, malin comme un singe. Les difficultés d'une jeunesse pauvre ont à la fois assoupli son caractère et durci sa volonté. Il a péniblement, au prix de dures privations, acquis assez d'instruction pour devenir avocat. Il est attiré vers les milieux syndicalistes, il se mêle aux réunions d'avant-garde, il plaide pour les Bourses du travail ; les ouvriers qui ont maille à partir avec la justice viennent le consulter, il les défend en Police correctionnelle ou devant le Conseil des Prud'hommes : ça ne lui rapporte pas lourd, souvent même rien du tout, mais il n'y a pas un syndicat où il n'ait au moins un ami qu'il retrouvera à ses côtés tôt ou tard quand il participera aux batailles politiques ; autant que les services qu'il rend avec bonne humeur, sa tenue même autorise la familiarité ; elle ne sera jamais d'une haute élégance, elle est à ses débuts d'une simplicité qui ressemble au débraillé, exception faite pour sa célèbre cravate de piqué blanc dont il deviendra prisonnier : alors, il n'en a qu'une, raconte-t-il avec humour, qu'il lave ou qu'on lui lave chaque soir.

On le tutoie et il tutoie tout le monde, on l'appelle Pierre tout court, ou, avec plus de cordialité encore, « Pedro ». C'est de cette appellation presque affectueuse que, plus tard, alors qu'ils auront pris des directions

opposées, Léon Blum le saluera au passage au détour d'un couloir du Palais-Bourbon, s'ils ne sont pas dans une période d'ardent combat... Ses relations, ses occupations, les ambitions qui se précisent en lui, le désignent tout naturellement pour prendre part aux luttes électorales. Il jette son dévolu sur un des coins les [116] plus avancés de la banlieue parisienne, Aubervilliers. Il est un orateur populaire. Sa voix chaude et prenante sait faire vibrer la corde sentimentale. M. Frossard, qui participa à côté de lui à une campagne électorale après la guerre, m'a un jour raconté :

« Pendant plus de quinze jours, je l'ai entendu chaque soir prononcer à peu près le même discours sur les horreurs de la guerre ; il parlait des mères, des orphelins, des blessés. Dans la salle tous les auditeurs pleuraient, et moi, qui savais ce qu'il allait répéter, eh bien, je n'y résistais pas, j'étais obligé de prendre mon mouchoir chaque fois. Il peut se vanter d'être l'homme qui m'a tiré le plus de larmes. »

Il n'a pas qu'une corde à son arc. Il a aussi la plaisante et l'ironique. Il aime rappeler un souvenir typique. À l'une de ses premières réunions publiques, dans sa future circonscription, un de ses accusateurs l'attaque avec véhémence. Le contradicteur avait obtenu un tel succès que la partie semblait fort compromise, au moins ce soir-là, pour Pierre Laval. Notre homme avait un rude courant à remonter. De tous les coins de la salle, on le sommait de répondre... Il battit un moment les buissons, comme on dit, cherchant l'inspiration, mais l'assistance devenait de plus en plus houleuse :

« J'eus alors, raconte-t-il, une idée de génie, en apercevant dans l'auditoire quelques bonnes têtes que mon flair me fit reconnaître comme des compatriotes... Je fis mine d'avouer... je prenais mon temps à rappeler les accusations de mon adversaire, comme si je cherchais une excuse... puis je me décidais : on m'a accusé d'être Juif parce que mon nom est aussi celui d'une ville, comme c'est le cas de beaucoup d'israélites, qui s'appellent Lisbonne, Carcassonne, etc... Je vais vous faire une confession, dis-je lentement. Je fus interrompu par une immense clameur : Il avoue, il avoue !... Je la laissai s'épuiser, puis, sentant que j'allais gagner, je repris d'un ton mélodramatiquement mélancolique : Je suis obligé de faire une confession... Juif ? non, je ne suis pas Juif... mais... je suis... Auvergnat ! Je crois que j'avais bien amené mon "Auvergnat", car une tempête de rire ébranla la salle. J'y participai de bon cœur. Le lendemain, le propriétaire du "bistrot" où

était installée la “permanence” de mon concurrent, [117] vint me voir. Il était bien de “cheux nous”, solide, tout noir de charbon, dur comme nos marrons, ferme sur ses gros pieds, et il me demanda, soupçonneux :

– Ch’est vrai que vous êtes de cheux nous, ch’est pas une blague ?

– Tiens ! lui dis-je, voilà mon acte de naissance, je suis de Châteldon.

– De Châteldon ! Fouchtra ! Vous serez élu !

– Je le fus. »

Élu ! élu ! la grande voie lui est ouverte, mais il va y cheminer à pas lents, à la manière des paysans d’Auvergne. Heureusement, car, pour s’être égaré dans quelques sentiers suspects, il aurait pu se perdre avant d’être en état de rebrousser chemin. La guerre (de 1914) a éclaté. Il était inscrit sur le fameux *carnet B*, c’est-à-dire sur la liste des individus à surveiller en cas de conflit international. Il est parlementaire. Il ne bouge pas beaucoup, mais il fait partie de ces quelques personnages d’extrême gauche qu’on a appelés les « Kienthaliens » parce qu’ils ont envoyé une délégation à Kienthal, en Suisse, pour y délibérer en une conférence internationale sur les moyens de forcer les gouvernements à réaliser sans tarder la paix. C’est à un moment où les fatigues de la guerre pèsent sur le moral des troupes et de la population. La Chambre se réunit en comité secret. Pierre Laval se jette à l’eau. Son flair l’a cette fois trahi. Son discours, pacifiste à outrance, tombe à plat dans la réprobation générale. À la fin de la séance, quand il s’en va, battant de l’aile, la tête baissée, il se sent seul et peut-être perdu. Un grand aîné, dont l’étoile le fait depuis longtemps rêver, l’aperçoit, a pitié, regarde avec mépris les collègues qui s’écartent du nouveau pestiféré, va à lui et le prend par le bras :

« Eh bien, mon petit ! on s’est trompé... c’est un mauvais moment à passer... il faut se faire pardonner ça et ne plus recommencer. Vous avez du talent, vous remonterez le courant. »

Ils sortent ensemble. Pierre Laval est ce jour-là sauvé par Aristide Briand et une amitié naît entre les deux hommes, qui durera presque jusqu’à la mort de l’Homme de Locarno, jusqu’au moment où celui-ci, demi-mourant, paraîtra, par sa [118] présence, un obstacle à son ambition devenue avide et subitement maladroite. Mais il est l’ami également de Caillaux et de Clemenceau. On dirait qu’il est attiré par ces

grands tempéraments comme par des lumières phosphorescentes. Il leur sera fidèle, à l'un et à l'autre, quoique ce ne soit pas chose facile. Mais cette fidélité le gardera de nouvelles fautes dans le genre de celle de Kienthal. Il défend Caillaux, accusé, emprisonné, condamné, à l'instigation de Clemenceau, et il sert à Clemenceau dans les milieux syndicalistes, où il est toujours le camarade. Comme réussite dans la contradiction, c'est du grand sport. Mandel, éminence grise de Clemenceau pour la politique, y est bien pour quelque chose, et, dans la suite des années, les liens qui les unissent se relâcheront, certes, mais ne se dénoueront pas tout à fait. Mandel ne cédera jamais sur le fond de l'intransigeance patriotique, mais dans la pratique ils se prêteront, publiquement ou secrètement, selon les cas, une loyale assistance. J'ai tenu à rappeler, à larges traits, cette période de la vie de Pierre Laval, car les contradictions de jadis aident à comprendre les contradictions des temps présents. Selon le mot d'un homme que je ne veux pas compromettre aujourd'hui en le citant, « quand on a été kienthalien, il en reste toujours quelque chose », mais Pierre Laval n'a pas été que kienthalien. Un quart de kienthalisme, un quart de clémencisme, un quart de caillautisme, un quart de briandisme, dans l'enveloppe d'un Auvergnat, voilà, on a pu dire, Pierre Laval. On pouvait se tromper sur les doses, difficilement mesurables. C'est le kienthalisme et c'est le caillautisme qui l'ont définitivement emporté.

Les phases de la vie politique de M. Pierre Laval, depuis une dizaine d'années, sont trop proches de nous pour que j'y insiste. Il n'est personne qui ne se rappelle en gros que, s'il est parti de la gauche la plus reculée, presque du syndicalisme-anarchiste, il est devenu le rempart de la droite la plus conservatrice ; s'il a toujours gardé des points d'appui personnels dans les secteurs politiques variés de la gauche, son soutien le plus ferme était l'élément à demi-fascistisant des « *Croix-de-Feu* », transformé plus tard en Parti Social Français, et dirigé par le colonel de la Rocque. Nous l'avons montré, [119] cherchant à couvrir son retour aux affaires du prestige militaire du maréchal Pétain, comme il avait réussi jadis, après une première éclipse, à rentrer dans les bagages du Père Doumergue, appelé, sur son conseil, à sauver la République au lendemain de la petite émeute du 6 février 1934. Un peu avant la nouvelle guerre il avait projeté une grande opération, celle de faire élire un homme à lui, M. Fernand Bouisson, comme Président de la République, à l'expiration du septennat de M. Albert Lebrun. Elle échoua, comme

on le sait, par la réélection de M. Albert Lebrun sur l'initiative de M. Daladier.

« *J'avais choisi un mauvais candidat* », dira un jour Pierre Laval en goguenardant, mais la vérité est qu'il n'avait pas encore recouvré assez de force politique pour qu'elle réussît, que ce fût avec ce candidat ou avec un autre. Il en avait certainement gardé de la rancœur à l'égard de M. Daladier, comme à l'égard de M. Albert Lebrun. Si, de la politique intérieure on passe à la politique extérieure, son action est surtout célèbre par l'accord franco-italien de janvier 1935, par les accords de Stresa d'avril 1935, par les sanctions dans l'affaire éthiopienne, par l'accord mort-né dit Laval-Hoare, que, entre parenthèses, il m'a été certifié qu'il *signor Grandi*, ambassadeur d'Italie à Londres, avait reçu l'instruction de signer avant qu'une vague de fond l'emportât : toutes choses présentes à l'esprit public et qui l'ont fait considérer en Angleterre comme un ennemi. Je ne suis pas sûr qu'il le fût au début autant qu'on l'a cru à Londres. En cela, comme en beaucoup d'autres occasions, il m'a fait l'effet de ces écuyères qui dansent tour à tour sur les deux coursiers de leur attelage.

Elles partent, les jambes écartées, un pied sûr la croupe de chaque cheval, puis elles sautent de l'un à l'autre. Le fouet et la rêne gouvernent les animaux. À la fin elles jettent des baisers à la foule. Tout se passe toujours très bien... excepté une fois par hasard. Alors c'est une catastrophe.

L'histoire objective de l'affaire abyssine, avec le partage équitable des responsabilités, demanderait un développement hors de circonstance ici. Il en est demeuré un vif ressentiment contre M. Pierre Laval, qui, à de certains moments, a paru les justifier, plus par des attitudes, par des mots à la [120] cantonade et par des acrobaties, que par une hostilité foncière. Pour sa part, il s'est imaginé que, du *Foreign Office*, on inspirait en France un complot pour le faire disparaître, et qu'une véritable exclusive était lancée contre sa personne à chaque constitution d'un nouveau ministère français. Ceux qui voulaient lui barrer la route ne manquaient pas de le lui faire croire en s'en donnant l'excuse. La véritable erreur de M. Laval a été de croire qu'on pouvait dans tous les cas impunément transposer les manières de faire électorales dans les négociations de chancellerie à chancellerie. L'ancienne diplomatie, lente, tatillonne, distante, s'est souvent révélée nocive, mais jamais

autant que celle dont nous avons vu les effets depuis une dizaine d'années dans trop d'affaires qui en sont devenues de mauvaises.

À l'égard de l'Allemagne, M. Pierre Laval a eu jadis l'ambition d'amadouer Hitler. Il eut des contacts directs, mais surtout indirects, avec M. de Ribbentrop. L'ambassadeur d'Allemagne avait ses petites entrées près de lui.

En revenant de son voyage en Russie, où il était allé signer le pacte franco-soviétique, il eut, à Cracovie, après les obsèques de Pilsudski, une entrevue avec Goering, une longue entrevue qui ne fut, selon le terme diplomatique, que d'information. M. Pierre Laval, de son aveu même, avait été d'une prudence parfaite en priant M. Léger, secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères, d'assister à l'entretien, et il avait eu soin, tout en marquant son désir de fixer des rapports cordiaux avec l'Allemagne, de se porter comme le gardien des intérêts de nos Alliés de l'Europe centrale.

Dès sa première présidence du Conseil il avait manifesté des goûts pour l'Entente avec l'Allemagne. Au lendemain du moratoire Hoover il avait téléphoné à M. Bruning, alors chancelier du *Reich*, et l'avait invité à venir à Paris ; puis il entreprit un voyage à Berlin avec M. Aristide Briand, qui était ministre des Affaires Étrangères et qui considérait que ce déplacement ne pouvait alors mener à rien. C'était déjà M. de Brinon qui était l'entremetteur. Celui-ci continua à l'être quand le nazisme arriva au pouvoir en Allemagne, que M. Laval fût ou non en charge ministérielle. Il n'était pas alors question de l'Italie. M. Pierre Laval avait fait faire [121] par des personnages officieux un sondage près de M. Mussolini, qui avait fait la sourde oreille. Quand M. Laval redevint ministre des Affaires Étrangères en 1934, il prit en main les fils déjà jetés entre Paris et Rome par M. Barthou, mais ce fut avec l'arrière-pensée, qu'il confiait à des intimes, qu'après le détour italien il pourrait plus facilement amener les Français à une entente avec l'hitlérisme, qu'il considérait déjà comme le rempart contre le bolchevisme. Ses relations avec l'ambassadeur d'Allemagne étaient étroites et M. de Brinon en assurait d'autres. Mais il était obligé de jouer serré, car sa majorité était alors fermement antihitlérienne. Et il y avait André Tardieu... qui aurait bondi. Fait à peu près ignoré : il n'était pas, en décembre 1934, pressé d'aller à Rome, le Quai d'Orsay et lui-même avaient besoin de quelques semaines pour mettre au point avec la chancellerie italienne des questions délicates. C'est M. P. É. Flandin, alors

son président du Conseil, qui le bouscula pour qu'il fit diligence. La confiance en fut faite par l'un et par l'autre, ce qui coupe court à tout démenti. Il prit aussi, devant le public, figure uniquement pro-italienne. Mais toujours, même après sa chute, il garda contact avec M. de Ribbentrop par l'entremise de M. de Brinon.

Qu'il caressât l'idée d'un « *gentlemen's agreement* » avec l'Allemagne nazie et qu'il jetât des passerelles entre elle et lui, il ne s'en défendait pas. Rêve d'homme qui, vraisemblablement, n'a jamais étudié l'histoire de l'Allemagne, et prétention d'habile homme à croire que la prestidigitacion peut servir à tout. Il est des cas où elle ne sert à rien de rien, et il s'en apercevra assez tôt.

Quand, au mois d'octobre 1939, nous avons eu, lui et moi, l'entretien dont j'ai rapporté les parties essentielles, puis dans les mois qui suivent, M. Pierre Laval est un homme qui a presque pour unique principe directeur, la volonté de revenir au pouvoir. On le sait, on connaît sa puissance d'intrigue. On le situe donc au fond, à l'intérieur ou en marge, de toutes les conspirations qui se trament. S'il n'est pas dans toutes, il a l'œil sur toutes, prêt à interdire qu'elles réussissent à ses dépens ou sans lui. Il n'assume pas, cependant, la responsabilité de celles qui ont un caractère trop nettement défaitiste, [122] il nie qu'il ait partie liée avec leurs inspireurs ou leurs boute-en-train. Il tient à se désolidariser de leur physionomie. Il accentue, par opposition, sa volonté de mener la guerre, puisque guerre il y a, avec le maximum de fermeté et de ressources, mais il a beau faire, son action prend figure dans le monde politique français, et plus encore à l'étranger, quand elle est connue, d'une campagne de paix rapide. En vérité il joue sur les deux tableaux, celui du victorieux et celui du pacificateur. Mais personne ne veut être dupe et chacun se persuade qu'il mise beaucoup plus sur une paix, quelle qu'elle soit, pourvu qu'elle soit prochaine, que sur la victoire.

L'avenir ne se chargera pas de vérifier l'hypothèse. Quand il entrera dans la lice, ce sera pour entériner la défaite et pour la consommer.

[123]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

**Chapitre XII**

---

**HIVER MALSAIN**

*Atmosphère malsaine — Il manque l'esprit de guerre — « Dans les trous » — Une question de M. Winston Churchill — L'initiative de paix de la reine de Hollande et du roi des Belges — Accord de coordination économique et accord financier franco-britannique — Séance scandaleuse à la Chambre — Expulsion de M. Florimond Bonté, député communiste — On annonce une crise — Entretien Daladier-Mandel — Un discours de Président du Conseil de M. Reynaud — La Russie attaque la Finlande — La position italienne — Le Livre Jaune français — M. Georges Bonnet dit : C'est ma réhabilitation ! — M. Daladier songe à transformer son gouvernement — Son funeste accident de cheval.*

[Retour à la table des matières](#)

On peut dire, sans exagération, que l'hiver tout entier de 1939 a été dominé par les luttes souterraines et publiques des partis. La France est en guerre, et elle ne l'est pas. Elle l'est par les masses d'hommes mobilisés. Il y a des communiqués, il y a des discours. Il y a des exploits isolés, car il y a tout de même quelques escarmouches et de vrais combats entre les lignes Maginot et Siegfried ; il y a surtout la silencieuse et dure tâche des marins sur les côtes et sur les océans ; il y a également, sur la population, les répercussions de tout ordre qu'une guerre de cette ampleur implique ; mais il y a, par contre, une atmosphère malsaine que



j'ai essayé de faire apparaître, dans mes exposés précédents, et par-dessus tout il manque quelque chose qu'il faudrait à tout prix, il manque presque partout la flamme qui devrait animer tous les Français, à quelque poste de combat, civil ou militaire que ce soit, il manque *l'esprit de guerre*. Il manque dans les ministères, il manque dans le haut commandement, il manque dans l'armée, il manque dans les usines, il manque dans la haute société, il manque dans la bourgeoisie, il manque dans la presse et dans le parlement, à quelques exceptions près. Dans [124] la population moyenne et dans les quartiers populaires, la propagande allemande est intense. Il y a beaucoup de communistes qui ont été arrêtés, mais les noyaux subsistent. Un agent parti, un autre se révèle. On critique les impôts trop lourds. Les commerçants se plaignent de ne plus vendre. Les familles des soldats comparent les petites sommes qu'ils touchent et les gros salaires des ouvriers. On écoute le « traître de Stuttgart » qui accuse les Anglais d'avoir voulu la guerre. Tout tend à casser l'épine dorsale de la nation sans qu'il soit fait grand'chose pour y remédier. C'est dans quelques îlots populaires, non contaminés par le poison communiste ou par la propagande pacifiste des amis de M. Paul Faure, et des syndicalistes comme MM. Delmas et Belin, qu'il y a le meilleur état d'esprit, grâce au vieil atavisme blanquiste des ouvriers français et aussi à l'attitude de M. Léon Blum, qui, presque chaque jour, dans le *Populaire*, entretient contre l'hitlérisme le patriotisme de la fraction socialiste française dont il est le chef. Si l'histoire, au jugement de laquelle il contribuera peut-être par un aveu qui ne m'étonnerait pas de sa part, le range, à cause de ses erreurs de chef de parti et de chef de gouvernement, parmi les responsables indirects de la guerre, elle devra lui rendre hommage d'avoir, à partir du jour où il la vit poindre, voulu sans relâche les réparer. On cite de lui ce mot authentique :

« À l'heure actuelle, je m'allierais avec n'importe quel ancien adversaire, avec Flandin lui-même si Flandin reconnaissait qu'il n'y a qu'une politique à faire : gagner la guerre. »

À l'autre bout de la gamme politique, l'adversaire peut-être le plus partial et le plus implacable de M. Léon Blum, M. Charles Maurras, entretient, dans le public Action Française dont il est le *leader*, l'anti-germanisme classique de l'ancienne monarchie. Quelle tristesse ce sera de le voir, plus tard, dans une sorte de débâcle de son intelligence, jeter au feu toute sa doctrine, y compris peut-être les traités de Westphalie

( !), et se rallier au gouvernement de la capitulation ! Il oubliera, en faisant le salut militaire devant le Maréchal, que ce n'était pas pour cette besogne qu'il allait, jadis, partout, réclamant un cabinet Pétain ! Pétain, c'était, à son dire, le [125] *summum* de la défense, de la résistance, de l'organisation... la lutte sans merci contre l'éternel ennemi !

Dans la même ligne de fermeté, un livre paraît, *L'Allemagne*, recueil d'articles prophétiques de feu Jacques Bainville, qui entretient dans la jeunesse de droite la pensée anti-allemande. Le jeune fils de ce grand écrivain trop tôt disparu, Hervé Bainville, brûle de combattre ; il me prie d'intervenir afin de hâter son engagement dans l'aviation française, et quand je lui demande quelles raisons le déterminent, il me répond, d'une voix assurée, ses yeux dans mes yeux :

*« Le fils de Jacques Bainville ne doit pas attendre que la guerre soit terminée... et je veux avoir le droit de parler après... »*

De Blum à Bainville, quel admirable titre d'union morale française si entre les deux il n'y avait pas, malheureusement, beaucoup d'espace vide ! C'est à se demander si un voile opaque n'a pas recouvert les cerveaux de la majorité des Français.

M. Daladier, fidèle à ses conceptions d'attente, dit à ses ministres au cours d'un Conseil où il expose la situation militaire, les menaces sur la Hollande, qui s'annoncent puis s'ajournent :

*« Nous sommes dans les trous, qu'on nous y laisse le plus longtemps possible ! »*

Les Commissions de l'Armée et du Sénat envoient aux armées des contrôleurs. Le général Gamelin se plaint de leur intrusion dans la direction militaire. À quoi ils répondent que leur seul tort est de signaler de notables insuffisances. Les familles réclament des permissions pour les maris et pour les fils mobilisés, le Gouvernement les accorde, Gamelin proteste, offre sa démission, puis s'incline.

Le commandant des troupes coloniales apporte un plan d'armée de manœuvre pour laquelle on instruirait successivement des milliers d'indigènes d'Afrique. Le généralissime répond que c'est prématuré, car on ne sait pas ce que l'on fera dans quelques mois. L'industriel, M. Dautry, qui a été chargé d'organiser la fabrication, avec le titre de ministre de l'Armement, se plaint que le Grand Quartier Général ne répond même

pas aux demandes qu'il lui adresse d'ouvriers spécialisés. Il en demande 400 000.

[126]

M. Déat, député, celui-là même qui a écrit, en pleine crise internationale, avant qu'Hitler prenne sa décision :

« *La France ne se battra pas pour Dantzig* »,

a été poursuivi pour avoir signé un manifeste antipatriotique. Il renie sa signature et, sous la pression d'autres parlementaires, ses collègues, la plainte est annulée. Il aura ainsi toute licence pour reprendre une campagne de défaitisme qui s'épanouira sous la protection des troupes allemandes.

M. Winston Churchill, alors Premier Lord de l'Amirauté, de passage à Paris, savait-il cela quand il demandait à M. Campinchi, ministre de la Marine, qui lui offrait à dîner :

« *Est-ce qu'on tient ici ?* »

La Reine de Hollande et le Roi des Belges, qui en a pris brusquement l'initiative, envoient aux chefs d'État d'Allemagne, de Grande-Bretagne et de France un télégramme pour leur offrir, en vue de la paix, leurs bons offices. C'est un coup pour rien, mais dont les conjurés parisiens ne manquent pas de faire état pour affaiblir encore l'esprit de résistance dans les milieux où ils opèrent. À une réunion du parti ouvrier belge, M. Spaak, un ministre du roi Léopold, interpellé par un membre de son parti qui lui reproche un « neutralisme » excessif, se disculpe en donnant lecture d'une lettre d'un député socialiste français qui le félicite de ses efforts pour la paix :

« Voulez-vous que je sois plus français que les Français ? »

Au milieu de ces pauvres incidents, dans lesquels se traîne la politique française, une lueur. La cohésion franco-britannique se resserre. M. Daladier signe avec M. Chamberlain, à un Conseil Suprême tenu à Londres, un accord anglo-français de coordination économique, et le surlendemain M. Paul Reynaud prépare, avec Sir John Simon, Chancelier de l'Échiquier, un arrangement financier. Par contre, les rapports entre le Président du Conseil et divers membres du Gouvernement continuent à être tellement tendus que, le 30 novembre, quand les Chambres rentrent en session extraordinaire, il n'est question que d'une

crise possible. La première séance semble donner tort aux pronostics pessimistes. [127] Ouverte par une déclaration de M. Daladier, qui est une des meilleures qu'il ait prononcées depuis le début de la guerre, elle est marquée par un incident, scandaleux par son origine, mais réconfortant par l'exécution à laquelle il donne lieu. À peine M. Daladier commence-t-il de rappeler dans quelles conditions la guerre « *nous a été imposée, non seulement par l'agression allemande contre la Pologne, succédant à d'autres agressions, mais par la volonté systématique du Gouvernement nazi de cheminer à travers ces destructions par la servitude, imposée, tantôt au nom de la race, et tantôt au mépris de la race, vers la domination de l'Europe* », qu'une sorte de houle remue l'assemblée. Des tribunes on voit le Président de la Chambre \*, M. Herriot, faire des gestes d'apaisement, mettre un doigt sur ses lèvres, puis agiter la main, et faire du regard des signes implorant le silence et le calme, mais quelqu'un au centre s'est levé, sa voix tonne, de l'index droit il désigne un homme assis seul au milieu des bancs qu'occupaient auparavant les communistes, M. Florimond Bonté, député communiste du Nord, secrétaire du groupe communiste de la Chambre, qui est sous le coup de poursuites judiciaires, qui a jusqu'ici échappé aux recherches de la police, et qui a réussi à s'introduire dans l'enceinte, prétendue inviolable, de la Chambre. L'orateur qui est debout au centre de la salle est M. Jean Chiappe, qui n'a cessé de dénoncer les communistes comme des agents de l'étranger, après les avoir pourchassés sans merci quand il était préfet de police, de 1927 à 1934. Jean Chiappe s'indigne :

« Comment n'a-t-on pas lancé de mandats d'arrêt contre les députés communistes ? Comment a-t-on laissé entrer celui-là ? La Chambre ne peut pas siéger en sa présence. »

Des clameurs : « *À la porte ! À la porte !* », soutiennent les exigences de Jean Chiappe, tandis que les questeurs de la Chambre, seuls chargés de la police de la salle, s'emparent, avec les huissiers, de la personne de M. Florimond Bonté, qui est entraîné hors de l'enceinte et remis aux mains des policiers.

---

\* Le Président de la Chambre équivaut au *Speaker* de la Chambre des Communes.

[128]

Pendant cette exécution M. Daladier était resté debout à la tribune. Lorsqu'il reprend la lecture de sa déclaration, une acclamation prolongée ponctuée la flétrissure dont il soufflette les « complices de l'ennemi, et les traîtres, d'où qu'ils viennent, quels que soient les masques qu'ils mettent sur leurs visages ». Il recueille une adhésion, aussi nette, au moins en apparence, quand il précise que la France ne déposera les armes que « *lorsqu'elle pourra traiter avec un gouvernement dont la signature engagera les actes* » et obtenir « *une sécurité qui soit fortement organisée, reposant sur des garanties matérielles qui en assurent la durée* », quand enfin il martèle de la voix ou du geste ce programme :

« Il faut faire la guerre, il faut la gagner. »

Après cette séance-là on peut croire que l'atmosphère est totalement assainie. Celle de l'après-midi démontre le contraire. La politique intérieure reprend ce qu'elle estime ses droits. Les ambitions déçues ou impatientes exploitent des mécontentements légitimes dont M. Daladier ne s'est pas assez préoccupé, ainsi que le juste souci qu'ont beaucoup d'élus de concourir à une sensible amélioration de la direction de la guerre. On chicane au Gouvernement les *pleins pouvoirs* dont il demande le renouvellement. M. Daladier se braque contre les amendements par lesquels on veut les limiter. Il les refuse à la Chambre, il en accepte de similaires au Sénat, et si on lui demande pourquoi, il répond qu'à la Chambre un vent de conspiration soufflait, devant lequel il n'avait pas voulu plier malgré les séductions de courtiers bénévoles, empressés à se faire valoir. L'impression des vieux routiers du parlementarisme français est que la séance a établi la possibilité d'un renversement du Cabinet. M. Frossard, qui, comme on sait, est candidat au ministère de l'Information, prétend que le Gouvernement est touché et que c'est une question de semaines. M. Daladier, qui a le flair des dangers, s'en rend compte, et il s'en irrite. Sa colère se déchaîne contre ceux de ses ministres qu'il accuse d'avoir orienté la cabale : MM. Reynaud et Mandel. Il annonce à tout venant qu'il va les remplacer, ce qui ne veut pas dire qu'il le fera. Au dîner que donne M. Paul Reynaud au ministère des Finances, le 3 décembre, en l'honneur de Sir John Simon, le Chancelier de l'Échiquier, qui est venu à Paris pour régler l'arrangement financier préparé à Londres au cours du récent voyage du [129] ministre des Finances français, il n'est dans les apartés question que de la crise possible. Quelques-uns se demandent si M. Daladier ne voulait

pas se faire renverser, certain que le Président de la République lui demanderait de reconstituer son Cabinet. D'autres critiquent l'isolement où il s'enferme, se plaignent des difficultés qu'ils ont à parvenir jusqu'à son cabinet pour lui faire part de ce qu'ils savent, de ce qu'ils craignent, de ce qu'ils souhaitent pour la direction de la guerre ; Léon Blum regrette que Daladier soit tellement ombrageux, qu'il se prive de concours fort utiles ; Paul Reynaud prétend que Daladier a fait offrir son poste à un ancien ministre des Finances, présent à cette soirée, lequel aurait répondu :

« – M. Daladier a comme ministre des Finances un homme qui a trop bien réussi pour que je ne lui donne pas le conseil de le garder précieusement.

– Et si, lui dis-je, le chef du Gouvernement s'était seulement diverti à vous exaspérer ? »

Si M. Reynaud s'énerve, M. Mandel tire une seconde fois l'affaire au clair. Il se rend chez le Premier ministre et va droit au fait. Lui, une conjuration ? laquelle ? Il n'a pour le moment comme ambition que celle de demeurer ministre des Colonies, où il a réussi, et il n'a pas terminé la tâche qu'il s'est assignée. La présidence du Conseil ?

« Vous êtes, lui dit-il, le seul possible dans les circonstances présentes et si vous ne l'étiez plus, ça ne pourrait être moi parce qu'israélite et à cause d'Hitler, tant qu'il y aura ici des gens qui voudront le ménager... »

Daladier a souri, et souligné :

« C'est exact !

– Ai-je fait des critiques, continua Mandel, je les ai faites au Conseil en prenant mes responsabilités et je ne souhaite qu'une chose, pour vous et pour le pays, c'est qu'elles n'aient plus de raisons d'être. »

Ils se sont séparés bons amis, mais M. Daladier persiste à se méfier. Est-ce que Mandel ne guigne pas le ministère de l'Intérieur, et pour l'obtenir ne souhaite-t-il pas une crise ? Toutefois il ne l'accuse pas d'avoir monté l'intrigue. Quant à Reynaud, il saisit l'occasion de l'accord monétaire franco-britannique [130] pour prononcer à la Chambre un discours moitié financier, moitié d'ordre général, nourri de courage et d'idées, qui a été catalogué immédiatement : *Discours de Président du Conseil*, à la fois par ceux qui ont trouvé le speech excellent et par

ceux qui veulent exciter M. Daladier contre lui, et ceux-ci sont nombreux ! Chinoiseries ridicules, de quoi en perdre la tête ! Mieux ! de quoi perdre la guerre ! Si l'on réfléchit à ce que tout cela représente de temps, de vitalité, de forces perdus, pendant que tant d'autres problèmes pressent !

C'est la Russie qui, le 30 novembre, a rompu avec la petite Finlande, et qui, le 1<sup>er</sup> décembre, a commencé la guerre contre ce peuple, petit par le nombre, mais grand par les qualités morales. Il appelle à l'aide. Hitler reste sourd et ne bouge que pour empêcher l'arrivée sur la ligne Mannerheim de quelques avions italiens expédiés par Mussolini dans une crise passagère d'indépendance. La ligue de Genève ne peut qu'exclure l'URSS de sa Société et assembler de belles considérations morales. L'Angleterre et la France entendent les cris : Au secours ! Au secours ! poussés par les Finlandais. Elles répondent : Présent ! mais Helsinki est loin... loin... loin... *it is a long way*. La Grande-Bretagne est encore sous le coup de l'angoisse qui s'est emparée de l'Amirauté et du peuple britannique sous l'attaque des mines magnétiques. Elle aura raison de cela comme du reste, mais c'est beaucoup lui demander que d'embrasser trop de difficultés à la fois. D'autre part, en Angleterre, où l'on a peut-être laissé passer l'heure, au mois d'avril 1939, d'une entente anglo-russe, il y a des membres du Gouvernement et des personnalités d'importance et de valeur qui professent qu'à l'égard des Soviets la politique la plus sage est de ne rien compromettre et de voir venir. Moscou ne se décidera jamais que selon son intérêt le plus strict ; on ne peut donc rien préjuger, on ne peut que laisser la voie ouverte à des accords tacites que cet intérêt peut un jour inspirer. On hésite donc sur la façon d'aider le petit peuple qui, avec héroïsme, oppose aux forces russes, surprises de ne pas effectuer une promenade militaire, une résistance opiniâtre et meurtrière. Les tergiversations prennent du temps, beaucoup de temps.

[131]

Dans les milieux militaires et dans quelques cercles politiques où il est le grand espoir, on parle beaucoup du général Weygand et des propos qu'il tient. Il a organisé une armée en Syrie. Il revient de Turquie où il a eu, en marge du traité franco-turc, des contacts militaires, et s'est arrêté en Grèce, en Yougoslavie. Le moment lui paraît propice pour un front d'Orient. Il en informe d'une façon pressante le ministère de la Guerre, qui en avertit le Gouvernement britannique, mais les Anglais

sont plutôt réticents. Outre qu'ils sont souvent lents à concevoir l'utilité de nouveaux plans, ils sont, en face de celui-là, un peu effrayés de la part qui leur reviendrait pour le transport de troupes et pour le convoiement. L'affaire n'irait d'ailleurs pas sans soulever le gros problème de l'Italie, son concours momentanément exclu, sa tolérance à acheter, sa résignation, si l'on est en état de l'imposer. Or, l'Italie inspire des craintes. Le 30 novembre, à la Chambre des Députés, M. Daladier avait consacré une partie de sa déclaration à une revue des relations de la France avec les autres nations, et inséré une phrase concernant l'Italie. Il avait en effet jugé qu'il ne pouvait pas garder sur elle un silence qui aurait paru péjoratif, mais pour que le *Duce* ne puisse pas s'en prétendre gêné, le texte en avait été soumis à l'ambassadeur, qui s'en était déclaré enchanté. Or, par ordre, la presse quotidienne italienne n'a pas soufflé mot de cette partie de la déclaration du chef du Gouvernement français, et on en déduisait à Rome, dans les cercles diplomatiques, que l'influence proallemande s'accroissait sur Mussolini. L'ambassadeur fait son métier en certifiant que ces bruits sont sans valeur :

« Le rapprochement franco-italien se fera, dit-il, mais il faut une grande patience. »

*Si non è vero è bene trovato.*

Le discours prononcé par le comte Ciano est loin d'éclaircir la situation ; il est balancé de telle sorte que chacun, selon ses goûts, peut y trouver matière à inquiétude ou à confiance. Le ministre des Affaires Étrangères italien l'a terminé en jurant théâtralement au *Duce* que tous obéiraient, quand il lancerait son ordre, « *pour ce qu'il voudra, quand il voudra, comme il voudra* ». Ce « comme il voudra » devient le sujet de [132] controverses ; les coupeurs de fil en quatre peuvent s'en donner à leur aise. Ce n'est d'ailleurs pas le point le plus intéressant de ce discours. Le passage où le comte Ciano rend compte de ses pourparlers avec M. de Ribbentrop avant l'entrée en guerre de l'Allemagne a une importance historique ; il précise, ou il veut laisser croire qu'il n'y a pas encore entre les deux partenaires de l'Axe d'engagement et de coopération militaires et qu'il avait été entendu, sinon convenu, que toute aventure guerrière devait être au moins ajournée à trois ans. On veut voir dans cette révélation une réplique aux méchantes gens qui, un peu partout et même en Allemagne, tournent en ridicule l'attitude italienne, décorée pour la circonstance de cette appellation plaisante : *la non-bel-ligérance*.



La publication par le ministère des Affaires Étrangères du *Livre Jaune* français, qui est le recueil des principales « pièces relatives aux événements et aux négociations qui ont précédé l'ouverture des hostilités entre l'Allemagne, d'une part, la Pologne, la Grande-Bretagne et la France, d'autre part », produit partout une profonde sensation. On est obligé d'en faire une édition populaire, dont on dit que 500 000 exemplaires sont vendus en quelques jours. M. Georges Bonnet va partout proclamant que le *Livre Jaune* constitue sa réhabilitation. J'ai déjà dit qu'il avait collaboré étroitement au choix des documents. Choix implique élimination. On raconte que l'un des documents écartés, un télégramme de M. Coulondre, transmettait la prétention particulièrement violente de M. de Ribbentrop d'avoir obtenu de M. Georges Bonnet la renonciation de la France à toute ingérence en Europe centrale.

M. Daladier voulait inclure cette dépêche dans le *Livre Jaune*.

« Elle n'incrimine pas la France, disait-il. Si vous supprimez tout ce qui rappelle que Bonnet a souvent neutralisé la politique de fermeté qui était celle du Gouvernement tout entier, le Livre Jaune aura l'air d'être sa glorification. »

L'insistance des Services du Quai d'Orsay l'avait emporté pour des raisons d'opportunité, et Daladier de noter :

« Vous voyez bien que Georges Bonnet relève la tête. »

À quoi quelqu'un répondit :

« S'il renie ses erreurs, tant mieux ! »

[133]

À distance l'histoire prend quelque importance. Si M. Georges Bonnet a pu dire, en dédiant le *Livre Jaune*, à quelques-uns de ses amis connus pour leur esprit de résistance : « Voici ma réhabilitation ! », son exclamation de la fin de décembre 1939 condamne ses accusations d'aujourd'hui. S'il revendique au contraire comme vrai, depuis l'armistice, l'allégation de M. de Ribbentrop, qu'il n'ait en décembre 1939, ce n'est pas M. Daladier et ses collègues « bellicistes », c'est lui-même qu'il accuse d'être l'un des plus lourds responsables de la guerre, pour avoir encouragé, par une renonciation qu'il n'avait pas le droit de faire, le ministre des Affaires Étrangères du *Reich*, à se lancer dans l'aventure polonaise. Le dilemme est dur.

Difficultés politiques, incertitudes extérieures, menaces qui volent dans l'air, à intervalles presque réguliers, d'une offensive allemande soit sur la ligne Maginot, soit par la Belgique et par la Hollande, soit par la Suisse, c'est plus qu'il n'en faut pour ramener le chef du Gouvernement à l'examen d'un remaniement ministériel. Le moment est venu, lui disent tous ses vrais amis, de constituer le Grand ministère de Guerre. Il en convient. Mais, est-ce que les obstacles devant lesquels il s'est dérobé au mois de septembre ne seront pas aussi difficiles à franchir, et se résoudra-t-il enfin au saut ? Il tourne et retourne le problème sous toutes les faces. Ce sont toujours les mêmes cartes. Herriot, Blum, Paul Faure, Marin, et Reynaud ? Et Mandel ? Et le ministère de l'Information ? Frossard ou Mistler ? Quittera-t-il le ministère de la Guerre ou le ministère des Affaires Étrangères ? Quitter la Guerre pour y mettre – ? Reynaud ? Il s'en défie de plus en plus. Quitter les Affaires Étrangères ? Il ne peut pas y remettre Bonnet, ni accéder aux vœux de Chaumets, qui ne vaudrait pas mieux. Replâtrement limité ? Ça ne résoudra rien. Ne rien faire, comme le conseille le Président de la République, on restera dans l'ornière. Un « Grand Ministère », si vous croyez que c'est facile ! Enfin, un samedi, il prend sa détermination. Il a reçu beaucoup de personnes, il a sondé les uns et les autres, il ira passer le *week-end* à une heure de Paris. Presque avant de monter en voiture, un ami le supplie d'aboutir, de bousculer les routines, de ne [134] pas s'enliser dans les dosages, de prendre sa décision seul, et de la réaliser, une fois prise, dans quelques heures. Il sourit, frappe sur sa serviette bourrée de papiers :

« J'y travaillerai demain, revenez me voir lundi, vous serez content, ça sera fait... »

C'est alors qu'il arriva ce qu'on ne prévoit jamais... ce fut, pour Cromwell, le calcul que Bossuet a immortalisé. Pour Daladier, ce fut l'accident, le banal et stupide accident. Le dimanche, dans le calme de la forêt, il était à cheval, rêvassant, peut-être réfléchissant à ce que lui avait dit l'avant-veille Louis Marin, le chef de la Fédération Républicaine, ou tout autre visiteur, arrêtant son plan ou fixant son choix. Eut-il une « absence », lâcha-t-il les rênes ? Le sol était durci par le verglas. Le cheval glissa. Il tomba sous le cheval, le pied pris dans l'étrier. Il était seul, il se remit en selle tant bien que mal pour revenir à la maison de ses hôtes. C'était le 7 janvier, relevez cette petite date. M. Daladier, malade, ne constituera pas le Grand Ministère aussi nécessaire que

souhaité. Le malaise politique s'accroîtra avec tout ce qu'il comprend. Les événements de Finlande y ajouteront jour après jour des sujets de troubles. Quand M. Daladier pourra se lever et aller devant les Chambres, ce ne sera qu'au prix de fatigues douloureuses. N'ayant plus le plein équilibre de sa santé physique et morale, il apparaîtra comme étant l'homme que l'on a la chance d'abattre. Les adversaires seront d'autant plus féroces, et il se défendra d'autant plus mal.

Le lendemain, le 8 janvier, un ancien président du Conseil traverse la Salle des pas perdus. On lui annonce l'accident dont Daladier a été victime. Son regard se perd dans un rêve. Il dit :

« Pauvre Daladier, mauvais signe... »

On fait l'étonné. Il montre son bras encore ankylosé :

« Croyez-moi ! Un homme politique n'a pas le droit d'avoir d'accidents. »

L'homme qui parle ainsi est M. Pierre Étienne Flandin, dont le gouvernement en 1935 est mort d'une stupide collision d'auto où il s'est cassé le bras. M. Pierre-Étienne Flandin ne se trompe pas : ce qui arrivera le 20 mars a son origine le 7 janvier.

[135]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XIII

---

### NI ARMISTICE NI PAIX SÉPARÉE

*Étapes par lesquelles est passée la déclaration interdisant à la Grande-Bretagne et à la France de négocier séparément armistice et paix — Les raisons d’ajournement de M. Daladier — Le Conseil Suprême du 19 décembre.*

[Retour à la table des matières](#)

C’est le 28 mars seulement, et par M. Paul Reynaud, devenu chef du Gouvernement depuis le 22 du même mois, qu’a été signée au Conseil Suprême de Londres, avec M. Neville Chamberlain, la déclaration solennelle par laquelle les deux Gouvernements britannique et français s’engagèrent à ne négocier ni conclure séparément, ni armistice ni traité de paix, et, de plus, à ne discuter les termes de la paix qu’après s’être concertés « sur les conditions nécessaires pour leur assurer respectivement les garanties effectives et durables de la sécurité ».

Mais c’est au cours du Conseil Suprême du 19 décembre, présidé par M. Daladier à Paris, que la question en a été soulevée et amorcée par M. Chamberlain et par Lord Halifax. Elle l’a été dans des conditions qui m’obligent à me mettre un peu en scène. Je le fais sans modestie, car mon action dans cette affaire est, comme j’ai déjà eu le soin de le signaler, une de celles que je revendique avec orgueil.

Dès le 11 septembre, après un discours particulièrement venimeux du maréchal Goering, j'ai lancé dans le *Petit Parisien* l'idée d'un pacte qui liât nos deux gouvernements, nos deux diplomaties, nos deux armées, nos deux marines, nos deux peuples.

« *Mais, s'écria M. Georges Bonnet, dans des conversations privées, comme je l'ai rappelé dans un chapitre précédent, c'est fermer la porte à toutes négociations.* » Il ne se trompait pas, c'était bien mon dessein. Je voulais protéger les deux nations, et contre l'ennemi et contre elles-mêmes ; je voulais [136] préserver les deux gouvernements des manœuvres et de l'extérieur et de l'intérieur.

Je suis alors souvent revenu à la charge. La première fois ce fut pour commenter le communiqué du premier Conseil Suprême.

Ce fut ensuite le 11 octobre comme riposte à un discours d'Hitler. J'écrivis :

« *Il serait bon qu'Hitler apprit par une déclaration solennelle de la Grande-Bretagne et de la France qu'il ne doit pas compter, qu'il ne devra jamais compter, sur une paix séparée, ni avec nous ni avec nos Alliés.* »

Ce fut encore le 26 octobre, après le discours de M. de Ribbentrop à Dantzig, et aussi le 1<sup>er</sup> janvier 1940.

Je ne me bornai pas à cette action publique. Il n'est guère de conversation importante avec les hommes politiques de mon pays où je n'aie développé la nécessité de verrouiller et de cadenasser, en quelque sorte, l'alliance des deux pays. Ce n'est pas que j'eusse le moindre soupçon contre la fermeté des dirigeants anglais. Mais je voyais en France aller, venir, causer, se remuer, des gens de toutes catégories, des hommes politiques rongés d'ambition, des hommes d'affaires, des industriels, des journalistes, et tout simplement des lâches qui, plus ou moins ouvertement, selon leur tempérament et quand les circonstances étaient favorables, se promenaient avec un drapeau blanc comme cocarde.

La première fois que je me permis de faire part à M. Daladier de mes appréhensions, au début d'octobre, alors qu'il se préoccupait de la conspiration défaitiste qui rôdait autour du pouvoir, il m'écouta avec attention, prit une note — je n'insistai pas.

Plus tard, je crois que c'est le jour même où j'avais relevé le discours de M. de Ribbentrop, je lui demandai si ma conclusion pouvait gêner la politique gouvernementale. Il me répondit d'un ton amicalement bourru :

*« Si je me suis mis dans la guerre ce n'est pas pour faire une paix séparée. »*

– Vous, j'en suis sûr, mais les autres ? »

Il fit un geste qui signifiait :

*« Je ne puis répondre que de moi. »*

[137]

J'insistai sur les ravages de la propagande défaitiste : ils s'étendaient à tous les partis, ils s'infiltraient dans les milieux syndicalistes, ils faisaient tache d'huile dans les salons bourgeois, où la crainte du bolchevisme était savamment exploitée, ils s'étaient étalés dans les cercles restreints de conspirateurs néo-fascistes.

La conviction qui animait ma parole l'impressionna-t-elle ? Il se fit confiant, il osa une pudique allusion aux craintes d'une offensive, il prononça une parole, toute à son honneur, qui m'aurait attesté, si je n'en avais pas été sûr, les alarmes d'un patriotisme que le souvenir des fautes collectives angoissait. Je ne la reproduirai pas ; détachée de l'ambiance affectueuse de l'entretien, elle pourrait être détournée de son sens, et je ne me pardonnerais pas d'avoir donné une arme à ses ennemis alors qu'elle devrait être au contraire un témoignage favorable.

Puis M. Daladier, de cette voix basse qu'il prenait pour les choses très sérieuses, comme s'il craignait que les murs n'eussent des oreilles ennemies, il murmura :

*« Je ne demande pas mieux qu'ils fassent une guerre blanche le plus longtemps possible ; pendant ce temps la fabrication des armements et des avions progresse. »*

Cet état d'esprit ne m'était certes pas inconnu ; il n'avait jamais cherché à le dissimuler devant moi ; il était le sien, comme je l'ai déjà exposé, dès le début de la guerre, et c'est pour laisser l'ennemi dans l'ignorance de ses résolutions qu'il écartait tout acte public qui pût tirer Hitler et M. de Ribbentrop de leurs chimères de dissociation.

Mais sur le fond de la question, il n'y avait pas, je crois, de désaccord entre lui et moi.

En réclamant la déclaration de paix non séparée, je ne contrariais pas sa tactique ; je la favorisais, au contraire, puisque ma requête même prouvait qu'il n'avait pas encore pris parti et permettait à la *Wilhelmstrasse* de rester anxieuse sur ses intentions. Par contre, de mon point de vue, mon obstination inquiétait le parti de la défaite — car, il faut commencer à le nommer par son nom, il y avait un parti de la défaite — et le contraignait à mesurer ses pas au lieu de les allonger... et, enfin, elle avait un autre objet, qui était d'entraîner les deux gouvernements à une solution qui peu à peu cheminait [138] dans les esprits. Si seule la publicité de l'engagement interallié de ne se prêter ni à aucune paix séparée ni même à aucune négociation de paix séparée, présentait maintenant quelque inconvénient, qu'à cela ne tînt : il n'y avait qu'à le signer, et à le garder secret jusqu'au jour où il n'y aurait plus de raison de le taire et où il y aurait peut-être au contraire une opportunité à se flatter de l'avoir pris. Cette thèse était celle de plusieurs personnalités britanniques et françaises. Quant à moi je constatais avec satisfaction que je n'étais plus un propagandiste solitaire, et quant au Président du Conseil il n'avait pas manqué de se rendre compte de l'intérêt primordial qu'il aurait à subordonner son adhésion à la promesse pour l'avenir de *garanties matérielles de la sécurité française*. Il n'était pas pressé de la donner, même secrète, mais sa pensée s'était arrêtée :

« *Pas de paix séparée ! Cela va de soi. Mais puisqu'on doit le coucher sur le papier, couchons-y autre chose, qui est essentiel pour la France, dont le malheur est d'avoir un voisin aussi inconfortable que l'Allemagne : la fixation des garanties matérielles de la sécurité française.* »

Voilà où l'on en est lorsque se tient le Conseil Suprême à Paris, le 19 décembre.

M. Chamberlain a, naturellement, j'imagine, sondé le Gouvernement français au sujet de l'inscription de cette question à l'ordre du jour du Conseil. On n'a pas refusé, c'eût été péjoratif, mais sans manifester aucune réaction. M. Chamberlain est assez perplexe sur la manière dont il va aborder le sujet. Aussi bien Lord Halifax que lui-même ne veulent en rien donner l'impression qu'ils aient le moindre doute sur la solidité de l'alliance française. Et c'est ainsi que j'ai l'honneur, dont je sais gré

à sa mémoire, de lui avoir servi d'entrée en matière. Pour bien marquer que sa suggestion n'est pas inspirée par la plus petite méfiance, il l'abrite derrière une pensée française, il rappelle qu'elle a été prônée par un journaliste français dans un grand organe français, le *Petit Parisien*. Pour ce qui est des arguments, il n'a pas besoin des miens.

Quelques jours après, M. Daladier passe en revue, devant la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre, les [139] événements en cours, les négociations avec les États étrangers, les relations avec l'Allié. Il fait part à ses collègues du débat cordial qui s'est engagé au Conseil Suprême sur l'éventualité d'une déclaration commune des deux gouvernements en vue d'écarter toute possibilité de paix séparée. Quelques personnes font la grimace, mais n'osent pas dévoiler leur désappointement. Le Président du Conseil ne vient-il pas de préciser qu'il avait demandé, comme contrepartie du pacte, l'insertion d'une clause formelle pour les garanties futures de la sécurité française ?

Entre le 19 décembre et le 28 mars beaucoup de jours dévideront leurs leurres, mais l'affaire est sur le rail, elle doit aboutir. Elle aboutira sous l'impulsion de MM. Chamberlain et Paul Reynaud et elle contiendra une formule qui tiendra compte de l'exigence de M. Daladier. La voici :

*« Les deux gouvernements s'engagent à ne discuter les termes de la paix qu'après un complet accord entre eux sur les conditions nécessaires pour leur assurer respectivement les garanties effectives et durables de leur sécurité. »*

Deux jours avant la capitulation de la Finlande on m'avait conduit à renouveler ma pensée. J'avais écrit dans le *Petit Parisien* :

*« Pourquoi l'alliance franco-britannique ne s'affirme-t-elle pas au plus tôt dans une déclaration solennelle engageant à jamais la Grande-Bretagne et la France dans une union indissoluble ? »*

Quand, de toute mon âme de Français et d'allié, je travaillais sans relâche à hâter la conclusion de ce contrat précis et clair, je me prouvais à moi-même qu'il couperait à sa racine la conjuration défaitiste et, qu'une fois la parole donnée, il ne se trouverait personne pour la renier, encore moins pour la trahir.



Je n’imaginai assurément pas que l’homme même qui, quelques jours après son arrivée au pouvoir, le signerait, se déroberait au moment d’y faire honneur.

À cette évocation, je pense à Édouard Daladier, à Daladier qui a fait figure d’y être opposé, et qui ne l’était pas en réalité, et je dis : En mon âme et conscience je suis sûr que si Daladier était resté Président du Conseil il aurait, plus ou moins tard, apposé sa griffe au bas du texte du 28 mars. C’est ce que j’ai [140] formellement soutenu dans un entretien, le 13 avril, où M. Paul Reynaud me faisait presque grief d’avoir associé le nom de M. Daladier au sien dans la responsabilité de cet acte essentiel.

*« Vous l’avez, lui dis-je, trouvé dans son héritage et vous avez le mérite de l’avoir sans tarder exhumé. »*

Je suis sûr, dis-je, que M. Daladier l’aurait un jour ou l’autre signé. Je suis encore plus sûr que, l’ayant signé, il se serait plutôt laissé couper la main que de faire tort à la signature du fils du boulanger.

[141]

**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*

## Chapitre XIV

---

### CHUTE DE M. DALADIER

*Triste fin de la campagne finlandaise — Le comité secret du 10 février — « Advienne que pourra et que Dieu me juge » — Mauvaise séance, le 12 mars, à la Chambre, pour M. Daladier — Mauvais procédés de M. de Ribbentrop pour M. Georges Bonnet — La mission de M. Sumner Welles — M. Bonnet annonce au voyageur américain qu'il y a « un parti de la paix » en France — Comité secret au Sénat — Attaque de M. Laval contre M. Daladier — Nouveau comité secret de la Chambre — Chute de M. Daladier.*

[Retour à la table des matières](#)

Je ne m'attarderai pas à raconter la malheureuse campagne de Finlande. L'agression soviétique est du 30 novembre. Pendant plus de trois mois la petite Finlande, la démocratique Finlande, plus grande en sa faiblesse que le colosse qui l'a assaillie, le tient en échec et parfois le fait chanceler. Mais la résistance au nombre et à la puissance du matériel a des limites arithmétiquement calculables. Pour qu'elle le fit lâcher prise il aurait fallu qu'on courût immédiatement à son aide, mais on s'est satisfait, pendant des jours et des semaines, à chanter son héroïsme et à souhaiter qu'elle accomplît un miracle. Les chancelleries discutent entre elles par notes, les états-majors consultent les cartes et dressent des « états » ; ses voisines, la Suède et la Norvège, craignent, en donnant officiellement passage à des renforts français et anglais, d'attirer

sur elles plus encore la colère germanique que les représailles russes. Puis, quand l'Angleterre et la France, passant par-dessus les hésitations juridiques et diplomatiques et bousculant la bureaucratie militaire, se décident à intervenir et à accélérer le rythme des envois d'aéroplanes, de fusils, de canons ; quand, même des bateaux chargés de troupes sont sur le point de partir pour relayer les divisions finlandaises exténuées, la petite armée du général Mannerheim, épuisée, autant par ses [142] succès que par la pression continue de l'agresseur, en est réduite à déposer les armes et le gouvernement d'Helsinki contraint de traiter avec son vainqueur — ou, pour être plus exact, avec son vaincu.

Nous pourrons tous en tirer d'amères leçons, et la première est que le pire est de toujours attendre, d'être toujours en retard et de laisser s'enfuir les occasions propices. Les coalitions et les démocraties se complaisent à croire que le temps travaille pour elles. Ce n'est pas vrai. Le temps ne travaille pas pour qui remet au lendemain les devoirs urgents ni pour celui que le scrupule paralyse.

M. Daladier personnellement va l'éprouver sans l'avoir dans cette affaire personnellement mérité. Il a, quoi qu'on ait dit, compris l'importance de l'enjeu. Il n'a pas dépendu de lui d'empêcher l'effondrement de la résistance finlandaise.

Mais il en subira le contrecoup pour beaucoup de raisons.

D'abord il est le chef, et le chef, qui bénéficie des succès, même lorsqu'il ne les a ni prévus ni aidés, encourt la responsabilité des échecs, même quand il peut se rendre le témoignage d'avoir presque tout essayé pour les conjurer.

Il a eu à convaincre le gouvernement anglais qui, tout au début, nous l'avons noté, avait, pour ménager les Russes, de la répugnance à se jeter dans ce qu'il considérait comme une aventure dangereuse ; les points de vue anglais et français ont été à cet égard toujours divergents : à Londres on avait le vif souci diplomatique de ne pas resserrer davantage le rapprochement germano-russe ; en France la campagne anticommuniste, qui venait d'aboutir à la déchéance des députés communistes, inspirait la politique extérieure d'une partie du Parlement et des milieux bourgeois et utilisait la Finlande comme un moyen de rompre tout à fait avec Moscou. Il a eu enfin à briser l'opposition de ses propres militaires, qui se sont ingéniés à décourager l'expédition.

Quand la nouvelle de négociations d'armistice entre les Russes et les Finlandais filtre, le choc est d'autant plus dur pour l'opinion française qu'elle s'est davantage passionnée pour le combat inégal où elle a voulu espérer que le miracle de David contre Goliath se renouvellerait à des millénaires de distance.

Elle a été en sa majorité entraînée dans cette illusion par [143] l'es-pèce de revanche qu'elle y prenait sentimentalement contre le pacte germano-soviétique et contre la trahison du parti communiste français. Les leaders antisoviétiques l'y ont entretenue en allant jusqu'à insister, avec un manque absolu de bon sens, pour qu'on déclarât la guerre à la Russie. Elle a enfin pris très au sérieux la décision trop tardive prise par le Conseil Supérieur Interallié d'envoyer des hommes et du matériel. Elle a su, qu'au comité secret du 10 février, M. Daladier avait été acclamé par la Chambre lorsqu'il avait annoncé le départ prochain de troupes françaises et canadiennes et l'expédition d'armes de toutes sortes, notamment de 160 avions de chasse (il faut retenir ce chiffre). Un Comité secret n'est jamais tout à fait secret. On avait répété que M. Daladier, comme s'il voulait s'excuser d'avoir distrait et de distraire ce matériel, aux dépens de l'armée française, s'était écrié :

« *Advienne que pourra et que Dieu me juge !* »

M. Léon Blum l'avait interrompu :

« *Votre responsabilité est dès maintenant partagée.* »

On avait été d'autant plus confiant que, sur la proposition de M. P. É. Flandin, un ordre du jour de tous les groupes de la Chambre avait été triomphalement adopté à l'unanimité et que la nouvelle s'était vite propagée qu'enfin le grand ministère de Guerre allait être constitué. Comme conclusion à l'intervention du Président du Conseil, M. Daladier avait terminé son discours par ces mots :

« *Je ne conteste pas qu'il faille corriger les erreurs, coordonner les efforts, former un gouvernement qui soit un bloc. Je ne souhaite pas pour ma part que nous reprenions un jour les luttes anciennes.* »

On en avait déduit qu'enfin le Grand Ministère allait être constitué. C'était comme si l'on avait rêvé !

Le réveil était dur pour le public. Pour M. Daladier la défaite de la Finlande va, après divers soubresauts, le conduire à sa chute personnelle. Il en a eu le pressentiment : lorsqu'il a appris que les Finlandais

envoyaient des plénipotentiaires à Moscou pour traiter, il a eu la vision d'un avenir cruel et il a pensé à résigner ses fonctions. Au Conseil des ministres du 9 mars il donnait l'impression de la lassitude [144] et de l'amertume. N'oubliez pas que, le 7 janvier, il a eu un accident de cheval et qu'il en a été longtemps immobilisé. Il a pu se lever, travailler, et même aller au Comité secret, où son succès personnel a dérouté ses opposants, mais la cicatrisation de sa blessure devient douloureuse ; sous l'influence des souffrances, qui le privent souvent de sommeil, il perd quelquefois la maîtrise de ses nerfs, au moment où elle serait son plus précieux atout.

C'est ainsi que, le 12 mars, à la Chambre, questionné, il se lance dans une improvisation malheureuse qu'on exploite contre lui. La température parlementaire, qui était restée au beau fixe pendant quelques semaines, passe presque sans transition à vent et tempête. Un chroniqueur politique qui a de l'esprit, et du plus dur, lance dans les couloirs parlementaires ce sarcasme :

*« Les Allemands prennent toutes les positions stratégiques, nous prenons toutes les positions juridiques. Mais nous gagnerons la guerre du droit ! »*

Et il renchérisait avec amertume :

*« On mène la guerre comme une campagne électorale et l'on compte sur le ballottage. »*

C'est-à-dire sur demain, toujours demain.

M. Pierre Laval, qui a un sens barométrique particulièrement sûr, annonce qu'il développera, au prochain Comité secret sénatorial, une interpellation sur la politique diplomatique de la France, et en accompagne la nouvelle de cette boutade que l'on se transmet de bouche en bouche :

*« Les comités secrets se terminent souvent par l'édification d'Arcs de Triomphe fleuris sous lesquels passent les membres du Gouvernement. Mais au Sénat il n'y aura pas assez de fleurs pour faire même un bouquet. »*

M. Reynaud, qui, à la suite de démêlés homériques avec un de ses collègues, le ministre du Ravitaillement, a essayé, mais en vain, d'obtenir du Conseil des ministres une sorte de dictature, comme ministre des Finances, sur les autres ministères, dissimule à peine qu'il est

candidat à la succession de M. Daladier. On raconte qu'en vue de cette ambition il a eu une entrevue de réconciliation avec M. Flandin. Il la nie. M. Flandin ne la dément pas. Mais ils disent l'un et l'autre [145] qu'au mois de novembre suivant, la situation financière sera catastrophique, et que si d'ici là il n'y a pas eu un changement profond dans la direction de la guerre, il n'y aura qu'à faire la paix. M. Georges Bonnet développe la même conclusion, mais en prenant pour point d'appui ses entrevues avec M. Sumner Welles.

M. Georges Bonnet a eu un mois de janvier et un mois de février attristés par les mauvais procédés de M. de Ribbentrop. Les journaux allemands ont publié une masse de documents, vrais et faux, où le signataire de la déclaration franco-allemande de décembre 1938 est mis en cause par son ancien partenaire. M. de Ribbentrop a, notamment, après une longue conversation avec M. Bonnet devant M. Welczeck, ambassadeur du *Reich* à Paris, et devant M. Léger, secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères français, dicté à son traducteur une note détaillée où il spécifie qu'il a exposé les vues hitlériennes en Europe centrale sans que le ministre français y ait fait la moindre objection. Des rapports de l'ambassadeur allemand à son gouvernement sur ces visites à M. Bonnet insistent dans le même sens. La *Gazette de Francfort* commente ces pièces en accusant M. Bonnet d'avoir « *manqué de caractère, d'avoir eu la conception de la politique à faire avec l'Allemagne et de ne l'avoir pas faite malgré qu'il s'y fût engagé* ». Au plein de cette publication, qui a duré plusieurs jours, il y eut au ministère de la Guerre, un Conseil de Cabinet dans le bureau même de M. Daladier, qui, encore impotent, à la suite de sa chute de cheval, était installé, le pied étendu, dans un fauteuil à roulettes. La séance n'était pas encore commencée. Il n'y avait que deux ou trois ministres présents. M. Georges Bonnet entre. Daladier, moqueur, le reçoit par ces mots :

« *Le DNB s'occupe beaucoup de vous.*

– *De vous aussi* »,

réplique du tac au tac Georges Bonnet, qui, dans cette circonstance, voulait avoir la solidarité de son président du Conseil.

Il est juste d'ajouter que M. Georges Bonnet se défendit comme un beau diable, tant dans les couloirs de la Chambre que dans une longue lettre qui parut dans l'*Œuvre*. Mais il en avait tout de même les épaules

endolories. La venue [146] de M. Sumner Welles lui redonna de l'assurance. Il sut en profiter fort habilement.

Il avait connu M. Sumner Welles lorsqu'il avait été chargé par M. Léon Blum, en 1936, de l'ambassade de France à Washington. Il fut une des vingt ou trente personnes avec qui le sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères des États-Unis eut des entretiens d'information. M. Georges Bonnet en eut même plusieurs, les uns particuliers, les autres dans les réunions officielles, à titre d'ancien ambassadeur à Washington et d'ancien ministre des Affaires Étrangères, ce qui était tout naturel. Je ne ferai pas l'historique de la mission de M. Sumner Welles, laquelle n'eut d'ailleurs pas de suites visibles. M. Georges Bonnet a prétendu, dans des conversations presque publiques, qu'il avait démontré à M. Sumner Welles la nécessité d'une paix prompte en faveur de laquelle un « fort parti » existait en France. Il n'y a pas de raisons pour ne pas l'en croire. Ce qu'il me paraît important de noter, à ce point de mon étude, c'est que la mission de M. Sumner Welles a fourni un aliment à la campagne sournoise du « fort-parti » dont M. Georges Bonnet lui a affirmé l'existence. Quand une authentique comtesse, réputée pour son esprit aigu, qui a répandu dans la diplomatie sa causticité, s'écrie, en escomptant le voyage de M. Sumner Welles :

« Nous en aurons bientôt fini avec cette maudite guerre »,

sans se soucier de ce que cette fin sera, elle est tout à fait représentative du parti dont M. Georges Bonnet établit l'état civil. Si ce parti se remue, M. Sumner Welles n'y est personnellement pour rien. On ne pouvait être plus correct et discret qu'il le fut. Chargé par M. Roosevelt de discriminer, au cours de conversations avec les chefs d'État et des personnalités importantes de quatre nations : Allemagne, Italie, Angleterre, France, l'état d'esprit des peuples et de leurs dirigeants, les possibilités de paix, les buts de guerre, il a écouté, enregistré, classé les avis, sans faire connaître publiquement le sien. On a préjugé qu'il avait été fâcheusement heurté par les manières de Ribbentrop, choqué par le genre d'Hitler, et, par comparaison, mieux impressionné par Goering qui avait fait des efforts pour lui plaire. On a su que Mussolini avait, au premier passage de M. Sumner Welles [147] à Rome, joué la *Grande Coquette* et que M. Sumner Welles n'avait pas été insensible au charme déployé par le *Duce*.

Je ne parierais pas mon chapeau que la séduction mussolinienne sur le sous-secrétaire d'État américain fut aussi puissante quand il quitta Rome pour New York que lorsqu'il l'avait quittée pour Berlin.

On se rappelle peut-être que M. Sumner Welles retarda son départ de la Ville Éternelle tandis que M. Mussolini se rendait à la frontière italo-allemande à la rencontre d'Hitler. On épilogua beaucoup sur cet ajournement et l'on se demanda si quelque lien mystérieux n'existait pas entre l'entrevue des deux dictateurs et la dernière conversation de MM. Mussolini et Sumner Welles. Si M. Mussolini en fit savoir quelque chose à M. Sumner Welles ce ne fut rien d'encourageant, car on n'entendit parler de rien. Il ne resta de la visite de M. Sumner Welles que le souvenir d'un très galant homme, de belle allure morale et physique, n'ayant rien à envier pour l'élégance d'esprit et pour la distinction à aucun diplomate européen.

M. Daladier en conserva une belle lettre que M. Sumner Welles lui apporta de la part de M. Roosevelt. Le Président de la République américaine, en présentant au chef du Gouvernement français M. Sumner Welles, l'assurait qu'il pouvait avoir toute confiance en son ami d'enfance et en son collaborateur, et que pour sa part il ne se ferait jamais, lui, Roosevelt, l'avocat contre la France d'une « paix blanche et précaire ». On comprend qu'ayant écrit cela, M. Roosevelt ait eu un haut-le-cœur quand il apprit la capitulation de Bordeaux.

Que le « parti de la paix » ait songé à se servir du voyage de M. Sumner Welles, le doute n'est pas possible que son effort en ce sens a été vain. C'est ce qui est apparu sans aucune incertitude dès la publication du message au Congrès du « *Christian Foreigners' Service* », dans lequel M. Roosevelt, à la veille de la réception de son missionnaire par le Pape, définissait une des conditions essentielles de la paix future :

*« La paix ne peut être véritable si les petites nations doivent vivre dans la crainte de voisins puissants. La paix est immorale si la garantie contre l'invasion doit être payée d'un tribut. »*

Le « parti de la paix » — gardons-lui le nom dont M. Georges [148] Bonnet l'a baptisé — n'avait d'ailleurs pas attendu ce discours pour joindre ses efforts à ceux qui reprochaient au contraire au gouvernement de M. Daladier de ne pas mener la guerre avec assez d'énergie. C'est sous le signe de la résistance à outrance qu'il engagea la bataille



au Comité secret du Sénat et qu'il la gagna au comité secret de la Chambre quelques jours après.

La première séance du comité secret sénatorial commence sous les plus fâcheux auspices. La paix est signée entre Helsinki et Moscou. Le Parlement est sous l'influence de l'intervention malheureuse de M. Daladier, deux jours auparavant, à la Chambre. Dans les coulisses du Palais-Bourbon, on dresse ouvertement des listes de nouveaux gouvernements. M. Flandin fait campagne pour M. Herriot. M. Léon Blum est braqué contre M. Daladier, qui n'a pas eu pour lui toute la courtoisie dont il est gourmand, son cœur est pour M. Paul Reynaud, qui piaffe d'impatience.

L'atmosphère se charge encore quand on apprend qu'à Londres M. Chamberlain est également ébranlé par les événements.

C'est M. Pierre Laval qui ouvre le feu au Sénat. C'est la première fois qu'il sort officiellement de la réserve publique qu'il s'est imposée depuis sa chute de 1936. Le discours qu'il prononce est d'abord une apologie. Préparée, limée, ruminée, depuis quatre ans, il la distille avec art et assurance. Elle est également un réquisitoire. Il ne reproche pas au Gouvernement de faire la guerre. Il lui reproche de la faire mal et presque de ne pas la faire :

*« Je vous accuse, s'écrie-t-il, de ne pas faire la guerre comme il faut la faire pour la gagner. »*

Ces paroles, qui seraient quinze jours auparavant tombées dans un silence réprobateur, sont furieusement applaudies. Quelques interruptions de M. Daladier ne le démontent pas — il se sent soutenu, il se laisse aller à sa verve — et un sénateur lui ayant crié mélodramatiquement :

*« Qu'est-ce que vous feriez à sa place ? »*,

il répond :

*« Si vous étiez le Président de la République, je vous le dirais ! »*

[149]

Ces mots provoquent une tempête de rires. Il a gagné sa partie. Aussi en profite-t-il, sans plus ajouter de commentaires, pour quitter la tribune et rester sur le succès.

Sans doute une partie de l'effet produit s'évanouira. On sourira d'un coup droit que lui porte ensuite M. Daladier. M. Laval avait raconté qu'il avait proposé à M. Daladier d'aller à Rome, non en missionnaire bénévole, mais avec un mandat et avec quelque chose dans la main, et qu'on n'avait même pas répondu à son offre.

Malicieusement le Président du Conseil lut une dépêche de M. François Poncet, ambassadeur à Rome, se faisant l'interprète de la réputation de M. Mussolini et du comte Ciano à l'égard de tout plénipotentiaire politique et notamment de M. Pierre Laval. Mais, dans l'ensemble, un nouveau coup est porté au Gouvernement : au vote il n'y a que soixante voix contre lui, mais l'atmosphère est très mauvaise. La Haute Assemblée s'est bornée à une indication, dont la Chambre, qui doit se réunir le mardi suivant, va s'empresse de faire état. Les adversaires du Cabinet s'accordent à penser que M. Daladier va renverser la situation en sa faveur, en mettant la Chambre en face d'un nouveau gouvernement qu'il aura reconstitué durant les quatre jours dont il dispose avant la bataille. C'est notamment la crainte qu'exprime M. Frossard, qui prépare un joli réquisitoire contre le commissariat à l'Information et qui n'aurait de plaisir à ne pas le prononcer que si, dans l'interval, il était promu ministre. Les amis de M. Daladier le pressent et le supplient. Il s'y refuse. Ce n'est pas qu'il ne se soit, une nouvelle fois depuis septembre, ainsi que nous l'avons déjà décrit, penché sur ce puzzle difficile qu'est la constitution d'un gouvernement. Mais il a donné rendez-vous à M. Léon Blum pour le combat. Il met son point d'honneur à être présent dans l'arène à la date fixée. Chacun s'y prépare. Les bruits les plus variés circulent. On fait état de prétendus démêlés entre le généralissime Gamelin et le général Georges, commandant des armées du nord-est.

Daladier, lui, est de plus en plus énervé. Ses adversaires ne s'étaient pas trompés quand ils avaient considéré le verglas de Rambouillet, au lendemain du 7 janvier, comme un mauvais [150] présage pour lui. Il avouera plus tard qu'il a passé des nuits affreuses à souffrir. Il peste contre tout le monde, contre les Anglais, à qui il reproche d'avoir été trop lents à se mettre en mouvement pour la Finlande — il le leur a fait comprendre sans circonlocutions dans de nombreuses interventions, et en particulier le 2 mars, lorsque M. Churchill est venu en avion à Paris —, contre l'État-Major, qui a mis des bâtons dans la roue, contre ses collaborateurs, qui lui ont donné une statistique faussée des envois

d'avions aux Finlandais, le chiffre de 160 qu'il a donné comme celui des avions expédiés étant celui du total des expédiés et de ceux à expédier ; il enrage contre des membres du gouvernement, comme M. Reynaud, contre M. Léon Blum, qui, dit-il, a partie liée avec son ministre des Finances, enfin et surtout contre lui-même, en se reprochant de n'être pas parti, de n'avoir pas tout abandonné, soit après son accident, soit quand l'affaire de Finlande a commencé à mal tourner, soit dès la signature de la paix finno-soviétique.

L'atmosphère est plus que mauvaise le 19 mars. Les *Ides de Mars* ne sont favorables depuis quelques années qu'à Hitler, qui les choisit régulièrement pour décider ses grandes entreprises. La veille, il a eu avec Mussolini l'entrevue à laquelle nous avons fait allusion à propos de M. Sumner Welles. Cette rencontre ne dit rien qui vaille à M. Daladier, qui arrive au Palais-Bourbon le front barré de soucis ; il a voulu répondre : Présent ! sur le *ring* et a déjà la figure du vaincu. Il y a foule dans l'hémicycle, comme les jours où l'on s'attend à voir manger le dompteur. M. Blum arrive guilleret. Il doit être content du réquisitoire qu'il a préparé. Frossard a le visage de l'homme qui est sûr de son coup. Les ministres sont présents aux bancs du gouvernement autour du chef. Sauf celui qui est candidat à la succession, les autres paraissent plutôt inquiets. M. Herriot a la solennité de celui qui va juger les *rounds*.

Mais les tribunes se vident, c'est le huis clos. À part quelques petits hochements de tête mystérieux de députés qui vont et viennent, on ne saura rien avant la suspension de séance qui aura lieu en fin de journée. Le hasard me fait dîner ce soir-là à la même table que M. Piétri, que, dès son [151] arrivée, les convives interrogent avidement. Ils ont plus faim de ces révélations que de l'excellent menu d'une charmante hôtesse. M. Piétri a le scrupule de ne rien livrer des secrets d'État dont il est gardien, mais il ne peut se mettre un masque d'impassibilité sur le visage. Il est content, tout en voulant paraître soucieux. On lui arrache sans trop le violenter que Blum a été très, très bon et aussi très dur contre Daladier... que Frossard a été mi-figue, mi-raisin, que Daladier n'a pas été aussi à son aise que d'habitude :

« Vous comprenez, il y a ce fameux chiffre. Il a annoncé l'autre mois comme nombre d'avions envoyés en Finlande, celui des envoyés et des promis. On ne se relève pas de cette erreur.

– Alors, lui dis-je, le gouvernement est renversé...

– *Non ! non ! mais... »*

Je suis fixé. À quatre heures du matin, presque au lever du jour, le vote : 239 voix contre une, pour le gouvernement, mais plus de 300 abstentions ! Les cris de « Démission ! » ont retenti à l'extrême gauche. Le « taureau de Vaucluse », comme on appelle quelquefois M. Daladier, a cette fois reçu plus que des banderilles. Le toréador a bien planté l'épée entre les côtes et le noble animal est tombé sur les genoux.

Quelques heures plus tard, un petit Conseil de Cabinet a lieu au ministère de la Guerre. M. Daladier fait part à ses collègues de sa décision : il va remettre la démission du gouvernement au Président de la République. Comme Vice-Président du Conseil, M. Chautemps, au nom de l'ensemble des ministres, fait mine de l'en dissuader : il n'a pas été mis en minorité ; il peut prendre du champ pour revigorer son gouvernement ; sa démission et celle de ses collègues sont à sa disposition à cette fin. M. Daladier remercie, promène un regard sur son équipe... Quelles pensées lui traversent l'esprit selon que son œil se pose sur les uns et sur les autres ? À peine un sourire amer. Il se lève :

« *Messieurs, allons chez le Président de la République.* »

Rituelle fin de ministère à l'Élysée. M. A. Lebrun prie les ministres d'*expédier les affaires courantes*, ce qui veut dire qu'ils conservent provisoirement l'usage de leurs fauteuils ministériels, mais qu'ils n'ont plus aucune espèce de droit.

[152]

Face à face ensuite, M. Lebrun et M. Daladier examinent la situation ; M. Lebrun demande à M. Daladier s'il acceptera de reconstituer le Cabinet, puisqu'il en avait l'intention avant le Comité secret. M. Daladier est ulcéré et surmené. Il refuse catégoriquement. Il indique que M. Herriot pourrait réaliser l'union des partis. Le Président de la République consulte les présidents des deux Chambres. Le Président du Sénat désigne formellement M. Reynaud. Le Président de la Chambre s'exclut d'abord lui-même, et décline l'offre du Président de la République. Il admet que M. Daladier, quoique sa situation soit affaiblie, puisse être de nouveau chargé du ministère, puisqu'il n'a pas été réellement renversé, mais il marque sa préférence pour un essai de M. Paul Reynaud. Au début de l'après-midi, le Président de la République mande de nouveau M. Daladier. Celui-ci est moins buté qu'à onze

heures du matin, il se dérobe encore toutefois... il laisse entendre qu'il a besoin de quelques heures de réflexion. M. Lebrun va les accorder, mais M. Magre, secrétaire de la Présidence, entre, et il se mêle à la conversation : on ne peut pas, à son avis, faire durer la crise par une attente prolongée.

*« Le pays attend ! On est en guerre ! Il faut un oui ou un non. »*

M. Lebrun demande à M. Daladier ;

*« C'est oui ? »*

M. Daladier répond :

*« C'est non ! »*

Il s'en va. M. Magre va chercher M. Reynaud.

Selon la formule classique de la note qui, quelques minutes après, est lancée sur les fils télégraphiques :

*« Le Président de la République a offert à M. Reynaud la mission de former le nouveau Cabinet. »*

Le char de l'État prend le tournant pour une nouvelle route. Où va-t-elle mener ?

[153]

**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*

## Chapitre XV

---

### LES DÉBUTS DRAMATIQUES DU CABINET PAUL REYNAUD

*« Le jour de gloire est arrivé » — La carrière et le caractère de M. Paul Reynaud — Visites et consultations — M. Paul Reynaud et M. Daladier face à face — Le dialogue tel qu'il aurait dû être et tel qu'il a été — De faute en faute — M. Mandel refuse l'Intérieur — Entrevue Daladier-Mandel — Entretien Reynaud-Léon Blum — Marin exclu — Le cas Guy La Chambre — M. Roy ministre de l'Intérieur — L'impatience du Président de la République — Le groupe charnière oublié — Fureur de M. Georges Bonnet évincé du Cabinet — La déclaration ministérielle — Au Parlement, malaise des grandes crises — L'illusion de M. Reynaud — M. Léon Blum sauve M. Reynaud — La voix unique — Les ministres radicaux vont-ils démissionner ? — Ils restent.*

[Retour à la table des matières](#)

« *Le jour de gloire est arrivé !* » Telle est la pensée que l'on peut lire sur le visage de M. Paul Reynaud quand, dans l'après-midi du 20 mars, sortant de l'Élysée, il dit aux journalistes, d'un ton qui n'est dégaqué qu'en apparence :

« *M. le Président de la République m'a chargé de constituer le gouvernement.* »

Cette minute, il la souhaite depuis longtemps, « depuis soixante ans » dira, sarcastique, M. Pierre Laval, qui ne l'aime guère. Mais c'est depuis qu'il est redevenu ministre des Finances, à l'automne de 1938, c'est surtout à partir de la guerre, que son vœu a pu prendre corps. Sa rivalité avec M. Daladier a, certes, des causes physiques et intellectuelles que j'ai soulignées, mais je me demande aujourd'hui si elle n'a pas été exaspérée par la crainte que la popularité de M. Daladier ne fût à son avènement un infranchissable obstacle. Aussi en cette journée où le Président de la République comble une ambition qui le rongait dans l'impatience et dans le dépit, il se sent grandir, il se voit au sommet, et il se hausse, il n'en [154] faut pas douter, jusqu'à la gloire, vers laquelle ses mains se tendent, de gagner la guerre, de remporter la victoire, d'être celui pour qui l'on gravera sur le marbre des statues :

« *Il a bien mérité de la patrie !* »,

et dont le nom retentira tout au long des siècles comme ceux de Clemenceau, de Joffre, de Foch ! Qui donc pourrait le blâmer d'une si noble exaltation, même si elle l'entraîne à de graves maladroites sous lesquelles il manquera de s'écraser ?

Il est, quand la fortune l'appelle aux grands destins, un ministre des Finances qui a réussi à rétablir la confiance des épargnants et à faire rentrer les capitaux exportés de France par les capitalistes ; on lui en sait gré, mais sans lui accorder la popularité que les impôts dont il a la responsabilité rendent impossible. On n'ignore pas qu'il a beaucoup voyagé à travers le monde et que son horizon est loin d'être borné, qu'on l'a apprécié à Londres, à New York et même naguère à Berlin, quand il plaïdait, après la guerre, devant les Chambres pour la création d'ententes économiques et financières franco-allemandes ; on se rappelle qu'il s'est intéressé aux questions militaires et qu'il a développé avec beaucoup de *brio* devant la Chambre, il y a déjà plusieurs années, un programme d'armées motorisées. On l'a écouté, on l'a applaudi comme un conférencier qui se plaît au jeu des idées et qui sait lire avec art un texte artistement écrit ; conférencier, tel est en effet le mot dont on l'accable quand on veut le diminuer : ce mot, suffisamment élogieux pour lui payer tribut de courtoisie, dispense de le suivre dans ses évolutions, quelquefois imprévues. Il n'est d'ailleurs aucunement orateur. Il n'entraîne pas. On admire ses formules, qui font balle, comme on apprécie l'adresse d'un tireur qui fait mouche, mais on s'en méfie. Son style est quelquefois puissant, mais sans chaleur, et le ton de la voix,

qui scande les mots, cherche à imposer, non à séduire. On dirait même qu'il aime à défier, ne serait-ce que pour prouver du cran. Il bombe le torse, comme on dit, aussi bien au moral qu'au physique. Il est en effet sportif, entraîné à la marche, à la bicyclette, à la natation, et en manifeste de l'ostentation. On sait que ses convictions de droite, [155] qui ont été, au début de sa carrière, ardentes jusqu'à la partialité, ne l'ont pas empêché d'être en termes excellents avec les chefs de l'extrême gauche ; son amitié pour Léon Blum est publique. Lorsque le *leader* socialiste, en 1937, forma son deuxième et éphémère gouvernement, après l'*Anschluss*, il essaya, après s'être mis d'accord avec M. Paul Reynaud, de réaliser un ministère d'*unanimité nationale autour du Front populaire*, mais M. Reynaud fut obligé de lui retirer son concours, devant les protestations véhémentes de tous les éléments conservateurs du Parlement. Il passe, dans la foule, pour être ce que dans le langage politique du moment on appelle un *dur*, c'est-à-dire résolu à conduire la guerre *jusqu'au bout*, quelles qu'en soient les vicissitudes. Dans les milieux politiques et dans les salons, cette réputation a reçu quelques atteintes dues à des imprudences de langage dans des périodes d'amertume ou de découragement. On lui reproche, par exemple, d'avoir tenu, même au sein du Conseil des ministres, des propos que les défaitistes les plus qualifiés pourraient revendiquer. On précise qu'au début de mars, il s'est montré si noir dans ses appréciations sur la guerre, allant jusqu'à prédire qu'en novembre on serait au bout du rouleau, que M. Daladier l'aurait apostrophé :

« Alors, concluez ! Il faut envoyer une délégation à Hitler et faire la paix. »

Reynaud s'est défendu :

« On a mal interprété des critiques et des hypothèses. »

Devant moi-même il a protesté avec une bonne foi insoupçonnable.

« Je veux, me répétera-t-il, qu'on se mette à fond dans la guerre, je veux qu'on la fasse cent pour cent, je veux que l'on tende toutes les énergies vers ce seul but : la victoire ! »

Au surplus lorsqu'il se met en campagne pour bâtir sa combinaison ministérielle, il a repris toute sa physionomie de dur. Aussi, ne sera-ce pas le moindre sujet de stupéfaction pour les initiés, comme ce ne sera pas le moindre sujet d'étude pour les annalistes de demain, que de voir



M. Paul Reynaud arriver, en quelque sorte, botté, casqué et cuirassé avec un programme à la Clemenceau, mais accompagné d'une garde qui [156] est le centre d'invraisemblables intrigues défaitistes et pacifistes. Mais n'anticipons pas.

M. Paul Reynaud, au sortir de l'Élysée, se conforme aux rites : il doit une visite protocolaire de consultation et de déférence aux présidents des Chambres. Il la leur doit doublement puisqu'ils l'ont investi de leur appui près du Président de la République. L'un et l'autre l'encouragent, en même temps que, selon l'usage, ils lui glissent quelque exclusive contre un ennemi à écarter ou quelque recommandation pour un client à maintenir ou à caser. Mais ce ne sont là que bagatelles de la porte. On dit que M. Herriot tient à ce que M. Jullien, son collègue du département du Rhône, reste en place. Heureux M. Jullien, illustre inconnu ! M. Jeanneney conseille d'essayer Frossard à l'Information. Il lui faut ensuite aller affronter son prédécesseur — c'est de règle — et aussi lui demander son concours. S'il n'écoutait que son cœur, il souhaiterait, pour beaucoup de raisons, quand il entre dans le cabinet de M. Daladier, au ministère de la Guerre, d'essayer un refus. J'ai déjà noté, pour la clarté de l'atmosphère, l'incapacité absolue pour M. Reynaud et pour M. Daladier de se comprendre et encore moins de s'entendre ; la collaboration, déjà difficile quand M. Daladier était le Premier, le sera donc davantage encore quand les rôles auront été intervertis. De plus M. Reynaud tient, plus qu'à toute autre chose, à assumer la direction effective de la Défense Nationale ; M. Daladier acceptera-t-il de la lui abandonner et de se transporter au Quai d'Orsay ? Il en doute ! Le refus de M. Daladier de participer au gouvernement simplifierait le problème, mais il le simplifierait trop. Il entraînerait vraisemblablement M. Reynaud à la résignation du mandat que M. Lebrun lui a confié, ou, si M. Reynaud passait outre, ce pourrait être, dès le premier jour devant la Chambre, la catastrophe, comme d'ailleurs elle faillit l'être ! M. Reynaud n'a pas de base politique. Il appartient jadis à l'Alliance Républicaine Démocratique, que préside M. P. É. Flandin et qui est, moins un parti avec des racines profondes dans le pays, qu'une sorte de société de secours mutuels entre parlementaires ministrables. Mais il n'en fait plus partie et, entre M. Flandin et lui, malgré quelques essais de compromis, il y a conflit incessant [157] d'ambitions. La Fédération Républicaine (droite constitutionnelle) devrait être un de ses supports, mais il y a beau temps que tout est rompu entre lui et M. Marin. Il est un

isolé, un indépendant, qui a des amis, mais pas beaucoup. Il aura l'appui des socialistes, à qui il offrira certainement de participer au pouvoir, mais si le parti radical, dont M. Daladier reste le chef, lui refusait ou lui mesurait son concours, il n'aurait qu'une chance minime de réussir, n'ayant pas pour briser le moule politique l'autorité qu'un Clemenceau et qu'un Briand avaient dans les temps disparus.

Voici donc M. Reynaud et M. Daladier face à face. Je n'ai pas évidemment assisté à l'entrevue, mais il m'est facile de la reconstituer, dans son esprit, sinon dans les termes exacts, grâce à ce qui en a été révélé par les deux interlocuteurs et par leurs confidents, et d'après ce que je connais de leurs caractères et de leurs procédés. Je puis d'abord certifier que M. Reynaud n'a pas fait ce qu'il aurait dû faire, car, lorsqu'il m'arrivera plus tard de lui dire :

« Vous auriez dû faire cela »,

il s'écriera :

*« Oui ! c'est vrai ! mais, que voulez-vous ? je ne sais pas finasser. »*

M. Frossard dira en un autre langage :

*« Reynaud n'est pas un animal politique ! »*

M. Reynaud, que M. Daladier en le faisant entrer dans son Cabinet, avait tout de même dédouané et tiré de son isolement parlementaire, M. Reynaud, que M. Daladier avait ensuite, dans des circonstances assez piquantes que je connais bien — mais ça n'a plus d'intérêt — fait permuter avec M. Marchandeu du ministère de la Justice à celui des Finances, où il avait pu se mettre définitivement en valeur, M. Reynaud, dis-je, avait intérêt à recourir à la manière souple. Il pouvait dire à M. Daladier :

*« Mon cher Président, vous avez refusé tout à l'heure l'offre que M. Lebrun vous a faite de reconstituer votre cabinet. Vous avez peut-être cédé à un premier mouvement de colère. Il doit être apaisé. Voulez-vous que nous délibérions sur la situation ? Nous avons eu quelques heurts. Écartons-les. De quoi s'agit-il ? De gagner la guerre. Vous avez un potentiel [158] de popularité qui n'est guère entamé dans le pays. Je ne l'ai pas. Vous vous appuyez solidement sur un parti dont la grande majorité, en dépit d'une petite fraction rebelle, se reconnaît en vous. Je n'ai pas d'appui similaire. Je crois avoir quelque chose : des idées, du courage, de la volonté. Si vous ne m'accordez pas votre*

*concours, je risque d'échouer. Ce sera au détriment de notre pays, que vous voulez sauver, comme je le veux. Si vous ne m'accordez votre concours que du bout des lèvres ou si vous le limitez, je serai paralysé et ce sera beaucoup de temps et d'efforts perdus tandis qu'Hitler n'aura pas perdu les siens.*

*Revenez sur votre refus ; si le vote de la Chambre avait été moins équivoque, vous n'auriez pas démissionné, vous auriez procédé au remaniement dont vous aviez, m'a-t-on assuré, l'intention ; vous auriez constitué le Grand Ministère de Guerre, que je considère comme nécessaire. Faites-le. Je vais me rendre à l'Élysée et dire à M. Lebrun que je renonce au mandat qu'il m'a confié et que vous seul pouvez le remplir. Puis, je serai à votre disposition pour vous aider, dans un poste de combat, à galvaniser les énergies françaises. »*

Ça n'aurait pas été finasser que de penser et que de dire cela. Ç'aurait été jouer le grand jeu patriotique. Qu'est-ce qui serait arrivé ? Ou bien M. Daladier aurait cédé aux arguments de M. Paul Reynaud, ou bien M. Daladier aurait persisté dans sa détermination de demi-retraite. Dans le premier cas, le récit de cette démarche aurait eu sur l'opinion publique et dans les milieux politiques une résonance favorable extraordinaire, la glace aurait été rompue entre les deux hommes, M. Daladier aurait été obligé de confier à M. Reynaud, soit les Affaires Étrangères, soit le ministère de la Guerre, malgré la répugnance de M. Daladier à l'abandonner, car, dans une conversation confiante, Paul aurait pu démontrer à son chef, avec pièces à l'appui, la nécessité de remédier sans délai à la déficience de l'administration militaire et à des erreurs de commandement.

Dans l'autre hypothèse, M. Daladier, qui est un sentimental, aurait été reconnaissant à M. Paul Reynaud d'un geste aussi élégant, il lui aurait accordé son concours sans condition, il lui aurait peut-être cédé ce ministère de la Guerre d'où [159] M. Reynaud avait l'intention si arrêtée de le déloger ; en tout état de cause il aurait employé son autorité dans le parti radical à calmer la tempête qui, le lendemain et pendant plusieurs jours, devait menacer de submerger l'esquif ministériel de M. Paul Reynaud.

L'entrevue Reynaud-Daladier a été bien différente de celle que je viens de rêver. M. Daladier a son masque fermé : bien calé dans son fauteuil, derrière son bureau, il attend les paroles de son visiteur.

Il n'y a rien de tel que le silence froid pour démonter l'assurance la plus déterminée ; M. Paul Reynaud en perd quelques-uns de ses moyens, qu'il n'a vraiment tout que s'il peut à son aise aller et venir, même tournoyer, comme il en a l'habitude dans son bureau.

C'est presque avec gaucherie qu'il sollicite M. Daladier. Pourquoi ? objecte celui-ci. Il a eu ce stupide accident de cheval. Il est fatigué. Des années de surmenage : on l'a bien vu aux derniers Comités secrets, où il n'a pas été à la hauteur de lui-même alors qu'il aurait eu à se surpasser. Il a besoin d'une cure de repos. M. Reynaud proteste. Que M. Daladier ait besoin de repos, certes, c'est compréhensible, mais il pourra le prendre tout en faisant partie du gouvernement, tandis que s'il en est absent ce sera considéré comme une déclaration de guerre à son successeur. Il en sera, lui, Reynaud, empêché de jouer sa chance. Le public ne comprendrait pas.

M. Daladier bourre sa pipe tout en observant son interlocuteur, dont l'argumentation est mieux que plausible : elle est vraie. Il peut, d'un mot, du mot : non !, briser net l'envolée de M. Reynaud vers les cimes. Mais n'est-ce pas une grosse responsabilité ? Il hésite. M. Paul Reynaud lui expose qu'il a l'intention de faire appel aux socialistes.

« *Blum ?*

– *Non ! il faudrait prendre Paul Faure, et les modérés de la Chambre se cabreraient — c'est encore trop tôt. »*

Mais il leur offrira six places de ministres et de sous-secrétaires d'État. Il a l'intention de créer un Cabinet de Guerre à l'intérieur du ministère.

« *L'Intérieur ?*

[160]

– *Mandel.*

– *Ah ! il a accepté ?*

– *Je n'ai pas eu le temps de le lui offrir, je voulais d'abord m'assurer de votre acceptation. Je vous demande de bien vouloir conserver la direction des Affaires Étrangères. »*

M. Daladier fronce le sourcil — il branle la tête négativement.

« *Vous refusez ?*

– J’avais l’intention, si j’avais pu remanier, de me décharger des Affaires Étrangères, pour me consacrer entièrement à la Défense Nationale, mon avis n’a pas changé. Qui mettez-vous alors à la Guerre ?

– Moi ! En guerre le chef doit être à la Guerre.

– Je comprends votre opinion, je ne la discute pas. Vous trouverez facilement une autre personnalité pour le Quai d’Orsay. Chautemps en brûle d’envie. »

M. Paul Reynaud a l’impression que son fauteuil chavire. S’il ne passe pas tout de suite par les conditions de M. Daladier en le maintenant au ministère de la Défense Nationale et de la Guerre, tout son château de cartes s’écroule. Il fait immédiatement machine en arrière. Soit ! C’est lui qui ira au Quai d’Orsay et il déclare à M. Daladier qu’il s’efface devant sa volonté. Ils sont pris l’un et l’autre. M. Reynaud pensait bien qu’il enlèverait de haute lutte le ministère de la Guerre. Il n’a pas réussi. M. Daladier en refusant le Quai d’Orsay a vu le moyen de prendre du champ : il a échoué également. Les voilà liés pour quelque temps. Ils ne se le pardonneront pas. M. Daladier, en lui souhaitant bonne chance, sur le seuil de son Cabinet, ne croit pas qu’elle durera longtemps. M. Paul Reynaud en descendant l’escalier du ministère pense déjà aux moyens dont il usera pour forcer M. Daladier à permuter avec lui.

Mais les minutes sont précieuses. Un vent de fronde commence à agiter les couloirs parlementaires, tandis que le public se demande ce qui arrive — car rien ne l’a préparé à lire subitement cette manchette de journaux : « Monsieur Daladier a démissionné ».

Il faut aller vite pour prévenir toutes les embûches, intimement ses conseillers à M. Paul Reynaud, dont l’impatience [161] n’a pas besoin d’être excitée. Ils font tant et si bien que le malheureux homme va aller de faute en faute. Certes on peut dire qu’un homme d’État n’a pas à s’embarrasser de trop de considérations personnelles ou partisanses, surtout en temps de guerre, mais encore n’est-il pas utile qu’il fournisse, sans raisons sérieuses, des sujets d’hostilités. On a assez de difficultés à tourner, sans s’en créer un surcroît.

À peine était-il sorti de chez le Président de la République, avant même de se rendre chez MM. Jeanneney, Herriot et Daladier, qu’il avait alerté M. Georges Mandel. Il tenait — et en cela il avait vingt fois

raison — à s'assurer l'énergie et l'habileté de l'ancien collaborateur de M. Clemenceau. S'il n'avait jamais eu que des idées comme celle-là, et de conseiller que comme celui-là, il se serait épargné bien des imprudences. M. Paul Reynaud, dans son esprit, a décidé de charger M. Mandel du ministère de l'Intérieur. Il dit ceci : Moi, Président du Conseil, Mandel à l'Intérieur, et, surtout quand j'aurai en outre la Guerre, on pourra gouverner ! Logiquement rien n'est plus juste. Mais il y a les faits, et l'ambiance, et beaucoup de facteurs dont il ne tient pas compte. M. Mandel, qui, lui, a des antennes, a déjà, tout pesé. Il refuse le ministère de l'Intérieur, pour lequel, depuis des années peut-être, il soupire, et pour lequel il se sait presque prédestiné !

Il répond :

« – Non ! je vous rendrai plus de services dans l'ombre. »

M. Reynaud, qui est sommaire, lui jette :

« – Vous vous réservez !

– Non, mon cher ami, mais il y a quelques semaines quand Daladier nous accusait de comploter ensemble contre lui, j'ai eu, vous le savez, une explication, et je lui ai formellement déclaré que je ne tenais pour le moment qu'à une chose, c'est à rester aux Colonies pour y terminer l'œuvre de recrutement colonial que j'y ai commencée. Si ce soir j'accepte d'être votre ministre de l'Intérieur, demain la campagne se fera contre vous à cause de ce choix et vous serez balayé — qui sait même si Daladier, au concours duquel vous me dites que vous n'êtes pas absolument certain, n'y trouverait pas un prétexte à le retirer ?

N'oubliez pas que votre origine politique est de droite, [162] il vous faut donc au ministère de l'Intérieur, que le parti radical a toujours considéré comme son fief, un radical authentique et bon teint qui vous couvre contre les furieuses attaques et contre les manœuvres sounoises qui se préparent.

– Qui se préparent ?

– Mais oui, mon cher ami. Qui avez-vous donc au Sénat et à la Chambre pour vous renseigner ? »

M. Paul Reynaud ne se tient pas pour battu. Il demande à Herriot d'intervenir auprès de Mandel. M. Herriot est plus que radical. Il est quelque chose comme père spirituel du radicalisme. Si Herriot patronne

Mandel pour l'Intérieur, les objections de Mandel tomberont et les francs-tireurs du radicalisme hésiteront à deux fois avant de rompre des lances contre l'homme qu'aura cautionné le Pape du parti. M. Herriot se prélassa dans ces sortes d'arbitrages où il y a à balancer la rhétorique des deux thèses. J'aurais bien aimé être dans un petit coin pour assister, ne fût-ce que *de auditu*, à la scène Herriot-Mandel, et aussi à la petite séance qui eut lieu ensuite dans le cabinet de M. Daladier. M. Herriot donne sa bénédiction apostolique à M. Mandel, mais, avec infiniment d'humilité, le ministre des Colonies la décline. Tout de même, Herriot est si pressant, et, derechef, M. Reynaud aussi, qu'il se réfugie derrière l'arbitrage du roi Salomon, c'est-à-dire de M. Daladier. Pour de l'astuce, c'en était, et de la meilleure — car si M. Mandel, une fois nommé ministre de l'Intérieur, avait pu le lendemain dire : Je n'ai accepté ce poste qui, de droit divin de la République radicale, revient à un radical, que sur les instances du Grand Lama du radicalisme et avec l'autorisation de M. Daladier lui-même, président en exercice du parti radical, le ministère et M. Mandel devenaient tabous. Mais M. Daladier est un fin renard. Quand M. Mandel lui expose le cas, il flaire le bénéfice qui reviendra à M. Reynaud de l'intronisation radicale de M. Mandel au ministère de l'Intérieur.

Il se rappelle aussi que, l'avant-veille même de sa chute, examinant les possibilités d'un remaniement, il s'était dit tout haut devant témoins :

« — *Et si je mettais Mandel à l'Intérieur ?* »

Puis il avait demandé :

« — *Qu'en pensez-vous ?* »

On lui avait [163] répondu :

« — *N'hésitez pas ! Nous sommes en guerre, le salut public au-dessus de tout !* »

Les deux hommes s'observent.

« — Qu'avez-vous envie de faire ? demande M. Daladier.

— Rester aux Colonies, comme je vous l'ai dit à notre dernière entrevue.

— Ça ne vous tente pas, l'Intérieur ?

– Avec un Président du Conseil radical. Sinon il faudrait perdre ses forces et son temps à se défendre contre les radicaux... »

M. Daladier dut sourire, se dire *in petto* que ce diable d'homme serait peut-être bien le ministre d'Intérieur rêvé en temps de guerre et décide de le tenir en réserve pour lui-même si l'expérience Reynaud est brève...

« Vous avez raison, lui dit-il, restez aux Colonies. Que Reynaud s'adresse à un radical ! »

Avant que ce cas de conscience soit résolu, M. Reynaud se bat avec d'autres problèmes. Dans la nuit du 20 au 21 mars, après sa première entrevue avec M. Mandel, il rejoint M. Léon Blum. Ils ont du goût l'un pour l'autre. Quand on a approché M. Léon Blum et qu'on a eu avec lui commerce d'intelligence, on ne peut pas, toutes réserves faites sur l'homme de parti, et sur le *leader* de la SFIO, ne pas avoir des faiblesses pour cet esprit fin, délié, aigu, ouvert sur toutes choses, qui joue avec l'argument comme le jongleur avec ses gobelets, et on ne peut pas rester insensible à sa sentimentalité charmante, même si l'on a à regretter qu'elle s'efface quelquefois derrière les exigences de la doctrine et de l'action socialistes. M. Léon Blum a du penchant pour l'originalité. En dehors de l'amitié qui s'est établie entre eux il a certainement du plaisir à voir agir un homme comme M. Paul Reynaud, qui n'est pas classable dans une série et dont les qualités, les travers et les défauts s'enchevêtrent au point d'en faire presque toujours un sujet d'étonnement et de controverse.

Lorsque M Paul Reynaud arrive près de M. Léon Blum dans cette nuit, historique pour lui, il est un peu gêné, amicalement gêné, je n'ose pas dire sentimentalement, car le terme implique une qualité de cœur dont je ne puis pas dire qu'elle a été donnée en apanage par les dieux à M. Paul Reynaud. [164] Il l'a peut-être. Je ne l'ai pas éprouvée. Il vient officiellement offrir à M. Léon Blum pour le parti trois portefeuilles de ministres et trois sous-secrétariats d'État. Il serait plus à son aise s'il pouvait lui dire :

« D'abord vous, naturellement. »

Il lui dit exactement le contraire. Il lui dit qu'il est très malheureux, qu'il voudrait lui demander à lui, son ami, de collaborer à l'œuvre de salut national qui est son programme, mais qu'il ne le peut pas... Il



risquerait d'être renversé dès le premier jour à la Chambre ou dès le second au Sénat.

M. Léon Blum reçoit le choc sans sourciller. À peine un léger mouvement des paupières derrière le lorgnon. Il demande à Paul Reynaud quels hommes il compte prendre. Léon Blum acquiesce pour les uns, ne bronche pas pour les autres... Au nom de Louis Marin, il a le réflexe qu'il a tout à l'heure maîtrisé, il interrompt :

« Marin ce serait tout de même mon vis-à-vis. »

Paul Reynaud ne le laisse pas aller plus avant : que Léon Blum se rassure, Marin ne fera pas partie du gouvernement. La règle des vis-à-vis et les convenances de l'amitié seront ensemble respectées. Ils discutent sur les noms des socialistes à choisir et à propos desquels Léon Blum devra s'entendre avec Paul Faure. M. Léon Blum a un faible pour M. Monnet, qui a été son collaborateur dans ses deux ministères. M. Reynaud le chargera des services du blocus avec entrée au Cabinet de Guerre, car les socialistes réclament d'y être représentés par l'un des leurs. Il est un nom qui fera beaucoup de tort dans l'opinion au nouveau ministère, c'est celui de M. Blanche, que M. Léon Blum recommande comme un réaliste particulièrement au courant des besoins de la classe ouvrière. Mais le public ne voudra se souvenir que de son équipée dans la cour de je ne sais plus quel arsenal où, côte à côte avec un amiral, il a été reçu au chant de l'*Internationale*. Ce n'est pas tant ce fait en lui-même que l'époque, 1936-1937, dont il est le symbole qui est péjoratif.

M. Paul Reynaud n'est pas au bout de ses peines. Il est solidement arc-bouté à sa gauche par les socialistes. Il faudra manœuvrer serré pour le centre et pour la droite. En attendant de se trouver face à face avec Marin le lendemain matin, [165] il tire des plans, inscrit des noms sur des listes et en biffe. Il a, c'est tout naturel, des sympathies et des antipathies. Le premier biffé, c'est M. Guy La Chambre, le ministre de l'Air et l'ami personnel de M. Daladier. Il s'agit là d'une rancune de salon à satisfaire. M. Guy La Chambre a eu un conflit que la foule n'a pas connu avec un sénateur des plus mondains. M. Reynaud n'a pas, nous l'avons dit, le sens des nuances. Il biffe Guy La Chambre, le remplace par un des adversaires les plus passionnés de ce dernier et fait du sénateur un sous-secrétaire d'État. Quelqu'un lui dit :

« – Guy La Chambre est l'ami personnel de M. Daladier. Attention ! Ça ne va pas si bien entre vous et votre prédécesseur !

– J’ai lu la liste probable à Daladier par téléphone, il n’a fait aucune objection.

– Mais il n’en pense peut-être pas moins.

– Oh ! ma décision est prise ! »

C’était incontestablement le droit de M. Paul Reynaud d’agir ainsi — aussi bien je n’épinglé ce tout petit fait que parce que, joint à beaucoup d’autres, il constituera un total qui fera explosion : vous l’allez voir.

Les petites causes personnelles jouent un plus grand rôle qu’on ne le croit communément dans l’histoire des hommes.

Dès le petit matin du 21 mars, M. Paul Reynaud se bat avec les obstacles. Il lui faut des modérés. Il ne veut pas entendre parler de P. É. Flandin. Marin ? Il l’exclut puisqu’il n’a pas Blum. Il le fait venir. Il essaye de le persuader de se sacrifier, mais ce n’est pas travail à sa main. Il ne sait pas. Il heurte qui il veut convaincre. Il suffit de voir sortir du cabinet M. Marin pour savoir que ce n’est pas un ami ni un homme satisfait qui s’en va. Il trouvera des sous-Marin mais c’est Marin qui, le 22, à la Chambre, jettera l’exclusive contre le nouveau Cabinet.

La question du ministère de l’Intérieur est épineuse. Puisque Mandel s’en écarte, qui ? Paul Reynaud fait appel à son vieux camarade du Palais, Campinchi, qui tient à demeurer ministre de la Marine. Dans l’antichambre du ministre, noire de journalistes, de photographes, de chefs et de sous-chefs de Cabinet, d’anciens et futurs ministres arrivent [166] et partent les hommes politiques à qui l’on fait une offre et qui acceptent ou qui n’acceptent pas, que l’on évince et à qui l’on donne une simple fleur, je veux dire une promesse — pour plus tard. Dans les Cabinets attenants à celui du ministre, c’est une cohue. Voici Frossard qui enfin va le tenir, ce ministère de l’Information qu’il n’a eu que pendant quelques jours dans le second Cabinet de Blum, sans qu’il eût le plus petit service du monde à diriger, sans crédits, sans fonctionnaires, peut-être même sans papier à en-tête ! Il s’impatiente, car si ça dure, tout peut craquer. Enfin ! voici une figure souriante, un brave sénateur, joyeux convive, presque gavroche, portant un nom prédestiné aux grands emplois : Roy ! Avec un nom aussi réactionnaire peut-il être radical ? Oui ! et franc-maçon peut-être ?

Alors Paul Reynaud est sauvé. Il tient son ministre de l'Intérieur. Il faut boucler en hâte, car toutes les dix minutes le secrétaire général de l'Élysée, M. Magre, téléphone que le Président de la République s'impatiente. « Envoyez-le promener, celui-là, dit M. Roy, qui se souvient que M. Lebrun, en se faisant réélire à la présidence de la République, lui a fermé, à lui comme à beaucoup d'autres soupirants, la porte de l'Élysée. « C'est lui qui nous a mis dans le pétrin où nous sommes. » Mais M. Reynaud s'en garde bien et se presse d'aboutir. Il boucle si promptement qu'il en oublie l'existence d'un groupe célèbre de la Chambre à qui le nom avait été donné de « groupe charnière », car il était placé au point de jonction des majorités conservatrices et des majorités de gauche ; il n'y avait pas de combinaison ministérielle sans que la charnière, c'est-à-dire la gauche radicale, y fût représentée. Dans les ministères de droite, la charnière en constituait l'élément le plus avancé, c'est-à-dire la gauche ; dans les ministères de gauche la charnière en était la droite... à peine une crise gouvernementale était-elle ouverte, on pouvait assister aux ébats du président du groupe, car il était bien rare qu'il ne fût pas appelé à faire partie de la nouvelle combinaison. C'était son tour !

Oublier le groupe charnière ! Qu'avait fait là le malheureux Paul Reynaud ? Son président le lui fit bien voir le lendemain ! C'était un solennel et prétentieux bonhomme qui, [167] sous prétexte qu'il avait été professeur de droit, avait la spécialité des longs et sonnifères discours. On ne l'appelait que « la Barbe Violette » en raison de la teinture de son système pileux.

Le ministère de M. Paul Reynaud a comme caractéristique essentielle de compter dans son sein six socialistes, ce qui lui assure cent cinquante voix environ à son extrême gauche.

Un certain nombre de ses anciens collègues du ministère Daladier disparaissent. Les plus notables sont : M. Guy La Chambre, j'ai expliqué pourquoi, M. Delbos, M. Gentin, M. Rucart et surtout M. Georges Bonnet, qui ne s'y attendait guère. Celui-ci ne peut à la vue de la liste en croire ses yeux.

Comment, lui, qui, uniquement au bénéfice personnel de M. Paul Reynaud, venait de prendre un décret abrégeant les délais pour la transformation automatique de la séparation de corps en divorce ; lui, qui avait par sa conspiration permanente tant coopéré à la chute de Daladier

et par voie de conséquence à l'avènement du Cabinet Reynaud, il en était exclu ! Il va montrer à M. Paul Reynaud de quoi il est capable ! Il va être l'âme de la campagne ardente qui, pendant les journées du 21 et du 22 mars, sera déchaînée à la Chambre contre le Cabinet et dont je n'ai pas souvent vu l'équivalente depuis 40 ans que j'assiste de mon fauteuil d'orchestre aux entrées et aux sorties des grands hommes de la politique française. Est-il exact que M. Daladier l'ait encouragée ? M. Reynaud et ses amis l'en ont accusé. Ils se sont trompés. S'il l'avait encouragée, M. Paul Reynaud aurait été en plus mauvaise posture encore. Mais il n'a pas pu la décourager, car ceux de son parti, amis ou non, qui se lancent dans la bagarre sont tellement montés contre M. Reynaud que même l'intervention personnelle de M. Daladier aurait été violemment écartée.

M. Chautemps, qui est resté dans le Cabinet Reynaud au même titre de Vice-Président du Conseil que dans le Cabinet Daladier, plaide pour son nouveau chef, juste assez pour en avoir l'avantage aux yeux de M. Reynaud et assez discrètement pour que les radicaux en bataille ne le houspillent pas. MM. de Monzie et Pomaret, qui sont restés du gouvernement, font ce qu'ils peuvent, mais ils n'ont pas beaucoup d'autorité. En auraient davantage les nouveaux venus, comme [168] MM. Lamoureux et Frossard ; celui-ci sait « travailler les couloirs », mais il a à faire à forte partie. À droite, c'est une égale rage, que l'entrée des socialistes explique sans en justifier la violence. Au Sénat, Pierre Laval en apprenant la composition du Cabinet, s'écrie :

« Voulez-vous que je le renverse demain ? Vous voulez qu'on lui laisse passer les vacances de Pâques ? »

Le lendemain je serais bien étonné qu'il fût resté étranger à l'orage dont Paul Reynaud faillit être victime. Il est un homme d'une rare élégance, c'est M. Delbos, l'ancien ministre des Affaires Étrangères des Cabinets Blum et Chautemps de 36 et de 37. Il était ministre de l'Instruction Publique, représentant au point de vue de la guerre la même tendance que M. Reynaud. Celui-ci l'a sacrifié inutilement, pensant rendre moins pénible à M. Bonnet, son rival en Dordogne, son éviction, et aussi pour donner le ministère de l'Éducation Nationale à M. Sarraut, qu'il arrachait de l'Intérieur. M. Delbos devrait être encore plus ulcéré que M. A. Sarraut. Non ! il se fait le champion du nouveau gouvernement et il sera de ceux qui le sauveront. Ces attitudes-là ce n'est pas tellement fréquent dans la politique.

Au soir du 21 mars les augures habituels des grandes journées parlementaires prophétisent une bataille incertaine. Il n'est pas sûr que le gouvernement passe la rampe, disent-ils. Le gouvernement a annoncé qu'il se présenterait le lendemain même devant les Chambres. C'est un record de rapidité. Dans la matinée du 22, M. Paul Reynaud réunit ses collègues pour leur donner lecture de la déclaration ministérielle. Elle est courte, ferme, écrite d'une plume d'acier. « Du bon Reynaud ! » la qualifiera un ministre. J'ai appris qu'elle avait été rédigée par le colonel de Gaulle, que Paul Reynaud avait convoqué à Paris, alors qu'il croyait se charger du ministère de la Guerre. Paul Reynaud demande si l'on a des observations à faire. Une seule est faite par M. Mandel, qui malicieusement lui dit :

« Je crois, mon cher Président, que vous avez fait une omission. Vous n'avez pas fait allusion à la trahison russe. Elle est nécessaire plus encore pour vous que pour tout autre. Je me crois autorisé à le dire, ayant été, autant si ce n'est pas plus encore que vous-même, suspecté [169] de prosoviétisme. » On sourit et l'on acquiesce. L'atmosphère est assez froide. Elle devient glaciale quand une brève discussion commence sur les éventuels incidents qui peuvent se produire dans l'après-midi et particulièrement sur les ordres du jour. La question a lieu d'être posée, car les remous qui agitent le groupe radical font craindre qu'il n'y ait des surprises désagréables.

Paul Reynaud s'adresse à M. Daladier, qui, silencieux, le visage froid, a l'air d'être complètement absent du débat :

« Voyez-vous, mon cher Président, à qui du groupe radical on pourrait demander de déposer l'ordre du jour de confiance, puisque M. Chichery, président du groupe, se refuse à en prendre l'initiative ? »

M. Daladier prend son temps, réfléchit, murmure :

« Je ne vois pas... »,

puis laisse tomber :

« Pierre Cot ! »

Les mots font l'effet d'un glas. En vérité Pierre Cot était un des rares membres du groupe radical à avoir pris position immédiatement pour le gouvernement et particulièrement pour M. Eynac, qui remplaçait Guy La Chambre.

À la Chambre c'est le malaise des grandes crises. Quelques minutes avant l'ouverture de la séance, le bruit se répand comme une traînée de poudre que le groupe radical socialiste a décidé de s'abstenir dans le scrutin sur la confiance. La lutte a été violente au sein du groupe : Bonnet, Guy La Chambre, Marchandeu, ont été les adversaires les plus décidés du gouvernement. Ils l'ont emporté.

« *C'est la chute !* » s'écrie un vieil habitué du théâtre politique...

Un seul homme a l'air à peu près tranquille. Ça ne durera pas. C'est Paul Reynaud lui-même qui vit dans un rêve étoilé depuis que le Président de la République lui a confié « la mission de former le nouveau Cabinet ». Les décrets ont paru à l'*Officiel*. Il est Président du Conseil. Il y a un combat à livrer, bien sûr. Pourquoi ne le gagnerait-il pas ? Il arrive au banc ministériel. Un voisin lui verse dans l'oreille probablement quelque mauvais renseignement ; il répond en champion : « Il y aura du sport ! ». En quoi il se trompe. Ce ne sera même pas un beau tournoi. Il lit sa déclaration, mais moins bien qu'il ne lit d'habitude. Il a le [170] droit d'être fatigué. Les deux orateurs radicaux qui interpellent ne sont pas des foudres de guerre, mais ils sont durs pour le gouvernement et même leurs mauvais arguments trouvent l'adhésion d'une salle favorable à la critique. Ils sont particulièrement applaudis quand ils prétendent être les interprètes de l'opinion du pays et quand ils certifient que dans leurs circonscriptions, d'où ils arrivent, on n'a rien compris au départ de M. Daladier, et que l'on se demande quelles influences obscures ont déterminé la crise. M. Marin, qui d'ordinaire se perd dans de longues et diffuses explications, est d'une netteté coupante. Il votera contre, et son groupe avec lui. Le cercle se resserre autour de M. Paul Reynaud. Le Président du Conseil monte à la tribune. Il est un peu démonté. Il a préparé, ou plutôt on a lui préparé — car quand aurait-il eu le temps de l'écrire ou de le dicter ? — un discours qu'il lit mal. Les phrases-médailles ne portent pas. Il aurait fallu un appel du cœur, un cri de guerre, une sonnerie de clairons, un cliquetis d'épées. Il lit une conférence qui tombe à plat. L'impression est si mauvaise que lorsqu'il descend de la tribune, applaudi seulement par les socialistes, les plus malins de ses adversaires réclament la clôture sans lui répondre. C'est presque insolent. Ils ont l'air de dire :

« Le gouvernement est condamné. Finissons-en ! »

Alors un homme se lève à son banc. M. Léon Blum a le sens des drames parlementaires. Il comprend que la partie est perdue pour Reynaud et pour le gouvernement à moins d'un revirement, difficile d'ailleurs à obtenir. Il se jette à l'eau, presque littéralement tant on a vraiment l'impression qu'il s'efforce de sauver un homme désarmé, qui, à demi-noyé, ne nage plus et qui s'enfonce. M. Léon Blum atteint immédiatement au sommet du pathétique. Il s'adresse à la conscience politique des radicaux. Il invoque les périls qui menacent la Patrie. Il revendique le droit de la classe ouvrière, que son parti représente, à participer à la défense nationale. De divers côtés de l'Assemblée on l'interrompt, on couvre sa voix ; sous les clameurs il crie le devoir collectif de faire la guerre et de la gagner... Il est ému, il émeut : en face de la houle qui monte pour étouffer sa voix, il éprouve cette sensation affreuse de l'impuissance à convaincre... il a l'aspect, [171] avec ses grands bras qui dessinent des appels éplorés, d'un prophète biblique... Mais le visage devient blême, la voix se casse... il chancelle... Mais tandis qu'il fait effort pour ne pas défaillir, et y réussit, le Président de la Chambre qui suit, admirativement, l'effort de M. Léon Blum, discerne que l'instant est tragique. Il intervient pour faire honte aux interrupteurs. Il évoque l'union sacrée de 1914, quand Denys Cochin, le royaliste catholique, et le théoricien collectiviste Jules Garde, entraient dans le même ministère de Défense Nationale.

M. Léon Blum s'est ressaisi. Pour la beauté du spectacle, c'est dommage, car il ne pouvait que diminuer par du raisonnement la valeur de son élan initial. Laissons de côté toute considération de personnes, de partis, de cabales. Il venait d'être — je le lui dis à la suspension de séance — la voix exaspérée de la Patrie.

Mais le gouvernement sera-t-il sauvé ? Ou ne venons-nous d'entendre qu'une dramatique élégie ? Dans les couloirs intérieurs du Palais-Bourbon, on doute. Je rencontre Frossard ; il est désolé et amer. Il accuse Daladier, qui d'ailleurs n'est pas venu. Il ne donne que 250 voix au Cabinet. Dans le tumulte des conversations qui s'échangent de groupement à groupement, on dit que Reynaud restera si le nombre des voix pour le Cabinet dépasse, ne serait-ce que d'une voix, le nombre des voix contre et des abstentions. Quelqu'un traverse la salle des quatre colonnes : 249 voix pour ! C'est la chute, dit-on. Mais les pointages traînent. On part à la recherche des retardataires. On fait voter les communistes repentis qui n'ont pas été déçus. On fait changer en pour le

bulletin de vote de quelques abstentionnistes. C'est à qui, parmi les partisans du Cabinet, cherchera cette voix unique que M. Reynaud considérera comme suffisante pour passer ce terrible cap.

Chacun s'en donnera ensuite l'avantage.

Frossard quelques jours plus tard nommera un de ses amis, M. Déchizeaux — pourquoi son nom, après tout, ne passerait-il pas à l'histoire ? — président de je ne sais quel comité au ministère de l'Information. M. Frossard raconte, le jour de cette nomination :

« Le 22, quand tout paraissait perdu, j'ai [172] dit à Déchizeaux, qui s'était abstenu : Change ton vote. Je te revaudrai ça... Je suis régulier. Je paie. »

Léon Blum passe. Je lui dis :

« Vous avez été la voix de la Patrie ! »

Il est ému. Nous nous serrons silencieusement la main.

Je crois aujourd'hui — et j'en ai eu le pressentiment ce jour-là — qu'il eût mieux valu que le Cabinet fût renversé... car après ces deux jours de crise et après cette séance on ne pouvait plus croire à la valeur de Paul Reynaud comme grand chef. Mais Léon Blum, qui ne pouvait, pas plus que moi, connaître l'avenir, avait eu raison de crier ce qu'il a crié. Je n'oublierai jamais pour ma part l'émoi que je dus à sa parole, à son attitude, à son acte.

P. É. Flandin traverse la foule des journalistes. Avec le sang-froid du politique, il me glisse doucement :

« Il vaut mieux qu'il ne soit pas renversé... aujourd'hui, pour que les ponts ne soient pas coupés avec les socialistes. »

La sonnette retentit, c'est la reprise de la séance. Il y a une voix de majorité... Une !... Il reste ?... Regardez-le rentrer dans la salle par la porte de gauche ; ses yeux pétillent. Regardez Blum. Il n'a plus le teint verdi. Il est illuminé. Il reste, évidemment !

Mais tout n'est pas fini. Il y a une voix de majorité !..., mais les trois quarts des membres du groupe radical se sont abstenus. Les ministres radicaux peuvent-ils rester dans le Cabinet ? Et s'ils ne le peuvent pas, s'ils démissionnent, il n'y a plus de gouvernement. Un Conseil de Cabinet se réunit.



On aurait dit, m'a raconté un ministre, un conseil de famille dans la chambre d'un mort.

Les radicaux se sont retirés dans une petite salle pour délibérer à part. M. Daladier était hésitant. Il regrettait d'avoir accordé son concours à M. Reynaud. M. Roy, M. Chautemps, M. Campinchi sont intervenus ; M. Chautemps et M. Campinchi se placent au point de vue juridique. Ce qui compte c'est le nombre des voix pour et le nombre des voix contre. Les abstentions n'ont pas à entrer en ligne.

« Daladier, intervient l'un des ministres, n'avait contre lui que des abstentionnistes avant-hier et il a démissionné.

– Il pouvait ne pas le faire.

[173]

– Je l'ai fait ! ponctue Daladier.

– De votre pleine décision, comme Reynaud pourrait le faire ce soir, mais ce n'est pas à nous à la lui imposer »,

déclare le ministre de l'Intérieur, M. Roy.

S'adressant directement à M. Daladier, M. Roy lui dit :

« Vous n'avez pas le droit de démissionner. Le Président de la République vous a offert de reconstituer votre gouvernement, il fallait accepter, ou refuser votre concours à M. Reynaud. Vous l'avez donné. Vous ne pouvez le retirer. Si le groupe radical vous en fait la demande, le problème se posera différemment. Il sera temps de l'examiner. »

M. Daladier cède. Quelques jours après il me dira :

« J'ai eu tort. Déjà je n'aurais pas dû entrer dans ce gouvernement ; j'étais fatigué, lassé, je me suis laissé faire. J'aurais dû partir ensuite le soir de la présentation. À la première occasion je dois m'en aller. »

Il fallut donc des tours de force pour que M. Reynaud ne fût pas obligé de démissionner. Il aurait suffi à M. Daladier de lever le petit doigt pour que le ministère de M. Reynaud ne fût plus qu'une ombre. En vérité M. Paul Reynaud, malgré des maladresses évidentes, ne méritait pas à ce moment-là ce sort ; il n'avait pas joué sa chance, il apparaissait encore à beaucoup de gens comme un espoir et comme une promesse ; il n'était pas encore une déception ; on ne savait pas que du fait

de la trahison de ses propres collaborateurs et de ses proches, plus que de ses défaillances, son nom se confondrait avec le malheur public.

[174]

**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*

## Chapitre XVI

---

### « JE GAGNERAI LA GUERRE »

*Activité fébrile de M. Paul Reynaud — Qui sera secrétaire du Cabinet de Guerre ? Le colonel de Gaulle refuse, il nomme M. Baudouin — Pourquoi M. Baudouin, défaitiste connu, pour un Cabinet de Guerre ? — La « présomption » de M. Paul Reynaud — Conseil Suprême du 26 mars — Conflit avec M. Daladier — Les rapports des deux hommes s'aigrissent — M. Daladier songe à partir — Les avertissements de M. Winston Churchill aux neutres — Au secours de la Norvège envahie par l'Allemagne — La bataille du fer — « Je gagnerai la guerre », me dit M. Paul Reynaud — L'abandon de l'expédition — Maladie de M. Reynaud — Il combine un plan de remaniement ministériel et on lui prépare un projet de mouvement diplomatique — M. Alexis Léger, secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères, condamné par M<sup>me</sup> de Portes et par M. Baudouin.*

[Retour à la table des matières](#)

Rarement entrée de jeu d'un gouvernement fut plus dure que celle de M. Paul Reynaud. On peut évidemment rappeler qu'un ministère Ribot a été renversé en juin 1914, au lendemain des élections françaises, le jour même de sa présentation devant le Parlement, mais qui se souvient, dans le monde, de M. Ribot, qui fut pourtant ministre des Finances, puis président du Conseil et ministre des Affaires Étrangères au cours de l'autre guerre ?

La même mésaventure arriva, il y a une dizaine d'années, à M. Camille Chautemps. Mais ce n'était qu'amusement par comparaison avec la tempête qui entoura la naissance du Cabinet Paul Reynaud.

Le nouveau chef témoigna ensuite d'une incontestable force de résistance. À peine abattu quand le 22 mars s'achève après un combat sans gloire, il se ressaisit dès le matin du 23. Il déploie une activité fébrile. On le persuade que pour remonter le courant de défiance, de suspicion et d'hostilité qui le presse, il doit étonner, surprendre, frapper le public par des [175] actes immédiats ou au moins par des gestes spectaculaires. Le conseil n'est pas pour lui déplaire. Il le flatte dans sa vraie manière. Mais encore faut-il bien choisir actes et gestes... Si M. Daladier était d'une prudence qui parfois laissa fuir les occasions, M. Paul Reynaud n'est que trop porté à les saisir toutes, même les mauvaises.

Si Daladier se défiait trop de lui-même, M. Paul Reynaud a la tendance contraire : il ne s'en défie pas assez, pour ne pas dire pas du tout. Il a même une telle confiance en lui-même qu'il se donne le luxe du plus extravagant défi qui puisse être tenu contre les lois naturelles d'équilibre. Tandis qu'il se flatte, ainsi qu'il le dira un jour, au Sénat, *de penser la guerre* et qu'il a vraiment, à son arrivée au pouvoir, la splendide arrogance d'être celui qui la gagnera, sa maison, son cabinet, ses antichambres ne tarderont pas à être la cellule la plus agissante et la plus dangereuse où les défaitistes de tout ordre pourront s'attaquer aux centres nerveux de l'État. En même temps il presse le ministre de l'Intérieur, le directeur de la Sûreté Nationale, le Préfet de Police, de pourchasser les traîtres, les communistes, les suspects, les propagandistes du pacifisme à tout prix. On dirait presque qu'il éprouve un sadique orgueil à prouver qu'il est, et sera, insensible à l'influence de ses familiers et de son *brain-trust*, dont il connaît les tendances et les propos. Il organise sa présidence du Conseil ; il crée un Cabinet de guerre. Mais qui sera le secrétaire de ce Cabinet, c'est-à-dire, qui préparera les travaux et les dossiers ? Qui ensuite dirigera, selon les décisions prises, les instructions pour les divers ministères ? Qui précipitera et surveillera l'exécution ? Il a fait venir des armées un officier supérieur de grande classe qui a été secrétaire général du Comité de la Défense Nationale et qui commande un régiment de chars. Je l'ai déjà nommé à plusieurs reprises et j'aurai encore l'occasion d'en parler. Il comptait en faire son directeur de Cabinet militaire, ou peut-être davantage, si M. Daladier lui avait cédé le ministère de la Guerre. Il lui offre d'être

le secrétaire du Cabinet de guerre. Mais le colonel de Gaulle, qui aurait certainement accepté d'être, au ministère de la Guerre, près du Président du Conseil, un animateur et un guide, redoute, en quoi il eut peut-être tort, de n'être qu'un fonctionnaire [176] perdu dans la paperasserie au poste que lui offre M. Paul Reynaud et il le prie de le laisser retourner à ses chars. M. Paul Reynaud avait eu une bonne inspiration en choisissant le colonel de Gaulle, mais, dès qu'il en a une bonne, on dirait qu'il est condamné par je ne sais quelle fée Carabosse à en avoir une mauvaise. Cette fois, ayant eu la meilleure, il a aussi eu la pire.

Il fait appel à la collaboration de M. Baudouin. Y aurait-il recouru, même si le colonel de Gaulle était à cette date resté auprès de lui, quoi qu'il en eût pu être ? C'est M. Baudouin qu'il nomme sous-secrétaire d'État et secrétaire du Cabinet de guerre. Pourquoi, formant un gouvernement de guerre, choisit-il pour principal collaborateur un homme qui a déjà pris parti pour la défaite ? Comment M. Paul Reynaud s'est-il engoué de lui au point de lui confier le secret de toutes les grandes affaires de l'État ? Est-ce parce que M. Baudouin a été, quelques mois auparavant, le messenger de M. Bonnet auprès du comte Ciano et qu'il entretient des relations suivies avec le ministre des Affaires Étrangères italien, qu'il rencontre chaque fois qu'il va à Rome — et il y va souvent ? Est-ce que c'est parce que M. Baudouin a écrit en 1930 dans la *Revue de Paris* une étude dont les tendances sont exactement contraires à celles que M. Reynaud symbolise ? Est-ce que c'est parce que M. Baudouin a, dans des plaquettes de luxe, réservées à des initiés et sur lesquelles j'aurai à revenir, exposé d'abord un plan de paix, où percent sa tendresse pour l'Italie, de l'indulgence pour l'Allemagne et de l'indifférence à l'égard de l'Angleterre, puis un projet de réorganisation de l'État français, tout inspiré de l'idée fasciste et animé d'une formidable ambition personnelle ? Est-ce pour tout cela réuni et aussi, ou seulement, parce que M. Baudouin est persona grata près d'une personnalité féminine de laquelle il faudra bien que je m'occupe pour ne pas laisser dans l'ombre un élément essentiel des influences qui ont pesé sur M. Paul Reynaud ? M. Paul Reynaud, quand il entre dans l'arène, sait suffisamment des uns et des autres pour que tout autre à sa place recule, mais il est de ces hommes, comme il le prouvera cent fois, qui ont moins de qualités, malgré qu'il en ait beaucoup, que de présomption. J'ai, je l'avoue, souvent [177] médité sur le cas de M. Reynaud pour qui, à l'origine, je partageai les souhaits et la confiance de beaucoup de mes

compatriotes, et à qui je les ai maintenus partiellement jusqu'à la minute de son abandon à Bordeaux ; je n'ai analysé tout à fait ses erreurs qu'après m'être souvenu de la judicieuse maxime de Richelieu : « *La présomption est un des plus grands vices qu'on puisse avoir dans les charges publiques.* » Ce vice est déjà celui qui fit tant de tort à André Tardieu. Mais Tardieu le compensait par un dynamisme personnel, par quelque chose de vivant, de gai, de sensible et d'humain, dont M. Paul Reynaud n'eut jamais une once. De plus, Tardieu, dans les grandes circonstances, s'élevait d'un coup d'aile au-dessus de ses défauts, comme pour ne laisser d'essor qu'à ses seules éminentes qualités. Pour tout dire, si la maladie n'avait pas terrassé cet être exceptionnel et qu'il eût été, à la place de M. Paul Reynaud, appelé à prendre en ses mains d'athlète le sort de la France, ce n'est pas un Baudouin qu'il eût choisi, et s'il avait eu par hasard un Baudouin dans ses bagages, c'est le Baudouin qui eût plié, ce n'eût pas été lui. Ce n'est pas un Tardieu qui s'en serait laissé imposer par qui que ce fût, et certainement pas pour capituler, même par le général Weygand et même par le maréchal Pétain, dont il connaissait les limites. Il les eût brisés comme verre plutôt que d'incliner devant leurs défaillances la raison d'État, la raison de la France !

Mais M. Paul Reynaud n'en est pas encore à ces dures confrontations. Il a à vaincre une opposition parlementaire qui n'a pas désarmé, il pense le faire en conquérant l'opinion publique, qui est encore très rétive, et il ne négligera rien et ordonnera qu'on ne néglige rien pour cela. Chacun de ses actes sera claironné, quelquefois exagérément, et il subira le choc en retour d'un accès de publicité.

Ce n'est pas, je m'empresse de le préciser, le cas pour le Conseil Suprême du 28 mars. Dès le 23 mars M. Léger, secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères, et Sir Ronald Campbell, ambassadeur d'Angleterre, à Paris, et M. Corbin avec Lord Halifax, à Londres, ont remis sur le métier le tissu de la déclaration par laquelle la Grande-Bretagne et la France s'engageront à ne pas négocier de paix [178] séparée. M. Paul Reynaud lui-même s'envole vers Londres et l'alliance est signée. Voici un grand acte, j'en ai narré l'enfantement : voici sa naissance. M. Reynaud a raison de la célébrer.

Au même Conseil Suprême, une proposition d'ordre militaire, proposée par M. Chamberlain et par ses collègues britanniques, a été agréée par M. Reynaud. Je ne la précise pas davantage puisqu'elle fut

gardée secrète. M. Daladier, qui devait accompagner M. Reynaud à Londres, y a renoncé au dernier moment en raison d'une nouvelle crise de douleurs due toujours aux suites de son accident de cheval. Pour les malveillants la vraie raison était un accès de bouderie. Mettons qu'il y eut des deux, que ses souffrances furent réelles et qu'il les bénit, puisqu'elles lui fournirent le prétexte d'éviter un voyage qui ne lui plaisait guère, avec l'homme qui est désormais son mortel ennemi ! L'incompatibilité de jadis a dégénéré en une hostilité irréductible qui s'envenime de jour en jour, M. Reynaud ayant pour principale arrière-pensée de déloger M. Daladier du ministère de la Guerre et M. Daladier étant impatient de saisir la première occasion de reprendre sa liberté.

Devant le Comité de Guerre (il ne faut pas confondre le Comité de Guerre et le Cabinet de Guerre : le Cabinet de Guerre est là réunion de quelques-uns des membres du gouvernement ; le Comité de Guerre est une institution légale composée de certains ministres, du généralissime, de certains généraux, de l'amiralissime, et présidée par le Président de la République), M. Paul Reynaud expose la proposition britannique : une opération d'ordre militaire à effectuer en Allemagne. M. Reynaud explique qu'il a donné son engagement. M. Daladier la combat en rappelant qu'il ne fait en la circonstance que maintenir son point de vue, déjà exprimé dans un précédent Conseil Suprême ; il estime qu'on doit écarter ce genre d'opérations tant que nous ne serons pas en état de répondre supérieurement aux représailles auxquelles l'Allemagne ne manquerait pas de procéder. Chaque membre du Comité de Guerre est appelé à formuler son avis. La séance est terminée sans conclusion. L'opposition de M. Daladier était la suite logique de la politique militaire [179] d'attente dans les trous qui est la sienne depuis le début de la guerre. Mais on en juge différemment dans les milieux gouvernementaux, où elle est considérée comme un parti pris de gêner tout ce que M. Paul Reynaud veut, et voudra, tenter. Le résultat en est que les rapports des deux hommes, des entourages des deux hommes et des groupes qui se rangent derrière les deux hommes, s'enveniment progressivement. Il en est un autre : c'est que la position des personnalités qui ont pour principal objet la paix à n'importe quel prix change. Elles ont poussé et aidé au renversement de M. Daladier par tous les moyens en leur pouvoir ; elles se rapprochent maintenant de M. Daladier et affectent de le compromettre contre M. Reynaud. Je rencontre M. Piétri

à un déjeuner dans une ambassade ; je ne l'avais pas vu depuis la nuit où il fut si fier de contribuer à la chute de M. Daladier. Il vient à moi :

« Je crois que nous avons eu tort de renverser Daladier.

– Nous ?

– Je parle de nos parlementaires. »

M. Laval, qui, le 19 mars, à la veille de ce qu'il appelait l'exécution de Daladier, n'avait pas de mots assez durs pour le charger, exploite maintenant les rancunes du démissionnaire contre M. Paul Reynaud ; il se fait tout miel, ainsi d'ailleurs que M. Georges Bonnet, près des amis de l'ancien Président du Conseil, il ne demande qu'à les embrigader dans son escadrille de chasse.

M. Daladier, qui a des antennes partout, sourit de ces changements de front, il s'informe. Il demande à un ami :

« – Il paraît que Laval est maintenant très ferme quand il parle de l'Allemagne.

– Il se défend de la moindre défaillance. »

Il réfléchit. Ses yeux ont l'air de vouloir percer un invisible écran :

« – Avant trois mois, si ça continue, vous aurez un ministère Laval...

– Avec vous ? Il serait prêt, lui dit son interlocuteur, à causer avec vous et d'autres aussi. »

Sa main balaie l'espace dans un geste de doute et de soucis :

[180]

« – Naturellement !... Il s'agit de bien autre chose... Les mois qui vont venir, peut-être les jours, seront noirs.

– Raison de plus, Président, pour que vous gardiez votre figure... ne vous laissez pas compromettre !

– Je ne souhaite que de quitter la place. »

Du côté de M. Paul Reynaud des comités de toutes sortes se créent des réunions, font perdre du temps aux ministres, aux fonctionnaires, mais le *brain-trust* s'agite et M. Baudouin en est le chef d'orchestre.



À distance tout cela perd de son intérêt ... C'est pendant que cette agitation, à la fois factice et trouble, se développe, qu'en Grande-Bretagne une ascension progressive se produit. M. Neville Chamberlain a peu à peu subi l'usure des événements. Ce n'est pas à moi, Français, qu'il convient d'en discuter les raisons d'ordre intérieur.

Par contre la silhouette de « Winston », populaire de tout temps, pour être comme l'enfant terrible qui ne mâche pas ses mots, l'est devenue davantage quand ses compatriotes ont réalisé que pendant des années ils avaient méconnu ses exhortations prophétiques à prendre conscience du formidable péril allemand ; depuis quelques mois il enchante l'homme de la rue par les admonestations pittoresques et dures qu'il lance aux neutres qui attendent d'être à moitié mangés pour supplier qu'on les arrache de la gueule du crocodile !

Il est encore Premier Lord de l'Amirauté quand, à la fin de mars, il leur renouvelle ses avertissements, qu'il leur avait lancés en fin février dans son fameux cri du cœur : « Je commence à en avoir assez ! » Cette fois le ton a plus de gravité que de satire : c'est qu'il sait ou pressent ce qui se trame.

À peine les marines française et britannique ont-elles commencé le mouillage des mines dans les eaux norvégiennes pour répondre à la violation de ces eaux par les marins germaniques, que le gouvernement du *Reich* donne l'ordre d'envahir le Danemark et la Norvège. Au Danemark les troupes allemandes trouvent un immédiat bon accueil. C'est tout juste si quelques isolés soutiennent l'honneur du nom danois. En Norvège elles vont se heurter à une fierté qui n'est pas de pure façade. Mais le commandement allemand a préparé soigneusement son expédition ; la « cinquième colonne » [181] s'est assuré des complicités parmi les hommes politiques, dans l'armée, et principalement dans les ports, où, dès le signal de l'invasion proprement dite, des soldats allemands, camouflés jusque-là en civils ou en marins de commerce, abandonnent leur masque et s'emparent, en face des Norvégiens ahuris, de quelques positions clés, notamment du port de Narvik, qui est le débouché de la « route du fer », et du port de Trondhjem, qui est le seul outillé pour un débarquement d'artillerie. Les Alliés, ainsi devancés, auront le lourd handicap d'avoir à s'emparer de ces ports. L'objet de l'entreprise hitlérienne est double. Le premier but est de desserrer l'étreinte du blocus franco-britannique, qui s'efforce de couper, au désavantage de l'Allemagne, la « route du fer ». L'autre est de disposer des côtes

norvégiennes comme bases navales et aériennes contre les îles britanniques. L'enjeu est donc considérable, et cela n'échappe ni à MM. Chamberlain et Churchill, ni à MM. Paul Reynaud et Daladier. Narvik ! Ç'avait été l'une des dernières pensées du règne de M. Daladier. Que n'a-t-on profité de la violation des eaux norvégiennes par l'*Altmark* pour prendre des précautions dans les ports de Narvik et de Trondhjem : il n'y aurait pas lieu de les débloquent ! C'est M. Churchill qui constate que trop de scrupules firent plus de mal que d'honneur. Pourra-t-on réparer le temps, une fois de plus perdu ? Les deux gouvernements de Londres et de Paris s'y emploient avec une fiévreuse activité. La « *Navy* » ajoute une page glorieuse de plus à son livre d'or en détruisant la moitié de la flotte germanique. En lui rendant hommage, M. Paul Reynaud, en deux déclarations successives au Sénat et à la Chambre, atteste la volonté française et britannique de gagner la bataille du fer, tandis que M. Winston Churchill retrace aux Communes les hauts faits des poseurs des mines, des aviateurs, des canonnières, des marins.

Je ne résiste pas au plaisir admiratif d'enchâsser ici une phrase digne de figurer dans le florilège de l'Amirauté :

« *L'Amirauté*, dit M. Winston Churchill, au milieu de l'émotion intense de l'Assemblée, *jugea l'opération si hasardeuse (la première de Narvik), qu'elle précisa au capitaine des destroyers qu'il serait juge de décider de l'attaque, mais qu'il serait approuvé quoi qu'il fût et quoi qu'il arrivât.* »

[182]

Le capitaine décida d'attaquer. Voilà comment les grandes choses s'accomplissent ! Quatre jours après ce premier exploit, le port et les eaux de Narvik étaient le théâtre d'un combat naval au cours duquel sept destroyers allemands étaient envoyés au fond de la mer. Je n'ai pas perdu le souvenir de l'immense espoir qu'apporta la nouvelle de cet épisode magnifique.

Au cours de cette semaine glorieuse, j'eus un entretien avec M. Paul Reynaud. Il avait, peut-être avec trop de précipitation, annoncé que « la route du fer » serait définitivement bloquée pour Hitler, mais on ne pouvait lui savoir mauvais gré de hausser un peu le ton afin de hausser du même coup le moral national. Je lui demandai si la campagne de Norvège continuait à se dérouler dans des conditions aussi bonnes que les

dernières nouvelles en apportaient l'espérance. Il ne me cacha pas qu'il y avait des points d'interrogation assez troublants... il émit des critiques. Il fit allusion à une séance du Cabinet de Guerre tenue la veille, et où il s'était — je ne le sus que plus tard — trouvé cette fois encore en bataille avec M. Daladier à propos du généralissime Gamelin dont il projetait le remplacement. Il me demanda brusquement :

« – Vous avez vu le ministre de la Guerre ?

– Bien sûr.

– Que dit-il du chef du Gouvernement ? »

J'esquivai :

« – Il ne m'a pas demandé ce que vous dites du ministre de la Guerre. »

Puis :

« – Il n'y a qu'une chose qui soit capitale pour moi, c'est que la guerre soit gagnée, par vous, par Daladier, par un autre, mais qu'elle soit gagnée... »

À cette minute il est debout, je le suis aussi... il s'approche de moi, les têtes se touchant presque, et avec une vigueur, avec une netteté, avec une volonté que je n'oublierai jamais, il martèle :

« – Gagner la guerre ! Oui... il n'y a que cela qui doit compter...

– Que cela !

– Eh bien, mon cher ami, je vous garantis que je la gagnerai... la guerre. Je la gagnerai ! Vous entendez ! je la gagnerai ! »

Quand je me rappelle — et je me la rappelle souvent — [183] cette scène brève, ce cri scandé : « Je gagnerai la guerre ! je gagnerai la guerre ! », et la foi rude qui durcissait la figure de M. Paul Reynaud, je ne puis m'empêcher de haïr les êtres qui ont éteint cette foi et émasculé cette volonté. Ce ne pouvait être un meilleur état d'esprit pour affronter les difficultés qui allaient surgir.

L'affaire norvégienne a porté à son plus haut degré le sens de l'action chez M. Paul Reynaud. Il en espère beaucoup. Il sera entraîné à en espérer trop, car le moindre échec pourra provoquer une déficience nerveuse. Or voici précisément qu'il arrive. Le dégagement de Trondhjem, où l'on a laissé les Allemands s'installer, ne réussit pas. Il y a bien

d'autres ports où des troupes débarquent, mais ils n'ont pas de quais, ils n'ont pas de DCA pour contre-battre l'aviation ennemie pendant le débarquement. Seul le port de Trondhjem était outillé. Risquer toute la flotte pour le dégager sans avoir la certitude du succès, c'est une folie que l'Amirauté ne veut pas risquer. Mais l'Amirauté ne se trompe-t-elle pas ? Elle a résolu d'abandonner toute l'expédition sauf à Narvik. C'est un coup de massue pour Reynaud, qui a misé sur le succès des opérations de Norvège pour le redressement de la situation politique en sa faveur. Gamelin, qui avait été réservé au début, a pris l'affaire en main : 35 000 hommes sont déjà armés ou en route ou prêts à partir. Reynaud l'a envoyé à Londres pour demander à l'Amirauté et au gouvernement anglais de réexaminer le problème. Le généralissime ne les a pas convaincus, pas plus qu'un message un peu virulent à M. Chamberlain. Sans prendre le temps de ramasser ses manchettes, selon le mot d'un de ses collaborateurs, le Président du Conseil a par téléphone prié qu'un Conseil Suprême soit convoqué. C'est le samedi 27 avril qu'il part pour Londres avec M. Daladier, M. Campinchi et l'amiral Darlan. La thèse que développent les représentants anglais est la suivante : c'est très beau que de faire partir des troupes, mais il faut les débarquer. Le port de Trondhjem ? C'est presque impossible. Reynaud insiste, Daladier de même. Les membres du gouvernement hésitent. Du côté français on veut au moins qu'une tentative nouvelle soit faite. On fait valoir que l'abandon causera une impression énorme, à notre préjudice, [184] n'Italie, dans les Balkans, en Russie, en Turquie, partout.

Le communiqué du Conseil Suprême n'apprend rien à ceux qui ne sont pas alertés. Pour moi, le vague des phrases et l'allusion à « *diverses éventualités susceptibles de se présenter dans un proche avenir* », sont plutôt pessimistes ; on peut seulement en déduire que quelque chose est en cours avant que l'on déclare forfait. En effet, le gouvernement britannique a accepté d'étudier diverses solutions et le général Gamelin est resté à Londres pour les mettre au point avec les Anglais. Mais après examen il prévient le généralissime que, toutes choses révisées et pesées, il ne pouvait que se rallier à l'avis de l'Amirauté. Et tous nouveaux efforts, même excessifs, de M. Reynaud ne changeront rien.

Une personnalité du gouvernement me dira, quand elle constatera, d'après une de mes interrogations, que je suis au fait de la question :

« *Je comprends l'opinion de l'Amirauté. Elle ne veut pas risquer toute la marine, qui est la sauvegarde de l'Empire et dont on aura*

*besoin ailleurs que dans les eaux norvégiennes. C'est un aléa de la guerre. Il y en aura d'autres. »*

Comme je m'étonne que Français et Anglais, qui devaient être instruits de la découpe de la côte norvégienne, n'aient pas pris leurs dispositions pour que les ports de Narvik et de Trondhjem puissent être occupés par eux, d'un bond, avant que les Allemands y fussent installés solidement, mon interlocuteur me répond :

*« Si l'on fait le compte des impréparations il faut remonter bien plus haut. »*

Mais la suite !

L'horriblement triste dans ces événements et dans les solutions qu'on cherche pour y faire face, c'est que rien ne peut être étudié en simple fonction du problème international, que viennent traverser et vicier les préoccupations d'ordre intérieur et d'ordre personnel. M. Daladier en a eu la dure expérience avec la Finlande ; M. Paul Reynaud en a une au moins aussi pénible avec la Norvège.

Il revient de Londres d'autant plus déprimé qu'il a dépensé plus de force nerveuse. On le décide à jouer le tout pour le tout en convoquant les Chambres.

*« Je les mettrai en face de [185] la situation et elles décideront. »*

Mais il est obligé de s'aliter. Il est grippé ; il a une grosse fièvre. Un peu de congestion se déclare. Les nouvelles de Londres et celles de sa maladie ont filtré. Les adversaires politiques ne sont pas tendres, même en temps de guerre. Ils ne l'ont pas été pour M. Daladier, ils ne le seront pas pour M. Reynaud. Pour partie ce sont d'ailleurs les mêmes. Ils s'apprêtent à le secouer d'autant plus fort que pendant quelques jours il a pu paraître triomphant. Il est sujet à des alternatives d'abattement et de courage. Sa maladie, qui est sérieuse, le sert momentanément ; elle lui interdit des actes publics, des discours et des entretiens, où son absence de sens politique pourrait l'entraîner à des gestes et à des paroles malheureux. La tempête s'arrête à son seuil, tandis que de l'autre côté du Channel elle bat furieusement le ministère de M. Chamberlain, qui en est ébranlé. Paul Reynaud peut bénéficier de ce que le Premier Britannique aura essuyé le plus gros de l'orage. Après avoir cru toucher le fond, il se ressaisit. Il renonce à convoquer les Chambres, comme son *brain-trust* le lui conseillait. Quand elles rentreront normalement le 16

mai, à la date qu'elles ont fixée, l'effet de stupeur et de colère aura été émoussé. Dieu sait s'il le sera ! Mais pas comme on le croit fin avril et commencement de mai. D'ici là il s'agit pour lui de dériver l'attention publique et le mécontentement public vers d'autres têtes. Qui, d'abord, est responsable de cette affaire de Norvège ? Ç'aurait été lui, si elle avait réussi. C'en est un autre, puisqu'elle a échoué. Ce n'est pas lui qui l'a préparée, c'est Daladier. Elle n'est qu'un héritage. Sans doute il a pris à son compte les victoires britanniques sur mer et à Narvik, et il ne rappelait pas alors que M. Daladier et ses collaborateurs étaient à l'origine de l'entreprise. C'était de bonne guerre. Mais puisque ça tourne mal, remontons à la source. Bien dit ! Et qu'un bon dossier, solidement nourri, prouve ce qu'il doit prouver ! Bien sûr ! répond-on dans le cabinet de M. Daladier, rue Saint-Dominique, jusqu'où parviennent les échos tout proches de la pièce où M. Paul Reynaud, à son domicile de la place du Palais-Bourbon, parle, écoute, discute, prédit.

Bien sûr ! mais M. Daladier n'est pas un fou piaffant, [186] pétaradant, fanfaronnant. M. Daladier, en tout état de cause, mais surtout après la leçon de la Finlande, ne serait pas monté chaque jour sur les toits pour appeler le peuple à l'admirer :

« Oyez, j'ai détruit la flotte allemande, j'ai bloqué la route du fer, je gagne la bataille du fer ! ».

M. Daladier l'avait dit au Président de la République lorsqu'il lui conseilla de confier le gouvernement à M. Herriot :

« Ne prenez pas Reynaud. Sa jactance touche à la folie. Tant qu'il ne s'agit que de budget, de billets de banque, ça peut aller ; dans la guerre, ça sera catastrophique. »

Et une voix sourde qui a peur du pressentiment angoissant qu'elle exprime, laisse tomber :

« – Si Reynaud reste encore deux mois... regardez-le, il a le signe de la fatalité cruelle, c'est lui qui fera la paix avec les Allemands. M. Daladier le disait l'autre jour à Laval.

– Oh ! ils se sont vus ?

– Oui, ils se sont expliqués, Laval a sa marotte italienne et espagnole, mais il n'est pas pour les Allemands.

– Hum ! Ce n'est pas tellement prouvé. »

Place du Palais-Bourbon a-t-on entendu quelques-uns des propos échangés entre deux portes rue Saint-Dominique ? C'est bien possible. Il y a entre les deux domiciles deux ou trois hannetons qui se chargent de transmettre ce qui n'est pas pour être transmis. Il en est un surtout qui n'a pour lui que d'être porteur d'un grand nom. Il n'est qu'un *minus habens*, on rit de ses bévues autant que de ses prétentions, mais le ragot reste. Au surplus M. Reynaud, qui n'a pas renoncé — il s'en faut — à sa résolution de se charger du ministère de la Défense Nationale, combine un plan de remaniement ministériel qui lui permettrait de débarquer Daladier de la rue Saint-Dominique et de renforcer son équipe, à droite par Marin si c'était possible, et à gauche par l'entrée de certains radicaux déjà pressentis. Il mettra le marché à la main à Daladier : ou ministre d'État ou les Affaires Étrangères... Le difficile ce n'est pas de dire que l'on fera, c'est de faire. Comment amener Daladier à s'y prêter ? S'il n'y consent pas, passer outre ? « Pourquoi pas ? » suggère M. Baudouin, qui songe que si M. Daladier va au Quai d'Orsay la place qu'il convoite ne sera plus libre. M. Reynaud, quelque [187] présomptueux qu'il soit, préférerait éviter le risque du départ. Un homme d'expérience, à qui il s'ouvre de ses intentions, lui dit :

« M. Daladier guette l'occasion d'abandonner la galère gouvernementale. Si vous lui demandez de permuter, il la saisira, n'en ayez aucun doute. »

M. Reynaud réfléchit. Il attendra. Il rumine et on lui suggère d'autres projets destinés, dans leurs pensées communes, à frapper l'imagination publique.

Le premier est de changer le généralissime. J'ai déjà dit que cette intention est ancrée chez lui, à tort ou à raison, de longue date. Elle a

été renforcée par les avis des personnalités militaires qu'il connaît. Dès le 12 avril, à une séance du Cabinet de Guerre, il a livré contre le général Gamelin un premier assaut que, contrairement aux prévisions, M. Daladier, qui s'était cru visé par les critiques portées contre le généralissime, avait brutalement arrêté.

Il s'agit de revenir à la charge avec meilleure chance de succès.

Il est une opération qui le tente d'autant plus qu'elle est réclamée de divers côtés, pour des raisons différentes, mais qui convergent vers le même résultat — elle consisterait à procéder à un grand mouvement diplomatique, qui se justifierait pour beaucoup de capitales, où la France est pauvrement représentée, il n'y a aucun doute. C'est quand on arrive au choix que la difficulté commence. Il y a beaucoup de candidats qui seraient pires que les victimes désignées. Qui enverra-t-on à Berne, dont le titulaire a atteint la limite d'âge ? M. Daladier l'avait offert à M. Patenôtre, député et ancien ministre, qui pourrait, par sa situation personnelle, donner de l'éclat à son ambassade. Mais M. Reynaud ne se soucie pas de tenir les promesses de M. Daladier. Qui à Madrid, si le maréchal Pétain dans un prochain remaniement consent à entrer dans le gouvernement — comme couverture ? M. Georges Bonnet, qui taille des croupières au Cabinet, ou M. Piétri, qui est candidat à tout ? Qui à Rome, où M. de Monzie irait peut-être bien, où MM. Bonnet et Piétri, deux fois nommés, et même M. Mistler, voleraient avec enthousiasme ? J'en passe, et d'ailleurs si M. Paul Reynaud considère le problème surtout du point de vue de l'impression heureuse [188] à produire, on a autour de lui un plan beaucoup plus précis : faire partir M. Léger des Affaires Étrangères.

On fait valoir à M. Paul Reynaud l'opportunité de ce déplacement. M. Alexis Léger, secrétaire général depuis 1933, a beaucoup d'ennemis, et de toutes catégories. Il y a les ennemis d'Aristide Briand : en poursuivant son ancien chef de Cabinet, ils assouvissent, par delà la tombe, leur vieille haine ; il y a les patrons et les amis des candidats à une succession qui, à leur gré, tarde trop à s'ouvrir. Or les candidats sont nombreux. On cite M. François Poncet, ancien député, ancien ambassadeur à Berlin, d'où il est passé à Rome, où il ne réussit pas mieux ; M. Noël, ambassadeur près du gouvernement polonais, parent de M. Flandin, dont il fut le secrétaire général à la présidence du Conseil en 1934-1935, et ancien directeur du Cabinet de M. Pierre Laval ; M. Charles Roux, ambassadeur auprès du Vatican, qui, par le souvenir de



son père, a des appuis parlementaires, et pourrait faire valoir auprès de l'entourage de M. Paul Reynaud son origine marseillaise, si M. Baudouin lui-même n'était pas sur les rangs et s'il n'avait pas à redouter le barrage du puissant M. Joseph Caillaux, président de la Commission des Finances du Sénat. M. Joseph Caillaux a-t-il oublié — on s'en étonnerait ! — qu'un jeune secrétaire de l'ambassade française à Rome, qui s'appelait Charles Roux, envoya, en 1915, au ministère des Affaires Étrangères, une dénonciation en règle contre les « intrigues défaitistes » d'un député et ancien ministre français qui n'était autre que lui-même ? Ces rapports furent le point de départ de l'accusation qui devait conduire M. Caillaux en Haute Cour. M. Alexis Léger a encore contre lui le plus remuant et le plus tenace des hommes qui aidèrent à sa nomination, en 1933, M. Anatole de Monzie.

M. Anatole de Monzie avait brusqué M. Daladier et M. Paul Boncour, alors président du Conseil et ministre des Affaires Étrangères, pour mettre à la retraite M. Philippe Berthelot, atteint de la maladie qui devait peu de temps après l'emporter, car il nourrissait contre M. Berthelot, coupable à ses yeux d'avoir « fabriqué la Tchécoslovaquie ! » et d'être à la remorque de M. Benesch, une de ces animosités agissantes comme seul M. de Monzie sait en avoir ; M. Léger en avait été, par ricochet, le bénéficiaire, mais M. de Monzie, n'ayant [189] pas rencontré chez le nouveau secrétaire général la docilité qu'il espérait, l'avait vite accusé d'avoir purement et simplement chaussé les souliers politiques du mort. Aussi ne négligeait-il aucun prétexte, fût-ce en public, pour diriger contre lui les feux meurtriers de son fusil mitrailleur, c'est-à-dire de sa verve ardente et multiforme.

M. Léger avait certainement, en sept ans de charge, dû plus souvent refuser qu'accorder des faveurs, de quelque courtoisie qu'il fût coutumier ; il était, en outre, une cible commode, pour les parlementaires qui, n'osant attaquer directement le ministre, prenaient le détour du secrétaire général permanent ; enfin contre M. Léger étaient coalisés tous les hommes, anciens ministres, députés, sénateurs, journalistes, financiers, industriels, qui, quoiqu'éparpillés, et quelquefois ne se connaissant même pas, constituaient ce que M. Georges Bonnet avait défini devant M. Suraner Welles comme le parti de la paix. Ils ne lui pardonnaient pas de monter la garde autour de l'alliance franco-anglaise ; ils le représentaient comme délibérément hostile à l'Italie parce qu'il freinait une italophilie prête à tout céder, avec autant de ferme patience qu'il

avait freiné une italophobie prête à tout envenimer ; ils voyaient en lui l'homme le plus capable, par sa vigilance incessante, de se mettre en travers d'une combinaison frauduleuse du genre de celles que M. de Ribbentrop suscitait sans cesse par le détour, soit de la Hollande, soit de l'Italie, soit de l'Espagne. Pour le discréditer, il n'était rien qu'ils n'osassent. Une difficulté survenait-elle, ils l'inscrivaient à son actif, même s'il l'avait prévue et s'il avait mis en garde les gouvernements afin qu'on l'évitât, mais si un événement heureux se produisait, il n'y était pour rien, malgré qu'il l'eût préparé, avec d'infinies précautions, comme le traité franco-turc. Il ne pouvait même pas, selon les cas, se défendre ou s'enorgueillir, il était tenu, par sa fonction même, au silence et à une sorte d'impassibilité.

Quant à ceux qui auraient dû couper court aux injustices, c'était trop leur demander ; les succès, ils se les approprient ; quant aux erreurs ou aux malheurs, c'était leur chance que quelqu'un fût là pour les endosser.

Cependant, en espérant que cela ne lui fera pas tort, je [190] dois mettre à part M. Daladier ; je l'ai plusieurs fois entendu dire devant témoins :

« Ils attaquent Léger ! Si nous ne l'avions pas ! Ils ne savent pas tout ce qu'il fait, tout ce qu'il essaie, tout ce qu'il empêche, et même, malgré les obstacles, ce qu'il réussit. »

Enfin, il faut le noter, car en tout cela M. Léger devait bien avoir une petite part de responsabilité, il déroutait parfois quelques-uns de ses partisans et même de ses amis, à plus forte raison des indifférents, par un langage raffiné, riche de substance, où ils craignaient une énigme. Il était trop magnanime à leur égard ; il voulait leur laisser quelque chose à comprendre. C'est ce dont un ancien ministre se plaignait un jour en me disant : « Oui ! mais il est ésotérique ! ».

Léger avait la délicatesse de ne pas paraître imposer son opinion sur un problème. Avec certains esprits il ne faut pas craindre d'être catégorique.

C'est peut-être cette élégance d'expression qui fut nuisible à M. Léger dans l'esprit de M. Reynaud. Celui-ci était plus un fabricant de formules et un adaptateur des idées et des arguments d'autrui qu'un

penseur réel. La maïeutique de M. Léger le déconcertait. Il le dira un jour à quelqu'un qui lui demandait :

« – Ça ne va pas avec Léger ?

– Si ! mais nous n'avons pas la même forme d'esprit. Je n'ai que faire de sa maïeutique. »

En réalité ce n'était qu'une très infime dissidence, qui se serait estompée si M. Paul Reynaud n'avait pas eu, à côté de lui, des gens âprement appliqués à ruiner M. Léger, et qui ne se faisaient pas faute de démontrer à M. Reynaud qu'en se débarrassant de lui il ferait un coup de maître. À une réunion de la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre, fin avril, M. Paul Reynaud arrêtant les attaques qui commençaient contre le secrétaire général du Quai d'Orsay, avait bien dit, avec la crânerie extérieure dont il aimait à faire preuve :

« Je vous prie de ne pas vous en prendre aux hommes et aux administrations ; il y a un ministre, il est présent, c'est moi. »

Mais cette crânerie faiblirait peut-être bien le matin ou le soir où on lui dirait :

« Signez ! vous ferez plaisir à Bonnet, à [191] Flandin, à Mistler, à de Monzie, à Maurras, à Beuneau-Varilla, à Lemery... » et aussi à la Barbe Violette du groupe charnière, qui, le jour même de la présentation du ministère, avait prononcé un réquisitoire contre le Quai d'Orsay et contre M. Léger.

Il ne faiblissait pas encore. Léger avait tout de même des amis sûrs et des hommes qui rendaient hommage à sa valeur et à ses services. Je ne parle pas de moi-même, qui étais compris probablement dans l'hostilité que M. Léger rencontrait près de M. Reynaud, mais je parle de Léon Blum, d'Herriot, de Daladier, dont il devait bien tenir compte, même de Delbos, que la manière de Léger surprenait, mais qui reconnaissait la vérité et la loyauté de sa politique ; je parle aussi des hommes d'État anglais.

Mais la pression était forte... on disait à Reynaud :

« Ça sera le point de départ d'un grand mouvement diplomatique spectaculaire qui en imposera à l'opinion. Il ne s'agit pas, consentait-on, de "limoger" M. Léger ; donnez-lui le poste de Londres, où il sera bien accueilli Churchill, Eden, Chamberlain, Halifax ne pourront donc

même pas indiquer le plus petit mouvement de mauvaise humeur. On enverra Corbin à Rome, en transportant M. François Poncet dans quelque conseil d'administration ou quelque sous-secrétariat économique, M. Peyrouton à Bucarest.

– Mais Malvy veut Madrid pour son gendre.

– Vous lui direz qu'il s'agit d'une grande tâche pour laquelle Peyrouton, l'énergie même, est indispensable.

– Et Thierry ! vous savez bien qu'on ne peut pas y toucher !

– Je m'en charge, laissez-moi faire, disait péremptoirement M. Baudouin.

– Mais pour remplacer Léger ?

– Baudouin, intervenait une voix impérieuse.

– Vous accepteriez ?

– Il n'y a pas de question, répondait la même voix. Nous aurons là, au moins, un homme à nous !

– Prenez garde ! dit quelqu'un doucement. Vous ne pouvez pas toucher à Corbin. D'abord Léger n'acceptera pas ce déplacement. "Ou j'ai mal rempli ma tâche, vous dira-t-il, mettez-moi en disponibilité, ou je l'ai bien remplie et je dois [192] y rester ; en tout cas je ne consentirai pas à l'éloignement de M. Corbin de Londres, où il est *persona grata* et *the right man* avec un prestige que ses qualités lui ont acquis et qu'il ne retrouverait pas à Rome, où il aurait tout à conquérir". »

Ce jour-là on n'alla pas plus avant, tout en se promettant bien de revenir à la charge. On avait lancé des ballons d'essai dans la direction des journaux américains. La censure télégraphique les arrêta. On attendra des jours meilleurs et prochains pour faire triompher un plan dont l'intention s'accusait avec netteté.

Ce plan est naturellement celui de M. Baudouin et il est, de plus, agréé, soutenu et voulu par une personnalité à laquelle je n'ai fait encore que des allusions discrètes.

Son rôle est déjà prépondérant. Jumelé et s'entrelaçant avec celui de M. Baudouin, il deviendra décisif, capital.

Osons-nous nous pencher sur ces visages ?



[193]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XVII

---

### LES MAUVAIS GÉNIES DE PAUL REYNAUD : UNE FEMME

*Hélène Rebuffet, femme de Portes — L'ensorceleuse domptée.*

[Retour à la table des matières](#)

M. Paul Reynaud a eu deux mauvais génies : une femme et un homme.

On ne saura jamais si M. Reynaud, qui, incontestablement, rêva d'être l'homme qui gagnerait la guerre, ne l'aurait pas gagnée en effet s'il n'avait pas eu, pour le précipiter dans la défaite, Hélène de Portes et Paul Baudouin, associés ; je répète : associés, car un seul des deux n'y aurait probablement pas suffi.

Il est une catégorie d'êtres — la moitié de l'humanité — que les coutumes d'honneur protègent même contre les fleurs. Mais s'il en est un — une femme — qui, par sa présence, par sa parole, tour à tour caressante et âpre, par sa tenace pression, par l'empire de sa volonté et par un charme singulier, a exercé sur les événements, au travers de l'homme qu'elle subjuga et des hommes qu'elle soumit, une influence pernicieuse, l'historien ou le mémorialiste doivent-ils se taire et passer ? La vérité n'a-t-elle pas des droits supérieurs ? La justice elle-

même n'est-elle pas souveraine ? Un homme est accusé de désertion. Le tribunal de l'opinion ne peut-il pas et ne doit-il pas rechercher s'il n'y a pas de circonstances atténuantes, si quelque sirène ne l'y a pas entraîné et poussé, et si elle n'est pas au moins aussi coupable que lui ? N'avons-nous pas le devoir d'appeler à la barre comme témoin, et peut-être comme accusée principale, l'enchanteresse, et de dire : « *Faites entrer Hélène Rebuffet, femme de Portes !* » ?

Mais l'huissier audiencier appellera vainement Hélène Rebuffet, femme de Portes. Au détour d'une route, la Grande Justicière l'a saisie et emportée jusqu'au lieu d'où personne [194] n'est jamais revenu. Mais alors la mort éteint toute action judiciaire ? Non ! pas toute. L'histoire garde la sienne avec des prérogatives que rien n'entrave. Elle a même le droit de lever le couvercle du cercueil pour contempler une dernière fois le visage de la Fatale. Elle n'était point belle ! Non ! elle ne l'était pas. Il n'est pas nécessaire de l'être pour être fatale. Elle était élégante, mais pas plus que beaucoup d'autres et moins que quelques privilégiées des dieux. Son allure, au pas rapide, décelait qu'elle entretenait par l'exercice physique la souplesse des membres et l'agilité de tout le corps... La face était plutôt anguleuse, le teint piqué de taches tirait sur le marron ; les traits et les paupières portaient la trace des fatigues d'une vie mouvementée. La voix, un peu aigre parfois, toujours hardie, voulait plus imposer que plaire. Il arrivait même qu'elle fût disgracieuse, comme si elle faisait effort pour l'être, car il y avait de la méchanceté dans sa nature volontaire. Même qui la connaissait peu la devinait âpre et ardente dans tous les sens ; elle était, par-dessus tout, audacieuse et avec un tel mépris des obstacles, qu'elle était redoutable et redoutée de ses rivales de salon, d'antichambres politiques et de boudoirs. C'est un peu de tout cela que l'on englobe dans cette expression incertaine et cependant caractéristique : elle a de la branche... Était-elle en même temps rouée ? Assurément. Elle l'était assez pour jouer aussi bien que d'autres au jeu des médisances secrètes, des interprétations abusives, des calomnies calculées, des commentaires venimeux, mais elle préférait l'attaque directe, hautaine, voire violente, par où sa volonté de domination pouvait plus sûrement s'exercer. Ce goût, inné certainement et ensuite passionnément développé, de conduire, de tenir les rênes, de faire siffler la cravache, aurait fait d'une autre une écuyère ou une dompteuse. Puisque son destin, qu'elle avait patiemment aidé, l'avait menée, de la bourgeoisie marseillaise aux salons parisiens et aux

cabinets de ministres, c'est dans l'arène politique qu'elle remporterait la palme du triomphe. Elle avait choisi un pur-sang racé, vivant, nerveux, difficile et cabochard, mais de grande classe, qu'elle tenait bien en main et qui avait visiblement plaisir à s'en accommoder. Un observateur pénétrant me dit un jour de M. Paul Reynaud et [195] de M<sup>me</sup> de Portes, après les avoir examinés durant un long moment :

« Beaucoup plus que Vénus à sa proie attachée, c'est Diane à son coursier cramponnée. »

L'association des deux personnalités était depuis longtemps enregistrée par la bienveillance générale. Si M. Paul Reynaud n'avait pas dans le Parlement, où son indépendance d'esprit en avait fait un « sans-parti », un support très solide, dans le monde des affaires, du Palais, de la presse, et dans le monde tout court, il avait un cortège imposant de sympathies, d'amitiés et même de dévouements. M<sup>me</sup> Hélène de Portes le diminua plutôt ; mais elle y fit le choix d'une clientèle qui fut dévouée au moins autant à elle-même qu'à lui, si ce n'est davantage. Elle avait assez d'ouverture d'esprit pour ne pas écarter, mais pour rechercher au contraire les collaborateurs les mieux doués, les plus énergiques et les plus capables de servir la carrière de Paul Reynaud, mais elle n'en avait pas assez pour supporter que l'un d'eux marquât envers elle de l'indépendance.

S'ils ne tenaient pas d'elle leur emploi, plus complète encore devait être leur allégeance. Pour avoir fait fi de cette loi, un des plus anciens collaborateurs de Paul Reynaud dut finalement céder la place. Il s'était, il est vrai, attiré beaucoup d'inimitiés, notamment du côté de M. Daladier, contre qui il alimentait une campagne hostile. Mais il avait du sens politique et peut-être aurait-il évité à Paul Reynaud, qui n'en eut jamais, des erreurs graves, notamment pendant la formation de son ministère. M<sup>me</sup> de Portes contribua à son départ et s'opposa à son retour. M<sup>me</sup> de Portes pensa-t-elle que si Paul Reynaud n'avait pas de sens politique, elle en avait, elle, pour deux ? L'exclusivisme dont elle faisait étalage contre tous ceux qu'elle n'avait pas estampillés en fait douter. Presque jusqu'à ce que M. Paul Reynaud devînt Président du Conseil, elle fut relativement discrète dans ses manifestations. Je l'ai, de mes oreilles, entendue déplorer — n'était-ce que parce que je l'entendais — la froideur des relations de M. Paul Reynaud et de M. Daladier et leurs incessants démêlés, et souhaiter que les deux hommes trouvent un terrain d'entente, sinon d'amitié. Je dis : presque, car dès les environs de



janvier 1940, elle affirme un peu partout la candidature du ministre [196] des Finances à la présidence du Conseil, et de la manière la moins habile, c'est-à-dire en propageant contre le chef du gouvernement des critiques qui, répétées à M. Daladier, revues et augmentées, accroissaient l'animosité des deux personnages l'un pour l'autre. On lui prêtait aussi des propos de tendances nettement défaitistes, ainsi que des conciliabules de conspiration avec le « fort parti » de M. Georges Bonnet et l'on assurait que sa tendance déteignait sur M. Paul Reynaud. Et tout cela, pour bloquer derrière Paul Reynaud le plus grand nombre possible de gens intéressés à la chute de M. Daladier, ou par conviction ? Les deux. La tactique n'était pas adroite. La conviction ? Le bon sens n'arrive pas à se l'expliquer. Défaitiste, elle, et Paul Reynaud jusqu'au-boutiste, c'était plutôt mal le servir et donc se mal servir, puisque son hégémonie ne pouvait pas être isolée de celle de M. Paul Reynaud. Elle avait une soif ardente de puissance, elle voulait monter aux plus hauts sommets, et de là diriger, commander, assujettir, violenter, briser, être le pouvoir suprême. Comment pouvait-elle concevoir qu'elle réaliserait son rêve autrement que par la pleine victoire ? À elle sans doute plus qu'à tout autre il aurait dû dire : Je gagnerai la guerre ! Lui, victorieux, ce serait pour elle aussi la victoire ! Ce serait tout à ses pieds et baisant ses mains : les rivales, dont aucune n'était à sa taille, les autres aussi, depuis celles qui l'avaient humiliée par leurs bienfaits à ses débuts dans la grande ville à conquérir, jusqu'à celles qui osaient la juger d'avoir trop voulu vivre toute la vie, toutes les vies, toutes, toutes ; et les hommes pareillement, ceux à qui elle ne pardonnait pas de l'avoir dédaignée ou de s'être écartés d'elle, comme ceux à qui elle avait accordé d'être ses chevaliers servants ou ses bouffons, et les concurrents de Paul, comme ce Flandin, et ses adversaires, et ce Daladier et ses amis, comme ce Mandel qui vraiment, lui, la pénètre avec trop d'acuité et tous, et tous... puis qui sait ? l'Élysée ? Peut-être mieux ? Pourquoi pas ? Quand on rêve saurait-on trop rêver ? Mais, non ! ce n'est pas cela !

Elle se répète, et on lui répète :

« Il est fou, Paul, avec son “Je gagnerai la guerre !”. On ne peut pas gagner la guerre. On ne peut que gagner la défaite. Mais oui, gagner la défaite. »

[197]

Qui a envoûté l'ensorceleuse ? Qui a dompté la dompteuse ? Qui ?  
Qui ?

Jour après jour, dans une intimité toujours plus confiante, Hélène de Portes et Paul Baudouin ont conquis l'un sur l'autre une influence de plus en plus efficace. M. Baudouin s'empare du cerveau d'Hélène de Portes, devient son directeur de conscience. Elle ne pensera plus que par lui. Elle ne pensera plus Paul Reynaud, ni France, ni guerre, elle pensera Baudouin. Elle finira par être tant obsédée de la pensée Baudouin qu'avec son tempérament de dominatrice elle aura parfois l'air de le pousser dans la voie où il s'est engagé. Et ce sera vrai ! Alors qu'il n'oserait pas jeter son masque, elle lui fera honte de ne pas le jeter.

En revanche, il sera son *factotum*, il sera l'exécuteur de ses basses œuvres, il épousera ses haines, il tramera ses vengeances.

Tous deux réunis, lui, l'ami et le collaborateur, elle, la compagne et l'Égérie, ils seront le complot de chaque jour, de chaque heure, de chaque seconde, contre Paul Reynaud.

[198]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XVIII

---

### LES MAUVAIS GÉNIES DE PAUL REYNAUD : PAUL BAUDOUIN

*Origine ; Inspection des Finances — Manifeste de la Revue de Paris : « Les données du problème français » — Sympathie pour l'Allemagne — Trois brochures confidentielles — Le mirage de paix — Tendances fascistes — Le rêve catholique méditerranéen — Crainte de la marée révolutionnaire — « Les problèmes de la paix » — Emprise de M. Baudouin sur M. Paul Reynaud.*

[Retour à la table des matières](#)

On a déjà aperçu la silhouette de M. Baudouin se profiler à l'arrière du tableau quand M. Paul Reynaud a formé son gouvernement à la fin de mars dernier et l'a nommé secrétaire du Cabinet de Guerre et sous-secrétaire d'État à ses côtés.

D'où vient-il ? Son nom était presque inconnu du grand public.

Il appartenait à ce corps de l'inspection des Finances d'où sont sortis tant de grands fonctionnaires et tant de remarquables hommes d'affaires, mais aussi tant d'esprits faux et insupportables. Il n'y a, d'ordinaire, pas de milieu pour les produits de cette grande école : ou l'extraordinaire surmenage intellectuel auquel les candidats à l'inspection des Finances sont soumis avant le concours d'admission a atrophié,

pour la vie, leur cerveau, ou ils y résistent ; on n'entend plus parler, ou presque pas, des premiers, les autres grimpent vite aux emplois en vue de l'administration des Finances d'où ils s'élancent, soit qu'on vienne les y tenter, soit qu'ils prennent eux-mêmes la peine de préparer leur exode, vers les emplois les plus rémunérateurs des hautes banques, des sociétés financières, des grandes industries. Ils y retrouvent des anciens qui, lorsque leurs intérêts propres n'y sont pas absolument contraires, les y accueillent et les y aident, car une étroite et extraordinaire solidarité unit dans la vie cette étrange congrégation. [199] Entre eux ils se jugent, et quelquefois il leur arrive de se déchirer, dans des corps à corps violents, pour une prééminence, mais contre le reste du monde ils se retrouvent d'un seul bloc avec toute la prétention d'être quelque chose de supérieur, de surhumain, comme le sel de la terre !

M. Baudouin se distingue, parmi ses pairs, comme un des plus intelligents et des plus audacieux. Il a été servi dès sa naissance par de puissants soutiens, mais aussi par ses dons personnels, qu'il a su faire valoir dans les cabinets, puis dans les directions du ministère des Finances. Il suit la filière. Il abandonne, lui aussi, « la rue de Rivoli » pour un poste de commandement dans une des plus grandes affaires : la Banque de l'Indochine. Il a la puissance financière. Elle ne lui suffira point. Il se sent l'étoffe d'un maître. À le voir circuler dans le monde des affaires, dans le milieu politique dont les portes sont ouvertes devant lui, et dans les salons, où il n'apporte que son masque, qui pourrait deviner que ce banquier est dévoré par l'ambition de gouverner ? Elle n'est pas d'origine vulgaire, on doit le reconnaître ; elle n'est pas de celles si nombreuses qui se satisferont avec un fauteuil dans un palais ministériel, et un titre de ministre de quoi que ce soit sur une carte de visite ; il les connaît, les hommes politiques, et les trouve petits, ce n'est pas pour leur ressembler que le rôle de chef l'attire. Je ne sais pas s'il a pensé à solliciter des foules un mandat législatif ; j'en doute, car son orgueil méprise le *vulgum pecus*, et ne s'accommoderait point de lui devoir l'ascension qui le hante. Son rêve, qui s'alimente à une source religieuse, est d'être aussi un apôtre et d'exercer sa domination sur les âmes, sur les pensées, sur les volontés des hommes, autant que de les diriger. Il se compare à un poète, puis à un saint, puis à un élu. Il est prêt, avec cette mentalité, à entreprendre tout ce qui comblera le vœux de sa foi et de son ambition ; l'une et l'autre sont, au surplus, tellement

enchevêtrées qu'il sera souvent impossible, en face d'une de ses initiatives, de distinguer quelle est celle qui aura été l'inspiratrice.

Sa personnalité a été mêlée à la vie publique quand, en 1936, M. Léon Blum et M. Auriol l'ont compris, dans un comité d'experts financiers. M. Blum n'en a pas gardé bon [200] souvenir, mais il est possible que ce ne soit pas la faute de M. Baudouin.

Jusqu'à l'avènement de M. Reynaud son ambition chemine dans l'ombre, petit à petit ; il doit trouver que c'est long, car son tempérament n'est pas d'un patient, encore qu'il ait une grande force de dissimulation, dont il donnera d'incomparables exemples. Mais ce temps il ne le perd pas ; il a des amis qui le vantent comme un intellectuel aux idées originales, il se conquiert des sympathies admiratives en se présentant comme tourmenté par des crises de conscience, il devient, dans des réunions quasi secrètes, le *leader* d'une sorte de néo-catholicisme qui a pour objet la régénération morale de la France. De plus il en impose à beaucoup de gens par son verbe assuré et par son allure puissante. Quand il entre quelque part ce n'est pas à petits pas, il fonce, buste en avant, comme s'il s'apprêtait à donner un coup de tête dans l'estomac d'un ennemi invisible. Bien découplé, fort, il serait presque beau si un je ne sais quoi ne trahissait sur son visage la fausseté de l'esprit et la dureté du cœur.

Au début de 1938, il essaie d'attirer l'attention par une sorte de manifeste, « *Les données du problème français* », qu'il publie dans *La Revue de Paris*, les racines de son œuvre future y sont inscrites, ainsi qu'un penchant à résoudre « le problème français » par une partielle abdication.

Il y fait bon marché de l'ancienne suprématie française. À la manière dont il note que les nations voisines de la France, autrefois divisées et à peine peuplées, « *se sont unies en deux empires puissants, grisés par leur jeunesse, à natalité très forte* », et que « *la nouvelle Allemagne et la nouvelle Italie demandent leur place au soleil* », on prévoit que la déformation professionnelle l'entraîne à chercher une transaction.

« Tourner le dos à ces problèmes, écrit-il, les négliger, les étouffer en les enserrant dans des arguties juridiques, c'est courir au-devant de la catastrophe. »

Il sait si bien qu'il va heurter la conscience française qu'il tient à rappeler sa qualité d'ancien combattant. Mais on peut avoir été un soldat noblement courageux et être un esprit faux. On peut aussi avoir beaucoup lu et n'avoir rien retenu, on peut connaître l'histoire et n'en avoir compris aucune des leçons.

[201]

Je n'ai qu'à puiser dans les pensées de M. Baudouin pour appuyer ce que je viens d'avancer :

*« Aucun obstacle infranchissable, écrit-il, ne sépare la France de l'Allemagne. C'est un crime contre notre pays que d'affirmer inévitable la guerre avec l'Allemagne. »*

*Il nous faut comprendre que la jeunesse de cette grande nation est avide de plus larges horizons, que sa force disciplinée et massive n'est pas fatalement destinée à s'opposer à la force française, moins vigoureuse, mais plus souple. Il faut nous dégager de l'obsession de la peur, qui a conduit notre pays à subordonner sa politique extérieure à des alliances qui ne sont souvent que des raisons de faiblesse et les produits d'une dangereuse sentimentalité. Seule une France puissante et moralement forte, consciente de ses richesses spirituelles, du rôle directeur qui lui incombe dans un Occident de toutes parts menacé, peut s'associer pour cette défense et cette reconstruction avec une Allemagne encore animée dans son ensemble par les hauts sentiments d'estime que lui ont inspirés son ancien adversaire. Ce que l'Allemagne ne nous pardonne pas, ce n'est pas d'avoir gagné la guerre, c'est, au cours des dix années de noire détresse qui ont suivi, de n'avoir pas su — pas même voulu — nous pencher sur ses problèmes, lui donner des conseils, lui accorder notre soutien. L'Europe pouvait être reconstruite alors assez aisément. Bien que cette tâche paraisse aujourd'hui presque désespérée, il faut nous libérer de cette angoisse quotidienne en sacrifiant de nombreuses habitudes d'esprit à cette œuvre qui commande l'avenir. »*

Qu'ayant écrit une page comme celle-là, qui est proprement un défi à toute l'histoire et particulièrement à celle des vingt dernières années, l'homme qui l'a conçue et signée soit devenu le collaborateur de M. Reynaud dans un Cabinet de Guerre, pour gagner la guerre, c'est à se demander si M. Reynaud n'a pas alors été victime d'une de ces « absences » que les psychiatres ont pour métier d'analyser et de guérir.

Après cette profession de foi significative, il peut bien ajouter que « *le problème franco-allemand doit être résolu pacifiquement, sans porter atteinte à l'étroite amitié qui nous unit à l'Angleterre* ».

Ce coup de chapeau est trop visiblement de pure courtoisie, pour ne pas dire de pure hypocrisie. Le fond du cœur doit être recherché dans une autre phrase très claire :

[202]

« *La possibilité et la nécessité d'une entente avec l'Allemagne doivent être affirmées malgré l'incompréhension des foules, l'attrait de la routine et les critiques qui, sur ce terrain, deviennent facilement injurieuses.* »

Jacques Bainville lui avait d'avance répondu quand il écrivait :

« *Il y a un moyen certain pour la France d'être l'amie de l'Allemagne, de ne plus s'exposer à sa mauvaise humeur, c'est de se conformer à ses désirs, d'abdiquer volonté et initiative.*

*La paix allemande c'est la soumission à la politique allemande.* »

Cher et grand Bainville, j'aime mieux vous savoir inanimé sous la pierre tombale du cimetière de Marigny qu'obligé de contempler ce que je contemple et de souffrir ce que nous souffrons !

Au moins vous n'avez pas l'amère tristesse de voir tels et tels de vos amis politiques, qui furent vos fiers compagnons d'armes dans l'incassante bataille contre l'éternel ennemi de la France, s'être condamnés à l'approbation de l'homme qui, pour titre à diriger la politique extérieure française, n'avait que cette phraséologie proallemande !

Est-ce à dire que dans les quelque 25 pages où M. Baudouin étudiait *les données du problème français* il n'y eût rien qui valût d'être retenu ? À le dire par partialité nous nous donnerions tort à nous-même qui avons déploré la décadence de l'esprit public, la dégénérescence des mœurs politiques et la corruption du parlementarisme en France.

Le petit manifeste de M. Baudouin constituait une mixture où il y avait du bon, du normal et du pire, avec une sympathie à peine dissimulée pour les formules totalitaires. Je crois que c'est le pire qui dominait.

Il terminait par une profession de foi de christianisme et de « latinisme » que voici :

« Nous sommes de ceux qui pensent que la civilisation occidentale restera fidèle au Christ ou cessera d'être. Plus que tout autre pays, la France est fortement imprégnée de l'idéal chrétien de justice et de charité. Il est consolant de constater qu'après tant d'efforts dépensés pour tuer son âme, notre pays reste encore lui-même, au centre de l'Occident menacé, solidaire d'une latinité qui, [203] malgré les apparences, demeure inscrite dans les faits comme dans les esprits. »

L'article de la *Revue de Paris* est du 1<sup>er</sup> février 1938. Nous avons de lui d'autres œuvres moins lointaines : trois brochures confidentielles et rarissimes, où l'ancien directeur de la Banque de l'Indochine déversait, entre deux voyages à Rome, le trop-plein de ses rêves de réforme. C'est là qu'il faut rechercher sa vraie pensée. Je dis « *rechercher* », car, dans les deux dernières, écrites pendant la guerre, il se croyait obligé d'assourdir un peu quelques-unes de ses préméditations.

C'est dans la première, prétentieusement intitulée : *Messages et Éthique*, que l'auteur se compare aux poètes et aux saints. Que dis-je ? se compare ? se sacre poète et saint. Il y a là dedans un invraisemblable fatras où une vanité incommensurable recouvre un mysticisme naïf joint à une série d'enfantillages et de truismes, qu'il nous apprenne que « *le mystère de la vie est en nous* », que « *l'homme est nécessaire au monde* » et que « *l'énergie spécifique de l'homme est l'énergie psychique* ». Nous voici bien avertis et nous devons l'en remercier, et nous sommes forcés de le croire sur parole quand il se range parmi « *les saints et les vrais artistes, c'est-à-dire, les poètes* » qui, non seulement, écrit-il, « *élèvent leur énergie psychique jusqu'à la domination de la matière, mais encore, par leurs exemples, où se révèle la vraie réalité, aident à la régénération des hommes avides de nourriture spirituelle* ».

S'il accuse l'homme « *insensibilisé par son orgueil, étouffé par sa fausse science, usé par sa vie bruyante et lâchement sensuelle* », de ne plus savoir « *contempler le monde avec des yeux jeunes, naïfs, émerveillés, fraternels aux êtres et aux choses* », c'est évidemment qu'il s'en distingue. Il nous en informe vite d'ailleurs. « *Les bergers constituent l'aristocratie humaine* ». Il en est un.

« Rétablir le sens de l'humain, restaurer les valeurs morales sur lesquelles repose toute civilisation, telle est la tâche d'aujourd'hui. Soyons-en les fervents ouvriers ».



Je me garderai de railler ses envolées mystiques. Que le Paradis soit ou non « *l'ascension joyeuse vers Dieu, l'union par l'amour* », c'est chose qui est d'ordre personnel et qui, par conséquent, ne se discute pas.

[204]

Le second message, daté de Noël 1939, a trait à *notre condition présente*.

Il y accentue envers l'Allemagne l'indulgence dont il a témoigné dans son article de *La Revue de Paris* et qui se retrouvera également dans un troisième, qui s'occupera plus spécialement des problèmes de la paix. Il ne fait allusion aux « *atroces responsabilités des chefs nazis* » que pour « *constater que la mésentente et la carence de la France et de l'Angleterre ont encouragé le monstrueux rêve de puissance de l'Allemagne* ».

Je le suivrais volontiers dans cette affirmation si elle signifiait que la France et l'Angleterre ont eu l'horrible tort de permettre à l'Allemagne, dont elles n'avaient pas su briser l'unité, une résurrection militaire qu'elles pouvaient facilement étouffer ; cette faute, je l'ai amplement démontrée. Mais il est bien loin de ma pensée, trop simpliste pour son cerveau de géant. Il n'a que dédain pour qui ose invoquer « le traité de Westphalie, qui a le défaut d'être vieux de trois cents ans et mort de plus d'un siècle » ! Sa pensée, la voici :

« *Le devoir de notre pays était d'organiser une Allemagne supportable pour nous et pour elle, et de la maintenir ainsi pour son bien et le nôtre. Nous avons failli à cette tâche, la plus dure et la plus nécessaire de toutes celles qui nous incombaient, et les meilleurs parmi les Allemands seraient en droit de nous le reprocher.* »

Je pourrais demander à ce financier s'il n'a pas entendu parler de certains « crédits gelés » que l'Angleterre, la France, l'Amérique, ont bénévolement jetés au creuset de la revanche allemande. Il l'oublie. Il regarde l'avenir et il veut « *voir neuf et large pour reconstruire, sans écarter aucune audace de l'esprit* ». Soit. Mais je suis sûr que ce qu'il a écrit, avec une arrière-pensée généreuse pour la malheureuse Allemagne, a dû lui être durement reproché par le nazisme victorieux. Quoiqu'Hitler et M. de Ribbentrop en pensent, et en dépit des condescendances que M. Baudouin avait en vue, les lignes qu'on va déguster sont

la condamnation formelle de son action ministérielle et de la capitulation qui en a été la conclusion :

« *Pour que l'Europe redevienne libre et stable, il faut que la puissance de l'Allemagne soit réduite. Mais cette réduction [205] peut prendre deux aspects : elle peut être absolue, donc difficile à obtenir, encore plus difficile à maintenir, comme le montre l'expérience des vingt dernières années ; elle peut être relative et durable grâce à l'entente humaine des nations qui n'aspirent pas à la domination du continent.*

L'Allemagne dispose d'immenses avantages du fait de sa position centrale, de ses vastes richesses en hommes et en produits du sol, de son organisation industrielle, de son réseau de communications fluviales qui la pousse à déborder de ses frontières. *Aussi deviendrait-elle à nouveau le pays le plus puissant en Europe si aucune modification n'était apportée à sa structure actuelle, si elle était laissée libre de développer ses forces dans un climat de complète égalité. La parité dans la limitation des armements, ou même dans un désarmement général, ne détruirait pas la supériorité de puissance du Reich sur chacun de ses voisins, pacifiques, confiants, où les hommes ne deviennent pas des automates dès qu'ils sont enfermés dans des casernes ou des usines. »*

Ces lignes ont dû déjà lui être imputées à crime de lèse-Allemagne par la *Wilhelmstrasse* ; moi, je m'en empare, et le texte m'y autorise, pour l'accuser d'avoir lui-même, par la demande d'armistice, compromis le minimum qu'il souhaitait.

Sans doute il cachait là une précaution oratoire destinée à préparer une réponse négative à la question suivante :

« *La guerre sera-t-elle poursuivie jusqu'à l'écrasement de l'adversaire ? »*

Il voulait en effet entrevoir « *des bouleversements intérieurs allemands amenant, au pouvoir des hommes moins compromis que l'équipe actuelle* » ; il en attendait les modifications des « *données d'une lutte commencée par des coups de théâtre et qui pourrait se terminer de même* ».

Il concédait que « *l'Allemagne débarrassée des nazis, restera travaillée par un rêve de domination universelle* ». Mais — et c'est bien là qu'on le voyait venir — « *rejeter a priori l'idée d'une négociation avant l'effondrement total de la force allemande est impossible* ».

Sans doute on ne peut rien rejeter *a priori* quand on est en face d'un avenir dont nul être humain n'est jamais sûr d'être le maître. On ne peut être fort que de ses intentions et de sa volonté, si l'on est capable de vouloir. Mais trop [206] souvent, et je gagerais que c'était le cas, si l'on dit qu'on ne rejettera pas « *a priori* l'idée d'une négociation », c'est que déjà on est résolu à ne pas la rejeter et peut-être à la susciter. Il y a là une nuance que le casuiste qu'il y a, comme il arrive souvent, dans ce mystique, avait certainement pesée.

Il a si bien compris — on était en guerre — que des malveillants pourraient, comme je le fais, découvrir son penchant réel, qu'ayant déjà usé, avant, d'une précaution, il en prenait encore une autre, après :

*« Ce qu'il faut c'est être assez ferme, assez fort, assez éloigné du doute et de la lassitude pour ne pas se précipiter vers ce mirage de paix comme vers le salut. »*

Je le demande, et on le demandera à M. Baudouin, quand un jour il aura à répondre — ce ne sera pas à Riom — d'avoir, lui et ses collègues de Bordeaux, jeté une France qu'il ne voulait plus et ne savait plus défendre, aux pieds de son ennemi implacable : a-t-il été assez fort, assez ferme, assez éloigné du doute et de la lassitude et ne s'est-il pas précipité vers le mirage de paix ?

Assurément M. Baudouin ne projetait pas alors de faire litière de l'union intime avec l'Angleterre, qu'au moment même où il écrivait son message, son ami, son chef du lendemain, sa victime future, M. Paul Reynaud, commençait à sceller dans les accords financiers et monétaires de décembre 1939.

Il en faisait au contraire état, mais, suivez bien les méandres de son discours, ça vaut l'attention :

*« La guerre ne sera vraiment gagnée que si la force allemande demeure à l'avenir inférieure à celle des vainqueurs. Le traité de paix vaudra dans la mesure où des liens économiques nombreux et étroits scelleront définitivement l'accord des Puissances qui auront défendu l'ordre et la liberté. Les ressources industrielles et agricoles, la capacité de travail de l'Allemagne, seraient inférieures aux richesses et aux énergies d'une France et d'une Angleterre organisées dans une union solide. En dehors de cette union, qui assurerait l'affaiblissement relatif de*

l'Allemagne, le problème de la paix ne comporte pas de solution dans l'état actuel de division de l'Europe. »

*L'union solide d'une France et d'une Angleterre organisées, il l'admet donc « dans l'état actuel de division de l'Europe », et [207] il la préconisera dans son troisième message comme constituant la base jumelée d'un large groupement, mais ce n'est pas à elle que va son cœur. Ce n'est pas à la démocratique, libérale, anglo-saxonne Grande-Bretagne... Écoutez et retenez :*

*« Il ne faut pas négliger, dans l'organisation de la paix, le rôle important qui revient à l'Italie, grande puissance continentale, comme gardienne d'une partie de l'Europe centrale et balkanique. »*

Entendez-le ensuite s'écrier :

*« Peut-on nier l'existence d'une famille de nations romaines et chrétiennes ? Ce qui naît dans l'esprit et dans le cœur est assuré tôt ou tard d'une vie véritable. Nous allons vers cette maturité de notre continent et nous devons travailler presque malgré nous.*

*Donc, pas de petits États réduits à une vie misérable, mais, à côté d'une Allemagne, une Fédération d'États catholiques qui trouveront leur unité dans leur équilibre politique, spirituel et économique. Entre la nouvelle Allemagne, cette Fédération danubienne, l'Italie, l'Espagne, la France et l'Angleterre, la paix définira et établira de larges courants d'échanges de services et de marchandises. L'Afrique, domaine commun et principale réserve de l'Europe, sera affectée dans son organisation intérieure par cette conception élargie de l'équilibre économique européen. Pas de compartimentages douaniers trop étroits, mais le régime de la porte ouverte. Chaque pays apportera à cette construction sa part de sacrifices, qu'il s'agisse d'intérêts matériels ou d'orgueil national. Si l'on veut sauver l'esprit chrétien de charité et de fraternité, qui est le seul ciment de l'Europe, sa seule raison d'être, il faut bien qu'il ne commande pas seulement à la vie privée, mais aussi à l'ordre international. L'égoïsme est méprisable chez les nations comme chez les individus. Faute de largeur d'esprit et d'élans généreux, l'Europe périra-t-elle ? »*

Que le Dieu de M. Baudouin me garde d'ironiser sur une conception qui n'a rien de ridicule, et encore moins rien de coupable, que l'on peut même défendre avec de très bonnes raisons, mais... si M. Baudouin a

eu vraiment la vision d'une Fédération d'États catholiques — ce que je crois — et d'une Union méditerranéenne occidentale, s'articulant sur [208] une solidarité franco-britannique, ce qui me paraît sujet à doute, car en son fond il est anti-anglais, où est-il son rêve maintenant ? où est-il ? où est-il ? Et quelle fut son aberration ! Il a fait fond sur l'Italie parce qu'elle était la pièce maîtresse de son plan. Il a escompté son intervention pour un armistice de douceur et pour une paix presque blanche ! C'est victorieuse que la France aurait peut-être pu — je ne sais pas ! — réaliser le songe de M. Baudouin. Mais, vaincue, étendue sous les bottes germaniques et privée de l'articulatrice, de l'Angleterre par lui abandonnée, quel défi au bon sens tout court ! Que nous importe ensuite sa solution à apporter aux problèmes économiques et financiers ! Elle consiste dans l'établissement « de faisceaux économiques des pays qui souhaiteront s'y intégrer ». Elle n'est pas neuve, je ne m'y arrête que pour souligner l'expression où se manifeste l'influence du langage mussolinien.

À l'égard des petits pays de l'Europe centrale, il est, dans son troisième message, désinvolte. Il les abandonne, qu'ils le veuillent ou non, à l'Allemagne, « en vertu de sa position géographique ». Ils sont moins « évolués », ils n'ont qu'à « aliéner une partie de leur liberté économique ».

M. Baudouin a dû se surveiller, tant qu'il parlait de la politique internationale ; il se contient moins quand il se place sur le plan intérieur. Une crainte le domine, que je prie le lecteur de retenir, car nous la retrouverons plus tard à une heure cruciale, « *la crainte de la marée révolutionnaire* » ; il laisse même jaillir de son être un cri qui en dit long, de la part d'un homme qui avait d'abord étalé son horreur — légitime — de la guerre en soi :

« *Ne les regrettons pas (les grands événements en cours) s'ils nous épargnent le pire : la guerre civile.* »

Sont-ce les excès du parti communiste en France qui ont influé, à ce point de vue, sur son esprit ? C'est possible, et quand il s'écrie avec noblesse que le Français « *ne veut pas d'un univers monstrueux ou la personne humaine serait diminuée, d'un monde mécanique où l'ennoblissement des matières inertes et l'éclat des métaux seraient payés par l'esclavage du corps et l'extinction de l'âme* », je ne saurais que l'approuver, étant aussi fièrement que lui, et probablement davantage,

individualiste [209] et anti-associationiste. Par contre, quand, partant de là, il affirme que « *lutter ouvertement contre la Russie, c'est probablement la meilleure voie de succès matériel, mais c'est gagner à coup sûr dans le domaine de l'esprit, et que ce gain décide de tous les autres* », c'est, pour un futur ministre des Affaires Étrangères, mélanger et compliquer dangereusement les problèmes. Le bolchevisme est une chose et l'État russe en est une autre. M. de Ribbentrop est en mesure de le lui apprendre. C'est à ce sujet que M. Baudouin, se voyant, peut-être, partant, bardé de fer, en croisade, et se comparant à un chevalier, écrit : « *Qui perd gagne* ». Telle est sa devise : je n'aime pas cela, mais ayant lu ça, je comprends Bordeaux.

En perdant tout, il a cru gagner.

Dira-t-il ce qu'il a gagné ? Oui, il le dira. Il l'a presque dit un jour quand il a osé faire dater du 10 mai — *horresco referens* ! — du 10 mai, l'*Ordre nouveau* en gestation dans la France doublement asservie par l'Allemand et par le gouvernement de Vichy.

Dans le message que nous venons d'analyser et auquel nous avons fait de si larges emprunts, M. Baudouin ne craignait pas d'affirmer la volonté d'édifier un pouvoir fort dont il avait l'ambition pour lui-même. Il en formulait l'esquisse dans cette phrase assez claire :

« *L'organisme parlementaire, allégé et par conséquent efficace, réduit à sa fonction de contrôle, permettrait la continuité d'action d'un exécutif puissant, recruté dans une représentation légale de la véritable élite du pays — celle du travail et du cœur — et s'appuyant sur elle.* »

Dans un nouveau message intitulé « *Discernement* » et sous-intitulé « *Des Problèmes de la Paix* », il allait plus avant dans le développement.

La direction du nouvel ordre serait confiée à une « *élite courageuse et clairvoyante* », à des « *chefs instruits et sensibles* ».

Il se présente comme un prophète chrétien à qui Jésus, qu'il invoque, s'est révélé, comme un Savonarole qui tonne contre le « foyer éteint » d'une « société sans religion » et qui exige ce qu'il appelle la restauration des valeurs morales fût-ce au prix d'une lourde expiation, comme un Mussolini *ad usum Galliae* dont il prend à son compte, avec une pointe accusée [210] d'antisémitisme, les vitupérations contre « *l'influence perturbatrice de la Révolution française* » et dont il rêve

d'imiter l'ascension, car il se range parmi les « âmes » auxquelles, dit-il, « *la terre de France délègue l'idéal spirituel avec le pouvoir et le droit de commander* ». Prenant comme base ce qu'il appelle « *un humanisme chrétien* », il jette l'anathème aux partis : « *Pas de parti de gauche ni de droite, mais des honnêtes gens !* », comme s'il n'y avait pas d'honnêtes gens dans tous les partis ! Il décrète :

« *Un exécutif solide, assez fort pour s'abriter de la démagogie en la réduisant, doit prendre fermement en main la remise en ordre de la nation. De nombreuses années de travail continu seront nécessaires pour sauver notre pays, condamné à une rapide décadence — qui ne serait que la venue à maturité de ce qui a été semé — si l'envie, la veulerie, le mensonge et la paresse continuaient d'être trop souvent honorés par des succès politiques et des récompenses temporels.* »

Il fait confiance, non « *à l'arithmétique des corps électoraux* », mais à la vertu « *d'un petit nombre d'individus* », et il s'offre lui-même.

« *La France réclame maintenant l'audace et la raison, la pureté et la noblesse.* »

Ayant une si haute opinion de lui-même, de ses qualités morales, de sa mission, on est conduit à penser que rien ne l'arrêtera. De fait, rien ne l'a arrêté du jour où il a pu mettre le pied sur un des degrés du pouvoir où M. Reynaud l'a fait monter. M. Reynaud ne partage pas toutes les tendances de M. Baudouin, mais il subira, chaque jour un peu plus, l'emprise d'une volonté plus tendue que la sienne vers un seul but et qui deviendra plus serrée et plus sûre quand elle s'exercera chaque jour, chaque heure, sur un homme débordé par des soucis de plus en plus absorbants et de plus en plus cruels. M. Reynaud aura l'énergie des mots, M. Baudouin aura celle de la volonté. M. Baudouin saura, à la minute psychologique, arracher à M. Reynaud exténué une décision que M. Reynaud aura auparavant combattue et écartée. M. Reynaud ne cessera de dire : « *Jusqu'au bout !* », et M. Baudouin de lui répliquer : « *Le bout est arrivé !* » C'est M. Baudouin qui, dans les derniers jours de Paris, dans les journées et les [211] nuits de Bordeaux, usera, de concert avec Hélène de Portes, la force nerveuse de M. Paul Reynaud jusqu'à ce que celui-ci, découragé, n'y voyant plus clair, perdu, jette son sac et s'affale au bord du chemin, démissionnaire de tout !

M. Reynaud s'en ira vers un pauvre destin, ayant été inférieur à celui que la France lui avait assigné. La Parque tranchera le fil qui attachait

Hélène de Portes à la vie, et M. Baudouin remplira son rôle : « Il déposera le bilan de la France » et restera quelque temps pour assumer le rôle de liquidateur. C'est ce qu'il appellera *instaurer un ordre nouveau* !

Mais d'ici là il faut que nous gravissions notre calvaire.



[212]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XIX

---

### M. REYNAUD CONTRE GAMELIN

*Campagnes contre M. Paul Reynaud — Inimitié espagnole  
— Démarche à Bruxelles — Lettre à M. Mussolini — Réqui-  
sitoire contre le général Gamelin — Conflit avec M. Daladier  
— Crise probable à moins d'un miracle.*

[Retour à la table des matières](#)

La première décade de mai n'est pas encore close qu'il apparaît bien à tous les vieux routiers de la politique française que le Cabinet Reynaud n'échappera pas à la vague de fond qui s'avance vers lui pour l'emporter. Il en a tellement la hantise et l'on en a tellement peur autour de lui, qu'il en perd la plupart de ses moyens. M. Paul Reynaud ne voit plus les choses qu'en fonction du service qu'elles peuvent lui apporter. Si elles lui sont hostiles, il entre en rage contre elles, ce qui est une mauvaise manière de les rendre favorables. Depuis qu'il est à la tête du gouvernement, et particulièrement depuis les déceptions de l'expédition norvégienne, il n'agit qu'à contretemps. On propage ses bévues, ses coups de nerfs, ses colères, ses inspirations inconsidérées, sans compter ses négligences. Dans les milieux espagnols, où déjà, sans qu'il le mérite, il a plus d'inimitié que de sympathie, on se plaint qu'il ne fasse rien personnellement pour faire oublier, maintenant qu'il est chargé des affaires étrangères de la France, son attitude précédente

contre l'Espagne franquiste, notamment dans l'affaire de l'or de la Banque d'Espagne, lorsque Burgos et Barcelone à la fois le réclamaient. M. Malvy, M. Piétri et M. Bonnet, qui se disent bien informés, vont même jusqu'à prétendre que M. Reynaud ignore qu'il y a un ambassadeur d'Espagne à Paris, malgré que cet ambassadeur, qui s'est fait immédiatement une place de choix dans le corps diplomatique, paraisse animé des meilleurs sentiments pour régler les difficultés encore pendantes entre Paris et Madrid.

[213]

Du côté belge les Alliés ne sont pas très heureux. À plusieurs reprises, depuis le début de la guerre, ils ont sondé la Chancellerie de Bruxelles en vue d'obtenir qu'elle fit appel à l'intervention britannique et française avant que l'invasion allemande fût un fait accompli. Elle s'y est chaque fois refusée en invoquant que le moindre geste pouvait fournir un prétexte à la violation par l'Allemagne de la neutralité belge, et que cette neutralité, tant qu'elle n'était pas violée, avait pour la France l'avantage d'empêcher la ligne Maginot d'être tournée. La thèse était contestée, mais qu'elle fût ou non contestable, ne risquera-t-on pas, en procédant à une nouvelle démarche vouée au même insuccès que les précédentes, de produire une impression fâcheuse à Bruxelles, particulièrement à la Cour, où, depuis la mort du roi Albert et surtout depuis le 7 mars 1936, les souvenirs de la guerre de 1914 se sont peu à peu estompés ? Ne court-on pas le danger d'alimenter à Berlin, si la démarche y est connue, le courant favorable à l'invasion ?

M. Paul Reynaud ne le pense pas ; contrairement à l'avis formel de ses conseillers diplomatiques, il en saisit le Conseil Suprême et son insistance force l'hésitation britannique. À peine la demande est-elle faite au cours d'une nuit que la réponse négative est immédiate et formelle. Sur le fond du débat, des experts peuvent différer d'appréciation, mais cette légèreté dans la forme et dans le choix du moment est un indice de l'état d'infériorité physique et intellectuelle où les déboires, la maladie et les appréhensions de disgrâce politique ont amené M. Paul Reynaud.

Un autre incident encore plus significatif : M. Mussolini a, on ne saurait s'en étonner, adressé un télégramme de félicitations à Hitler pour les 51 ans du dictateur allemand. M. Paul Reynaud ne trouve rien de mieux que de saisir cette occasion pour écrire directement à M.

Mussolini, sans passer par l'ambassadeur d'Italie à Paris, et pour lui reprocher, non sans une patriotique véhémence, les vœux que le Duce avait formulés pour la victoire allemande. Il croit assurément se garantir de tout reproche en indiquant à M. Mussolini qu'il est prêt, comme en fait foi sa déposition devant la Commission des Affaires Étrangères du Sénat, à aller dans la voie des [214] concessions plus loin que personne n'est jamais allé ! M. Paul Reynaud n'a pas sujet de féliciter M. Baudouin si celui-ci a été le conseiller.

Quand le comte Ciano reçoit cette communication, il en est ahuri. Il interroge sans tarder son représentant à Paris : « S'agit-il d'une lettre purement personnelle ou d'une pièce diplomatique ? » M. Guariglia répond que s'il s'agissait d'un acte officiel, il en aurait été informé par la direction politique du Quai d'Orsay avec laquelle il entretient des rapports cordiaux. Là-dessus, M. Mussolini envoie à M. Paul Reynaud, par la voie régulière, une réponse d'une sécheresse telle que M. Guariglia en est bouleversé, en se disant que tous les efforts qu'il a faits depuis des mois sont, en somme, complètement annihilés. Le *Duce*, en effet, se borne à faire remarquer au chef du gouvernement français qu'il a une singulière méconnaissance des conditions de l'Axe Berlin-Rome pour se permettre de lui faire des observations sur son télégramme.

M. Guariglia veut en avoir le cœur net et essaye de savoir si, vraiment, le Quai d'Orsay n'y a été pour rien. Quand il pose la question, même sous une forme très édulcorée, au service du ministère, la stupeur de ceux à qui il pose l'interrogation le délivre du doute. L'énigme italienne devient malheureusement de jour en jour plus claire dans le sens pro-allemand, malgré les interventions pressantes de Washington et malgré une action conciliante du Vatican.

Pendant ce temps les rapports entre M. Daladier et M. Paul Reynaud se tendent de plus en plus, au su et au vu de tant de gens que personne n'en ignore dans le monde politique ; ce n'est pas un climat favorable pour l'opération que va tenter M. Paul Reynaud, qui demanderait qu'elle fût décidée et entreprise en dehors de toute préoccupation personnelle.

À peu près un mois auparavant, le 12 avril, il avait, en comité de guerre, prononcé contre le général Gamelin, une attaque que M. Daladier avait nettement arrêtée. M. Paul Reynaud avait dès cette date l'intention de remplacer le général Gamelin à la tête des armées alliées, soit

par le général Georges, soit par le général Huntziger, soit par le général Giraud, soit par le général Weygand. On doit, à distance, [215] regretter les conditions dans lesquelles s'était engagé le conflit. Au lieu d'avoir une conversation préalable avec le ministre de la Défense Nationale, et une discussion cordiale sur les raisons et l'utilité du changement, comme sur la valeur des hommes entre lesquels un choix était à faire, M. Paul Reynaud avait, sans même en aviser son collègue, posé la question. Il espérait peut-être lui forcer la main — ce qui était d'une assez pauvre psychologie — mais n'avait réussi par ce procédé d'esbroufe qu'à irriter M. Daladier, qui s'était buté. Gamelin était demeuré généralissime. Nous savons ce qui est arrivé. Si, le 12 avril, un autre généralissime avait été désigné, est-ce qu'il aurait, en un mois, pu modifier assez profondément l'esprit de l'armée... ? Est-ce que... ? Mais à quoi bon chercher les hypothèses d'un avenir illusoire qui n'a pas pu être ?

Ce que M. Paul Reynaud n'a pu obtenir le 12 avril il décide, le 8 mai, de chercher à l'enlever de haute lutte. Il convoque pour le lendemain matin, 9 mai, un Conseil de Cabinet au ministère des Affaires Étrangères. Il arrive avec un dossier volumineux dont la lecture lui prendra près de deux heures. Beaucoup de ses collègues ne l'ont pas vu depuis une quinzaine de jours ; ils le trouvent changé, amaigri, l'œil fiévreux, la voix mal assise. Il est cependant remonté au suprême degré. On a fait revenir tout exprès des armées son médecin habituel, qui l'a dopé au maximum. Peu à peu, Paul Reynaud s'anime, sa lecture devient âpre, presque violente. Le Conseil écoute ce réquisitoire avec des réactions diverses. Tel ou tel prend une note. Les sadiques observent tour à tour M. Daladier, qui a l'air d'un véritable mur, tant son visage est immobile, et le président du Conseil, qui tourne avec la régularité d'un métronome les feuillets amassés devant lui. Quelques-uns se prennent la tête dans leurs mains pour cacher leur effroi. M. Paul Reynaud s'arrête. Un ami, M. Lamoureux, à qui il a transmis le ministère des Finances en quittant la Rue de Rivoli pour le Quai d'Orsay, et qui a été prévenu, demande la parole :

« Après le remarquable exposé de M. le Président du Conseil, je crois que nous n'avons qu'à nous incliner... »

Mais M. Daladier lève le doigt.

[216]

« La parole est à M. le Ministre de la Défense Nationale ! »

Les vingt et quelques personnages qui sont chargés des destinées de la France se retournent vers M. Daladier, interrogateurs.

M. Daladier répond sur un ton apparemment calme. Il déclare que le problème soulevé par le président du Conseil est grave et ne peut pas laisser indifférent le ministre de la Défense Nationale. Le général Gamelin est-il le généralissime idéal ? Il se garderait de l'attester. Il a déjà pu faire des réserves. Peut-être lui-même aura-t-il dans six mois, dans trois mois ou demain, à dénoncer à la charge du général Gamelin telles ou telles fautes ? Peut-être existe-t-il un général plus capable que lui de préparer et de remporter la victoire ? S'il en avait la certitude, il le proposerait immédiatement pour le nommer à la tête des armées. Si on ne l'a pas, peut-on courir le risque d'un changement à la veille peut-être d'événements redoutables ? La seule question à débattre est donc de savoir si les griefs apportés par le président du Conseil sont concluants. Ils les prend un à un, s'attachant à montrer plus spécialement que, dans l'affaire norvégienne, ils ne sont pas justifiés. Dès que le gouvernement a eu formulé ses instructions, le général Gamelin a précipité les formations et les envois. Ce n'est pas de lui que dépendait l'arrivée des transports.

« Dans ce cas particulier, la conduite du généralissime n'a, affirme M. Daladier en enflant légèrement la voix, mérité que des éloges. Je le couvre entièrement, laisse-t-il tomber. S'il est coupable, je le suis. Je mets donc ma démission de membre du gouvernement à la disposition du président du Conseil, qui aura ainsi toute liberté de procéder aux changements qui lui paraîtront souhaitables. »

Un grand silence. M. Reynaud, blême, semble, pendant quelques secondes qui paraissent aux assistants bien longues, attendre que quelqu'un parle, puis, d'un geste lent, il ferme son dossier, tout en scandant :

« Puisque je ne puis faire triompher mon point de vue, je ne suis plus chef du gouvernement. »

Le Conseil, qui assiste au duel des deux hommes, est atterré. Si quelques-uns, pensant à l'intérêt national, sont navrés [217] qu'une incompréhension irrémédiable rende leur collaboration presque impossible, la plupart s'inquiètent principalement de leur sort propre. Ce sera une crise ministérielle. Que deviendront-ils ?

Aussi est-ce avec un soupir de soulagement qu'ils entendent annoncer qu'un Conseil des ministres aura lieu le mardi suivant. Cinq jours de gagnés. À la table où je déjeune, se trouve un ministre qui arrive du Conseil de Cabinet. À sa mine d'enterrement, on devine que les affaires tournent mal. On le crible de questions. Il veut rester impénétrable. L'un d'entre nous lui dit :

« À vous voir, on croirait que vous serez démissionnaire ce soir !

– Vous ne pensez pas si bien dire ; si ce n'est pas ce soir, ce sera demain, ou mardi... *à moins d'un miracle !* »

Et quel miracle ce sera !

[218]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XX

---

10 MAI 1940

– L’OFFENSIVE ALLEMANDE  
– INVASION DE LA HOLLANDE  
ET LA BELGIQUE

*Le haut commandement choisit le risque de la bataille en Belgique — Remaniement du Cabinet par adjonction de MM. Marin et Ybarnegaray — Souci de M. Daladier — L’heure du général en chef — Banco — M. Chamberlain passe le flambeau à M. Winston Churchill.*

10 mai 1940

[Retour à la table des matières](#)

À l’aube, une rumeur s’élance dans l’espace. Les ondes la portent à travers l’univers. Au cours de la nuit, Hitler a donné l’ordre à ses troupes d’envahir la Hollande et la Belgique. À Paris, tout aussitôt, des éditions spéciales de journaux répandent la nouvelle en clameur de rue en rue, de maison en maison. Les visages sont graves et les regards soucieux, en face de l’énorme point d’interrogation qui se dresse, soudain, dans le ciel :

« Que sera demain ? »

Cette fois c'est la vraie guerre ; cette fois c'est l'offensive tant annoncée, tant ajournée, tant souhaitée par les uns, tant redoutée par les autres... Que sera demain ? Demain ? Demain ?

On a beau avoir le cœur serré, on ne peut pas indéfiniment rester muet. Alors chacun traduit sa confiance ou sa crainte ou son effroi.

« Tout vaut mieux que cette inaction qui endormait le pays et l'armée !

– Sommes-nous prêts ? Il nous faudrait six mois de préparation de plus.

– Nous ne sommes pas encore prêts. Nous serons “écrabouillés” ! »

Puis, comme personne ne sait rien, tout s'estompe dans une attente où l'espoir domine. Personne ne sait rien ? Si ! Il y a des gens qui savent. Au Grand Quartier Général, le [219] généralissime a lancé les instructions prévues pour le cas où l'ennemi se déciderait à appliquer son *Kriegspiel* d'invasion hollandaise et d'invasion belge. Sur le front chaque chef a ouvert le pli qui lui fixe dans la conjoncture actuelle le rôle de ses unités. Déjà des armées françaises, déjà le corps expéditionnaire britannique, déjà des divisions motorisées, se sont ébranlés en direction de la Hollande et de la Belgique, dont les gouvernements ont appelé au secours la Grande-Bretagne et la France. Au ministère de la Guerre, un homme silencieux a les yeux fixés sur une immense carte du front ouest. Une alternative de deux plans s'offrait : accepter l'initiative de l'ennemi et se porter à sa rencontre pour le battre ou le contenir : risque de grande victoire, risque de grande défaite ; ou lui laisser le champ presque entièrement libre en territoire belge et l'attendre en force sur une ligne de défense faisant suite à la ligne Maginot et basée sur les grandes artères fluviales de la Meuse et de l'Escaut : plan de prudence provisoire. Le haut commandement a choisi le risque. Le gouvernement aussi. Le gouvernement a surtout considéré les raisons sentimentales d'aide maximum aux peuples belge et néerlandais. Le ministre de la Guerre — c'est M. Daladier — de tempérament méfiant, se demande s'il n'aurait pas dû opposer son *veto* à la solution de risque en faveur de la solution de prudence.

À la présidence du Conseil, M. Paul Reynaud est depuis le matin en grande activité politique. La veille, il était virtuellement



démissionnaire, nous venons de le voir, et il devait l'être probablement le mardi suivant. Nous sommes le vendredi 10 mai. Ne l'oublions pas.

La veille, M. Reynaud et M. Daladier, en désaccord flagrant à propos du haut commandement militaire, allaient être obligés de se séparer... à moins d'un miracle, avait dit un de leurs collègues.

Le miracle — un miracle dont MM. Daladier et Paul Reynaud se seraient bien passés — Hitler, d'un coup de sa baguette de chef d'orchestre, le fait surgir. Il ne peut plus être question de changer le généralissime. Tandis que celui-ci va jouer son banco, que M. Daladier réfléchit devant la carte sur les soucis d'une alternative et sur les périls d'une [220] décision, M. Paul Reynaud, les nerfs fouettés par l'événement, va redresser sa situation compromise de Premier ministre. À la première heure, il confère avec le président de la République, qui s'entretient également avec MM. Jeanneney, président du Sénat, Herriot, président de la Chambre, Daladier, Mandel. Aux uns et aux autres M. Lebrun suggère d'élargir le gouvernement dans le sens de l'union nationale complète. Tous ses interlocuteurs se rangent à cet avis, mais avec des nuances opposées. MM. Jeanneney et Herriot conseillent au chef de l'État de charger M. Paul Reynaud d'étendre lui-même la plateforme de son ministère. M. Daladier émet la vue qu'après le débat de la veille au Conseil de Cabinet sur le généralissime, M. Paul Reynaud n'est pas qualifié pour réaliser l'union. Il le déclare d'ailleurs à M. Paul Reynaud lui-même qui feint d'en convenir. Mais le président de la République, que la perspective d'une crise, même courte, effraye, insiste près de M. Paul Reynaud, et celui-ci, qui a déjà commencé ses démarches, les poursuit fébrilement. Il se rend vite compte des difficultés de l'entreprise, si bien qu'étant parti de zéro avec l'intention de refondre presque entièrement son gouvernement et de faire appel même à Laval, à Piétri et à Georges Bonnet, il se borne à garder les mêmes noms, en y ajoutant deux éléments nouveaux susceptibles de lui donner le caractère d'union nationale : M. Louis Marin, la vieille droite classique, et M. Ybarnegaray, le PSF, c'est-à-dire le représentant à la Chambre du mouvement du colonel de La Rocque.

M. Louis Marin était à Paris. C'est vite fait. M. Ybarnegaray était dans les Pyrénées. M. Paul Reynaud lui téléphone :

« Je te fais ministre d'État. »

M. Ybarnegaray lui répond :

« Je ne peux pas accepter sans l'autorisation de mon chef. Demande à La Rocque. »

M. Reynaud prend contact avec le colonel de La Rocque, qui, réflexion faite, se dit :

« Voilà une magnifique occasion de dédouaner le PSF. Jamais je ne trouverai une circonstance aussi favorable. »

Et il donne son acquiescement. \*

Le surlendemain, M. Paul Reynaud déclare à M. Ybarnegaray, arrivé dare-dare à Paris :

[221]

« Je mettrai bientôt le marché en main à Daladier pour qu'il permute avec moi de la Guerre aux Affaires Étrangères. S'il refuse, je donnerai les Affaires Étrangères à Chautemps et je serai débarrassé de Daladier. »

MM. Marin et Ybarnegaray étaient considérés alors comme des patriotes cent pour cent ; M. Marin devait jusqu'au bout démontrer que sa réputation était justifiée, M. Ybarnegaray, qu'elle dépendait des influences qui s'exerçaient sur sa crédulité. M. Reynaud me confirme la plupart de ces renseignements, au début de l'après-midi, au cours d'un rendez-vous qui, lorsqu'il me l'avait fixé, n'avait évidemment pas pour objet une offensive qui était encore problématique. Je voulais alors lui parler des événements de Norvège. Ils sont déjà du passé, et nous ne nous y arrêtons que pour l'entendre me dire :

« J'ai vécu sept jours et sept nuits dans l'angoisse. »

Il n'exagère certainement pas. Le portrait que l'on m'a fait de lui au Conseil de Cabinet de la veille est exact. Il est plus que hâve. Le tic nerveux qui lui est caractéristique — un mouvement saccadé de la tête de droite à gauche — est plus fréquent. La voix est lassée et le brillant du regard est maladif.

« Vous transformez votre ministère ?

— J'en avais l'intention. Cela devenait difficile. M. le président de la République, à la nouvelle de l'offensive, m'a demandé de faire un ministère d'union nationale. M. Daladier a dit au président — et à moi-

---

\* Je tiens le propos d'un ami insoupçonnable du colonel de La Rocque.

même d'ailleurs — qu'il était tout à fait d'avis qu'un ministère d'union nationale fût constitué, mais qu'après le Conseil d'hier il croyait que je n'étais pas qualifié pour le faire. Je lui ai répondu que j'étais tout à fait de son avis et que j'allais immédiatement dire au président de la République que je partageais son point de vue. Le président de la République a insisté près de moi, à la demande de MM. Jeanneney et Herriot. Je me suis incliné. Mais, devant les difficultés de l'entreprise, je me suis borné à garder les mêmes noms en y ajoutant deux éléments nouveaux susceptibles de donner le caractère d'union nationale.

– Vous prenez Blum ?

– Non. Je garde mes socialistes et j'y adjoins Marin et Ybarnegaray. Vous ne trouvez pas ça bien ?

[222]

– Si. Mais, sera-ce assez pour l'opinion publique ?

– Marin, c'est la vieille droite ; Ybarnegaray, c'est le PSF, c'est-à-dire La Rocque, les Croix de Feu.

– Oui, oui, c'est vrai, c'est exact. Je n'y pensais pas ; c'est juste.

– Il me semble que c'est bien. D'ailleurs, les événements obligent à aller de plus en plus vite. Je supprime les sous-secrétaires d'État pour déférer aux désirs de Jeanneney, qui aurait voulu un resserrement ; je n'en garde que deux, dont Baudouin, naturellement. Je vais les recevoir tout à l'heure pour leur faire part de ma décision. Ce n'est pas une conversation agréable à avoir avec eux.

– Évidemment, ils ne vont pas être très contents.

– C'est la guerre ! »

En le quittant, non sans souhaiter de tout mon cœur, au-dessus de toute question de personnes, que l'avalanche qui commence se heurte à un mur français indestructible, je rencontre dans l'antichambre le ministre qui était si triste la veille, après le Conseil de Cabinet. Il a repris un peu de vie — momentanément.

Au ministère de la Guerre, M. Daladier n'est pas nerveux, mais la ride du grand souci barre son front.

« Je voulais m'en aller. Je ne voulais pas rentrer dans ce ministère ; j'aurais mieux fait. Maintenant, étant donné ce qui se passe aujourd'hui,

je ne peux pas désertier. Je suis ministre de la Défense Nationale. Les événements décideront. »

Je vais chez M. Mandel, ministre des Colonies.

« La guerre commence ! »,

me dit-il avec une voix grave.

Puis il se murmure à lui-même plus qu'il ne me le dit :

« Il y aura des hauts, des bas, sûrement des revers, des désastres peut-être. Il faudra tenir, tenir, tenir ! »

À le regarder, planant au-dessus des rivalités, conscient des dangers terribles que l'on va courir, incertain de la force de notre instrument militaire, prêt pour sa part à toutes les résolutions, animé de l'esprit de combat, je me dis que si le président de la République avait eu, au matin de cette journée, la notion réelle des intérêts de la France, et de son devoir, il aurait bousculé les routines et les hommes, et imposé l'obligation [223] de constituer le gouvernement de la Patrie à l'ancien collaborateur de Clemenceau, au seul homme d'État qui, dans cette période tragique, gardera son équilibre et sa foi.

Quand on y viendra, me dis-je, pourvu que ce ne soit pas trop tard ! En le quittant, je lui demande :

« – Gamelin ? »

Il trace dans l'espace, avec la main, un grand point d'interrogation :

« – Nous allons le voir à l'œuvre ! »

C'est, en effet, l'heure du général en chef... ! À quoi tiennent les choses ! Si, la veille, au Conseil de Cabinet, où M. Paul Reynaud a réclamé la tête de Gamelin, M. Daladier avait simplement répondu à M. Reynaud : « *Vous êtes le chef... décidez !* », Gamelin aurait, dans la soirée, passé le sceptre du commandement au général Georges, qui n'aurait rien empêché de ce qui s'est passé dans les premiers jours, et qui avait autant de responsabilités que Gamelin, puisqu'il devait encore, plus directement, veiller à la santé morale des armées et à leurs organisations. Gamelin aurait ensuite trouvé des défenseurs qui auraient dit :

« Ah ! Si on avait conservé Gamelin ! »

Ce qui aurait été aussi stupide que les propos incohérents qui ont été tenus dans une crise de rage féminine, devant témoins, au président du Conseil :

« Changez, changez ce Gamelin ! S'il gagne la partie, vous aurez tous les torts. »

Ce n'est pas si Gamelin eût gagné que M. Reynaud eût eu tous les torts ; les torts, c'est maintenant qu'il les a, parce que, ayant dit qu'il gagnerait la guerre, il n'est plus à même de la gagner, parce qu'il a déclaré forfait, parce qu'il devrait être à Alger, ou à Casablanca, ou à Londres, galvanisant les énergies de l'Empire pour la reconquête de la France.

Quoi qu'on en pense, l'avalanche déferle sur la Belgique, la Hollande, puis bientôt sur la France. La Belgique, la Hollande, si longtemps rétives à toutes les précautions qu'il fallait prendre d'accord avec les Alliés, réclament leur aide. C'est ici, si j'en crois des compétences, que la faute militaire est commise par Gamelin et par les gouvernements de Paris et de Londres. À l'aide ! Oui, mais comment ? En se portant sur le territoire [224] envahi, comme on l'a fait, avec nos meilleures armées, avec nos divisions motorisées, avec nos chars, avec le corps expéditionnaire anglais et tout son matériel ? Ou en se fixant sur la ligne de l'Escaut et en gardant cet ensemble militaire, tout de même formidable, comme réserve en vue d'une autre offensive lorsqu'elle s'avérera indispensable à la suite d'un accident, d'une rupture ? Est-il exact qu'au GQG on se soit félicité que l'attaque allemande se prononce sur un terrain et d'après un plan qu'il avait soigneusement étudiés, et que l'on ait dit : Ils viennent où nous les attendions ? A-t-on pensé à la rupture ? Et si l'on y a pensé, pourquoi a-t-on décidé comme si elle était impossible ? Est-ce que le généralissime — qui sait que depuis quelques semaines il est condamné dans l'esprit du chef du gouvernement — n'a pas été en quelque sorte hypnotisé par cette menace et n'a pas subi une perte de sang-froid et de moyens ? A-t-il écouté une voix mauvaise conseillère qui lui a dit : « Si tu livres la bataille, tu la gagneras probablement et tu es sauvé ! » ? Tandis que s'il avait continué à être le « *Fabius Cunctator* »... ! Mais à quoi bon des hypothèses ? Tenons-nous-en à la vérité des faits, qui est probablement conforme à celle des consciences et des intentions. Gamelin a choisi la stratégie de la bataille en Belgique, il joue le tout pour le tout, il court vers son destin — et nous y entraîne — avec cette innocence coupable contre laquelle le moraliste

des *Pensées* mettait en garde l'humanité lorsqu'il écrivait de nous tous, pauvres petits « cirons » sur la terre immense :

*« Nous courons tous sans souci dans le précipice après que nous avons mis quelque chose devant nous pour nous empêcher de le voir. »*

Pendant ce temps, à Londres, avec une dignité émouvante, par laquelle il se montre égal à la magnifique histoire de son pays, M. Chamberlain transmet le flambeau et le gouvernail à l'homme qui va désormais personnifier pour l'Empire britannique en guerre la volonté de vaincre. Winston Churchill a été pendant des années le Démosthène qui faisait honte à ses compatriotes de leur optimisme enfantin, tandis que quelques-uns — comme nous-même — le criaient également [225] aux Français, mais avec moins de résonance. Comme le Grec aux Athéniens il leur annonçait la venue du grand péril et leur jetait ses imprécations :

« Qu'attendez-vous ? Un événement ? La nécessité ? Qu'est-ce donc qui se passe sous vos yeux ? »

À son tour, un peu tard, mais non trop tard, la nécessité, l'événement l'appellent.

De l'autre côté du Rhin, Hitler, enfanté par des siècles de violences germaniques pour être le symbole de la barbarie conquérante, montre à ses légions de fer la petite Belgique et la paisible Hollande et le vieil ennemi français, et leur hurle :

« Allez ! Voici le butin ! »

Et, emporté par une hystérie de domination, il leur prédit, pour eux, leurs enfants, petits-enfants, et toutes les générations à venir, mille ans de puissance, autant dire l'hégémonie éternelle.

10 mai 1940. Quelle date !

[226]

**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*

## Chapitre XXI

---

### LA PANIQUE DU 16 MAI

*Inquiétude de M. Daladier — Rupture du front — Le général en chef, accablé, déchaîne la panique — Spectacle inouï d'un Conseil de Cabinet auquel assistent les présidents du Sénat et de la Chambre — M. Paul Reynaud se ressaisit — Séance de la Chambre — « On se battra devant Paris, dans Paris ! » — Visite de M. Winston Churchill : « Nous serons avec vous jusqu'au bout. »*

[Retour à la table des matières](#)

« *Il y aura des hauts, des bas, des revers, des désastres, peut-être* », nous a prévenus M. Mandel. Il ne pensait certainement pas que sa prédiction serait aussi rapidement confirmée par l'événement qu'elle l'a été. Elle est du vendredi 10 mai, jour de l'offensive. Les samedi 11 et dimanche 12 n'apportent pas encore de renseignements troublants. Le 13, des mauvaises nouvelles commencent à traverser les censures, mais elles n'inquiètent pas encore, d'abord parce qu'elles sont imprécises puis parce qu'on n'attend de la résistance hollandaise que d'être une gêne et un retard pour l'avance allemande ; en vérité, elle durera assez, étant donné la faiblesse militaire de ce petit pays, pour que l'on puisse dire que la Reine Wilhelmine a sauvé l'honneur de sa maison et de son pays ; si l'on sait d'avance que l'occupation du Luxembourg est inévitable, on attend de la force belge qu'elle retienne les troupes allemandes sur le canal Albert pendant quelques jours. Elle n'y réussit

point, mais elle se replie en temps utile sur la ligne Anvers-Namur, et cette déception, pour désagréable qu'elle soit, ne prépare pas à celles qui doivent mettre à l'épreuve, le lendemain et les jours suivants, le sang-froid du commandement et la fermeté d'âme du gouvernement.

Dans l'après-midi de ce lundi 13, M. Daladier a son visage des jours mauvais. Quelqu'un lui demande timidement :

[227]

« Êtes-vous satisfait de la façon dont se déroule l'offensive engagée ? »

Une grande carte du front de bataille repose sur un chevalet. Son regard va de la mer du Nord à la ligne Maginot, il hoche la tête, puis :

« Je ne suis pas content du tout. J'ai eu tort de me laisser entraîner à envoyer tant de nos troupes en Belgique. Je ne voulais pas. J'aurais dû suivre mon pressentiment. Du moment qu'on ne nous avait pas appelés avant l'offensive, c'était trop risquer. Nous sommes obligés de reculer et je ne suis pas tranquille. »

Après une pause il se laisse aller peut-être à quelque souvenir maternel :

« Je ne suis pas croyant, mais si cette bataille est gagnée, je ferai bien une petite prière. »

Le lendemain, 14 mai, des renseignements alarmants me parviennent. Sans parler des récits, toujours péjoratifs, des réfugiés belges qui ont eu à subir, en pleine route, les bombardements d'avions ennemis, j'apprends que des divisions motorisées avaient réussi à percer en plusieurs points sur la Meuse. Un comité de Guerre s'est réuni. Le ministre de la Défense Nationale a exposé la situation sans la dramatiser, mais aussi sans la minimiser.

Quant au public, il ne sait rien et ne peut rien prévoir. D'après ce que j'apprends par bribes, il peut, du jour au lendemain, être épouvanté par un accident qui serait pour lui une surprise trop complète. Il faut le mettre en garde. Responsable vis-à-vis de plus d'un million de lecteurs habitués à faire confiance à la pondération d'un journal qui passe pour être officieux, sans l'être, parce qu'il est documenté, je m'y résous. Je m'excuse de me mettre en cause, mais les deux citations que je vais faire d'un article qui a paru, sous ma signature, dans le Petit Parisien du



15 mai 1940, me paraissent avoir l'importance d'un fait qui servira à en expliquer d'autres.

Il convenait de marquer l'extraordinaire puissance de l'offensive germanique « *de longue date préparée, pourvue de moyens de destruction exceptionnels* » qui déferlait sur nos frontières « *avec la force d'un élément indompté* ».

[228]

Il fallait, comme circonstances atténuantes aux événements redoutés, rappeler que ni la France ni l'Angleterre, et encore moins la Belgique et la Hollande, n'étaient en état de préparation égale à celle de l'ennemi.

En face de cette offensive il y a, insistais-je,

« il y a la France, moins bien préparée, certes, parce qu'ayant tardé à voir et à comprendre la menace du fléau, il y a l'armée française, moins nombreuse sans doute et n'ayant pas encore tous les engins d'attaque que l'envahisseur a accumulés.

Il y a l'armée britannique, qui n'est pas encore au point de force qu'elle acquerra, car nos alliés ont été trop longs à se rallier à la nécessité de la conscription ; il y a les contingents belges et hollandais.

Nos voisins — hélas ! — n'ont pas compris la leçon de l'autre guerre. Ils nous ont appelés quand déjà l'ennemi avait tous les avantages de l'attaque et de la préparation — trop tard ! Tandis que, plus tôt, avant que l'Allemand mît à exécution des plans depuis longtemps connus et arrêtés, l'entreprise d'Hitler aurait pu être étouffée. »

Enfin le devoir était d'avertir que

« si demain, nous devons connaître quelques-uns des malheurs qui, en 1914, firent pencher momentanément la victoire du côté de l'agresseur — qui était le même et que nous avons eu la stupidité de ne pas mettre à jamais hors d'état de nuire — aucun Français ne désespérerait, ne pourrait désespérer, quelles que soient les vicissitudes des jours, des mois, peut-être des ans, à venir ».

Le lendemain matin, c'est le 15 mai, un homme politique important me téléphone pour me dire :

« Vous avez eu le courage de faire apparaître la vérité, elle sera aussi dure que vous le laissez entendre. »

Dans le courant de la journée, un Conseil des ministres se tient à l'Élysée. Le ministre de la Défense Nationale a la tristesse de leur annoncer que le front a été rompu, sur la Meuse, entre Namur et Dinant. Les divisions qui ont fléchi étaient commandées par le général Corap. Il est relevé de son commandement et le général Giraud, un des espoirs de l'armée française, reçoit l'ordre de quitter Anvers pour aller sur la Meuse rétablir la situation.

[229]

Je note pour mémoire ici, entre parenthèses, que dans ce même Conseil une discussion des plus confuses s'engagea sur l'entrée en guerre, considérée comme prochaine, de l'Italie.

Un des ministres, renchérissant sur les plus italophiles, proposa qu'on fit des offres à l'Italie. On pourrait, opina-t-il, lui offrir l'internationalisation de Gibraltar. Quelqu'un doué d'humour mit fin à la controverse par ces seuls mots :

« Il me semble que vous voulez offrir quelque chose qui ne vous appartient pas ! Je ne vois pas bien, ou plutôt je la vois bien, la tête des Anglais en apprenant votre suggestion. »

Mais ceci n'est que plaisanterie à côté de ce qui se passe au GQG. Je n'y étais point. Il me faut un effort d'imagination pour rêver ce qui s'y passe.

Le général Gamelin, souvenons-nous-en, a joué un banco. Il a perdu.

Il a été le collaborateur de Joffre au moment de la Marne. Va-t-il être Joffre ? Ce n'est pas facile d'être un Joffre. Gamelin va démontrer qu'il faut être un hercule pour baisser le dos devant un destin contraire ; pour battre en retraite tout en faisant tête ; pour rester sourd aux reproches, aux conseils, aux questions ; pour ne s'arrêter qu'au point que l'esprit a fixé et, quand ce point est atteint, ordonner qu'il ne soit pas dépassé d'un centimètre : « *Halte ! Et face à l'ennemi !* », Gamelin se dit peut-être : « *Oui, mais Joffre avait Galliéni, Maunoury, Foch, Larezac, Castelnau, Franchet d'Esperey, Sarrail... !* ». Est-il bien sûr qu'il ne les aurait pas eus s'il avait su les trouver ? Mais non ! Il ne se dit pas cela. Il est allé à la bataille comme à une salle de jeu. Et il a joué tout sur une seule carte.

Les dépêches qui désespèrent, les coups de téléphone qui tuent, l'accablent. Il n'a ni les reins de Joffre ni sa grosse tête de sapeur, ni le coup

d'œil d'aigle de Gallieni, ni l'imagination de Foch. Il n'a pas les réflexes du chef, il n'a que ceux d'un fonctionnaire militaire très intelligent, très souple, trop souple, invertébré, sans caractère, dont vingt années de paperasserie et de politicaillerie ont abâtardi la volonté.

[230]

« Le front est crevé ! Les divisions motorisées sont sur la route de Paris. Rien ne les arrêtera. »

Voilà ce que, dans la nuit du 15 au 16 mai, il annonce au gouvernement en lui conseillant d'abandonner la capitale.

C'est M. Roy, ministre de l'Intérieur à cette date, qui reçoit le pli du généralissime. Il y a de quoi troubler la nuit même d'un vieux briscard.

M. Roy cherche à se mettre en rapport avec le chef du gouvernement. Ce fut pour le pauvre Roy toute une affaire. Ordre était donné de ne pas troubler la nuit de M. Paul Reynaud et aucun de ses familiers ne voulait dire où le joindre. Le ministre finit par se fâcher et il put enfin communiquer l'in vraisemblable nouvelle à M. Reynaud.

Ah ! Cette journée du 16 mai, cette matinée surtout !

Les nouvelles fusent, on ne sait trop comment, par morceaux, comme les éclats d'un gros obus qui vous retombent sur le nez :

« Rethel est dépassé.

– Les Allemands sont à Laon.

– Ils seront à Paris ce soir. »

Herriot a dit à un ami :

« – Mon petit, avant deux heures, quittez Paris.

– La séance de la Chambre est décommandée... »

Tel est le genre de bruits dont on nous assassine. Ils sont faux tels qu'ils sont transmis. Mais en dessous il y a du vrai.

Ce qui est vrai, le voici. Ce 16 mai les Chambres rentrent de vacances ; une séance est annoncée pour trois heures. M. Herriot, président de la Chambre des Députés, et M. Jeanneney, président du Sénat, alertés par M. Paul Reynaud, et convoqués à la présidence du Conseil, sont réunis avec l'ensemble des ministres. M. Herriot a quitté son palais en laissant ses collaborateurs en doute sur l'ajournement éventuel de la

séance, ce qui, joint aux autres rumeurs, a permis toutes les suppositions.

Au ministère de l'Information, où l'on est tout de même quelquefois un peu informé, un ministre prévoyant a su dire à tels ou tels de ses collaborateurs, au moment de rejoindre ses collègues au Quai d'Orsay :

[231]

« *Nous serons peut-être amenés à quitter Paris bientôt... qui sait ? Ce soir... Je vous aviserai... il faudra alors prévenir les journaux d'avoir à se replier sur la province.* »

Ils sont prévenus sans délai. Branle-bas général. Toute la ville en parle, et ce n'est pas du roman !

Dans une maison amie, deux des membres du gouvernement devaient venir déjeuner. Ils s'excusent. On demande à l'un d'eux, M. Lamoureux, par téléphone :

« Est-il exact que l'évacuation des ministères et des journaux est imminente ?

– Tout à fait exact, on se bat devant Paris, il faut partir d'urgence. »

Telle est cette matinée, vue du dehors ; vue au dedans du gouvernement, la voici en gros.

Le généralissime affolé, a affolé le président du Conseil, qui a affolé le président de la République, les présidents des Chambres, et ses collègues, lesquels à leur tour ont affolé quelques milliers de fonctionnaires, de journalistes et d'amis, qui, pour leur part, se sont chargés d'affoler suffisamment de gens pour que, tout étant réuni, cela fasse ce qui s'appelle une panique.

La séance du Conseil fut un spectacle que n'oublieront pas ceux des assistants qui avaient gardé leur *self-control*.

Un généralissime désemparé qui déclare :

« Je me suis trompé, je croyais que l'instrument était bon, il a fléchi. Des divisions ont pris la fuite sans combattre, un bataillon de chars n'a pas marché... etc., etc. »

Le président du Conseil, qui montre du cran, mais qui s'agite et s'énerve ; un ministre des Finances, qui donne des conseils qu'on ne lui demande pas ; un président de la République, qui fait téléphoner toutes

les demi-heures pour savoir à quelle heure les femmes et servantes de sa maison doivent partir ; une discussion sans fin pour décider si la Chambre tiendra sa séance ou non, si bien que personne, quand on se sépare, ne sait si elle aura lieu. Par instants presque tous parlent à la fois et à d'autres minutes c'est le silence de l'effroi ... tandis que, dans une pièce à côté, une femme, les yeux hagards, est en proie à une crise de nerfs.

Un débat s'engage sur la création éventuelle d'une sorte [232] de super-gouvernement avec le président du Sénat et le président de la Chambre, le maréchal Pétain en tête, et quelques hommes de volonté armée.

Le président du Sénat répond :

« *Je ferai ce que l'on voudra s'il y a un devoir à remplir.* »

Le président de la Chambre objecte :

« *Oui ! Mais serait-ce constitutionnel ? Il faut y réfléchir.* »

Finalement, le gouvernement partira-t-il ou ne partira-t-il pas ?

Le généralissime est secoué. On lui dit qu'il faut essayer de tenir — essayer ! Ça dépendra !

Mais on va réquisitionner le nombre de camions et de voitures nécessaires, ils seront prêts pour tout emmener au premier signal.

Les cabinets des ministres en hâte font leurs paquets. Ils seront faits pour le mois prochain.

Aux Affaires Étrangères, M. Paul Reynaud en a-t-il donné vraiment l'ordre dans sa première heure d'affolement, ou l'a-t-on mal compris, mais son cabinet a fait passer dans les services l'instruction de brûler les archives. Elle ne sera heureusement exécutée qu'avec retard et retirée avant que tout soit détruit.

Au Conseil, M. Daladier, qui avait passé la nuit dans son cabinet en contact avec ses services et avec le GQG, donnait l'impression de la fatigue, mais il était calme et il soutint que si le gouvernement décidait de partir les ministres de la Défense Nationale devaient provisoirement rester à Paris. M. Chautemps demandait à la dérobée si on allait rejoindre la reine de Hollande en Angleterre. Quelqu'un qui entendit murmura : Pas encore !

M. Dautry était redevenu le chef qu'il fut au chemin de fer de l'État, précis, ordonné, froid et résolu. Mandel, comme d'habitude, étonnait par sa maîtrise.

« Quel homme ! me dit un de ses collègues ; quel dommage qu'il ne soit pas le chef ! »

M. Paul Reynaud, qui avait été accablé, s'était ressaisi. Il décida d'aller à la Chambre et il y prononça une courte déclaration, émue et émouvante, celle qu'il fallait, avec des mots appropriés à l'angoisse générale : je ne la relis pas sans une [233] douleur au cœur :

*« Les jours, les semaines, les mois qui viennent vont forger des siècles d'avenir... Une seule chose compte : maintenir la France ; aucune défaillance ne peut être admise : un seul châtiment : la mort. »*

Le soir, à la radio, il la renouvela sous une autre forme en jurant que c'est lorsque *tout paraîtrait perdu que le monde verrait ce dont la France est capable.*

Je le rencontrai au ministère des Affaires Étrangères comme il revenait du Palais-Bourbon. Il avait la mine d'un homme éprouvé par la fatigue, par l'angoisse, par les responsabilités, mais il tenait tête à l'orage.

Nous nous trouvons face à face — je l'avais suivi dans son cabinet — et comme entrée en matière je lui demande :

« – *Est-il vrai que les journaux doivent se replier ?*

– Qui a dit une semblable folie ?

– Le ministère de l'Information.

– C'est stupide ! On se battra devant Paris, on se battra dans Paris, si c'est nécessaire !

– Merci, lui dis-je, je ne vous en demande pas davantage. »

Le Paul Reynaud qui parle ainsi, c'est celui qui, quelles que soient ses infirmités d'esprit et de cœur, a parfois l'ambition héroïque d'être le chef victorieux.

Son malheur et le nôtre seront qu'un jour — le jour capital, hélas ! — cette ambition finira par fléchir sous la lente pesée d'une volonté au visage impérieux...

En le quittant, je lui demande :

« – Gamelin ? »

Il lève les bras au ciel avec une tristesse indignée.

« Weygand ? On m’a dit...

– Peut-être... »

Le généralissime est retourné à son GQG. Il va, comme on le lui a demandé, « essayer » de tenir. À quoi bon lui demander d’essayer puisqu’il n’a plus la foi et qu’il vient de dire :

« L’instrument n’était pas bon ? »

L’instrument n’était pas bon ! Parole terrible ! Pourquoi n’était-il pas bon ? On ne peut pas y faire qu’une seule réponse. Il y en a de multiples parce qu’il y a de multiples responsabilités. Les unes concernent toute la politique française depuis la victoire de 1918, tous les gouvernements, tous les ministres de la Guerre et tous les généralissimes, et tous [234] les généraux qui se sont succédé, et la liste englobe de grands noms : Pétain, Weygand... ; les autres se rapportent aux mœurs de la nation armée depuis la mobilisation. Cette attente prolongée, non seulement dans les trous de la ligne Maginot, mais aussi sur la paille de cantonnements improvisés, n’avait pas seulement l’effet, salutaire celui-là, de permettre la constitution de stocks, de chars, de canons, d’avions, selon le désir de M. Daladier, elle en avait un autre, déprimant, d’amollir l’esprit aussi bien des officiers que des soldats et de les préparer aux propagandes démoralisantes.

Des divisions ont lâché pied, des bataillons de chars ont fait demi-tour ... parce qu’ils ne voulaient pas combattre ? Et l’on ne connaissait pas leur état d’esprit ? Parce qu’ils ont été surpris par la tactique allemande ? N’avait-on donc pas eu le temps de la leur apprendre depuis que les « autorités compétentes » avaient été renseignées par les officiers polonais qui en avaient été les victimes ? Et par le colonel de Gaulle, ne l’oublions pas ! « L’instrument n’était pas bon ! »

Que faire ! Le général en chef retrouve un peu de l’âme de la Marne pour lancer un ordre du jour aux troupes :

« Vaincre ou mourir ! »

Non, ce n’était pas vaincre ou mourir qu’il fallait penser. C’était : Mourir s’il le fallait, mais d’abord vaincre.

C'est, j'imagine, ce que, à la fin de cette journée sinistre, Winston Churchill, à peine placé à la barre du vaisseau britannique, est venu à Paris, d'un coup d'aile, dire à Reynaud, à Daladier, à Mandel, en communiquant un peu de sa flamme, de son dynamisme, de son indomptable résolution. Quand on a invoqué devant lui un certain nombre de défaillances criminelles en Belgique et en France il s'est écrié :

« Combien en avez-vous fusillés ? »

M. Mandel, dans un entretien privé, n'avait pas manqué d'être plus explicite que quiconque et d'exposer au Premier Britannique la vérité tragique telle qu'elle résultait des nouvelles reçues au cours des dernières heures.

Si l'on avait à résumer en une seule phrase les paroles de M. Winston Churchill ce pourrait être, je crois, celle-ci :

« *Nous serons avec vous jusqu'au bout !* »



[235]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XXII

---

### GEORGES MANDEL

*M. Paul Reynaud remanie son Cabinet — Appel à Pétain comme couverture — M. Reynaud prendra le ministère de la Guerre — M. Daladier va aux Affaires Étrangères, M. Mandel à l'Intérieur — La vie de M. Mandel — Éminence grise de Georges Clemenceau — Comment, en 1936, Georges Mandel fit tête à une honteuse cabale.*

[Retour à la table des matières](#)

Au cours du mois qui va de ce 16 mai, où le vent de la catastrophe a tourbillonné au-dessus de sa tête, au 16 juin, où il s'affaîssera en face de l'effort décisif, M. Paul Reynaud va s'employer, malheureusement par saccades, mais avec une activité prodigieuse et un courage digne du succès, à sauver son pays, le nôtre, d'une situation qui paraît irrémédiable ; ce sera — hélas ! — aussi avec des erreurs funestes, avec des cruautés injustes et inutiles et avec des maladresses parfois irréparables. Dès le lendemain il s'attaque au remaniement de son ministère. Il y a beau temps, je l'ai expliqué, qu'il veut permuter avec M. Daladier et se charger des ministères de la Défense Nationale et de la Guerre pour concentrer, comme il l'indiquera dans un communiqué, « la direction politique et militaire de la guerre ». M. Daladier s'y était jusque-là refusé. Il avait une telle horreur superstitieuse du Quai d'Orsay, où il avait éprouvé les angoisses de la semaine du 6 février 1934, qu'il n'y avait presque jamais mis les pieds quand il était à la fois ministre de la Guerre

et ministre des Affaires Étrangères ; c'était toujours rue Saint-Dominique qu'il habitait et recevait les ambassadeurs. Cette antipathie fut pour beaucoup dans l'obstination qu'il opposa toujours à ceux de ses amis, dont j'étais, qui le conjuraient d'abandonner le portefeuille de la Guerre pour se consacrer à la politique extérieure.

On sait qu'il s'y ajoutait un véritable point d'honneur, M. Paul Reynaud ayant mis à le débarquer de la rue Saint-Dominique [236] un acharnement hostile au lieu d'une souplesse aimable. M. Daladier y aurait peut-être consenti, mais c'eût été pour s'en aller tout à fait, comme on a pu déjà s'en rendre compte. Mais l'effondrement du général Gamelin ne lui laissait plus la même liberté d'allure. S'il refusait à M. Reynaud de se transporter au Quai d'Orsay, le président du Conseil avait beau jeu pour passer outre et se priver de son concours ; il fallut beaucoup d'abnégation à M. Daladier pour se résigner à cette permutation qui, dans les circonstances du jour, faisait figure d'un déclin, tandis qu'une quinzaine auparavant elle aurait paru être de sa part une condescendance. Il considéra sans doute aussi qu'en restant dans le Cabinet, quoiqu'à un poste qui ne lui plaisait point, il serait plus à même de se défendre contre la campagne qui commençait à monter contre lui et que l'entourage de M. Paul Reynaud et M. Paul Reynaud lui-même excitaient de leur mieux.

M. Paul Reynaud était d'ailleurs décidé, en cas d'un nouveau refus de M. Daladier, à faire appel à une autre personnalité pour les Affaires Étrangères ; il avait prononcé le nom de Chautemps qui, vice-président du Conseil sans portefeuille, n'aurait pas demandé mieux, mais le défaitisme bien établi de M. Camille Chautemps avait provoqué une moue défavorable de la part du président de la République ; il avait prononcé également le nom du maréchal Pétain, mais on lui avait dit aigrement. « Ce n'est pas avec lui que nous nous débarrasserons de Léger, qui a réussi à le mettre dans son jeu ». Ç'aurait donc été tout simplement le cher et grand ami, Paul Baudouin, encore confiné pour une quinzaine de jours dans un sous-secrétariat sans gloire.

En attendant que son acceptation soit arrachée à M. Daladier, non sans douleur, M. Paul Reynaud combine trois autres opérations. L'une paraîtra de pur décor : ce sera de demander au maréchal Pétain qu'il accepte d'être ministre d'État avec le titre de vice-président du Conseil ; aux yeux de l'opinion publique, pour qui le nom de Pétain reste immuablement attaché à la défense de Verdun en 1916, la nomination du

maréchal sera la couverture idéale, celle même que M. Herriot n'a pas pu s'assurer quand, en septembre 1939, M. Daladier lui a offert les Affaires Étrangères, celle surtout que M. Laval veut tenir en réserve [237] pour lui-même quand son heure sera venue ; de surcroît son entrée dans le gouvernement libérera l'ambassade de Madrid et sera le point de départ du mouvement diplomatique promis ; quel magnifique coup de trois à son actif ! On en jubile autour de lui malgré la cruauté du moment. La deuxième opération consistera à obtenir qu'en raison d'une situation exceptionnelle, M. Georges Mandel consente cette fois à prendre le ministère de l'Intérieur. La troisième opération sera le limogeage définitif du général Gamelin et son remplacement à la tête des armées par le général Weygand.

Pétain — Weygand — Mandel, autant de choix qui, à des titres divers, sont de nature à donner confiance à la nation au moment où la situation militaire ne cesse pas d'être inquiétante.

Le maréchal Pétain répond : Présent ! sans l'ombre d'une hésitation. Au cours d'un séjour précédent à Paris il a fait comprendre qu'il serait tout disposé à remplir un rôle gouvernemental, à titre de Nestor, particulièrement pour le moral des troupes. Il se rendait compte à cette époque, avant que l'âge et plus encore la flatterie eussent altéré ce qu'il gardait encore d'esprit critique, qu'il ne pouvait pas assumer une tâche trop lourde.

Weygand — c'est l'épopée de l'autre guerre. — Weygand, c'est Foch. On l'appelle. Il va venir.

Étant donné ce qui se passe et ce qui menace, M. Mandel ne songe pas à se dérober à la sollicitation du président du Conseil et l'annonce de sa nomination comme ministre de l'Intérieur va susciter un grand mouvement de curiosité, de crainte et de confiance ; de curiosité, de la part de ceux que cette personnalité au visage énigmatique intéresse comme un cas humain extraordinaire ; de crainte, chez ceux contre qui, si la nécessité s'en imposait, pourrait s'exercer une fermeté que le patriotisme rendrait implacable ; de confiance, pour qui a foi en l'homme qui fut le collaborateur direct, constant, dévoué jusqu'à la totale abnégation, de Georges Clemenceau pendant trente années et notamment pendant l'époque troublée, mais héroïque, de 1917, 1918 et 1919. Le souvenir de cette collaboration, tout autant que des qualités de chef dont il fit preuve comme ministre des PTT et comme ministre des [238]

Colonies, et sa montée progressive à l'échelle des grands postes gouvernementaux, donnent l'espoir qu'il sera, à la minute voulue, l'homme providentiel.

Georges Mandel est le plus bel exemple que je connaisse de ce que peut la volonté au service d'une intelligence lucide et aiguë. Il en a donné au cours de sa vie un double exemple qui est peut-être sans précédent, réalisant ce prodige de n'être point seulement un homme que rien, ni flatterie, ni menaces, ni violences, n'a jamais détourné des buts qu'il s'était assignés, mais d'être aussi l'homme qui a su se vaincre lui-même en assouplissant, au contact de la vie et selon les leçons de l'expérience, une résolution ardente que l'on pouvait prendre à son départ dans la vie pour de l'arrogance, une combativité qui avait des aspects de cruauté, une maîtrise de soi que l'on soupçonnait d'être plutôt une redoutable dissimulation.

Lorsqu'il débute dans la vie, tout jeune, n'ayant pas encore vingt ans, il est l'objet de brimades qui sont une véritable persécution, de la part des collaborateurs de Georges Clemenceau, qu'il admire, et à la fortune de qui il s'est juré de s'attacher en le servant. Georges Clemenceau n'est pas un tendre. Il est dur pour ce jeune Juif, qui s'est fait, par le costume, la cravate, l'allure, une silhouette de doctrinaire 1830, il le rabroue, quelquefois l'humilie. Des millions d'autres se décourageraient. Georges Mandel revient le lendemain, il reviendra chaque jour ; il sera indispensable, que ce soit à *L'Aurore* en pleine affaire Dreyfus, que ce soit au ministère de l'Intérieur, où il est le premier arrivé et le dernier parti, que ce soit rue Franklin ou au Sénat ou à *L'Homme Libre* quand Clemenceau n'est plus au pouvoir. Il devance les désirs du maître, il le dispense de lire les journaux, dont il lui résume l'essentiel, il l'informe de tout ce qui se dit au Palais-Bourbon, au Luxembourg, — ça lui attirera même quelques mésaventures qu'il encaisse avec un froid courage. Il surveille les adversaires, contre-bat leurs intrigues par les siennes propres, cherche à découvrir leurs fautes, leurs vices, leurs plans pour mieux les abattre. Tout cela ne va pas sans susciter, en plus grand nombre que des amitiés, des haines qu'il brave. Quelquefois le dieu qu'il sert avec trop de zèle [239] s'en irritera et le désavouera, mettant peut-être un certain sadisme à éprouver sa fidélité, avec un parti pris de férocité qu'il serait facile d'illustrer par de piquantes anecdotes, mais Georges Mandel s'est à tout jamais cuirassé d'insensibilité, son

dévouement, qui est partie intégrante de sa politique personnelle, une fois pour toutes à jamais décidée, ne fléchira jamais.

Quand, en 1917, la grande tâche incombe à Georges Clemenceau, Mandel est à ses côtés, au premier rang. Il y a sans doute, et le général Mordacq, comme directeur du cabinet militaire, et M. Jeanneney, comme sous-secrétaire d'État, sans parler des grands chefs de tous les services importants de l'État, mais Georges Mandel est là, invisible et toujours présent ; comment s'arrange-t-il pour n'être jamais absent quand il a besoin de lui ? C'est presque un exceptionnel don d'ubiquité. Il sera durant toute la guerre de 1914-1919 et jusqu'à la retraite de Georges Clemenceau, une véritable *Éminence grise*, quelque chose comme un nouveau Père Joseph à trois cents ans de distance. C'est sur lui que repose toute la politique intérieure ; il y déploie toutes les ressources d'un machiavélisme surexcité par la grandeur du rôle, et savoure toutes les jouissances d'un despotisme dont la fin, c'est-à-dire la victoire, purifiera les injustices et consacra la légitimité.

Au cours de cette période, Georges Mandel, il le sait bien, n'a pas toujours été heureux et équitable dans ses actes, dans ses paroles, dans ses inimitiés, dans ses cruautés, dont des hommes que j'aimais, comme Aristide Briand et Paul Painlevé, ont été victimes. C'est, hélas ! la rançon de la lutte ; mais tout s'est fondu à la flamme du patriotisme, et si l'amitié qui nous unit depuis quelques années est si chaude et si confiante, c'est bien, pour une part, parce que nous avons surmonté, dès qu'à l'horizon le péril allemand a réapparu comme une menace sans cesse grossissante, l'aigreur de quelques souvenirs. Nos grands morts ont fait entendre leur voix grave : France d'abord ! J'ai pu alors apprécier la valeur intrinsèque, souvent cachée, de ce grand Français, et son sens de l'autorité, de l'ordre et de la nation. D'avoir été comme l'ombre permanente du géant qui était Georges Clemenceau, Georges Mandel en a [240] hérité une foi imperturbable dans les destinées de la patrie, au crible de laquelle il passe toutes choses.

Avec les ans sa silhouette a quelque peu changé. S'il a toujours le regard perçant de deux yeux bleus comme l'acier pur, si les lèvres minces sont toujours prêtes pour la riposte cinglante, si le menton qui avance exprime toujours, avec un mouvement simultané des joues, le doute et la désapprobation, le corps a un peu perdu de sa sveltesse ; le jeune homme de 1900 qui avait une tête à la Royer-Collard, maintenant fait plutôt penser, au repos, à quelque chanoine égaré dans la vie civile ;

les angles du caractère se sont de même légèrement arrondis ; l'homme ne s'est pas émasculé dans le coudoisement et dans le bon garçonisme de la vie parlementaire, mais le sens patriotique et l'habileté manœuvrière des couloirs se sont aiguisés aux dépens de l'âpreté de jadis et il a mis à désarmer les antipathies une patience et une ténacité incomparables.

Mais qu'on ne s'y trompe point. Aucun des ressorts de son courage n'a faibli. Il est toujours l'homme qui, en juin 1936, fit tête à une émeute déchaînée le jour où il quitta le ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones pour céder la place à un certain Jardillier.

M. Mandel, comme ministre des PTT, s'était appliqué à mettre de l'ordre là où il n'y en avait jamais eu. Qu'il ait eu quelquefois la main dure et que quelques injustices se soient mêlées à des réformes salutaires, c'est probable, comme inévitable, mais, dans l'ensemble, sa gestion avait été bienfaisante et le public lui en savait gré. Un groupe de mécontents tint à le lui faire payer. En accord avec le nouvel arrivant, que M. Blum en le nommant n'avait certes pas chargé de cette petite infamie, ils organisèrent ce qu'en français on appelle *une conduite de Grenoble*.

M. Mandel en avait été avisé, mais son courage physique est égal à son courage moral ; il refusa de partir en fuyard, par la petite porte. Il reçut son successeur, pour la formalité dite de la passation des services. Puis, sous les yeux de M. Jardillier, qui riait et excitait ses partisans, M. Mandel sortit et descendit entre deux haies de voyous qui l'injuriaient, lui crachaient au visage, lui assénaient des coups de poing, lui décochaient des coups de pied, enfonçaient son chapeau. On [241] entendit un conseiller d'État, qui doit maintenant être au moins « Bau-douiniste », si ce n'est « Déatiste », lui crier presque bouche à bouche :

« On t'a eu, vieille vache ! »

Georges Mandel, impavide, salua :

« Merci, Monsieur ! »

La descente durait depuis vingt minutes sous les yeux amusés de M. Jardillier. Les collaborateurs de M. Mandel, à qui il avait défendu de l'accompagner, se décidèrent à lui désobéir, se firent un chemin jusqu'à lui à coups de coude et réussirent à lui frayer un passage jusqu'à sa voiture, autour de laquelle, dans la cour, des centaines de malheureux

étaient massés, gesticulant et hurlant pour se venger de l'homme qui les avait obligés à remplir consciencieusement leur devoir.

Au ministère des Colonies, quand il va le quitter pour aller au ministère de l'Intérieur, M. Mandel laisse une œuvre considérable ; il a pris au sérieux l'*Empire Français*, il s'est attaché un général de premier ordre, le général Buhner, pour faire jaillir du sol colonial des légions qui devront venir au fur et à mesure défendre la mère patrie.

Depuis le début de la guerre, il est l'homme qui donne le plus d'espoir pour mener la guerre avec une énergie farouche, aussi bien contre l'ennemi de l'extérieur que contre l'ennemi de l'intérieur. C'est celui de l'intérieur avec lequel il va être aux prises. Malheureusement les événements iront trop vite.

Le jour où il a accepté la charge de ministre de l'Intérieur, je lui ai dit, après avoir médité quelques minutes ensemble sur la tragédie qui commençait :

« Ça finira pour vous. »

Il m'a répondu :

« Vous êtes bien d'accord que la guerre durera longtemps à moins d'une paix honteuse. De cette paix-là, je ne serai pas. Alors, il y a du temps. Faisons notre travail de Français. »

[242]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XXIII

---

### LA DISGRÂCE DE M. ALEXIS LÉGER

*L'intrigue de Portes-Baudouin a raison des hésitations de M. Paul Reynaud — Première brèche dans l'alliance franco-britannique — Un mot de M. Guariglia.*

[Retour à la table des matières](#)

Au soir du 18 mai, M. Paul Reynaud est épuisé, inquiet et content. Épuisé, on le serait à moins. Les journées qu'il vit sont terriblement dures. Inquiet et content ? Ce n'est qu'apparemment contradictoire. Il ne peut pas ne pas être inquiet, hélas ! Les divisions motorisées allemandes n'ont, il est vrai, pas fait de nouveau bond dans la direction de Paris. Elles négligent momentanément l'avance sur la capitale ; l'objectif de l'ennemi paraît être d'atteindre les ports français qui font face à la Grande-Bretagne, avant de poursuivre la poussée vers le cœur de la France.

M. Paul Reynaud est allé au Grand Quartier Général. Le général Gamelin, qui continue à diriger les opérations, si ce mot « diriger » convient encore, apprend que le général Weygand est en route. On y envisage, paraît-il, des démarches à tenter près de M. Roosevelt. Tout est noir et plus qu'incertain.



S'il est content c'est donc uniquement de ses opérations ministérielles.

La liste du gouvernement remanié est publiée avec accompagnement de cymbales. On annonce en même temps qu'un important mouvement diplomatique paraîtra prochainement. Paul Reynaud aura, le lendemain matin, la grosse manchette dans les feuilles. Il peut se reposer triomphant.

Pas encore : on ne le laissera pas quitter les Affaires Étrangères sans qu'il règle la question : *Alexis Léger*.

M<sup>me</sup> de Portes et Paul Baudouin ont modifié leur plan. Ils ne parlent plus d'envoyer M. Léger à Londres — ce serait trop compliqué — ni de le remplacer par M. Baudouin lui-même. M. Daladier a été délogé de la rue Saint-Dominique : ce n'est qu'une première étape ; on profitera d'une nouvelle [243] défaite pour le jeter hors du gouvernement. La place libérée sera pour M. Baudouin. Il n'y a qu'à nommer secrétaire général quelque ambassadeur complaisant. M. Charles Roux ne demandera pas mieux. On va lui téléphoner. Il faut faire vite et mettre tout le monde en face du fait accompli. Si Caillaux proteste, on verra bien. Quant à Léger, il n'y a qu'à l'envoyer à Washington avec mission spéciale d'entraîner les États-Unis dans la guerre. Il ne peut pas y réussir. On aura doublement gagné : sa mission sera un échec et on sera à jamais débarrassé de lui. S'il refuse, eh bien ! tant pis pour lui. Il attendra des jours meilleurs.

On n'est pas tout à fait aussi cru avec Paul Reynaud. On invoque une nouvelle fois l'intérêt politique. Le limogeage d'Alexis Léger prouvera, lui fait-on remarquer, qu'il a de l'autorité et qu'il sait vouloir. Personne n'osera critiquer la décision et si quelqu'un ose, la censure le lui interdiera. D'ailleurs, de quoi M. Léger se plaindrait-il ? On lui offrira d'aller à Washington avec ce programme : l'entrée en guerre des États-Unis. Quelle plus belle mission peut-il y avoir pour un diplomate ! Reynaud fléchit. Le plan est bien agencé.

- « J'ai préparé un décret nommant le successeur, fait Paul Baudouin.
- Ah ! fait Reynaud, l'air interrogateur.
- Charles Roux.
- Il accepte ?

– Oui, on lui a téléphoné. »

Le président du Conseil est en face de volontés plus fortes que la sienne. Cependant il hésite :

« Il faut tout de même que je me mette d'accord avec Daladier, je n'ai fait que lui en toucher deux mots vagues au Grand Quartier ; n'oublions pas qu'il est maintenant ministre des Affaires Étrangères.

– Il ne l'est pas encore. Le décret ne paraîtra à l'Officiel que demain. Vous êtes toujours ministre des Affaires Étrangères.

– Oui, mais il y a les convenances.

– Au point où en est Daladier, il n'y a pas à se gêner. »

Reynaud, obscurément mal à l'aise dans le tréfonds de sa conscience, se cherche des objections.

[244]

Il se rappelle ce que lui a dit Mandel :

« Si vous changez le secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères, on en conclura que c'est un désaveu de la politique qu'on impute à Léger, à savoir : la politique de résistance à l'Allemagne et d'activité dans la guerre. »

D'autre part, si peu sentimental qu'il soit, M. Paul Reynaud comprend bien qu'on lui demande une lâcheté à l'égard d'un homme avec qui il avait jusqu'ici des rapports amicaux et qui symbolise la même politique que la sienne. Il n'a eu aucun désaccord avec lui ; ils n'ont eu aucune discussion ; il a pu voir le secrétaire général, depuis qu'il est au Quai d'Orsay, travailler nuit et jour, assumer les responsabilités, écarter de dessous ses pas toutes les difficultés, prendre d'utiles initiatives ; il devrait au moins le prévenir, avoir une conversation, oser lui dire :

« Il faut que nous nous séparions ! »

Cette entrevue il a peur de l'avoir et ses interlocuteurs, au surplus, ne veulent pas qu'il l'ait. Léger serait capable de l'entortiller ! de lui faire honte peut-être ?

« Nous sommes en guerre ! lui souffle-t-on, il n'y a de ménagements à avoir avec personne. Le salut du pays est la seule loi... »

L'argument est trop gros. On est allé trop fort. Paul Reynaud a un réflexe de dignité. Alors on va toucher le point faible.

« Ce n'est pas à vous à avoir l'explication avec Léger. C'est à M. Daladier qui, comme vous l'avez fort bien dit, est ministre des Affaires Étrangères. Il l'est déjà et vous l'êtes encore. Vous prenez la décision et il en fait part à l'intéressé. »

La solution plaît au président du Conseil, dont la crânerie n'ose pas affronter sa future victime.

Les deux hommes, Reynaud et Daladier, vont jouer à qui des deux transmettra à l'autre l'odieux d'un acte que sa camarilla impose au premier et contre lequel le second, accablé par les circonstances, ne se sent plus en état de s'insurger.

Paul Reynaud récite ce qu'on vient de lui seriner :

« Il faut envoyer à Washington un ambassadeur de grande autorité pour entraîner les États-Unis à notre secours. Un [245] homme politique serait trop voyant. L'homme le plus désigné par son titre et par sa réputation c'est Léger. »

Daladier maîtrise un mouvement, oh ! pas de surprise. Il l'a dit autour de lui depuis plusieurs jours :

« Vous verrez que ce Reynaud va chasser Léger. Baudouin veut sa place. »

Une simple réaction contre l'inélégance du procédé :

« – Vous croyez, se borne-t-il à dire, qu'il acceptera ?

– Une grande mission à accomplir, convaincre Roosevelt de sauver la France...

– Bien sûr... grande, mais difficile.

– Aussi personne ne peut-il y réussir mieux que lui.

– Et vous le remplacez par...

– Charles Roux... à moins que vous ne préfériez...

– Non, non... Charles Roux ? Bien ! À cause du Vatican ? Évidemment Caillaux ne sera pas content. »

Reynaud fait un geste de dédain, puis :

« Alors... vous préviendrez Léger, n'est-ce pas ? »

Et il s'en va.

Alexis ne se doute de rien. Il n'ignorait rien des bonnes intentions, ni de M. Baudouin, qui lui serrait mollement la main et qui détournait les yeux quand ils se rencontraient dans le cabinet du président du Conseil, ni de M<sup>me</sup> de Portes, dont le regard le poignardait à la seconde même où elle l'accueillait par : « Bonjour Alexis ! » ou « Bonjour Léger ! » Mais il peut se croire délivré de leurs entreprises et de leurs rancunes, puisque Reynaud quitte le Quai d'Orsay et que Daladier y arrive. Il est dans cette disposition d'esprit quand il retrouve M. Daladier dans le grand cabinet ministériel pour une reprise de contact officielle. Je suppose que M. Léger éprouve un peu de gêne, car ce n'est pas dans ces conditions qu'il souhaitait que M. Daladier vînt s'installer au Quai d'Orsay quand il le pria d'abandonner le ministère de la Guerre pour celui des Affaires Étrangères. La gêne est encore plus grande pour Daladier. Comment va-t-il annoncer la décision de M. Paul Reynaud ?

Il tâte le terrain.

« Eh bien ! mon cher Léger, vous rappelez-vous ma répulsion quand vous me vantiez la valeur de Paul Reynaud, [246] que vous m'engagiez à donner de l'avancement ministériel à Paul Reynaud, que vous me le suggériez pour la Guerre, pour l'Armement, pour le Quai ? Eh bien ! savez-vous ce qu'il vient de me dire ? Il souhaite vous amener à quitter le secrétariat général et il a pensé à vous pour Washington. Il prétend que vous êtes le seul qui réussira à entraîner les États-Unis dans la guerre à nos côtés. Il vous en a parlé, n'est-ce pas ? »

Si j'ai bonne souvenance de ce que m'a raconté M. Daladier de cette entrevue, M. Léger n'eut l'air d'être d'aucune manière informé du projet de M. Paul Reynaud. Son visage mat ne se colora pas. Ses cils ne se baissèrent point. Sa voix unie se borna à protester que, le jour où l'on disposerait de son poste, il ne consentirait à en occuper aucun autre. Quant à Washington, c'était une plaisanterie de supposer que l'on pouvait entraîner les États-Unis dans la guerre ... maintenant, à supposer que l'éventualité puisse en être espérée. M. Daladier ne se soucie pas de s'avancer davantage sur ce terrain plus que brûlant. Quand M. Léger quitta son cabinet, tard dans la soirée, il méditait peut-être sur la fragilité des amitiés humaines et sur l'égoïsme des politiciens, mais il ne

pensait pas qu'il n'était déjà plus secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères.

M. Paul Reynaud, la conscience libérée par son entretien avec M. Daladier, prit la plume qu'on lui tendait et, au bas du décret nommant M. Charles Roux en remplacement de M. Léger appelé à d'autres fonctions, apposa sa griffe arrogante. N'avez-vous jamais considéré la signature de M. Paul Reynaud ? Elle est tout lui-même. En hâte un messager se précipita chez le président de la République. Il fallait prévenir toute intervention. M. Albert Lebrun se demanda ce que ça voulait dire. On lui laissa croire qu'il s'agissait d'une grande pensée diplomatique conçue d'accord avec M. Alexis Léger. Et M. Albert Lebrun, qui avait déjà tant subi de choses et qui devait en subir bien davantage encore, fit son métier : il signa.

Le lendemain matin, 19 mars, M. Léger arrive au ministère. À peine y est-il entré qu'un de ses secrétaires entre, les yeux mouillés de larmes, et lui tend l'*Officiel*.

[247]

C'est ainsi que M. Alexis Léger, secrétaire général des Affaires Étrangères de France, a connu sa disgrâce. Je ne crois pas qu'il y ait pareil exemple de manque d'égards envers un fonctionnaire contre qui on ne pouvait relever aucune faute professionnelle. Mais l'escamotage auquel on avait dû recourir et la lâcheté avec laquelle il était accompli, puisque personne n'avait osé en prendre la responsabilité, dépassaient la personnalité de M. Léger, si éminente qu'elle soit ; les vrais responsables avaient dans l'esprit autre chose que l'assouvissement de leurs vengeances et que la satisfaction de leurs intérêts et ambitions, ils ouvraient délibérément la première brèche dans l'alliance franco-britannique, brèche que M. Baudouin se chargera d'élargir quand il succédera, comme ministre des Affaires Étrangères, à M. Daladier définitivement et sauvagement expulsé du ministère. L'ambassadeur britannique ne s'y trompa pas, non plus que M. Winston Churchill, et, discrètement, ils s'informeront du sens que prend le départ de M. Léger. Je doute que les bonnes paroles dont on les a comblés les aient totalement rassurés.

Dans l'après-midi j'allais au ministère des Affaires Étrangères pour exprimer à Alexis Léger mon amitié et mon indignation.

Ce que je viens de raconter je ne le tiens pas de lui. Ce qu'il m'a confié de son explication avec M. Paul Reynaud ne m'appartient pas et je ne suis pas en possibilité de lui demander l'autorisation d'en faire état. Quelque intérêt que cette publication aurait, je suis obligé d'y renoncer. Ce que je puis seulement en dire, car je ne suis pas le seul à le savoir, c'est que M. Léger refusa le poste de Washington, n'admettant pas qu'on envoyât auprès de M. Roosevelt un homme dont on venait, par des procédés sans pareils, d'attaquer la réputation, et qu'il exigea sa mise en disponibilité. « J'ai droit à toute l'injustice », déclara-t-il à M. Daladier en lui présentant lui-même le décret à signer.

M. Reynaud, ayant pris conscience de sa maladresse, et des amis de M. Léger, essayèrent par l'entremise de M. Bullitt, ambassadeur des États-Unis à Paris, de faire revenir M. Léger sur son refus. Ce fut peine perdue. C'est lui qui eut raison. Dans quelle situation se serait-il trouvé, à [248] Washington, lui, l'homme de la politique anglo-franco-américaine, pour expliquer la capitulation de Bordeaux ?

Le 20 mai, j'allai au Quai d'Orsay. J'y rencontrai M. Guariglia, ambassadeur d'Italie.

Le représentant du pays envers lequel on prétendait que le secrétaire général des Affaires Étrangères n'aurait pas été assez conciliant, me dit son regret du départ de M. Léger, en ajoutant :

« Je suis très heureux d'avoir pu devenir son ami, car il gagne beaucoup à être connu. Je vais lui exprimer toute ma sympathie. »

Un huissier du ministère me glissa à l'oreille :

« C'est *Elle* !

– Pas seulement *Elle* »,

lui répondis-je.

Plus tard je profitai d'une entrevue avec M. Paul Reynaud pour connaître sa réaction. Alexis Léger avait quitté Paris, sans bruit, sans déclaration, et s'était enfermé dans une retraite dont la dignité était égale à toute celle dont sa carrière avait témoigné.

De mon propre mouvement, je voulais savoir si M. Paul Reynaud se rendait compte de la perte que la diplomatie française avait faite, de par sa faute. Je ne trouvai pas une fibre sensible. Je n'insistai pas.

Je me bornai à noter, en sus, qu'à Berlin on fut très satisfait. Il y avait de quoi.

[249]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XXIV

---

### LE GÉNÉRAL WEYGAND GÉNÉRALISSIME

*Le général Weygand quitte la Syrie pour devenir généralissime — Un cri de foi de M. Winston Churchill dans le génie français de redressement — M. Paul Reynaud dit au Sénat : « La Patrie est en danger » — Conversations avec M. Paul Reynaud.*

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'après-midi du 16 mai, rappelons-nous, j'ai demandé à M. Paul Reynaud :

« Weygand ? »

Il m'a répondu :

« Peut-être ! »

Une autre personnalité à qui j'ai posé la même question m'a répondu :

« Oui ! »

Peut-être à la minute même de l'une de mes interrogations, un soldat dont le nom se confond avec celui de l'homme qui gagna l'autre guerre, avait-il reçu un appel urgent. Il l'attendait depuis longtemps. Se demande-t-il si ce n'est pas un peu tard ?



Son destin et sa patrie commandent. Le moteur de l'avion ronfle. Le général Weygand est dans la carlingue. L'oiseau d'acier et d'aluminium prend de la hauteur et du champ. Un regard sur sa Syrie. Une pensée pour son armée d'Orient qu'il vouait, dans ses plans, à de glorieuses manœuvres. Mais un sujet plus pressant exige l'attention de son esprit. Il sait vaguement par les câbles et par les radios que la France une fois de plus subit l'invasion. Et c'est lui qu'on appelle ! Le ronronnement du moteur le berce. Il ferme les yeux. Il rêve. Est-ce que son heure a sonné comme sonna, voici vingt-deux ans, celle du génie dont il mettait en forme les inspirations ? Il revoit Foch arpentant de son pas saccadé son poste de commandement, s'arrêter devant les immenses cartes étalées sur les murs, mettre le doigt sur un point minuscule, décrire d'un coup de griffe une courbe sur la toile. Le petit homme parle. Ce sont des membres de phrase décousus et sans suite. Des exclamations, presque de simples interjections. La pensée du chef va trop vite pour que son [250] expression s'embarrasse de transitions. Il s'arrête, épuisé comme après un enfantement.

« Vous avez compris, Weygand ? »

Weygand avait compris. Weygand traduisait Foch à la portée de Haig, de Pershing, de Pétain, de Debeney, de Gouraud, de Mangin, de tous. Foch est mort. Weygand sait bien qu'il n'est pas Foch. Il se demandera comment Foch aurait réagi. Foch l'inspirera. Et puis s'il n'est pas Foch, il est peut-être Turenne, le silencieux, l'impavide, le prudent, ce Turenne dont il a retracé les campagnes dans un petit livre qui est un modèle de compréhension, de clarté et de précision.

Turenne, se dit-il, n'avait pas le génie des grands illuminés, mais il avait celui qui est le résultat d'une longue patience. La Germanie du début du 17<sup>e</sup> siècle en a éprouvé la puissance. Pourquoi ne serait-il pas le Turenne du vingtième ?

Pendant qu'à grands coups d'aile l'avion file vers Marignane, pendant que les responsabilités, les plans, les espoirs, les ambitions se disputent la réflexion de Weygand, de bouche en bouche la rumeur se transmet à Paris, aux armées, dans toute la France : Weygand arrive, il est généralissime ! Et tel est le souvenir de Foch que c'est comme si Foch ressuscitait ! On se souvient de la percée de 1918 qui permit aux légions de Ludendorff de s'avancer jusqu'à Château-Thierry, jusqu'à

Amiens, jusque vers Compiègne, et du célèbre ordre du jour : *Se faire tuer sur place !*

La nouvelle officielle en est transmise dans la soirée du dimanche 19, en même temps que le premier discours radiodiffusé de M. Winston Churchill depuis qu'il est le Premier ministre britannique. Ce discours est consacré à la mêlée furieuse, où, sur les sols de France et de Belgique, se jouent les destinées de sa patrie, de la nôtre et de tout un groupe d'États disloqués et de « peuples meurtris ».

Au milieu des angoisses qui tiennent haletants les cœurs les mieux attachés, la nouvelle et la harangue apparaissent dans le ciel assombri comme des traînées lumineuses de confiance et d'espoir.

Sans se donner le « ridicule » de dissimuler la gravité des [251] événements, de l'âme de Winston Churchill jaillit un véritable acte de foi dans le *génie français* de redressement ; il ne cache pas à sa nation qu'elle doit, elle aussi, s'attendre à un formidable assaut jusque dans son île même, car à la bataille en France succédera une bataille pour l'île. Aussi faut-il *rapidement davantage* d'avions, de tanks, d'obus, de canons.

« Qui a entendu l'orateur marteler ces derniers mots, écrirai-je, dès ce soir-là, a compris que toute la puissance d'énergie de l'Empire se concentrait dans la volonté de Winston Churchill, porte-parole de toute l'histoire, de toutes les traditions, de toutes les qualités britanniques, associées à l'histoire, aux traditions et aux qualités françaises. »

Que ne sont-elles, hélas, encore officiellement associées ! Mais elles le sont par quelques-uns d'entre nous, par De Gaulle et par ses légions ; elles le seront de nouveau.

L'arrivée du général Weygand ranime les courages défailants. Si Weygand accepte de conduire les opérations militaires, c'est qu'il ne désespère pas. Il donne, en effet, dès qu'il arrive, l'impression du sang-froid, de la lucidité et de la vitalité, au point que M. Winston Churchill, qui est venu passer quelques heures à Paris, fera au cours d'une conversation, à ce septuagénaire, cet hommage :

« J'ai peur que vous ne soyez un peu jeune. »

C'est le 21 que le général Weygand se lance dans l'aventure. Il se rend en avion sur le front de France-Belgique pour se concerter avec les généraux d'armées qui sont sous ses ordres, y compris l'armée belge et

le corps expéditionnaire britannique, et partout il produisit une impression de force calme et sûre d'elle-même.

On considère au ministère de la Guerre cette randonnée du chef comme le prélude d'une manœuvre savante. On parle aussi beaucoup d'un général, le général Billotte, qui a du cran et de la tête. Hélas ! encore hélas ! En se rendant d'un poste de commandement à un autre, une embardée d'auto, et il n'avait pas de casque ! Son chauffeur, qui en avait un, est sauvé ! Lui est tué. On avait appelé le général Giraud pour sauver ce qui restait de l'armée Corap. C'est dans le désordre d'une déroute qu'il est tombé. Il a été fait prisonnier. La mauvaise chance de la France continue.

[252]

Les noms de Péronne, Arras, Amiens apparaissent dans les communiqués.

Le Sénat est réuni. Un vent de colère souffle dans les couloirs du Luxembourg et M. Paul Reynaud monte à la tribune pour une déclaration. Sans plus de préambule il jette à l'Assemblée le grand mot de la grande Révolution, qui tombe comme une bombe au milieu de l'Assemblée :

« La Patrie est en danger ! »

Une rumeur monte. On veut des responsables, des coupables. Mais M. Paul Reynaud continue. Il énumère quelques-uns des terribles faits, comment est arrivé « le désastre total » de l'armée Corap, comment « a sauté la charnière de l'armée française », comment une « brèche de cent kilomètres » a été ouverte, à travers laquelle se sont lancées les divisions motorisées allemandes, semant l'effroi et déterminant des paniques... Il révèle que d'incroyables fautes, qui seront punies, ont été commises, comme celle de n'avoir pas fait sauter les ponts de la Meuse. Les phrases sèches, accusatrices, fouettent les nerfs et portent au paroxysme la tension. Des silences lugubres font suite à des clameurs d'indignation.

L'atmosphère s'éclaircit à peine quand il proclame sa confiance « dans le grand chef qui a pris le commandement de nos armées » et « dans le soldat de France qui sera digne de ses aïeux », mais M. Paul Reynaud n'a pas le ton pour les paroles de foi ; elles ont l'air dans sa bouche de n'être que des précautions. Le président du Sénat, Jeanneney

va plus au cœur, avec sa voix cassée, quand il conclut : « Il est impossible que l'infamie prévale », mais l'Assemblée a été secouée par le grand frisson de la peur. Elle a besoin de se venger sur un ou plusieurs. On prononce des noms. On dit que Gamelin s'est suicidé, que Corap passe en Conseil de Guerre, que quinze généraux seront relevés de leur commandement, etc., du vrai, du faux — qu'importe ! On est dans l'inouï. Les gens ensuite ont honte de s'être tant apeurés, et ils font injustement grief à Paul Reynaud d'avoir manqué de sang-froid. Le président du Conseil en est tellement décontenancé qu'on voudra dans la nuit, en son nom, faire défendre par la censure aux journaux de dire que “*la Patrie est en [253] Danger !*”.

Curieux phénomène de secousses successives comme le pouls d'un malade, mais, mises à part ces sautées brusques de la température de M. Reynaud, que rapporte le général Weygand de son voyage aux armées ? La situation peut être rétablie, dit-il en substance, c'est dur et ce sera d'autant plus dur que l'élan n'est pas le même à tous les degrés de l'armée.

Je n'ai pas l'intention de suivre pas à pas les événements militaires. À la vitesse où ils se déroulent, ce sont les grandes lignes et l'atmosphère qui importent. Les 21, 22, et quelques jours suivants, le général Weygand, appelé et venu pour être le sauveur, croit à la possibilité de sauver. C'est l'impression que je recueille au cours de la conversation que j'ai, le 25 mai, avec M. Paul Reynaud.

« Weygand, déclare-t-il, est d'une lucidité rassurante ; le maréchal Pétain est prêt pour tout ce qu'on lui demande. Nous sommes allés hier ensemble voir dans quel état sont les défenses de Paris — pour le cas où il y aurait à défendre Paris.

– On le défendra ?

– Avec acharnement. »

Je lui rappelle discrètement que l'autre jeudi, 16 mai, des membres du gouvernement avaient laissé entendre qu'il fallait évacuer Paris. En phrases hachées, vives, ardentes, il réplique :

« C'est le généralissime qui avait affolé les gens. Je lui ai donné l'ordre de défendre Paris à tout prix. Nous avons repris l'ascendant et je vous assure qu'il n'est plus question de laisser Paris sans défense.

– D’autant plus que si vous alliez à Tours ce ne serait guère moins dangereux que Paris.

– Évidemment. Malheureusement, nous n’avons pas assez d’avions, pas assez de matériel... Ah ! s’écrie-t-il... Ce... ! Et il prononce le nom d’un fonctionnaire du ministère de la Guerre en levant désespérément les bras au ciel.

– Arrivera-t-on à sauver l’armée du Nord ? »

Il fait un geste évasif :

« – On fait tout pour y réussir. On a perdu 48 heures [254] pendant que Gamelin commandait encore. Il n’aurait pas fallu envoyer cette armée en Belgique. On croyait que les Belges tiendraient sur le canal Albert. Dès que les Belges ont cédé, on aurait dû sans hésiter donner l’ordre du repli.

– Est-il exact que le général Giraud soit prisonnier ?

– Hélas !

– Vous avez limogé beaucoup de personnes ?

– Beaucoup, et ce n’est pas fini. On fera des chefs avec beaucoup de colonels intelligents et décidés.

– Permettez-moi de vous mettre en garde, d’après les renseignements que j’ai, contre une offensive de paix tendant à nous séparer de l’Angleterre.

– Je vous garantis qu’on y fera face.

– Vous craignez comme prochaine l’entrée en guerre de l’Italie ?

– On parle du 10 juin... »

Il esquisse un mouvement des mains comme s’il voulait dire : « À la grâce de Dieu ! »

Quel curieux personnage et quel homme est-il vraiment ? me dis-je de M. Paul Reynaud après l’avoir quitté, en me remémorant ses paroles claires et ardentes. Il défendra Paris. Il fera face à l’offensive de paix contre l’Angleterre. Il est donc toujours l’homme qui m’a dit, comme à d’autres : Je gagnerai la guerre ! je gagnerai la guerre !

Et je m'efforce de chasser de mon esprit les doutes que tant de ses actes, de ses fanfaronnades, de ses impulsions, de ses injustices y ont ancrés. Et je me dis aussi, comme les autres se disent :

« Weygand ! Peut-être Foch ? »

[255]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XXV

---

### LE DÉBUT DE LA CONJURATION – LE ROI DES BELGES CAPITULE

*Un ministre dénonce à M. Reynaud le défaitisme de M. Baudouin — Une campagne souterraine de régénération de la France par la défaite — Le général Weygand commence à fléchir — La maîtrise de M. Georges Mandel.*

[Retour à la table des matières](#)

Entre le 25 mai, où je recueille des lèvres de M. Paul Reynaud des mots qui réchauffent le cœur, et le 28, date de la capitulation belge, il n'y a que trois jours. En ces trois journées s'éteindra toute la flamme dont M. Winston Churchill a cru le général Weygand embrasé. Le généralissime s'aperçoit qu'il ne peut prétendre à la gloire des redressements immédiats. Il est prêt à baisser les mains. Foch l'indomptable n'a pas ressuscité en Weygand et Weygand n'a pas l'épine dorsale de Turenne.

Est-ce que l'ambiance du ministère de la Guerre, où, à côté du président du Conseil, il n'y a presque que des adeptes d'une paix rapide, influe sur lui ? C'est possible sans être suffisant. Un ministre qui était alors membre du gouvernement et qui l'est resté jusqu'à son éviction au début de septembre par M. Pierre Laval, s'ouvre à M. Paul Reynaud de ses craintes touchant l'atmosphère qui règne rue Saint-Dominique,

jusque dans les cabinets attenants à celui du président du Conseil ; il lui désigne M. Paul Baudouin comme le principal fourrier de l'entreprise pacifiste dont il voit le commencement.

M. Reynaud lui réplique que ça a pu être vrai en effet, mais que son collaborateur est devenu maintenant *le plus dur des durs*. On insiste. M. Reynaud n'en veut rien croire et quand on l'engage à se faire lire les notes d'écoute des conversations échangées avec le dehors par les bureaux de la présidence du Conseil, il sourit, il s'en amuse sans rien en craindre.

[256]

Un ami auquel le ministre fait part de ses soucis lui conseille :

« Vous avez tort de vous plaindre directement à Reynaud des intrigues de Baudouin. Puisque vous êtes lié avec le général Weygand prévenez-le, et son intervention aura plus de poids près du président du Conseil que la vôtre. »

La démarche fut-elle faite ? Je n'en ai rien su. Mais déjà le général n'a plus l'espoir de vaincre et c'est le moment où bat son plein une campagne dont j'ai eu la certitude et la preuve plus tard, mais dont la révélation ne me parvenait alors que par des indications, du reste, précieuses. On me signale des réunions secrètes, des conférences entre deux ou trois conjurés, des visites que se font des apôtres d'une nouvelle mystique ; il s'agit de gagner le plus grand nombre possible de gens de qualité à la nécessité de la défaite. De la défaite ? Oui, de la défaite ! On développe cette thèse que la France doit être régénérée par l'expiation, et que la défaite noblement acceptée permettra de renverser un régime néfaste que la victoire perpétuerait. On ne s'en prend pas aux vices d'un régime pour le réformer. Il faut l'abattre et pour l'abattre il faut capituler. En sollicitant l'armistice tout de suite, on obtiendra de bonnes conditions de paix ; Hitler, grâce à Mussolini, sera magnanime, trop heureux de pouvoir disposer de quelques ports contre l'Angleterre, avec laquelle on rompra. Je n'avance là rien dont je ne sois sûr. Je dis que des personnages de qualité, et je sais le nom de l'un d'eux, à qui le gouvernement du maréchal Pétain a dernièrement attribué un grand poste, ont fait à plusieurs personnes la confiance que je résume ainsi :

« *La France a besoin de la défaite. La défaite lui est nécessaire pour sa régénération. La victoire renforcerait le régime politique qui l'a*



*conduite à la ruine morale. Tout plutôt que la continuation d'un régime aussi pervers. La défaite suivie d'une paix rapide coûtera peut-être une province, quelques ports, des colonies. Qu'est-ce que c'est à côté de la régénération indispensable ! »*

Une des personnes que l'on veut convaincre parce que son salon est le centre où se réunissaient un grand nombre d'hommes et de femmes distingués qui pourraient être d'utiles propagandistes, s'indigne contre la monstruosité du plan. On [257] invoque alors l'autorité des hommes qui sont les apôtres de cette doctrine impie. On lui répond que l'inspirateur, le penseur, et le futur homme d'État n'est autre que Baudouin, dont elle connaît le néo-catholicisme ardent. Elle n'a en Baudouin qu'une confiance limitée, elle fait la moue.

On ajoute :

« Weygand... »

Elle a un sursaut :

« – Weygand ! le général en chef ! Pour la défaite !

– Il ne croit plus à la victoire il est presque gagné...

– Et Pétain ? insiste-t-elle haletante.

– On le convaincra, on lui fera comprendre que la France, dont la natalité est déjà pauvre, ne peut risquer la perte, comme en 1914-1918, de quinze cent mille nouveaux morts, et de davantage peut-être ! »

L'homme qui parle ainsi sait manier les arguments ; cependant il ne persuade pas, malgré qu'il s'y efforce pendant deux heures, la personne dont il a voulu faire le siège. Il en est déçu, et la résistance qu'il a rencontrée lui inspire des craintes. Il supplie, quand il abandonne la partie, que l'on garde le secret.

Il y a des secrets trop lourds pour être gardés. Celui-là ne l'a pas été tout à fait. On s'en est délivré. Celui qui l'a reçu en dépôt n'y a peut-être pas attaché assez d'importance. Quand il est parvenu jusqu'à moi, il était trop tard, le poison que sa coquille enfermait avait déjà fait la plus grande partie de son œuvre.

M. Paul Reynaud n'a, je crois, jamais rien su de cette conjuration dont il devait être la victime concurremment avec la nation.

En même temps que le venin s'insinue dans les veines françaises la tragédie militaire se développe. Les défenses de Boulogne, de Calais, ... sont débordées par les divisions motorisées germaniques, la tenaille que Brauchitsch vise à refermer sur les armées envoyées en Belgique et sur l'armée belge elle-même se resserre, tandis que les généraux français et anglais engagés dans l'effort luttent désespérément pour en briser l'une des pinces.

Mais à tous les malheurs dont la France est victime, il en manque un qui devrait lui être épargné.

[258]

Je crois alors que le sommet de l'horreur est atteint. Je me trompe, malheureusement. Je n'imagine pas encore Bordeaux !

Le choc n'en est pas moins affreusement douloureux, venant du fils d'Albert I<sup>er</sup>, le roi sans peur et sans reproche.

Alors qu'une bataille gigantesque se déroule, où le sort des armes paraît se détourner de la France, et qu'il est besoin d'un maximum d'intrépidité pour forcer la fortune, que se passe-t-il ?

« *L'armée belge* — je cite les termes accusateurs dont M. Paul Reynaud a accablé, au matin du 28 mai, à la radio, le roi des Belges — *vient brusquement de capituler, sans conditions, en rase campagne, sur l'ordre de son roi, sans prévenir ses camarades de combat français et anglais, ouvrant la route de Dunkerque aux troupes allemandes. C'est là un fait sans précédent dans l'histoire* », prononçait M. Paul Reynaud.

La stricte justice m'oblige à dire que des voix belges se sont élevées pour laver le roi Léopold III de l'accusation de trahison que le discours de M. Paul Reynaud a fait peser sur lui. M. Gutt, ministre des Finances de Belgique, qui, jusqu'à l'arrivée à Londres de MM. Pierlot et Spaak, retenus en Espagne avec M. de Vleeschauwer, représentait le gouvernement belge en Grande-Bretagne, a, dans une déclaration publique, précisé que Léopold III n'a pas traité avec l'ennemi et demeure un prisonnier. M. Gutt — et quand on connaît la valeur morale et intellectuelle de M. Gutt, son témoignage a de l'importance — M. Gutt a affirmé que la capitulation de l'armée belge était inévitable. Il a écrit :

« Le total effondrement des armées françaises dans le sud, couplé avec les ordres du généralissime français empêchant les troupes belges de battre en retraite à un moment où elles pouvaient le faire, amenèrent

l'encerclement de l'armée belge et rendirent la capitulation inévitable. »

Un tel témoignage, émanant de celui qui, au milieu des pires difficultés, a voulu maintenir la force gouvernementale belge libre et qui y a réussi, ne peut pas être négligé. Je tiens à le faire figurer ici ; l'histoire, plus tard, dira dans quelle mesure la capitulation de l'armée belge, qui était un désastre [259] moral évident, a compliqué le sauvetage du corps expéditionnaire britannique et des armées françaises du nord ; celles-ci et celui-là, tout en combattant, reculaient jusqu'à la mer, pour être partiellement sauvés à Dunkerque par l'extraordinaire maîtrise et par l'héroïsme des deux marines.

Dans la nuit du 27 au 28, un Conseil des ministres s'est tenu à l'Élysée. Weygand a été appelé à formuler son pronostic. On a prétendu qu'il avait dit :

« *Les Allemands passeront où et quand ils voudront.* »

Ce n'est pas à ce Conseil qu'il a prononcé cette parole, c'est dans une conversation privée. Au Conseil de la nuit du 27 au 28 mai, il a mis hors de cause sa responsabilité, insisté sur l'état catastrophique de l'armée à la date où on la lui avait confiée, marqué déjà quelques appréhensions au sujet des conséquences sociales que pourrait présenter une débandade des régiments et laissé apparaître une passion d'autorité qu'au surplus on lui connaissait bien. En lui le stratège et le tacticien commencent à faire place au partisan qui a peur du bolchevisme. Il va ne plus penser qu'à se garder en main une armée de défense sociale contre une imaginaire révolution. Il ne commandera plus la victoire.

Il est un homme, M. Mandel, qui, au milieu de la tourmente, aux prises avec les pires difficultés, garde une merveilleuse maîtrise ; au ministère de l'Intérieur, où il passe ses jours et ses nuits, M. Mandel a constaté, dès son arrivée le 19 mai, que le mal est plus grand encore qu'il ne le décrivait dans ses critiques les plus acérées. On est tout étonné qu'il commande. On est encore davantage surpris d'avoir à obéir. On est consterné si, ayant failli au devoir, on est suspendu ou révoqué. Par contre j'entendrai un grand fonctionnaire dire :

« C'est plaisir de travailler avec lui, on sait où l'on va. »

Il est terriblement lucide, prévoit le pire, mais son sang-froid n'en est jamais altéré. Au contraire, on dirait que le danger l'excite et que

son orgueil est de défier la catastrophe en ne négligeant pour sa part rien afin d'y parer.

Il n'a jamais eu d'illusions sur le général Gamelin, « un préfet très intelligent, disait-il, et un généralissime pour grandes manœuvres ». Il savait que Weygand n'était que le secrétaire de Foch, et non pas même la moitié de Foch, mais [260] ce secrétaire aurait peut-être eu des éclairs d'imagination et de la poigne. Quand le général s'affaisse, il s'en aperçoit et ne reculera pas s'il faut lui faire face.

Il a aidé de son mieux Paul Reynaud, il l'aide encore et sans arrière-pensée, mais il ne peut pas lui faire cadeau d'un sens politique, d'une connaissance des hommes et d'une fixité de pensée que le président du Conseil n'aura jamais. Il ne peut surtout pas passer sa vie à contre-battre les tendances d'un entourage qui est de plus en plus malfaisant. Il a déploré l'esprit de défiance qui a trahi chez Daladier de réelles et puissantes qualités, mais il n'est pas de ceux qui le désignent comme bouc émissaire après l'avoir porté sur le pavois. Pour lui, qui a vu de loin venir la guerre, il sait, et il n'a pas peur de dire, que la responsabilité remonte beaucoup plus haut dans le passé et englobe une grande quantité de personnages et de collectivités. Il a sur le président de la République l'autorité que peut avoir un homme qui a une volonté sur un autre homme qui n'a jamais su en quoi la volonté consistait. M. Albert Lebrun est ahuri par les événements. Il demande :

« Comment ? Pourquoi ? »

M. Mandel lui réplique :

« – Mais, M. le Président, ça remonte loin, très loin.

– Comment ?

– Mais, M. le Président, quand vous passiez en revue chaque année les troupes, où était-ce ? À Bétheny ? À Longchamp ? Non, Avenue des Champs-Élysées. Les grandes manœuvres ? Elles étaient devenues de petites manœuvrettes, quelque chose comme un jouet de Nuremberg. On a laissé, petit à petit, toute véritable discipline disparaître de l'armée. On a voulu faire la guerre avec des officiers-fonctionnaires et avec des citoyens. On fait la guerre avec des chefs et avec des soldats — maintenant on paie. La situation se rétablira si la France sait vouloir. »

Ce même Mandel qui tenait au président de la République ce langage courageux me disait, à moi, et à beaucoup d'autres :

*« Se battra-t-on dans Paris ? Je ne sais pas, c'est une décision que le gouvernement aura à prendre. Mais derrière Paris, il le faudra bien. J'ai dit un jour, et l'on a ri de moi, qu'on serait peut-être réduit à se battre sur l'Adour, voire à Tombouctou. [261] C'est façon de parler, oui, mais cette façon-là dit bien ce qu'elle veut dire.*

*Admettez que nous en soyons réduits à n'avoir en France qu'un tout petit coin de terre française que nous pourrions garder. Nous avouons-nous vaincus et traiterions-nous avec les Allemands ? Et si les Anglais ne le faisaient pas ?*

*Si les Anglais ne le font pas, et s'ils sont battus, nous le serons aussi, évidemment. Mais concevez-vous qu'ils puissent, eux, traiter ? Savez-vous les prodiges qu'ils accomplissent en ce moment à Dunkerque pour sauver ce qui est sauvable des armées du nord ? Ceux-là ne capituleront pas. Alors, s'ils sont vainqueurs et que nous les ayons quittés, nous serons dans la pire des marmelades avec le déshonneur en plus. Il n'y a pas de question.*

*– J'espère que l'on pense comme vous, à la tête. »*

*Il rejette la tête en arrière en croisant les mains et, après avoir attendu quelques secondes, prononce lentement ces mots :*

*« Mon cher ami, quand celui qui gouverne sait ce qu'il veut, il en impose toujours. Il suffit de vouloir.*

*– Et si le pire arrivait ? Tours ? Bordeaux ?*

*– Tours d'abord, comme étape.*

*– Et ensuite – Bordeaux ?*

*– Surtout pas Bordeaux. Ce serait la Bretagne qui devrait être le dernier "réduit français", avec Brest comme capitale. Le port assurerait les communications à la fois avec l'Amérique, avec ! Angleterre et avec l'Empire français, car n'oubliez pas qu'il y a un Empire français et que j'ai été ministre des Colonies. »*

De cette conversation, une des nombreuses que nous avons eues, je reproduis quelques éléments sans crainte de le compromettre, car je sais qu'il n'est pas de ceux qui se renient. Je la terminai par cette déclaration :

« Mon cher ministre, j'aurai confiance tant que vous serez à la place où vous êtes ou à une place plus haute. »

C'est le 30 mai que nous échangeons ces propos, dix-sept jours avant le déshonneur que nous écartions, le jour même où la marine anglaise et l'aviation anglaise, se couvrant de gloire, commençaient l'évacuation qui prendra fin le 4 mai et qui restera dans la mémoire des hommes comme une des plus belles et des plus héroïques opérations militaires et morales de tous les temps.

[262]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XXVI

---

### M. REYNAUD EXPULSÉ M. DALADIER DE SON GOUVERNEMENT

*Ultime négociation avec l'Italie — Conversation avec M. Pierre Laval — Bombardement de Paris par une escadrille — M. Henry Bérenger chez M. Paul Reynaud — Dramatique Conseil des ministres — Déclaration de M. Daladier — Mes adieux à M. Daladier — Remaniement ministériel — La Maison du Roi.*

[Retour à la table des matières](#)

Le 19 mai, M. Daladier a quitté le ministère de la Guerre pour le ministère des Affaires Étrangères. À son arrivée au Quai d'Orsay on lui a fait l'humiliation de le priver de M. Alexis Léger et on lui a fait cadeau de M. Charles Roux. La compensation est mince. D'ailleurs, dans l'intention de M. Paul Reynaud, de M<sup>me</sup> de Portes et de M. Baudouin, ce transfert n'est qu'une étape.

L'opération a été menée en deux temps. On a hâte que le deuxième arrive. Hélène de Portes et Paul Baudouin n'auront pas de cesse qu'elle n'ait été complètement accomplie. Paul Baudouin y consacre une ténacité de tous les instants. Hélène de Portes, qui est une présidente agissante, ne laisse passer aucune occasion de piquer l'amour-propre de Paul Reynaud.

« Qu'attendez-vous ? Vous voulez sans doute lui permettre de monter contre vous, de son antre du Quai d'Orsay, une cabale qui vous emportera.

– Vous savez bien le contraire ; mais il me faut une raison valable. »

On la lui découvrira.

M. Daladier, qui ne se doute de rien, se débat avec le problème italien insoluble ; à un dernier Conseil des ministres, le général Weygand, interrogé, a déclaré que si l'Italie entrait dans la guerre il n'aurait presque rien à lui opposer sur les [263] Alpes. Une majorité s'est précisée pour que l'on fasse des offres à celle que Jules Cambon appelait l'ingrate et jalouse voisine. On a parlé de Djibouti, de la Somalie, du Sud tunisien. M. de Monzie a ponctué l'énumération d'un mot méprisant : « des haricots ». M. Paul Reynaud est allé à Londres demander à Churchill si la Grande-Bretagne ne consentirait pas à ajouter aux haricots un plat de lentilles, tel que l'internationalisation de Gibraltar. M. Churchill a refusé. Il refuse aussi énergiquement, le 31 mai, au Conseil Suprême de Paris où, d'autre part, l'abandon de Narvik est décidé. On ne l'annoncera que plus tard, après le rembarquement total des troupes, dont la plupart sont françaises. M. Churchill estime que la négociation avec l'Italie serait, dans les conditions du moment, vouée à l'insuccès et ne serait considérée que comme un signe de faiblesse. Mussolini enregistrerait les propositions et les classerait comme acquises pour plus tard.

Une note est tout de même remise à l'ambassadeur d'Italie. Ce sera peine perdue.

D'après les renseignements les moins discutables, la décision de Mussolini est prise. La non-belligérance va prendre fin.

Telle n'est pas l'opinion de Pierre Laval, que je rencontre un soir dans un restaurant de la Place de la Madeleine et qui vient, à la fin du repas, se joindre à nous. Il se désespère de l'entrée éventuelle de l'Italie dans la guerre.

« Il n'y a plus rien à faire, lui dis-je, pour l'empêcher.

– Ce sera surtout contre l'Angleterre que Mussolini portera sa pointe, d'abord, estime-t-il.

– Croyez-vous ? Il a plus à nous demander qu'à la Grande-Bretagne.



– Non ! Ils veulent : Malte, Gibraltar, Suez, l'Égypte. Après, ce sera à nous : je me suis laissé dire cela par des journalistes italiens.

– Qu'en savent-ils ? »

Nous laissons tomber l'Italie.

Le dialogue se poursuit à bâtons rompus. Je le note plutôt comme un document, car ce sera le dernier que nous aurons ; ensuite, je quitterai la France, et lui, il montera au pinacle pour devenir légalement pendant quelques mois quelque chose comme le Dauphin du Roi de France, dont il sera [264] en réalité le *Maire du Palais* jusqu'au jour où le souverain, dans une illumination de son intelligence longtemps bafouée, le déclarera déchu de tous ses titres et pouvoirs. Mais nous sommes loin de ces aventures.

Ce soir de mai Pierre Laval me demande :

« – Est-il vrai que Pierre Cot aille en Russie comme ambassadeur ?

– On y a renoncé. Mais, au fait, c'est à vous que Reynaud devrait demander d'aller à Moscou, vous êtes le seul qui connaissez Staline. »

M. Pierre Laval ricane :

« – Ma foi ! nous étions très bien ensemble, on s'était très bien compris.

– Vous avez vu Daladier ?

– Oui. Il ne m'a rien dit.

– On ne vient plus le voir, la roue a tourné : la lâcheté humaine !

– Oui, ceux qui l'acclamaient parlent de le fusiller !

– Reynaud ? Sa situation au Sénat ?

– Pas beaucoup meilleure que celle de Daladier. »

Il me questionne sur l'affolement du gouvernement le 16 mai.

« – Ils étaient perdus ?

– Sauf un.

– Qui ?

– Mandel seul avait son équilibre.

– Ça ne m'étonne pas, je l'ai vu dans l'autre guerre, il n'a pas peur. Même je crois qu'il aime le risque et qu'il s'y complaît. On m'a dit de Monzie aussi.

– C'est possible, je ne l'ai pas vu.

– Et Léger ? »

Je lui raconte sommairement comment on a procédé avec lui.

« – Comme ça, ça va plus vite ! grince Laval en riant.

– Lorsqu'il a pris congé de Lebrun... »

Laval ne saura jamais ce que j'allais lui dire, il m'interrompt :

« – Celui-là j'ai envie d'aller le voir pour lui dire trois mots secs.

[265]

– Que pense-t-on en province ?

– Ils ne disent rien. Ils ne parleront que lorsqu'ils connaîtront les noms des morts. Il y a cependant un sentiment qui domine : la peur, la peur — ils ont raison : s'il gagne...

– Hitler ?

– Oui, il ne nous épargnera pas.

– J'en suis sûr. »

Il n'a pas épargné les Parisiens, quelques jours plus tard, pour commencer. Il leur a envoyé le 3 juin, la visite d'une centaine d'aviateurs qui ont bombardé l'usine Citroën, quelques maisons dans le voisinage, et les alentours du ministère de l'Air. M. Bullitt, ambassadeur des États-Unis, qui déjeunait avec M. Eynac, le ministre, a eu le vrai baptême du bombardement ; une bombe est tombée à quelques mètres d'eux sans exploser.

À plus de trois mois de distance, écrivant ces lignes, pendant que les bombardiers de Goering s'acharnent sur Londres, je souris. Le petit feu d'artifice du 3 juin à Paris ne me donna qu'une idée lointaine de ce qu'avec ce brave peuple de Londres, j'entends toute la nuit. Je suis d'ailleurs convaincu que les Parisiens auraient égalé les Londoniens par leur sang-froid et par leur courage s'ils avaient eu l'honneur d'attentions hitlériennes aussi violentes et aussi répétées. Je suis tenté de

regretter qu'ils ne l'aient pas eu. Peut-être alors les politiciens auraient-ils été obligés de faire place à des hommes.

Au lendemain de l'évacuation à Dunkerque par la marine britannique, aidée par la marine française, de 335 mille officiers et soldats des armées du nord, cette visite était l'annonce d'un nouveau coup de bélier donné par les divisions motorisées germaniques sur la Somme et sur l'Aisne.

En attendant l'issue, qui, malheureusement, ne sera pas douteuse, M. Paul Reynaud médite un nouveau remaniement ministériel. Il y a pris goût ; ce sera le troisième en moins de trois mois. Il aura pour objectif principal d'éliminer définitivement M. Daladier du gouvernement. C'est le deuxième temps de l'opération du 18 mai. M. Paul Baudouin et Hélène de Portes le décident en lui fournissant le meilleur des prétextes. Ils ont recours à la Commission des Affaires [266] Étrangères du Sénat où l'on a des agents sûrs et dont le président, M. Henry Bérenger, qui a du sadisme dans l'esprit autant que dans le regard, guidera la manœuvre avec une tranquille voracité.

La Commission se réunit et elle décide de ne pas avoir de rapports avec le nouveau ministre des Affaires Étrangères. Elle charge son président d'en informer le président du Conseil. M. Henry Bérenger s'acquitte de sa mission en homme qui va déguster une jouissance rare. Il se purlèche les lèvres quand, d'un air innocent, il affirme à M. Paul Reynaud que l'honneur de la Commission ne peut être terni par le moindre contact avec M. Daladier. Il regrette d'apporter un nouveau souci à tous ceux qui accablent M. le président du Conseil, il a lui-même tant de peine à accomplir cette tâche justicière, mais le patriotisme a ses exigences. Tout en parlant sur un ton attristé, son œil accusateur fixe M. Paul Reynaud, qui feint la surprise, il jubile de le voir se dissimuler mal et de l'entendre bredouiller quatre mots d'étonnement. M. Paul Reynaud feint d'être très affecté, très ennuyé : « Encore une complication dont il se passerait bien ! », mais il comprend le sentiment qui a dicté la décision de la Commission ; il se retient à peine de dire qu'il l'approuve. Que la Commission lui fasse crédit ! Elle aura satisfaction.

M. Henry Bérenger, papelard, le remercie au nom de la Commission. La Commission n'attendait pas moins du patriotisme du président du Conseil et il s'en va en courbant son dos voûté, non sans jeter un

dernier regard sur M. Paul Reynaud impatient de pouvoir librement, quand son visiteur sera parti, exhaler sans péril son allégresse. Il la tient sa vengeance ! Est-ce ce jour-là qu'il a dit de M. Daladier devant plusieurs collaborateurs en désignant le ministre des Affaires Étrangères qui sortait de son cabinet : « Je le tiens ! Nous le tenons ! » ? La concordance exacte des dates a moins d'importance que l'exactitude de la pensée et de l'expression. En traversant l'antichambre et en descendant l'escalier, de son allure lente et en jetant à droite et à gauche des regards inquisiteurs comme s'il craignait qu'on ne découvrit l'ivresse qui le gonfle, M. Henry Bérenger murmure, en pensant à [267] M. Paul Reynaud : « Quel pauvre comédien ! » Il se transporte aussi par la pensée jusqu'au cabinet de M. Daladier ; une lueur de méchanceté que, par habitude, il maîtrise, passe dans ses yeux. Il vient de servir la vengeance de M. Paul Reynaud, mais il a servi aussi la sienne. Ce Daladier, qui ne lui a jamais témoigné la moindre déférence, même pas la moindre attention, qui l'accueillait avec une ironie dédaigneuse quand il prononçait « Monsieur le Président de la Commission des Affaires Étrangères du Sénat », ce Daladier, qui avait toutes les chances : le pouvoir, la popularité, tout, il le hait et c'est lui, Henry Bérenger, qui va lui couper les jarrets ! Que ne peut-il être derrière une glace sans tain, le jour où Paul Reynaud tendra à Daladier le texte de la résolution de la Commission, pour voir les visages et entendre le dialogue ! Quel plaisir néronien ce serait !

M. Paul Reynaud ne peut plus reculer et il n'en a pas envie. Il a le bon prétexte. À quoi bon attendre ? Le plus tôt sera le mieux. Mais le président du Conseil veut faire d'une pierre plusieurs coups ; après avoir arraché à Daladier sa démission, il entend se débarrasser d'un certain nombre de ministres en exercice et les remplacer par des personnalités plus fortes ou plus dévouées à l'Association Reynaud-de Portes-Baudouin. Sa journée du 5 est consacrée au *puzzle* délicat d'une liste ministérielle. On saura qu'il y aura eu beaucoup de listes faites, refaites, déchirées, rétablies. Par qui remplacera-t-il Daladier ? Il était certain que ce serait M. Baudouin qui irait au Quai d'Orsay parce que telle était la volonté de M<sup>me</sup> de Portes. C'était d'ailleurs la suite logique de l'expulsion de M. Alexis Léger, et sa présence à ce poste était une des nécessités de la conjuration que l'on voyait se dessiner depuis des jours et des jours. M. Paul Reynaud, qui mêle toujours le meilleur et le pire, comme avec une sorte de perversité, a le projet de faire un ministre de

la Guerre du colonel de Gaulle, qu'il vient de nommer général et qui a été son inspirateur dans sa campagne pour la motorisation de l'armée. Mais M. Paul Reynaud se heurte à une offensive en règle de la part d'Hélène de Portes. Ce de Gaulle, elle le connaît, il ne se laisse pas mener par l'oreille, elle ne l'aura pas dans la main, il a de [268] l'abatage, il a son franc-parler, Reynaud l'écoute et l'admire, lui, de Gaulle, présent, elle a peur de n'être pas en tout le maître ; de plus il ne cache pas son mépris pour les « flanchards », il ne s'en laissera imposer ni par Weygand ni par Pétain, il a travaillé avec eux, il les connaît, il sait leurs limites. Elle met directement son *veto*, elle ne dit pas : Moi ou de Gaulle ! mais presque. Paul Reynaud tiendra bon toute la soirée et une partie de la nuit ; finalement ils feront une transaction : le général de Gaulle ne sera pas ministre, mais simple sous-secrétaire d'État à la Guerre, et le premier pli dont le jeune général aura à prendre connaissance sera une lettre qu'Hélène de Portes lui remettra à son arrivée, devant Paul Reynaud lui-même, et où, après avoir jeté l'interdit contre le retour de l'ancien collaborateur de Paul Reynaud, M. Palewski, qu'elle se vante d'avoir fait renvoyer aux armées trois mois auparavant, elle insistera sur les dangers que lui, le général, courrait à ne pas s'épargner son inimitié.

Les autres choix et renvois ne soulèveront pas de vrais conflits. M. Lamoureux est sacrifié. Il s'est écrié au cours d'un précédent Conseil, à propos de négociations éventuelles avec l'Italie : « Ça pourrait être le prélude d'une conversation avec l'Allemagne », et cette exclamation a soulevé la protestation même de ceux qui étaient du même avis que lui. Mais, si on le renvoie, c'est moins pour cette parole intempestive que pour confier les Finances à une créature de confiance, M. Bouthillier. M. Frossard disparaîtra du ministère de l'Information où il n'aura été qu'un météore sans éclat, afin de faire place à un des magnats de la presse française, dont la réussite invraisemblable a fait illusion à la niaiserie de certains salons et de certains clans jusqu'à lui prêter du génie. On s'apercevra que ce n'était qu'une pauvre bulle de savon. M. Prouvost démontrera qu'il est plus facile de s'agenouiller devant Hitler que d'être un grand ministre.

En souvenir des services que M. Frossard lui a rendus pour hâter la chute du Cabinet Daladier, M. Reynaud le repêchera aux Travaux Publics, d'où M. de Monzie sera dégringolé sans explication. On n'a plus besoin de lui pour cajoler l'Italie. M. Baudouin est là.

Mais les heures passent. Et M. Reynaud n'a pas encore [269] eu l'explication préliminaire indispensable avec M. Daladier. En hâte il le mande, en même temps qu'il convoque un Conseil des ministres. Quelle fut cette entrevue ? M. Daladier ne s'y attendait pas. Je puis le garantir, car, par une coïncidence qui certes n'était pas concertée avec M. Reynaud, nous avons déjeuné ensemble dans l'intimité.

Étant donné l'antipathie des deux hommes l'un pour l'autre elle dut être froidement et sourdement dramatique. Mais elle ne put atteindre le tragique de la séance du Conseil quelques quarts d'heure plus tard ; j'en ai eu le récit circonstancié par trois des ministres qui faisaient partie du Cabinet ; il n'y eut entre eux que des différences de nuances que je laisserai de côté, et quant à l'essentiel j'ai eu la possibilité de le vérifier près de M. Daladier lui-même le lendemain matin.

Il est assez tard, après dîner, quand le Conseil s'ouvre. Pas de préambules. Sèchement M. Reynaud annonce qu'il est dans la nécessité de remanier son Cabinet ; il s'excuse auprès de ses collègues, mais, scande-t-il, « *nous sommes en temps de guerre et les précautions de temps de paix ne sont plus de circonstance* ».

Chacun s'apprête donc à signer la feuille collective de démission qui doit permettre aux chefs du gouvernement de garder les uns et de renvoyer les autres sans être obligés d'aller devant les Chambres, quand M. Daladier demande la parole.

On comprend immédiatement qu'il y a de la tragédie dans l'air. Silence. Les regards sont braqués sur M. Daladier, qui, se contenant pour maîtriser son émotion, commence :

« Messieurs, j'ai à vous donner une explication. M. le Président du Conseil m'a fait appeler ce soir à 8 heures 30. Il m'a donné connaissance de la démarche faite au nom de la Commission des Affaires Étrangères du Sénat par son honorable président, M. Henry Bérenger. Ni l'honorable M. Bérenger ni la Commission ne consentent à avoir aucun contact avec le ministre des Affaires Étrangères. Je pourrais élever une protestation contre cette façon de procéder. Si la Commission des Affaires Étrangères du Sénat avait quelque chose à me reprocher, elle n'avait qu'à me convoquer. Je m'y serais rendu et, après m'avoir interrogé et écouté, elle [270] aurait pu adopter tel ordre du jour qu'il lui aurait plu, à la suite de quoi j'aurais compris la décision que j'avais

à prendre. Cette communication ne m'étonne pas, venant de celui qui préside la Commission des Affaires Étrangères du Sénat.

Mais j'ai quelque chose à dire sur la situation militaire.

On a une tendance à vouloir me rendre coupable et responsable des événements. Je tiens à dire que lorsque je suis arrivé au ministère de la Guerre en 1936, il n'y avait en fait d'engins modernes, de chars, d'avions, etc., etc., que 1 et demi % de ce qu'il fallait. Quand j'ai quitté le ministère, il y avait tout de même 3000 chars ; il y avait des milliers d'avions, sans compter ceux que nous attendons d'Amérique. Et il n'a pas dépendu de moi qu'il en fût commandé davantage. Le ministre des Finances d'alors y a fait une opposition que je n'ai pas voulu briser : ce fut mon tort.

J'ai conscience d'avoir travaillé de mon mieux pour le bien du pays. Je ne m'illusionnais pas sur les dangers que ferait courir une offensive et je peux dire que si j'avais adopté une politique de patience, ce n'était pas sans raison ; si je ne tenais pas à ce que l'eau soit troublée, c'est que j'avais en vue de gagner du temps, le plus de temps possible.

Ceci dit, Messieurs, j'ai ma conscience pour moi. Ce soir, avant de venir ici, je me trouvais avec mes deux fils. J'ai trouvé près d'eux le réconfort qui me permet de regarder en face ceux qui seraient tentés de m'attaquer. Le reste importe peu. Messieurs, je suis démissionnaire. »

Les ministres avaient écouté M. Daladier dans un silence absolu ; les uns, ceux qui avaient de l'amitié pour cet homme probe, honnête, dont la volonté seule avait été inférieure aux intentions, ou qui, même indifférents, avaient le sens des grandes tragédies personnelles, étaient haletants d'émotion ; il en est qui eurent une larme aux cils en entendant M. Daladier parler de ses fils ; au même moment d'autres, les ennemis, déclarés ou secrets, ricanèrent, ils jouissaient du visage pâle et de la voix assourdie du rival abattu ; les cœurs durs remerciaient leur chance de leur offrir un grand spectacle : un homme qui tombait.

M. Paul Reynaud était, pour un psychologue, un objet d'observation plus curieux encore. Pendant « l'explication » [271] de M. Daladier, il affecta d'abord de ne pas le regarder, puis il prit un plaisir évident à le voir en posture de défense ; l'allusion sentimentale aux enfants eut l'air de l'agacer. « Que viennent faire les enfants là-dedans ? » disait son faciès d'Aztèque, étonné. Et puis il trouva que c'était trop long. Il avait

hâte de mettre la pierre tombale sur le cadavre de l'ennemi. Celui-ci était indiscret de le faire attendre. À peine M. Daladier avait-il fini que M. Reynaud d'une voix coupante conclut :

« Personne ne met ici en cause le patriotisme et les intentions de M. Daladier. »

Et ce fut tout.

Le lendemain matin, à la première heure, j'allais au ministère des Affaires Étrangères. Je tenais à apporter mon témoignage d'amitié personnelle à un homme qui méritait mieux que cette fin et qui, dans la dignité de sa chute, était supérieur à ceux qui l'accablaient, comme ils devaient le prouver. Il n'y était pas encore. Je l'attendis. Dès qu'il m'aperçut en arrivant, sa figure s'illumina comme s'il était heureux de voir un visage ami. Il était reposé.

Il me dit sans phraséologie :

« Ç'a été un moment dur. J'ai trouvé auprès de mes enfants la consolation. Depuis des jours et des nuits, je n'arrivais pas à dormir. Cette nuit la détente s'est produite : j'étais délivré, j'ai dormi. Vous voyez, ça vaut mieux comme ça. Pourvu que nous gagnions la guerre, c'est l'essentiel. Après, nous verrons ! »

Je l'interroge sur la façon dont ça s'est passé. Il me le dit, puis il complète sa pensée en me répétant ce qu'il m'a souvent déclaré :

« – Voyez-vous, ce n'est pas sans raison que je faisais une politique d'attente militaire. Je les laissais s'imaginer qu'ils pouvaient peut-être obtenir de moi, un jour ou l'autre, une combinaison. Les émissaires envoyaient des ambassadeurs par divers truchements. Je ne disais ni oui ni non, parce que ce n'était qu'officieux. Je ne faisais rien pour les attirer, mais j'estimais que c'était assez sage de les laisser dans l'illusion.

– Pourquoi ?

[272]

– Parce que, tant qu'ils ne se livraient pas contre nous à une offensive de grand style, le temps passait. Et, comme j'ai eu l'occasion de vous le dire souvent, on pouvait peut-être gagner l'hiver, c'est-à-dire amasser un stock de chars et d'avions, non seulement par nos propres moyens, mais par les achats massifs faits en Amérique.



J'ai considéré que l'arrivée de Reynaud ferait tomber ces illusions de l'ennemi. Je l'ai dit au président de la République. Je n'aurais pas dû faire partie du Cabinet Reynaud. Seulement, j'étais fatigué ; j'avais eu cet accident de cheval ; j'avais beaucoup souffert ; j'ai assisté au comité secret après deux ou trois nuits d'insomnie ; je me suis énervé ; j'avais des années de travail et de responsabilités. Tout cela a pesé. J'ai fait des bêtises... L'essentiel, c'est que l'on remporte la victoire. Mais j'ai peur qu'elle ne soit compromise. Reynaud est intelligent, brillant, mais mal équilibré et il a un entourage épouvantable.

– Baudouin ? Hélène de Portes ?

– Oui, des malheurs publics, mais ne parlons plus de tout cela, voulez-vous ? »

Après l'avoir quitté, non sans une commune émotion — et je ne devais plus le revoir — je me disais :

« Quel dommage ! Cet homme de bon sens, patriote, clairvoyant, n'a pas été coupable d'intention. Cet homme qui a des parties de grand homme n'a été coupable que d'indécision. Dieu m'est témoin que je ne l'y ai pas encouragé. Par la force de sa nature et de l'habitude, il a été amené à appliquer des méthodes de lenteur, d'attente, de guet qui se sont révélés inférieures à la situation exceptionnelle à laquelle il a eu à faire face et surtout aux retards qu'il fallait combler avec une héroïque cruauté. Quel dommage ! »

En passant, je note que, dans l'après-midi du 5, M. Laval avait eu avec le président de la République la conversation acérée qu'il m'avait annoncée. Mais je dois revenir en arrière. Après le Conseil, M. Paul Reynaud retourna à ses listes ministérielles. L'enfantement fut laborieux. M. Pomaret faillit rester sur le carreau, mais les « grâces » le sauvèrent. M. Sarraut apprit par les journaux son congédiement. M. Dautry était sur la liste noire, puis la difficulté de trouver [273] une compétence pour l'Armement le sauva du naufrage auquel on l'avait condamné. Piétri faillit en être ; il passa une partie de la nuit devant l'Élysée et devant le ministère de l'Intérieur à guetter les nouvelles. Puis, dans la nuit, il téléphona à un ami corse, et cet ami téléphona lui-même à M. Ybarnegaray pour qu'il demandât à M. Paul Reynaud de donner à M. Piétri la succession de M. Lamoureux. Pauvre Piétri, il n'aura pas pu dans toutes ces crises successives trouver l'emploi de ses facultés ! Il n'y parviendra que plus tard, dans un des Cabinets Pétain-Laval, mais

son passage sera tellement éphémère qu'il n'aura que juste le temps d'endosser la honte. Il est maintenant ambassadeur de France à Madrid ; il a un job officiel et il est glorieux.

Mais un homme, tout en gardant un aspect rigide, éprouve une joie que rien ne trouble. Il accède au premier de ses rêves — au premier, car il vise encore plus haut : c'est M. Paul Baudouin.

Quant à M. Paul Reynaud il proclame *urbi et orbi* selon ses habitudes, le lendemain, qu'enfin il a un Cabinet de Guerre à la couleur de ses vœux, c'est-à-dire, si les mots ont une signification, un Cabinet composé d'hommes qui mèneront la guerre, quoi qu'il arrive : « jusqu'au bout », que ce soit sur la Loire, sur les bords de l'Adour, ou à Brest, ou à Alger, ou à Casablanca, ou à Tombouctou ou *quelque part* dans l'immense Empire français, si c'est nécessaire ! Or, c'est ce Cabinet qui, six jours plus tard, votera à trois ou quatre voix de majorité — le chiffre est controversé — la demande d'armistice.

À trois ou quatre voix...

MM. Baudouin, Prouvost, Frossard, Pomaret seront ces quatre voix.

M. Mandel et M. Langeron, en fin de journée du 5, avaient fait procéder à l'arrestation d'un certain nombre de défaitistes réputés.

M. Reynaud, lui, en mettait ou en maintenait d'autres au gouvernement.

« — *Ce ministère !* observa un méchant le lendemain après avoir parcouru la liste, *c'est la Maison du Roi !* »

[274]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XVII

---

### LE COUP DE POIGNARD

*Fléchissement du général Weygand — M. Paul Reynaud nerveux — Déclaration de guerre de l'Italie — Message de M. Winston Churchill — M. Roosevelt expose les nobles efforts qu'il a faits pour retenir M. Mussolini au bord de la guerre — Allocution de M. Paul Reynaud — Le gouvernement quitte Paris pour Tours.*

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est pas une histoire militaire que j'écris. On admettra donc que je néglige même l'énoncé d'opérations qui descendent de la Meuse à la Somme et à l'Aisne, puis à l'Oise et à la Seine. Que les héros d'actions d'éclat isolées et personnelles me pardonnent de les laisser se perdre dans une déroute que le commandement en chef n'entrave plus que dans les ordres du jour et dans les communiqués.

Certes il est exact que la France peut être fière des chefs et des soldats de l'héroïque armée du nord ; certes il est vrai qu'un homme comme le général Delattre a, sur l'Aisne, m'a affirmé mon confrère Louis Lévy qui en a été témoin, démontré que, là où il y eut des chefs, les soldats de France arrêtaient la horde de fer et d'acier ; certes le général de Gaulle, quelques jours à peine avant d'être appelé par M. Paul Reynaud au poste de sous-secrétaire d'État à la Guerre, a prouvé que le tacticien était égal, à la tête de sa brigade, au théoricien militaire ; il y a encore une ligne Maginot, intacte, dont les gardiens attendent sans peur

un ennemi qui les dédaignera ; il y a encore une armée Huntziger qui gagne des contre-attaques et préserve la charnière de Montmédy ; de ce point à la mer, sur l'Aisne, sur l'Oise, il y a des unités qui combattent, mais c'est presque d'elles-mêmes ; les autres reculent, reculent, des villes sont prises par une dizaine d'estafettes allemandes motorisées ; mais il n'y a plus de général en chef qui pense ce qu'écrit le général Debeney :

[275]

« *Il faut tenir, tenir, c'est-à-dire gagner les délais nécessaires à l'arrivée du matériel qui assurera la victoire* » ; tout dans ce qui se passe donne à penser que l'on ne craint plus la débâcle, mais qu'on la laisse venir.

Le général Weygand et le maréchal Pétain ont chaque jour de longues conversations avec M. Paul Reynaud. Le général Weygand apporte chaque jour, souvent deux fois par jour, me racontera plus tard une haute personnalité qui en a été témoin, de longs rapports qui sont autant de bulletins de défaite et dont la conclusion, non encore explicitement indiquée, apparaît chaque jour un peu plus probable : l'armistice. On ne prononce pas encore le mot, mais il s'annonce par des allusions calculées.

Les hommes qui ont été à même de rencontrer le général Weygand entre le 19 et le 25 mai, et qui le revoient à Paris entre le 6 et 11 juin, ne reconnaissent plus le même homme ; ils avaient admiré de la lucidité et du sang-froid ; ils ne constatent plus que de la fatigue, de l'énervement, de la mauvaise humeur et même quelquefois, à l'égard des subordonnés, un ton qui est beaucoup moins que de la courtoisie. Rien n'est plus révélateur.

Les questions qui se posent dans les petites réunions gouvernementales sont celles de la défense de Paris et du départ du gouvernement.

M. Paul Reynaud m'avait dit : « *On se battra devant Paris, dans Paris, derrière Paris* ».

Il s'agit de décider si l'on se battra dans Paris, ou si Paris sera déclarée ville ouverte.

Deux thèses s'opposent :

– La première est celle de la tradition révolutionnaire, de la bataille acharnée, quartier par quartier, au besoin, rue par rue, en laissant à l'ennemi l'opprobre de la destruction des trésors de pierre amassés par les siècles ; Paris à feu et à sang réveillerait l'âme française assoupie et déclencherait dans le monde, particulièrement en Amérique, en faveur de la France, un courant d'amour et d'assistance.

– L'autre est celle du commandement, des politiques et des conservateurs. Ils répondent que ce ne sont pas les villes qui combattent, ce sont les armées ; une ville peut être occupée et [276] l'armée rester intacte pour défendre d'autres parties du territoire.

Quant à l'effet sur le pays et sur l'étranger leurs arrière-pensées les obligent à le nier pour ne reconnaître que les dommages énormes que les monuments publics et la propriété éprouveraient.

Si la première thèse avait prévalu, le gouvernement, sinon tout entier, du moins en partie, aurait dû demeurer à Paris, faisant comme le gouvernement britannique qui délibère, à l'heure où j'écris, sous les bombardements.

Le spectacle donné, le 8 juin, à la présidence du Conseil ne laissait pas de doute sur la décision. Chacun n'était préoccupé que de se mettre à l'abri physiquement et de détourner de soi les responsabilités.

La journée du 9 était tout entière occupée à préparer le départ, qui est fixé pour le lendemain soir, 10 juin. Le président de la République, de Rambouillet gagnera la Touraine — première étape.

Je demande un rendez-vous à M. Paul Reynaud. Le maréchal Pétain sort du ministère de la Guerre quand j'y arrive. Il a l'œil perdu du vieillard épuisé. Quand je me remémore l'impression qu'il m'a laissée ce soir-là — car plus ne le revis — j'éprouve pour lui plus de pitié que de colère. Et cependant !

Pendant que je fais antichambre, arrive en coup de vent, important, M. Baudouin. Il interroge tout haut l'huissier : « *Qui est chez le Président ?* » On lui prononce un nom. Il prend un air contrarié, puis, m'apercevant :

« Vous avez rendez-vous ?

– Oui.

– Je vous demanderai de me laisser passer avant vous. Je viens du ministère des Affaires Étrangères, c’est très urgent. »

Je fais un petit effort d’hypothèse : nous sommes le 9, la belligérance italienne a été annoncée pour le 10. Ma supposition se change en certitude quand j’entre chez M. Paul Reynaud, qui est plus nerveux que jamais. M. Paul Baudouin vient de l’aviser, d’après une communication romaine, que M. Mussolini, le lendemain, sonnera l’hallali.

Je lui demande une nouvelle fois s’il est toujours pour la [277] résistance ardente, absolue, totale, avec toutes ses conséquences. Il me répond dans un parler saccadé et hautain. Lui fais-je l’injure d’en douter ? On verra bien ! Quant au départ de Paris, oui, le gouvernement l’a décidé ; demain, à quelle heure, je ne sais — mais je partirai le dernier ; tant pis si je suis prisonnier ; on me remplacera ! lance-t-il comme dans un défi.

« Les nouvelles sont plus mauvaises ?

– Plus mauvaises, oui. »

Je réinsiste :

« Guerre à tout prix ?

— Sans merci ! »

Je n’ai, je l’avoue, pas été impressionné par le ton, par l’allure, par les mots, par les gestes. Pourquoi a-t-il parlé d’être prisonnier ? me disais-je. J’attribuai la boutade à son habituelle fanfaronnade.

Le lendemain j’en eus l’explication quand j’appris que M<sup>me</sup> de Portes avait joué la grande scène. Elle ne parlait de rien de moins que de rester à Paris. Elle ne voulait pas partir. Elle n’avait pas peur des Allemands, elle. Quelle était sa pensée de derrière la tête en manifestant cette intention ? Calcul, afin de précipiter la demande d’armistice déjà résolue dans l’esprit de Weygand et dans la volonté de M. Baudouin ? Comédie de femme qui met à haut prix sa présence et qui veut se faire prier ? Ou quoi encore ? On peut tout imaginer de la part d’Hélène de Portes. Ce qui est certain, c’est qu’elle partit et, qu’étant donné ce qui est ensuite arrivé, elle n’aurait pas fait plus de mal en restant à Paris, elle en aurait peut-être fait moins. Mais Paul Reynaud serait-il alors parti ? Ah ! que tout cela devient sombrement compliqué !

Que les ministres tiennent conseil ou non, cela n'a plus beaucoup d'importance. Demain ils ne seront plus à Paris, je le laisse entrevoir aux lecteurs du *Petit Parisien*, ils s'en doutent bien. Ils peuvent voir les camions entrer vides dans les ministères et en sortir pleins de dossiers, de cartons, de bagages.

Le 10 juin est une date cruciale, comme le 10 mai l'a été un mois auparavant. Par une coïncidence sinistre, le 16 juin sera la réplique du 16 mai.

Dans les éphémérides futures on lira à la date du 10 juin : [278] L'Italie déclare la guerre à la France et à l'Angleterre ; le gouvernement français abandonne Paris.

Dans cette journée il n'y aura qu'un rayon lumineux. Ce sera la dépêche de M. Winston Churchill à M. Paul Reynaud. Reproduisons ce message qui était une solennelle affirmation et la promesse du loyal concours britannique ; il prend maintenant une valeur historiquement inestimable.

*« La plus grande aide possible est donnée par les forces britanniques dans la grande bataille que les armées françaises livrent actuellement avec un courage indomptable. Tous les moyens possibles sont mis en œuvre pour les aider, sur terre, sur mer et dans l'air. La RAF a été continuellement engagée sur le champ de bataille, et, dans ces quelques derniers jours, des forces britanniques fraîches ont débarqué en France pour prendre place aux côtés de celles qui sont déjà engagées dans la lutte commune, tandis que des renforts nouveaux sont préparés rapidement et seront utilisables à bref délai. »*

C'est dans le courant de l'après-midi que la déclaration de guerre italienne fut signifiée à la Grande-Bretagne et à la France par la communication suivante du comte Ciano à M. François Poncet et à Sir Percy Loraine, ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne à Rome.

*« Sa Majesté l'empereur et roi d'Italie déclare que l'Italie se considère en état de guerre avec la France et la Grande-Bretagne à partir de demain, 11 juin. »*

Ce texte eut pour commentaire le traditionnel discours mussolinien du haut du balcon du Palais de Venise. Il convient d'enchâsser ici comme dans un écrin le passage suivant qui restera dans l'histoire

d'Italie comme un défi inégalé, et probablement inégalable, à la vérité et à l'honneur.

*« L'heure marquée du sceau du destin a sonné, l'heure des décisions irrévocables. La déclaration de guerre a déjà été notifiée aux ambassadeurs de Grande-Bretagne et de France. »*

*Notre conscience est absolument tranquille. Le monde est témoin que l'Italie a fait tout ce qui était humainement possible pour éviter la guerre, mais tout a été vain. Cela appartient désormais au passé. Aujourd'hui, nous sommes décidés à affronter les risques et les sacrifices de la guerre en vue des buts suprêmes que nous assigne le cours de l'histoire. Nos armes résoudront [279] les problèmes que posent les frontières maritimes et continentales. Les dés sont jetés. »*

M. Mussolini ne prévoyait sans doute pas le coup de massue que M. Roosevelt allait lui asséner par le simple exposé des faits, au cours du discours qu'il prononça à la distribution des prix de l'Université de Virginia. Le morceau mérite d'être cité presque dans son entier, car il a confondu et confondra pour l'éternité M. Mussolini.

« Le chef du gouvernement italien m'a envoyé, il y a plus de trois mois, un message disant que, par sa résolution de limiter, si possible, l'extension du conflit européen, plus de deux cents millions d'hommes avaient été soustraits, dans la région méditerranéenne, aux souffrances et à la dévastation de la guerre. Je l'informai que cette résolution trouvait un sympathique écho dans le gouvernement et dans le peuple des États-Unis, et je lui exprimai le sincère espoir que cette politique se continuerait. Je précisai que, dans l'opinion des États-Unis, toute extension des hostilités à la région de la Méditerranée pourrait conduire à élargir la scène du conflit jusqu'au proche Orient et à l'Afrique, et que personne, si cela survenait, ne pourrait prévoir où cet élargissement se terminerait.

Une fois de plus, en une autre occasion, reconnaissant dans certaines aspirations de l'Italie une base de discussion entre puissances proprement intéressées, j'offris, dans un message adressé au chef du gouvernement italien, d'envoyer aux gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne telles indications particulières que le gouvernement italien désirerait que je transmise en vue d'obtenir certains ajustements.



Précisant toutefois que le gouvernement des États-Unis, dans ce cas, ne pourrait ni ne voudrait assumer de responsabilités sur la nature des propositions soumises ni sur l'accord qui pourrait intervenir, je proposai — si l'Italie s'abstenait d'entrer en guerre — de demander aux autres puissances intéressées l'assurance qu'elles exécuteraient fidèlement tout accord ainsi conclu, et je promis que la voix de l'Italie, dans toute conférence de paix, aurait autant d'autorité que si l'Italie avait, en fait, participé à la guerre.

[280]

Malheureusement, le chef du gouvernement italien ne voulut pas accepter la procédure proposée. Les efforts de notre gouvernement s'étendirent à la préservation de la paix dans la Méditerranée. Notre gouvernement exprima le désir d'essayer de collaborer avec celui de l'Italie, si l'occasion s'en présentait, à la création d'un ordre mondial rendu plus stable par la réduction des armements et par l'établissement d'un système économique plus libéral, et qui eût assuré à toutes les puissances l'égalité dans les marchés du monde et dans l'acquisition des matières premières ; je me suis aussi obligé, dans mes communications avec M. Mussolini, à exprimer l'inquiétude du gouvernement des États-Unis, l'extension de la guerre à la région méditerranéenne devant inévitablement causer des préjudices aux modes de vie et de gouvernement et au commerce de toutes les Républiques américaines.

Le gouvernement de l'Italie préféra préserver "sa liberté d'action" et tenir ce qu'il appelle ses promesses envers le Reich. En agissant ainsi, il a manifesté son mépris des droits et de la sécurité des autres nations, des vies des citoyens des pays directement menacés par l'extension de la guerre, et le gouvernement italien a donné preuve de ce qu'il ne voulait pas essayer de satisfaire à ses aspirations légitimes par des moyens de négociations légitimes. »

Revenons à Rome. Quand M. François Poncet reçut des mains du comte Ciano la déclaration de guerre, il demanda :

« Sous quel prétexte cette déclaration de guerre ? »

Je ne pense pas qu'il fût assez naïf pour espérer qu'on lui en donnerait le véritable.

M. Paul Reynaud tint le soir même dans un discours radio-diffusé à rappeler « *quels furent, à l'égard du gouvernement italien, notre effort de rapprochement et notre longue patience* ».

« Vous savez, a-t-il précisé, qu'à plusieurs reprises j'ai dit publiquement, après mes prédécesseurs, qu'il n'y a pas, entre l'Italie et nous, de problèmes qui ne puissent être résolus par des négociations amiables. Les plus hautes autorités morales du monde, le Pape et le Président Roosevelt, ont tenté à plusieurs reprises d'empêcher cette guerre, qui est un [281] défi à l'idée chrétienne, en même temps qu'au sentiment de la solidarité humaine. En vain. M. Mussolini a décidé que le sang devait couler. »

Et il ajouta :

« *La parole est à la force. En Méditerranée, plus encore qu'ailleurs, les Alliés sont forts.* »

Que ne s'en est-il souvenu avant de signer à Bordeaux son abdication et celle de la France ? Ce discours donna lieu à la plus ridicule des comédies par lesquelles le nouveau ministre de l'Information, M. Prouvost, se distingua. L'homme d'État, si l'on peut l'appeler ainsi, partant pour Tours, avait décidé que les Parisiens n'auraient pas droit à la lecture d'un journal le lendemain matin. On avait donc en son nom signifié la défense de paraître aux journaux, dont les directions, rédactions et administrations devaient d'ailleurs suivre le gouvernement.

Après trois heures de tergiversations, de décisions prises, puis annulées, puis reprises, non seulement l'interdiction fut retirée, mais M. Prouvost fit supplier les directeurs de ces journaux de paraître, coûte que coûte, afin de publier le discours de M. Paul Reynaud. Ce désordre était celui de presque toutes les administrations.

La déclaration de guerre de l'Italie ne me surprenait pas. Quelques jours auparavant je l'avais fait prévoir, tout en essayant de la prévenir par un appel désespéré à la conscience de l'homme dont l'action avait joué, pour une part importante, dans l'entrée en guerre de l'Italie en 1915, à côté des Alliés.

Des paroles et des attitudes de M. Mussolini, j'avais à plusieurs reprises déduit que son cœur était acquis à Hitler, mais que son choix dépendrait de son intérêt, c'est-à-dire de nos succès ou de nos revers. Devant nos succès il manœuvrerait pour nous en ravir le fruit ; selon

nos revers il guetterait l'heure la moins coûteuse et la plus productive. Un désastre l'entraînerait immédiatement. Presque au début de la guerre quelques personnes se trouvaient réunies à ma table. Édouard Daladier était un des convives. L'entretien porta sur la politique italienne. Nous fûmes d'accord pour conclure que M. Mussolini attendrait de se croire fixé sur le vainqueur probable pour s'engager sans esprit de retour. Je rappelai le mot d'un homme d'État allemand : « La politique italienne [282] consiste à avoir de tous les côtés des fers au feu », et enfin celui de Jules Cambon dans une dépêche diplomatique à M. Poincaré sur *le système classique des contre-assurances de l'Italie*. M. Daladier ajouta :

« *Mon cher ami, Voltaire a dit encore mieux du duc de Savoie : Il a toujours le pied dans deux souliers.* »

J'ai été de ceux qui ont voulu englober l'Italie dans l'encerclement d'une Allemagne dont la puissance et la volonté de revanche redevenaient menaçantes. On en a laissé passer le moment, que je n'appelais qu'en vertu d'un haut réalisme de politique internationale.

Dès lors qu'on avait permis à l'Axe Berlin-Rome de se forger, je connaissais trop M. Mussolini pour nous donner la moindre chance, en dehors de la force des armes, de le ramener à nous. Mais, au moment où il prend les dés pour les jeter sur le tableau allemand, je crois qu'il a trahi la raison d'État italienne et qu'il a été victime d'un calcul faux des forces matérielles et morales du jour et de l'avenir. Pour qu'il ne se trompe point, il faut qu'il soit sûr, à l'avance, de la félonie de Bordeaux. C'est un point que l'avenir élucidera. Mais si je concède qu'en la connaissant il peut se flatter d'avoir bien raisonné et d'avoir bien calculé, je n'en pense pas moins qu'il apprendra, grâce à la Grande-Bretagne et à une France réveillée et ressuscitée, qu'il a, tous comptes faits et bien faits, mal raisonné et mal calculé, et qu'il a pris le mauvais soulier en s'imaginant prendre le bon. C'est l'idée que je développais dans le *Petit Parisien* du 11, dans un article que je tiens à reproduire *in extenso*. Il traduit, je crois, la méprisante tristesse que tout Français au cœur vaillant a éprouvée devant ce que M. Roosevelt a appelé, comme nous tous, « *le coup de poignard dans le dos* », et en face de ce que le *New York Times* a flétri comme « *le courage du chacal* ».

« On s’y attendait , mais on ne voulait pas y croire. On ne voulait pas y croire parce qu’il y a des gestes et des actes sacrilèges contre lesquels notre raison et notre cœur s’insurgeaient.

On ne voulait pas y croire parce que, si l’on juge capables de tout certains hommes et certains groupes d’hommes, il en est d’autres auxquels, en dépit de toutes apparences et de tous indices, on ne veut pas, on ne peut pas accepter qu’ils se ravalent au rang des [283] détresseurs de blessés. On les a aimés, on est attaché à eux par des fibres puissantes, par la parenté des races, par la communauté des traditions, par le souvenir des services rendus, par les liens des luttes soutenues coude à coude, par tant de choses.

Mais eux ! Oui, eux ! sans doute on le savait, ils nous y avaient préparés, ils s’étaient enorgueillis d’annoncer qu’ils feraient ça comme ça, au moment précis où ils se croiraient sûrs, avec le minimum de risques, de nous achever. On le savait, dis-je, on se disait chaque jour : “Le poignard dans le dos, c’est pour demain”. Et quoiqu’on le sût, quoiqu’on se le répêât comme à plaisir, ça nous fait mal au cœur ! Indignation ? Oh ! Non ! Tristesse, infinie tristesse d’assister à un témoignage de la pauvreté humaine. Voilà donc l’humanité ! Voilà où en viennent les hommes prétendus grands, les peuples soi-disant nobles.

M. de Bülow, qui avait pratiqué beaucoup l’Italie, jusqu’à choisir pour compagne une noble Italienne, jusqu’à ne se plaire véritablement que dans sa villa romaine, a dans ses mémoires été dur pour la politique traditionnelle des hommes d’État italiens. Il prétendait, et il citait à l’appui de sa thèse l’historien florentin Guicciardini, que l’homme d’État italien devait prier Dieu d’être toujours du côté du plus fort et s’arranger pour qu’il le soit en effet.

Il est évident que c’est cette politique que M. Mussolini a suivie ; il a pris position près d’Hitler, tout en maintenant l’équivoque de la non-belligérance ; tant qu’il a eu des doutes sur le succès de son associé, il n’a peut-être pas personnellement laissé d’espoir aux Alliés, mais il n’a pas détrompé, au contraire, ceux de ses compatriotes, même de ses collaborateurs, qui entretenaient quelques illusions à Paris et à Londres ; il a guetté les événements : la bataille des Flandres, la trahison de Léopold III, le rembarquement des armées du Nord ont mis fin à ses hésitations ; s’il en restait quelques-unes, l’approche des armées allemandes près de Paris l’a décidé !

Alors, à la curée !

Ne laissons pas l’amertume irriter notre jugement. À le faire, il n’y aurait pas assez de mots assez durs. Et l’amitié brisée n’a pas le droit de s’en servir.

Ayons assez de force d’âme pour imposer silence à nos cœurs prêts à se gonfler d’une juste colère. Ne prononçons même pas le Tu quoque de César à Brutus, qui l’assassine !

M. Mussolini, comme s'il sentait monter vers lui le reproche des consciences droites, a tenu à proclamer que la sienne est absolument tranquille. En est-il sûr ?

Quand il parle de risques et de sacrifices qu'il est résolu à affronter, il croit assurément ne pas avoir à en affronter beaucoup. Mais nous nous permettrons de lui rappeler, pour qu'il n'ait pas dans la suite trop de déceptions, la sentence de son Machiavel, selon lequel il n'est pas de parti parfaitement sûr : "On croit agir [284] avec sécurité, on croit avoir évité tout danger et on ne fait qu'en courir un plus grand."

Ceci rappelé, il n'y a qu'à attendre le sceau du destin, comme dit le Duce. La fortune nous paraît contraire. Nous avons foi en les revanches qu'elle apportera à notre ténacité et à notre constance dans la tempête. »

Je n'ai pas une ligne, pas un mot à retrancher. Ce que je pensais et écrivais le 10 juin 1940, je le pense bien plus fortement encore maintenant. Dans son arrogance M. Mussolini s'est donné l'illusion que la Grande-Bretagne ne serait plus en état de lui porter des coups trop cruels. Les événements ont déjà abattu sa superbe.

Enchaîné maintenant au chariot d'Hitler, il n'espère plus qu'en son ancien associé devenu son maître. C'est de lui qu'il attend quelques dépouilles de l'empire français.

Un ami avait coutume de dire à Paris, par manière de paradoxe, quand il lisait quelque mauvais libelle gallophobe d'un spécialiste de l'injure italienne :

« Les Italiens, ils nous détestent depuis Brennus. »

M. Mussolini s'est dit sans doute, et se dit peut-être encore qu'il n'a plus à craindre de longtemps l'épée de Brennus. Qu'il ne s'y fie pas ! Il s'est trompé sur l'héroïque Grèce. Il s'est abusé sur les possibilités britanniques en Égypte et en Méditerranée. La France délivrée vengera le « *coup de poignard* ».

[285]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XVIII

---

### LE DÉPART DE PARIS — LA SOMMATION DE WEYGAND

*Quinze heures de Paris à Tours — La cohue sur les routes — Remontrance du général de Gaulle — La conjuration s'organise — Dans la cour de la Préfecture de Tours — Sommation du général Weygand pour une demande d'armistice — Le rêve du maréchal Pétain — M. Camille Chautemps commence son œuvre nocive — Quimper ou Bordeaux ? — M<sup>me</sup> de Portes obtient Bordeaux.*

[Retour à la table des matières](#)

C'est sur Tours qu'au soir du 10 juin ce qui reste encore à Paris du gouvernement se dirige. Un communiqué annonce que M. Paul Reynaud « se rend aux armées », c'est-à-dire au Grand Quartier, où le général Weygand va, cette fois, non plus par des détours, mais directement et impérativement, suggérer la demande d'armistice. M. Mandel, ministre de l'Intérieur, part le dernier.

À la minute, le 11 juin, où j'ai quitté ma maison, mes livres, mon paysage, j'ai dit :

« Regardons bien tout ceci, nous ne le reverrons peut-être plus jamais ! »

Qui sait ? Nous le reverrons s'il y a une justice immanente.

Sur les routes un défilé ininterrompu de camions, de limousines, de voiturettes, de chars à bancs, de charrettes, emmènent on ne sait où tout un peuple qui émigre. Il en est qui viennent des plaines de Belgique, du Nord, de l'Est, d'où les combats les chassent, de la Normandie, d'où les familles qui s'y étaient réfugiées au début de la guerre, comme dans un abri inaccessible, se hâtent, devant la menace qui se dessine, vers ils ne savent encore quelle province, enfin de Paris et de toute la région parisienne, dont des quartiers entiers perdent presque la totalité de leurs habitants.

Tout se confond dans cette cohue, ceux que leurs fonctions ou des intérêts importants obligent au départ et ceux que la [286] perspective d'un contact avec l'envahisseur épouvante justement, des vieillards, des femmes, des jeunes gens, des enfants, toutes les catégories d'humanité ; des groupes jeunes, qui, dans leur infortune, veulent tout de même s'égayer du moindre incident de route ; des garçons de dix à quinze, seize ans, qui se faufilent sur leurs bicyclettes à travers les véhicules, en riant : c'est presque une grande aventure pour eux ; et tout à côté, de vieilles gens aux visages rongés par la peine, assis sur des malles, sur des caisses, emportant avec eux ce qu'ils ont pu saisir, au hasard, dirait-on, à la minute de la fuite. Dans les villages, dans les bourgs, dans les villes, il est impossible de trouver un morceau de pain : d'autres sont déjà passés qui ont tout épuisé ; dans certains endroits, les habitants se calfeutrent derrière leurs portes comme s'ils avaient peur que toute cette foule ne réquisitionne leurs matelas ; en d'autres lieux le défilé passe entre deux haies de curieux qui ont l'air de contempler une procession ; par instants, à une croisée de chemins, une trouée se fait, et puis le tassement se reforme ; on avance mètre par mètre. Ceci durera plus de quinze heures. Petite misère de rien du tout à côté des grandes, des très grandes qui nous oppressent, des plus grandes encore qui nous accableront.

La journée du 10 juin a été celle de la déclaration de guerre de l'Italie et du départ du gouvernement pour Tours. À Tours le gouvernement était dispersé dans les châteaux des environs. Le président de la République est dans l'un, le président du Conseil dans un autre, les ministres, les ambassadeurs sont dispersés tout autour du chef-lieu de l'Indre-et-Loire. M. Mandel, ministre de l'Intérieur, s'est installé à la Préfecture, qui sera le centre gouvernemental.

Le Grand Quartier Général est à Briare, où le général Weygand prépare sa grande opération. Il ne s'agit point dans sa pensée de « bouter l'ennemi hors de France », ce qui ne pourrait être qu'à longue échéance, ni, ce qui serait cependant sa tâche, d'organiser « quelque part en France » une force de résistance qui préserverait une portion du sol national. À cette tâche, c'est un autre qui pense, qui en fixe les grandes lignes et qui adjurera M. Paul Reynaud de la prendre à son compte.

[287]

M. Paul Reynaud écoute le général de Gaulle, il comprend vite, car il a l'esprit vif :

« Reculer vers le réduit breton, y tenir tant qu'on pourra, rassembler toutes les troupes valides, demander à Churchill de les transporter, les unes en Afrique du Nord, les autres en Angleterre, pour en faire le noyau de la revanche, sauver toute l'armée de l'air, la marine continuant à coopérer à la défense des deux empires alliés.

– Oui ! mais Weygand ? interroge Paul Reynaud.

– Weygand ! Êtes-vous le chef du gouvernement ? »

Je vois la haute stature du général de Gaulle dominant Paul Reynaud et je l'entends lui marteler à l'oreille :

« – Un général qui n'a plus le sens de la bataille, on le remplace. »

Paul Reynaud ne dira pas qu'il n'osera pas — au contraire il affirme qu'il y est prêt. Mais qui ? Qui voudra prendre la responsabilité d'une si lourde entreprise ? Huntziger ? Peut-être. Ou... Si de Gaulle allait tâter Huntziger... il l'en prie... Demain peut-être... Et si de Gaulle prenait l'avion pour Londres et allait expliquer ça à Churchill, à cause des bateaux, des transports de troupes...

« Évidemment, évidemment, cela est très bien... Faites-moi un projet... »

Ce projet, comment pourrait-il l'appliquer ? Ni Hélène de Portes, qui s'écriera : « *Il ferait mieux votre de Gaulle d'aller contre-attaquer quelque part avec ses chars* », ni Baudouin, qui, plus habilement, mais âprement, soulèvera un monde d'objections, ni Weygand, qui lui a déclaré : « *Il n'y a plus qu'à capituler si on veut sauver quelque chose* », ni Pétain, qui dira : *Amen !* à tout ce que dira Weygand, ni Chautemps,



qui entraînera quelques radicaux et socialistes indépendants du ministère, ne permettront ce qu'ils appelleront une folie.

Il se raconte tout cela, Paul Reynaud, en tournoyant dans son cabinet comme un chat sauvage dans une cage.

Il a bien sujet de se faire ces réflexions, car la conjuration s'organise, tire des plans, distribue les rôles, prépare l'ambiance ; il y a des conciliabules secrets, comme des parlottes presque publiques.

[288]

Dès la matinée du 12, l'atmosphère de la cour de la Préfecture est révélatrice.

Nous vivons une période extraordinaire où l'humanité apparaît dans toute la crudité de ses défauts ou de ses qualités.

Chacun est obligé de déposer son masque sous l'empire des événements — ou du moins presque chacun. Le peureux, le lâche, le vil, ne peuvent se cacher ; ils s'étalent sans vergogne, malgré eux !

Quant aux beaux sentiments, ceux et celles qui en ont en sont illuminés.

Regardez bien ce ministre qui passe, solide d'aspect, fort, bien découpé ... Oui, regardez son visage verdâtre, il baisse le buste comme s'il s'offrait au coup de pied qu'il souhaite ; regardez ce *gentleman* bien galonné s'inclinant avec dévotion devant Madame de Portes, soucieuse, revêche, qui dévisage les passants pour reconnaître les « siens » ; autour d'elle une cour se forme ; elle distribue des miettes de ses nobles pensées, et elle jette des soupçons, en traits venimeux, sur « les bellistes qui nous ont menés là ! ».

Henry de Kérillis traverse. On peut dire de lui qu'il n'a pas toujours assez d'équilibre, qu'il a été injuste pour les meilleurs d'entre les Français, et qu'il a reconnu que ses interventions sont quelquefois maladroites et excessives ; qu'il a fait du tort à sa campagne antidéfaitiste par des extravagances et des imprudences, tout ce que l'on voudra ; mais il a quelque chose qui excuse et souvent efface les pires erreurs — il a pour sa patrie un amour et un dévouement sans mesure. L'angoisse, quand je l'aperçois, creuse ses joues plus que d'habitude encore et donne à ses yeux quelque chose d'égaré ; il s'écrie, sans avoir peur

d'être entendu : « La clique défaitiste fait des efforts désespérés ». Cette fois, il n'exagère pas.

On commence à voir rôder, on la reverra le lendemain, puis à Bordeaux, une grande et épaisse silhouette, celle d'un homme que la peur personnelle habite. La vraie peur, je l'ai vue là, jointe à l'anxiété de ne pouvoir se mettre à l'abri, de ne pouvoir fuir, se cacher. Remarquons qu'il le pouvait, et il le pourra en effet, mais sa peur est si absorbante qu'il ne peut rien penser ni dire d'autre que : « Pourrais-je me mettre à [289] l'abri ? » ou quelque chose de similaire. J'ai pitié, car à ce point-là c'est de la maladie. Je ne le fais pas passer à la postérité.

Dans les hôtels, dans les restaurants, dans les rues de Tours, c'est une extraordinaire confusion. Il y a le fameux « Tout-Paris », le fameux « Tout Palais-Bourbon » aussi, le journalisme, les lettres, et la cohue des gens qui sont partis au hasard, qui n'ont pas trouvé un seul lit, qui couchent dans leurs voitures, s'ils en ont, ou dans des dortoirs, et mangent où ils peuvent, quand ils peuvent.

Je croise une noble Parisienne, qui se jette sur moi ; elle cherche un appartement, une villa, je ne sais quoi, pour s'installer.

Ma première réaction est d'être brutal et de dire la vérité. À quoi bon ? me dis-je. Il y a assez de gens dans l'effroi ; respectons la quiétude de cette personne-là.

L'inquiétude plane au-dessus de toutes ces têtes, mais elle n'est précise que pour un petit nombre.

L'angoisse vient moins des progrès de l'invasion allemande que de ce à quoi le général Weygand s'est résolu, après en avoir patiemment, depuis quelques jours, posé les jalons. Bien entendu il n'en a rien annoncé à M. Churchill au Conseil Suprême auquel il vient d'assister. Il laisse son bureau de presse permettre que tel critique militaire, dont l'assurance égale la médiocrité, écrive comme si le général lui avait confié en secret ses plans et arrière-plans :

« Un moment viendra, j'en donne l'assurance la plus formelle à tous ceux qui suivent mes commentaires, où Weygand, ayant obtenu l'égalité de moyens, et peut-être mieux, donnera à nos soldats l'ordre de faire demi-tour pour bousculer l'ennemi. »

Le général part pour le Conseil des ministres, où il va se livrer à un formidable assaut.

Dans un Conseil préliminaire, le jour précédent, il a déjà dégagé sa responsabilité.

Il ne se perd pas cette fois dans les précautions oratoires, il brosse un tableau aussi noir, et peut-être plus noir qu'il l'est en réalité, de la situation militaire. Ce n'est pas une défaite, c'est une déroute, c'est la débâcle sans rémission.

« *J'ai sauvé l'honneur, je ne suis plus en état d'arrêter l'ennemi.* »

[290]

Il prétend que le soldat ne se bat plus, qu'il jette ses armes et fuit, que des mutineries sont à craindre et peut-être pire ; il agite le spectre du bolchevisme, qui n'existe que dans son esprit affaibli.

« Qu'on se rappelle, s'écrie-t-il, 1917, quand les soldats russes ont formé des soviets dans les régiments et dans les armées ! »

Et il conclut :

« Il n'y a pas d'autre solution qu'une demande immédiate d'armistice. »

Au fond de lui-même il s'imagine qu'il obtiendra de l'Allemagne des conditions « honorables ». Il a encore un certain nombre de divisions sûres, bien commandées, qui suffiront à rétablir l'ordre dans le cas où les révolutionnaires voudraient le troubler. Mais il n'y a pas une minute à perdre, et le gouvernement a le devoir de se décider sans délai.

Quelle était l'attitude des ministres pendant ce discours, dont je ne garantis pas *les mots*, mais dont je garantis *le sens* ?

Le maréchal dodelinait de la tête approuvativement. M. Baudouin, qui était prévenu, dissimulait mal son accord absolu. M. Camille Chautemps manifestait, par des jeux de physionomie, une fausse surprise et une fausse stupeur, et il cherchait quel profit il pourrait en tirer avec un peu de malice. Le maréchal se range immédiatement à l'avis du général Weygand.

La propagande de « *la régénération de la France par la défaite noblement acceptée* », dont j'ai exposé le plan dans un chapitre précédent, a exercé son influence sur son cerveau vieilli. On lui a fait entrevoir qu'il aurait un grand rôle à jouer, le rôle de Père du Peuple, après avoir été en 1917 le Père du Soldat, quand il s'opposait à toute offensive jusqu'à l'arrivée des renforts américains. On lui a fait croire, plus

encore que le général Weygand ne le croyait, qu'avec sa légende, il obtiendrait d'Hitler une paix de générosité, sans rien perdre ... ou presque rien. Dans ses somnolences il voit un Hitler déguisé en Siegfried, qui prie le glorieux Pétain de venir à sa rencontre, et, dans quelque tente, comme au temps héroïque des armées napoléoniennes, ils se rencontrent seul à seul. Hitler se lève, lui dit :

« Maréchal, je vais montrer au monde ma magnanimité. Vous avez vaincu il y a 22 ans, j'ai vaincu aujourd'hui : nous sommes quittes. Faisons la [291] paix. »

Et les sons gutturaux de l'Allemand n'émettent que des prétentions insignifiantes, quelque chose comme les « haricots » d'A. de Monzie quand celui-ci pensait à gaver l'Italie.

Les hommes qui, depuis des mois, même des ans, ont misé sur sa dégénérescence pour asseoir leur pouvoir derrière son pavillon, lui ont, eux aussi, représenté qu'il est l'homme providentiel désigné pour rendre à la France son auréole de Fille aînée de l'Église.

D'autres sirènes — mais ce ne sont pas les mêmes que celles de Pétain — ont, pour leur part, murmuré à Weygand : « *Tu seras Roi !* », et il les a écoutées complaisamment.

M. Paul Reynaud, qui a dans l'esprit les fortes paroles du général de Gaulle et qui, tout de même, quand il a remué le ciel et la terre de la politique pour se hisser au sommet du pouvoir, n'a pas rêvé pour lui-même ce que Weygand exige, ne montre, le 12 juin, aucun fléchissement. Il a signé une alliance avec l'Angleterre. Il est tenu par elle. Il fera honneur à la griffe de la France et à la sienne propre. Il est en outre convaincu que l'on peut tenir, affirme-t-il sur un ton qui en impose par sa netteté, mais Weygand hoche négativement la tête.

« *C'est une question de volonté* », coupe Mandel. Weygand jette un regard mauvais sur le ministre de l'Intérieur. Baudouin hausse à plusieurs reprises les sourcils. « *Ce sera dur, pense-t-il, pour avoir raison de cet être-là !* »

M. Paul Reynaud maintient sa ferme position. La majorité du Conseil semble le suivre. M. Chautemps se garde d'entrer en conflit direct avec le président du Conseil. Il balance les deux argumentations contraires en reconnaissant qu'elles ont l'une et l'autre beaucoup de poids, il encense tour à tour le maréchal et le général Weygand, dont les avis

l'ont impressionné, et le président du Conseil, qui a montré depuis qu'il est au pouvoir des qualités d'homme d'État hors de pair. C'est M. Chautemps qui parle : il a été très frappé, continue-t-il, par les paroles de M. Paul Reynaud relatives à l'alliance franco-britannique. Certes, loin de son esprit la pensée sacrilège d'y être infidèle : il a trop le respect des contrats et *a fortiori* d'un contrat de cette valeur avec une alliée valeureuse !

[292]

« Mais si le désastre est tel que la solution du général Weygand ne puisse être évitée, n'est-il pas possible de trouver une formule conciliatrice qui nous réunisse tous ?

– Oui, soyons unis » — il faut être unis — interrompt béatement le président de la République.

Mandel, sarcastique, dit à voix basse, mais ses voisins l'entendent :

« – Une formule de conciliation, quelque chose comme un amendement à un projet de loi de chemin de fer d'intérêt local. »

M. Chautemps n'a pas entendu, ou a feint de ne pas avoir compris.

Il continue :

« Pourquoi M. le président du Conseil, dont l'autorité est grande près du gouvernement britannique, ne prierait-il pas M. Winston Churchill de délier la France de son engagement ? »

Au fur et à mesure qu'il développe son astucieuse proposition, la figure de M. Baudouin s'éclaire, celle d'un certain nombre de ministres qui avaient peur de devenir des héros malgré eux, se rassérène, même M. Reynaud admet qu'il y a là une idée, il va réfléchir, tâter Churchill...

« Il faut faire vite ! tranche Weygand.

– Dussé-je être seul, et j'imagine que je ne le serai pas, dit d'une voix coupante Mandel, je ne m'associerai pas à une capitulation qui nous déshonorerait. »

Puis il soulève la question du prochain déplacement du gouvernement, que pose l'avance des armées allemandes. Les partisans de l'armistice proposent unanimement Bordeaux, les « résistants » se divisent entre Clermont-Ferrand, Toulouse, Perpignan. M. Mandel indique qu'il a déjà envisagé Quimper. M. Reynaud, que le plan de Gaulle par Brest

a séduit, approuve et soutient. Quimper, c'est la Bretagne, c'est le port de Brest avec les communications possibles avec l'Angleterre, avec l'Amérique, avec l'Afrique du Nord.

Il en est ainsi décidé.

Quand, au cours de la nuit, M. Mandel rentre à la Préfecture de Tours, il téléphone aussitôt à la Préfecture du Finistère d'avoir à réquisitionner pour le surlendemain, à Quimper et dans les environs, hôtels, châteaux, etc., afin d'avoir [293] à loger les membres du gouvernement et les services des ministères.

Au même moment M. Paul Reynaud, rentré au château de Chissay, qui l'abrite, est en proie à la furie de M<sup>me</sup> de Portes :

« Qu'est-ce que c'est que cette plaisanterie grotesque que d'aller à Quimper ? Voulez-vous vous ridiculiser ? Quant à moi, je n'irai pas coucher dans les lits à colonnes des Bretons ! Allez seul, mon ami, à Quimper avec votre Mandel ! »

Le général de Gaulle, qui est présent, défend le départ pour la Bretagne. Baudouin le combat habilement. Quimper ! Mais le mouvement des armées allemandes se prononce déjà en direction de la Bretagne. C'est plus qu'aléatoire. Le choix de la Bretagne comme refuge pour le gouvernement ne serait souhaitable que si l'on avait pris la précaution d'organiser, en avant de cette province et dans cette province même, des lignes de défense solides. Au contraire, en se rendant à Bordeaux, où les installations hôtelières et les châteaux sont nombreux, on prend du champ et l'on peut voir venir.

Entre temps des coups de téléphone insistent près de M. Paul Reynaud dans le même sens. Il fléchit. Il se met en rapport avec M. Mandel. On contremande Quimper et on alerte Bordeaux.

Le général de Gaulle a eu le pressentiment, au cours de cette discussion ardente, confuse et grotesque, qu'une faute énorme était commise. Ce fut l'opinion de M. Mandel. Ce fut la mienne.

À son château de Touraine, Paul Reynaud ne dut pas beaucoup dormir. La discussion, close sur Quimper et sur Bordeaux, rebondit sur la guerre elle-même et sur la mise en demeure du général Weygand.

Je me suis laissé confier qu'elle fut particulièrement pénible. Qu'elle le fût ou non, il fallait attendre la réplique que donnerait M. Winston Churchill à l'insidieuse requête suggérée par M. Camille Chautemps.

M. Mandel, que je vis à la fin de cette triste journée, ne me cacha par son pessimisme. Quant à moi j'eus la révélation définitive de la honte dont la France allait être souillée.

[294]

Ce fut pour moi une nuit atroce où je débattis en moi-même quelles résolutions j'aurais probablement à prendre.

En face de la sommation du général Weygand, de l'affaissement sénile du maréchal, de la volonté sournoise et ardente de M. Baudouin, de l'astuce de M. Chautemps, toutes choses servies par le pouvoir incroyable de M<sup>me</sup> de Portes, que pèserait la noble ambition de Paul Reynaud ?

L'intérêt de la France n'avait pour défenseurs vigilants que M. Mandel et le général de Gaulle. Suffiraient-ils ? Probablement non ! Je me décidai, pour ne plus en démordre. En aucun cas je ne prendrai ma part de la félonie et de la capitulation. Plutôt l'exil. Autour de moi — qu'on me pardonne cette allusion intimement personnelle — on m'approuva. Je n'aurai plus à rediscuter avec moi-même. Les faits commanderont.

[295]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XXIX

---

### JOURNÉE CRUCIALE

*Arrivée de M. Winston Churchill — Émouvante conférence avec M. Paul Reynaud — Scènes incroyables dans le hall de la Préfecture — M<sup>me</sup> de Portes veut l'armistice — M. Paul Reynaud me déclare : « Capituler ? jamais ! » — L'erreur du message à M. Roosevelt — Le général Weygand renouvelle son ultimatum — Vif dialogue entre le général Weygand et M. Mandel — Communication téléphonique de M. Langeron — « Ne pas céder ! » — Déclaration décevante de M. Paul Reynaud.*

[Retour à la table des matières](#)

13 Juin. Nouvelle journée cruciale. Pas à pas la tragédie croît en puissance d'angoisse.

M. Winston Churchill a été prévenu du débat qui a divisé le Conseil des ministres français ; il répond à la prière qui lui est faite par M. Paul Reynaud de venir à Tours délibérer avec le gouvernement français ; il sait qu'on va lui demander de délier la France de l'obligation qu'elle a souscrite de ne négocier séparément ni armistice ni paix. L'affaire est d'une gravité exceptionnelle ; il se fait accompagner par Lord Halifax et par Lord Beaverbrook. Les communications ne sont pas très faciles entre Angleterre et France dans l'état de désorganisation causé par les progrès incessants de l'invasion. Il arrive à la Préfecture de Tours avant même que l'annonce de son départ soit parvenue à M. Paul Reynaud, si



bien qu'il n'y trouve qu'un officier qui assure la permanence ce jour-là à l'heure du déjeuner. M. Mandel lui-même est en conférence hors de la Préfecture. Mais cet officier, attaché à la personne de M. Mandel, est de la plus haute qualité. Il porte un nom glorieux dans l'histoire de la diplomatie française. Il est le fils du Révoil qui représenta la France avec tant d'habile courage à la conférence d'Algésiras et qui fut gouverneur général de l'Algérie, et ambassadeur. Tandis qu'il fait prévenir la présidence du conseil de l'arrivée du Premier [296] ministre britannique, il l'emmène déjeuner. Ces détails, qui ne sont que de la petite histoire, ne sont pas sans intérêt comme fond de décor aux grands et pénibles événements qu'ils accompagnent. M. Baudouin arrive en estafette et M. Paul Reynaud, informé, se hâte pour rejoindre M. Churchill. M. Baudouin ne manque pas l'occasion, sans attendre son chef, qui y aurait mis vraisemblablement plus de discrétion, pour exposer la situation comme désespérée. Il n'a d'ailleurs qu'à répéter les propos tenus la veille par le général Weygand. M. Winston Churchill a, heureusement, le crâne solide. Ce n'est pas le seul coup de marteau d'un Baudouin qui peut l'écraser.

On peut préférer tout de même des manières plus douces. Mais voici M. Paul Reynaud.

L'entrevue durera assez longtemps dans un des cabinets de la Préfecture. Tout autour, dans les couloirs, dans le hall, dans la cour, il y a foule : des ministres, voici Frossard, qui baisse le buste et qui ne déchire personne, j'en déduis que son énergie n'ira pas loin ; des hommes politiques, des journalistes, des fonctionnaires, des quémandeurs, le brouhaha des couloirs parlementaires dans les grandes crises, et une femme, une femme qui va de la cour au hall, du hall à la cour, qui revient, qui a voulu pénétrer dans la pièce où Reynaud et Churchill confèrent, qui en a été empêchée, qui s'impatiente, qui fait appeler Baudouin, qui le rappelle à ses promesses, qui lui enjoint de peser sur Reynaud.

« Dites, dites à Paul qu'il faut céder... céder... il faut en finir. L'armistice... Paul ! dites-le-lui, de ma part, n'est-ce pas ? de ma part... je le veux. »

C'est tout ce que l'on entend d'un dialogue dont le spectacle seul est un défi. Malgré qu'elle soit bien chétive, elle évoque l'héroïne shakespearienne qui fait honte à Macbeth de ses hésitations avant l'assassinat de Duncan :

« *As-tu peur d'être dans tes actes et dans tes résolutions le même que dans ton désir, laissant un je n'ose pas suivre un je voudrais !* »

Puisque Baudouin tergiverse, retenu par des peurs habiles, que n'est-elle Baudouin, elle, pour se précipiter et pour dire à Churchill ce qu'elle pense et ce qu'elle veut !

[297]

Oui, la mégère de la cour de la Préfecture de Tours pense comme Lady Macbeth :

« *Faites de moi un mâle... épaissez mon sang... fermez en moi tout accès, tout passage au remords... changez mon lait en fiel...* »

Il y a de ça... La différence est qu'il ne s'agit pas d'un homme à tuer, il s'agit de poignarder l'Angleterre et d'ensevelir vivante dans un sépulcre la France.

Cette femme, c'est Hélène de Portes, les cheveux ébouriffés, le visage irrité.

Il arrivera une minute où un homme en uniforme perdra patience. Il profitera de ce que M. Baudouin revient dans le hall pour lui dire rudement, en désignant l'inconsciente :

« Monsieur, faites partir cette femme d'ici, pour la dignité de la France. Sinon je m'en chargerai moi-même ! »

Quand la conférence fut terminée, M. Winston Churchill, Lord Halifax et Lord Beaverbrook s'attendaient, d'après ce qui avait été transmis à Londres, à délibérer avec le Cabinet français. Était-ce un malentendu ou y renonça-t-on de peur que Churchill n'influencât quelques ministres par son énergie persuasive ? Je ne le sais pas. On leur ménagea seulement un rapide entretien avec MM. Jeanneney, Herriot et Mandel. Ils en emportèrent d'ailleurs une excellente impression. Les présidents du Sénat et de la Chambre furent particulièrement énergiques ; quant à M. Mandel, son opinion leur était connue et elle ne pouvait changer.

Comme M. Paul Reynaud sortait de la conférence, un hasard heureux me le fit rencontrer nez à nez au détour d'un couloir. Je lui demandai, haletant :

« Vous ne capitulez pas ?

– Jamais ! »

Dans un élan j’ajoutais, presque suppliant :

« – Si vous êtes pour la résistance à tout prix, je suis à fond derrière vous.

– Je le sais, soyez tranquille ! Mais je force la note de désespoir pour obtenir des Anglais le maximum de secours dont nous avons tant besoin. »

Je respirai — ce n’était pas la fin — donc encore un peu d’espoir que la raison et l’honneur triompheraient.

Quand Churchill partit, il avait les yeux rougis, il était [298] dans une émotion indicible. Comment ne l’aurait-il pas été ?

Les responsabilités énormes qui pèsent sur son esprit de Premier ministre de l’Empire britannique lui conseillent de s’en tenir à la rigidité juridique et de dire : « *Vous devez stricte fidélité aux obligations que vous avez signées* ».

Sa vieille affection pour la France et pour tout ce qu’elle représente, le souvenir des luttes communes, un sens humain des rapports entre peuples amis, une vue politique de l’avenir, l’ont encouragé à ne pas brutaliser l’alliée presque désespérée ; autant de nobles pensées dont M. Baudouin plus tard voudra tirer avantage pour justifier le crime consommé.

M. Churchill n’a pas accédé à la demande Chautemps-Reynaud, mais il n’a pas été absolument négatif. M. Reynaud a envoyé un message à M. Roosevelt où il l’a conjuré : « *de déclarer publiquement que les États-Unis accordent aux Alliés leur appui moral et matériel par tous les moyens, sauf l’envoi d’un corps expéditionnaire* » ; c’est-à-dire qu’il lui a demandé de signifier à l’Allemagne une déclaration de guerre des États-Unis. Les deux chefs de gouvernement ont convenu d’attendre la réponse de M. Roosevelt, après laquelle ils reconsidéreraient la situation.

C’est ce que M. Winston Churchill a très nettement précisé dans son discours du 25 juin à la Chambre des Communes dans les termes suivants :

« Le vaillant Premier ministre de France, M. Reynaud, m'a invité à me rendre à Tours, ce que j'ai fait le 13 juin, accompagné du ministre des Affaires Étrangères et du ministre de l'Armement Aéronautique, Lord Beaverbrook. J'apprends que le gouvernement de Bordeaux a publié une version de nos conversations qui ne s'accorde en rien avec les faits. Naturellement nous avons de ces entretiens une minute, prise par un des secrétaires de Cabinet qui nous ont accompagnés, et je ne me propose pas de discuter la question plus en détail à présent.

M. Reynaud, après s'être étendu sur les conditions régnant au front et sur l'état de l'armée française, toutes choses que je n'ignorais en rien, m'a demandé si la Grande-Bretagne consentirait à délier la France de ses obligations de ne pas entamer de négociations pour un armistice ou une paix sans le consentement de son alliée britannique. Quoique je susse parfaitement combien étaient grandes les souffrances de la France, et que je me rendisse compte [299] du fait que, jusque-là, nous n'avions pas, nous, eu à supporter de semblables épreuves, ni mis en campagne une armée aussi nombreuse, j'ai cru devoir dire que je ne saurais donner ce consentement. Je pense qu'il ne servirait de rien d'ajouter des reproches réciproques aux autres maux que nous pourrions avoir à subir, mais il m'était absolument impossible de donner ce consentement. Nous avons décidé, d'un commun accord, que M. Reynaud adresserait un nouvel appel aux États-Unis, et que, si la réponse n'était pas de nature à permettre à M. Reynaud de continuer la lutte — et c'est lui, après tout, qui personnifie l'esprit combattit —, nous nous réunirions de nouveau pour prendre une décision selon ce que nous dicteraient les circonstances. »

M. Winston Churchill décela-t-il ou non la maladresse que M. Reynaud avait commise, soit de son propre mouvement, soit sous une sournoise suggestion, en sollicitant de M. Roosevelt l'entrée en guerre des États-Unis à côté des Alliés ? M. Roosevelt était allé à la limite extrême de ce que son opinion publique autorisait. L'avenir restait libre. À aucun prix il ne fallait l'avancer ni le préjuger. À vouloir forcer M. Roosevelt on ne pouvait obtenir qu'une réponse, encourageante moralement, mais négative en fait, et dont les défaitistes immédiatement s'empareraient pour dire à M. Paul Reynaud :

« Vous avez tout tenté, votre conscience est libérée vis-à-vis de l'Angleterre et vis-à-vis de vous-même : rendez-vous ! »

C'est bien ce qui arriva au cours des journées qui suivirent. Mais M. Churchill pouvait s'estimer garanti, et l'Angleterre, comme la France, avec lui, par les engagements solennels que M. Paul Reynaud

avait pris dans son message au président des États-Unis et qui enregistraient la thèse de M. Mandel et du général de Gaulle :

*« L'ennemi est aujourd'hui aux portes de Paris. Nous lutterons en avant de Paris, nous lutterons en arrière de Paris, nous nous enfermerons dans une de nos provinces, et, si nous en sommes chassés, nous irons en Afrique du Nord, et, au besoin, dans nos possessions en Amérique. »*

Churchill, Lord Halifax et Lord Beaverbrook s'envolent pour Londres.

Un Conseil des ministres français est immédiatement décidé. Avant de s'y rendre M. Mandel appelle au téléphone M. [300] Langeron, Préfet de Police ; la communication tarde. Le ministre est obligé de rejoindre ses collègues au Château de Cangé, à la présidence de la République — on verra que ces détails ne sont pas superflus. Après quelques minutes M. Langeron est au bout du fil. Il est six heures du soir. On lui demande de la part du ministre si rien d'anormal ne se passe à Paris, si les Allemands sont signalés...

Le Préfet de Police répond :

*« Dans Paris l'ordre le plus complet règne ; des avant-gardes allemandes sont signalées dans les communes limitrophes de la capitale, à Pantin et à Aubervilliers notamment; nous les attendons demain. Assurez le ministre que toutes ses instructions sont et seront fidèlement exécutées. »*

Les paroles de M. Langeron sont presque immédiatement transmises à M. Mandel au moment où il prend place à la table du Conseil.

M. Reynaud résume la conférence qu'il vient d'avoir avec M. Winston Churchill. Le général Weygand réitère, en l'accentuant, son ultimatum de la veille: on ne peut plus tarder, il faut demander l'armistice. Les nouvelles de l'armée sont de plus en plus alarmantes.

Il prend une pose, puis, sur un ton grave, en tirant un papier de son dossier, il scande :

*« Messieurs, si je dis qu'on ne peut plus attendre, ce n'est pas sans raison. L'Amirauté vient de me faire transmettre un télégramme d'après lequel des troubles graves se seraient produits à Paris et Thorez se serait installé à l'Élysée. »*

M. Lebrun sursaute, le Conseil tout entier est sidéré, à l'exception d'un seul de ses membres, dont les lèvres minces tracent un sourire méphistophélique. Il n'arrête pas le général Weygand, qui insiste lourdement sur l'importance des émeutes parisiennes dont le télégramme fait état. M. Mandel, du doigt à peine levé, indique au président de la République qu'il a quelque chose à dire.

*« M. le Ministre de l'Intérieur a la parole.*

*– Je tiens à vous rassurer, M. le Président, ainsi que le général commandant en chef et l'ensemble du Conseil : il n'y a pas d'émeutes à Paris et M. Thorez, M. le Président, ne couchera pas ce soir dans votre lit. »*

[301]

Le général Weygand toise l'audacieux qui ose lui donner un démenti, mais M. Mandel continue :

*« J'avais avant de venir ici fait appeler au téléphone M. Langeron. La communication n'a été donnée qu'après mon départ, mais mon chef de Cabinet m'a prévenu il y a quelques minutes qu'il avait causé avec le Préfet de Police, que les Allemands sont à Pantin et Aubervilliers, mais que l'ordre règne à Paris... »*

Le généralissime le coupe d'une interruption sévère.

*« – Vous mettez en doute ma parole ?*

*– Je ne mets pas en doute votre parole, mais j'ai une égale confiance en celle de M. Langeron dont je sais la haute valeur personnelle et administrative. »*

M. Chautemps juge à propos de faire le tampon entre les deux hommes :

*« M. Langeron n'est peut-être pas renseigné...*

*– Pourquoi l'Amirauté\*, qui n'est pas à Paris, serait-elle mieux renseignée que le Préfet de Police, qui s'y trouve. D'ailleurs nous allons tirer au clair cette histoire. »*

---

\* À distance, devant l'intervention bizarre de l'Amirauté, on se prend à se demander si l'entente n'était pas déjà établie qui fit, dans la nuit du 16 juin 1940, de l'amiral Darlan, le ministre de la Marine, en attendant une ascension singulière dans les détours obscurs de la politique vichyssoise.

M. Mandel fait demander Paris et la Préfecture de Police. Quelques minutes après il a M. Langeron au bout du fil, il l'informe de l'entrée prétendue du communiste Thorez à l'Élysée ; M. Langeron, de l'autre côté, s'esclaffe et dément, ajoutant des détails circonstanciés sur le calme qui n'a pas cessé d'exister dans la capitale. M. Mandel répète tout haut les réponses du Préfet, puis, s'adressant à M. Lebrun :

*« Si vous voulez, M. le Président, recueillir vous-même les renseignements que je viens de répéter, afin qu'on ne mette pas en doute la parole d'un civil... »*

*– Oh ! mon cher ministre... »*

Le général Weygand baisse le nez. Le coup du péril bolcheviste est paré. Il apparaît à tous les membres du Conseil impartial que le généralissime vient de se livrer à une opération politique qui éclaire son insistance en faveur de l'armistice.

M. Mandel, qui n'a pas à ménager le général Weygand [302] puisque celui-ci lui a manifesté une hostilité évidente, ne s'en tient pas là. On ne peut pas, à son avis, renier la signature donnée à l'Angleterre, et celle-ci peut difficilement nous délier. Attendre de M. Roosevelt la déclaration de guerre à l'Allemagne, il est au moins prématuré d'y compter. Si l'armée n'est pas en état de combattre, elle peut, elle, capituler, il y a des précédents, celui de Bazaine entre autres, mais le gouvernement ne peut pas donner de sanction légale à la capitulation quand il a en réserve la flotte, l'armée de l'air, les avions qui arrivent d'Amérique, et tout l'empire à sauver.

Si ce soir-là M. Paul Reynaud avait poussé ses avantages, le général Weygand aurait été mis en minorité, quoique le parti de la résistance eût tendance à fléchir sous les pressions qui se multipliaient.

C'est ainsi que M. Ybarnegaray, qui jusque-là était parmi les « durs », passait dans l'autre camp par aveugle foi dans le génie de Weygand.

Mais M. Paul Reynaud était décidément de ces nerveux qui ne maintiennent pas longtemps leur potentiel de ténacité. Repris en main par M<sup>me</sup> de Portes, par M. Baudouin et par tout son entourage, il n'était plus dans la nuit qu'un ballon dégonflé.

Il avait, à 8 heures du soir, fait annoncer qu'il allait lire à la radio une déclaration ; elle était retardée d'heure en heure, si bien que c'est

avant de la connaître qu'en hâte, dans la nuit, je rédigeais la note suivante que j'intitulais : « *Ne pas céder* ».

*« Jamais le mot ne fut plus vrai que les grandes douleurs sont muettes. Si les gorges sont trop serrées pour laisser passer beaucoup de paroles à la nouvelle des plus grandes souillures, de même la plume tremble entre les doigts paralysés comme si le cœur allait cesser de battre.*

*Non, non, ne nous appesantissons pas sur les blessures chaque jour renouvelées de cette reine, notre France, qui ne méritait pas ça.*

*Le sang coule de presque tous ses membres, mais elle n'est pas morte et, parce qu'elle ne l'est pas et ne veut pas l'être, elle nous oblige à ne pas nous résigner au désespoir. Témérité que cette confiance qui ne veut pas céder ? Non, puisque Churchill [303] ne désarme pas, puisque Paul Reynaud ne baisse pas les mains, puisque le gouvernement français se raidit sous son impulsion dans une farouche résolution. »*

Cette note parut au matin du 14 juin. Ce devait être mon dernier article dans le *Petit Parisien*. Les dernières lignes en sont assez claires, elles étaient exactes pour M. Churchill, elles correspondaient à la déclaration que M. Paul Reynaud m'avait jetée dans l'après-midi. Le dernier membre de phrase seul dépassait la vérité puisqu'il attribuait au gouvernement tout entier « une ferme résolution » dont je doutais, mais que j'avais l'ambition de lui inculquer.

Quand, finalement, la déclaration fut communiquée, elle déçut tout le monde. Elle n'était ni telle que je la souhaitais, ni telle que le généralissime l'aurait faite. Elle était une étrange mixture où le double courant gouvernemental circulait. Ce n'était pas « *on cédera* », mais ce n'était pas « *ne pas céder* » ; c'était encore moins la « farouche résolution » dont je leur faisais honneur.

Du moins rien n'était tout à fait perdu ; c'est à Bordeaux que le dernier acte de la tragédie va se jouer.

À Paris les Allemands font leur entrée.



[304]

**Le malheur de la France.**  
*Récits et témoignages*

## Chapitre XXX

---

### VEILLE DE CATASTROPHE

*M. Pierre Laval persuade le maréchal Pétain que son heure arrive — M. Chautemps s'institue l'agent recruteur de la capitulation — Il invente un stratagème — M. Georges Mandel déploie une intense activité — L'angoisse de M. Léon Blum — Les alternatives de courage et de dépression de M. Paul Reynaud — Sir Ronald Campbell, grand ambassadeur, grand Anglais, grand ami de la France — M<sup>me</sup> Hélène de Portes est déchaînée — M. Mandel prévient le Conseil des ministres qu'il se déshonorera pour rien — Pointage pessimiste — Ce que devraient dire, et ce que ne disent pas, MM. Albert Lebrun, Jeanneney, Herriot et Paul Reynaud.*

[Retour à la table des matières](#)

Nous voici arrivés à la veille de la catastrophe. Le lieu en est Bordeaux. Dès l'arrivée, soir du 14 juin, on entre dans une atmosphère trouble. Quand M<sup>me</sup> de Portes s'insurgeait, dans la nuit du 12 au 13, contre le choix de la Bretagne et réclamait la douceur du ciel bordelais, ce n'était pas de sa part caprice, c'était calcul. Déjà la capitale de la Guyenne était, avec son maire député, l'ex-socialiste Marquet, un foyer de défaitisme agissant où étaient venus se réfugier, depuis le début de la guerre, par crainte de bombardements dont il n'y eut qu'un exemplaire, une foule d'aristocrates et de bourgeois parisiens qui soupiraient sans cesse : « Quand cette guerre finira-t-elle ! », fière cohorte qu'au

moment de l'exode du gouvernement sur Tours, de nouveaux arrivants, brûlant l'étape tourangelle, vinrent renforcer.

Quand le gouvernement se replie sur Bordeaux c'est alors de partout qu'affluent les politiciens ; pour quelques-uns qui viennent, comme Léon Blum, à l'appel de Mandel pour empêcher Reynaud de s'affaïsser, le plus grand nombre accourent comme coéquipiers de Baudouin, de Chautemps et de Marquet. D'après des on-dit que je n'ai pu vérifier, celui-ci aurait téléphoné à M. Pierre Laval, qui, à Clermont-Ferrand, [305] était aux aguets : « Viens ! il y a à travailler ! ». Le mot a-t-il été prononcé réellement ? Quoi qu'il en soit il est bien l'expression condensée de l'entente, qui a été avérée, des deux hommes pour la même œuvre.

Dès son arrivée, en effet, l'action de M. Pierre Laval s'exerce dans tous les milieux, soit directement soit par personnes interposées. L'horreur de la guerre, les conséquences effroyables de l'invasion, les carnages éventuels, la menace du bolchevisme, autant de thèmes sur lesquels son éloquence, tour à tour sentimentale et sarcastique, se développe selon le choix des interlocuteurs. Il en a beaucoup. Il n'agit pour le compte que de lui-même, mais, sans personnellement se compromettre avec aucun, il se sert de tous indistinctement.

Au sein du gouvernement les divisions qui se sont affirmées à Tours s'accroissent. Les camps sont bien tranchés. Ils étaient presque à égalité à Tours, avec une faible majorité pour Reynaud-Mandel. Elle ira à Weygand-Pétain-Baudouin, sous des impulsions diverses. La persuasion de M. Laval va transformer le maréchal qui, du rôle passif qu'il tenait jusqu'ici, presque à la remorque de Weygand, deviendra l'élément le plus actif de la capitulation : qu'on se rappelle la longue conversation que j'ai eue avec M. Pierre Laval et que j'ai rapportée au chapitre XI. Le maréchal ne sait pas que les hommes qui se servent de son prestige et qui surexcitent sa vanité sénile susurrent sardoniquement :

« Nous ne lui demanderons que d'être une statue sur un socle. »

On lui prouve — ce n'est pas difficile — que l'heure est venue où il doit mettre son bâton dans la balance, et l'heure arrivera en effet où il s'écriera comme un roi sur son trône :

« En voilà assez ! »

Et ça suffira. Nous ne sommes pas encore là, mais nous n'en sommes pas bien loin.

Nous avons vu qu'à Tours déjà M. Ybarnegaray s'était rangé derrière le généralissime. Déjà aussi M. Frossard fléchissait, sans avoir été jamais très vaillant.

Il a de l'admiration pour Mandel, qui, par contre, l'effraye. Au contraire la sinuosité de Chautemps et le machiavélisme de Laval le séduisent, d'autant plus que, sur le fond des choses, il partage, en le niant, leur déficience patriotique.

Mais M. Laval n'est encore qu'un prétendant, et, si adroit [306] qu'il soit, il n'est pas dans la place. L'homme qui va décider du sort du pays et de l'alliance par son attitude, c'est M. Camille Chautemps, vice-président du Conseil, sénateur radical-socialiste, ancien président du Conseil, grand dignitaire de la franc-maçonnerie.

Dès que M. Camille Chautemps a vu le général Weygand s'engager vers l'armistice et vers la capitulation, il s'est placé derrière lui. Sa nature l'y menait sans effort. C'est lui, nous l'avons vu, qui, à Tours, suggère la ruse de demander à M. Winston Churchill qu'il déliât la France de son obligation envers la Grande-Bretagne.

Le courage n'a jamais été, en face des événements, la dominante de M. Camille Chautemps, toujours plus prêt à s'esquiver devant eux qu'à les affronter. Il aurait pu, en 1937, être l'homme du redressement économique, social et militaire de la France. Cela impliquait de trancher dans le vif, de heurter les hommes et de briser les résistances. Il n'a fait que semblant et, à la première occasion, à la veille de l'*Anschluss*, comme par hasard, il s'est enfui. On pouvait, sans crainte d'erreur, prédire que, si des circonstances malheureuses se produisaient durant la guerre, il serait des premiers, non pas à proposer, mais à suivre qui proposerait, disons pour être courtois, un accommodement. Aussi bien est-ce en pensant à lui et à quelques autres, que je fus tant acharné à réclamer que l'Angleterre et la France s'engageassent à ne négocier ni signer de paix séparée.

Il se crut suprêmement habile en se collant derrière Weygand, derrière celui qu'il appelait sarcastiquement jadis le « réactionnaire de l'Action Française » il se vit réhabilité par ses adversaires de jadis ; il donna l'honneur de la France pour un plat de lentilles hypothétique.

Il en attendait qu'ils l'acceptassent le lendemain comme leur chef ; il était prêt à ramasser dans la défaite une présidence du Conseil, vieille déformation professionnelle !

Il s'institue donc l'avocat d'office de la thèse du général Weygand contre Reynaud, contre Mandel, contre les chefs du parti, Jeanneney et Herriot. Non seulement il prend parti au sein du Cabinet par des interventions bien placées, mais il se fait l'agent recruteur des partisans de la trahison dans les [307] conciliabules privés où son génie de la petite intrigue lui vaut habituellement, près des médiocres, de faciles succès. Il a l'art de minimiser le côté grave des choses et d'en grossir le petit ; il sait entrer dans les problèmes par la petite porte pour en empoisonner la moelle ; l'accent de la vérité est dans sa parole à l'instant même où son visage la dément ; tout son personnage politique est un mélange bizarre, parfois attachant, parfois inquiétant, souvent décevant, de petit procureur, de conspirateur de société secrète, de petit bourgeois instruit, de parlementaire élevé dans le sérail ; il a quelquefois de l'éloquence, mais qui ne s'élève jamais ; même quand elle fait illusion par l'élégance de la phrase, elle demeure à ras de terre, se plaisant dans les détours des sentiers herbeux. Oh ! il ne s'enflamme pas contre l'Angleterre, il est bien trop prudent, il ménage l'avenir : qui sait, il sera peut-être demain chef du gouvernement ? Non ! il rend hommage à l'alliée, mais certainement Churchill comprendra, il a compris ; même on lui rendra service, ça lui permettra de faire une paix blanche avec l'Allemagne tandis que nous, avec Pétain et avec Weygand comme pavillon, nous ne perdrons pas grand'chose. Et puis, comment faire, puisque Pétain, puisque Weygand, un maréchal et le généralissime, déclarent : Il faut capituler ? On est *couvert* par eux. Bien mieux on ne peut pas aller contre leur avis. On a tellement proclamé qu'ils étaient tabous, dans des communiqués, dans la presse, on les a garantis devant l'opinion publique comme les seuls sauveurs possibles : comment peut-on les désavouer, en ne se ralliant pas à leur jugement ?

Ce n'est pas possible.

Il prononçait, peut-être pour la dixième fois de la matinée, ce petit discours sur un trottoir devant la porte de l'hôtel Royal Gascogne, le 15 juin, entre midi et une heure. Je m'approchai et, l'ayant entendu, je me permis de l'interrompre :

« Croyez-vous, lui demandé-je, que, lorsque la France aura capitulé, l'Allemagne n'occupera pas la plus grande partie de la France et ne la serrera pas à la gorge ?

– Non ! avoue-t-il.

– Alors, insisté-je, puisque la capitulation n'évite pas l'occupation, pourquoi voulez-vous que la France se déshonore ?

[308]

Il obliqua :

« – On ne peut pas aller contre l'avis de Weygand et de Pétain. Reynaud les a trop mis sur le pavois.

– Il n'y a pas donc de généraux républicains et courageux pour les remplacer ? » jeté-je en prenant le parti de m'en aller.

Ce qui, de cette astucieuse argumentation, ne pouvait pas porter sur moi, portait sur beaucoup d'autres esprits.

Il a d'ailleurs un stratagème en tête.

À l'une des séances où le Conseil tourne en rond autour du sujet sans oser encore passer au vote fatal, il demande la permission de faire une suggestion.

Oh ! timidement, pour qu'elle ait plus de chance de glisser entre les deux camps. Il admet parfaitement que l'Angleterre répugne à délier la France de l'interdiction d'une négociation séparée, mais il y a un moyen terme. Elle peut ne pas s'opposer à ce que la France, dans les circonstances difficiles actuelles, demande à l'Allemagne quelles seraient ses conditions de paix, toute liberté demeurant de les accepter ou de ne pas les accepter.

« Vous croyez, dit quelqu'un, que lorsque vous aurez entrepris cette démarche vous pourrez vous reprendre ?

Vous pensez aussi que les conditions de paix pourraient être, comme vous le supposez, acceptables ?

Et vous ne pensez pas que l'ennemi vous répondra probablement : Nous n'en sommes pas à la paix, nous en sommes à l'armistice. Déposez les armes d'abord, sans condition ! »

C'était le bon sens, la logique, la vérité, mais ce sont choses qui font peur aux faibles; ils aiment mieux les écarter provisoirement, ils préfèrent fermer les yeux et se boucher les oreilles...

La suggestion de Chautemps tire des exclamations admiratives.

« Il y a là une idée, dit l'un.

– À creuser, continue l'autre.

– M. le président du Conseil pourrait s'en ouvrir à M. Winston Churchill, conclut un troisième.

– M. le ministre des Affaires Étrangères pourrait tâter l'ambassadeur, insiste un quatrième.

– Il y a urgence ! »

s'impatiente le général Weygand, dont la [309] voix est moins âpre qu'à Tours et le visage plus ravagé, avec les yeux cernés : est-ce que déjà le remords... ? Non, pas encore.

M. Mandel, tant au Conseil que dans des entretiens particuliers, ne ralentit pas une intense activité ; il s'assure l'appui de MM. Jeanneney et Herriot, qui essaient de contrarier le jeu perfide de Chautemps près des ministres radicaux, Queuille, Delbos, Chichery.

Queuille n'a l'étoffe que d'un ministre pour temps paisible, mais il a les vertèbres d'un vieux Corrèzien, il ne sera pas actif, mais il ne se laissera pas entamer. Delbos est plus rugueux et plus sonore, sauf dans les dernières heures, où ses amis devront l'empêcher de tomber. Chichery est, selon une expression classique, un de ces « niais du parti » qui sont la proie des roués ; il a été des premiers à être enrôlé par Chautemps.

Mandel a fait alerter Léon Blum : celui-ci et Dormoy tenteront de leur mieux d'arracher les ministres socialistes à l'encerclement que dessinent autour d'eux Paul Faure, Laval, Marquet et Chautemps. Monnet ne déviera pas de la ligne droite, Sérol, indécis et presque touché par la grâce insinuante de Chautemps, se ressaisira devant l'adjuration de Léon Blum, mais d'ores et déjà, Rivière, Février, malgré Herriot, et je ne sais quels illustres inconnus bêlent la paix à tout venant.

Je rencontre Léon Blum dans le hall de l'hôtel Royal Gascogne. L'angoisse blêmit et creuse son visage, il y a des larmes retenues derrière le lorgnon, et un sanglot étrangle sa voix. À peine avons-nous fini

d'échanger une triste poignée de main — qui sera la dernière — que me revient, par quel jeu de la mémoire ?, le vers qu'il me murmura une après-midi de mai, au moment où nous rentrions dans le palais de Versailles le jour où Aristide Briand ne fut pas élu président de la République :

« On ne saurait rêver comment il a vécu. »

Avons-nous jamais rêvé que nous vivrions ce que nous vivons, ce que nous allons vivre ?

Paul Reynaud passe par des alternatives de courage et de dépression. De Gaulle est parti pour Londres étudier avec Winston Churchill les possibilités de transport en Afrique des troupes disponibles. Mais avant de se jeter dans l'avion, [310] il a représenté au chef du gouvernement toutes les raisons de ne pas désespérer et de résister aux influences mauvaises qui veulent l'envelopper. Le devoir est à Alger et à Londres ! C'est ce que, sur un autre ton et avec des arguments similaires, Mandel répète au président du Conseil, chaque fois qu'il le voit ; M. Jeanneney et M. Herriot, d'eux-mêmes et aussi à la requête de M. Mandel, assurent M. Reynaud de leur appui total ; mais Hélène de Portes le harcèle en sens contraire ; Baudouin y met plus de discrétion, mais n'est pas moins insistant, et l'entourage — le fameux entourage — est presque unanime à miner le sol sous les pieds du président du Conseil, pour la chute dans l'abîme.

Ah ! Hélène de Portes peut se flatter d'avoir bien préparé son affaire quand elle a provoqué le départ du vieux collaborateur de Paul Reynaud, Palewski, et quand elle a, plus récemment, exigé le renvoi d'Alexis Léger du secrétariat général des Affaires Étrangères. Le 20 février précédent, lorsque M. Palewski, combattu à outrance par *la Présidente*, a pris le parti de s'en aller aux armées, elle s'écria : « Enfin ! il y a trois ans que je travaillais à son départ ! ».

M. Palewski avait le franc-parler du dévouement.

En ces journées historiques, où le sort du pays dépendait de Paul Reynaud, M. Palewski n'aurait certainement pas donné le même conseil qu'Hélène de Portes ; lui, qui considérait à tort qu'une partie de son devoir, quand il était chef du Cabinet du ministre des Finances, était de pousser son patron à la présidence du Conseil, ne l'aurait pas engagé à la désertion, il aurait donné le même conseil que le général de Gaulle.

Quant à Alexis Léger, il n'aurait pas manqué d'être l'avocat de l'honneur, de l'alliance et de l'empire.

Un homme a rempli dans cette période inouïe une mission difficile, pénible, lourde, avec une dignité, une mesure, un tact et une patience incomparables : c'est Sir Ronald Campbell, ambassadeur d'Angleterre.

La guerre était déjà déclarée depuis trois mois environ quand il fut appelé à remplacer Sir Eric Phipps. Il arrivait de Belgrade, mais il connaissait bien le terrain parisien, ayant été auparavant chargé d'affaires à Paris pendant plusieurs années. Réservé, discret, froid, il est admirablement représentatif [311] du caractère solide de son pays. De lui, comme de beaucoup de ses compatriotes, on ne se trompe pas si l'on dit que les dents ne lâcheront pas le morceau. Mais il n'est pas que ténacité et fermeté ; à la précision du langage, il joint la finesse qui comprend, distingue et devine. Le jour où quelqu'un voudra l'éblouir par quelque subterfuge grossier, il est trop diplomate pour s'en plaindre, mais il laissera errer sur ses lèvres la leçon qui ne blesse pas d'un sourire à peine narquois.

Autant il sait être confiant, avec prudence, pour qui le mérite, autant il sait, par son sang-froid et par son regard, embarrasser qui veut le tromper.

On ne le dupera pas facilement. On ne le dupera pas du tout. Et qui croira l'avoir fait en sera pour sa propre présomption. Quant à lui, il n'a pas à dissimuler son devoir : il est sans arrière-pensées. Il n'abuse pas de longues phrases, mais son interlocuteur ne peut pas feindre l'incompréhension, tant celles qu'il emploie sont claires. Chaque mot en est pesé et c'est toujours le mot propre.

Jusqu'au 16 mai, sa tâche fut relativement facile. L'alliance ne comportait pas de devoirs trop lourds, et les difficultés inhérentes à l'état de guerre n'assombrissaient pas une amitié éprouvée.

Je suis sûr que M. Daladier a gardé de Sir Ronald Campbell le souvenir d'un partenaire avec qui il avait plaisir à travailler et à s'entendre.

Je pense que la netteté de Sir Ronald devait plaire à M. Paul Reynaud.

Je jurerais moins que M<sup>me</sup> Hélène de Portes l'aimât. Non ! elle n'aimait point Sir Ronald Campbell, parce qu'elle n'aimait pas l'Angleterre, elle n'aimait pas l'Angleterre parce que M. Baudouin ne l'aimait



pas non plus, et parce que l'Angleterre c'était l'*Alliance* avec des obligations qu'elle voulait faire rompre.

Jusqu'au départ pour Tours, elle ne manifesta pas publiquement ses sentiments. À Tours elle commença à se déchaîner ; à Bordeaux elle perdit toute mesure.

Depuis longtemps, mais surtout depuis que M. Reynaud était président du Conseil, elle se vantait d'être plus qu'une [312] animatrice, elle se flattait de faire accorder ou refuser les audiences aussi bien que les nominations, d'emporter, de lire et de juger les dossiers. Je veux imaginer, par respect pour M. Paul Reynaud, qui ne méritait pas ça, qu'elle exagérait un peu, mais il est patent qu'à Bordeaux rien ne la retenait plus. Apprendrai-je à Sir Ronald Campbell, ou s'en est-il aperçu, que si, quelquefois, au cours des nombreuses entrevues qu'il dut avoir avec M. Paul Reynaud les 14, 15 et 16 juin, une porte s'entrebâilla, c'était plus souvent Hélène de Portes qui l'entr'ouvrait qu'un fonctionnaire ou qu'un huissier ? *La Présidente* devait estimer que ce Britannique glabre, à la mâchoire volontaire, à l'œil perçant, qui lui en imposait par sa dignité élégante, restait trop longtemps et qu'il allait ruiner la pression qu'elle avait exercée. Elle guettait le départ pour contre-battre immédiatement l'influence de l'ambassadeur et la portée de ce qu'il avait transmis au nom de M. Winston Churchill ou de Lord Halifax.

Peut-être un jour connaîtra-t-on par quelque *Livre Bleu* ou par quelque rapport les détails des démarches et des conversations de Sir Ronald Campbell au cours de son ambassade en France ; je suis sûr qu'ils révéleront en lui un grand ambassadeur, un grand Anglais et un grand ami de la France.

Il a dû beaucoup souffrir à Bordeaux, où la cabale défaitiste de la présidence du Conseil, du Cabinet, des Affaires Étrangères et des politiciens ne se soucia plus de voiler son hostilité à l'Angleterre. Elle alla même jusqu'à des impolitesse et à des brimades. Je n'en note qu'une seule parce que dès le soir du 14 j'eus à la connaître. On n'avait rien trouvé de mieux que d'assigner comme résidence à l'ambassadeur un château distant de Bordeaux d'une cinquantaine de kilomètres et où il n'y avait même pas le téléphone. On ne pouvait être plus inélégant à l'égard d'un homme que les circonstances forçaient à une navette continue entre la présidence, le ministère des Affaires Étrangères et son domicile. M. Mandel, prévenu, y mit bon ordre.

La journée du 15 se termine sans solution. Mais il est hors de contestation que les « *capitulards* » ont gagné un terrain appréciable.

Le stratagème de Camille Chautemps a produit son effet. [313] Reynaud est de plus en plus cerné, et le maréchal de plus en plus dopé pour qu'on en finisse. M. Mandel a certes rétorqué les arguties de son collègue, il a audacieusement pris l'offensive en renouvelant sa suggestion de la veille : Le général en chef peut capituler, mais non le gouvernement. Celui-ci n'a qu'un devoir, qui est de ne pas abandonner la lutte.

S'il ne peut pas la continuer dans la métropole, il doit tenir l'engagement qu'il a pris dans le message à M. Roosevelt :

*« Nous nous enfermerons dans une de nos provinces, et, si nous en sommes chassés, nous irons en Afrique du Nord, et, au besoin, dans nos possessions en Amérique. »*

Quelques-uns des ministres ricanent en l'entendant. Ils sont déjà sûrs d'être les plus nombreux. Les habiles se font bénins. Ils protestent de leurs bonnes intentions à l'égard de l'Angleterre. Ils jurent sur leur conscience qu'ils ne veulent pas renier leur signature, mais que si le gouvernement britannique consent à les en délier, ils se borneront à l'énoncé des conditions de paix. Si elles sont contraires à leur honneur, bien sûr, ils les repousseront du pied, et ils partiront pour l'Afrique du Nord.

Mais déjà le maréchal tranche que lui ne quittera jamais le sol purement français. On est vaincu, il n'y a qu'à s'incliner. M. Prouvost, que M. Paul Reynaud a introduit comme ministre de l'Information dans le remaniement du 6 juin opéré pour renforcer le Cabinet dans le sens de la guerre à outrance, se range derrière Pétain. Est-ce que, comme d'autres propriétaires de journaux, qui sont des industriels avant tout, il est influencé par la perspective de l'arrêt de son entreprise commerciale, tandis que si l'on demande l'armistice elle pourra continuer, redevenir florissante ou à peu près normale ?

M. Mandel crosse de ses traits acérés ces hommes qui sont devenus ministres pour faire la guerre et qui implorent la paix à genoux.

Il leur annonce que des conditions épouvantables leur seront imposées, qu'ils se déshonoreront pour rien.

M. Paul Reynaud lui-même, qui vient pourtant de déclarer à un diplomate étranger que le départ pour l'Afrique est virtuellement décidé,

se prête à la suggestion de M. Chautemps et accepte de la soumettre au gouvernement anglais.

[314]

Telle est, entre autres, une des agréables communications que Sir Ronald Campbell reçoit et doit transmettre.

La nouvelle, qui en fuse dans quelques groupes au cours de cette nuit qui a l'air d'une veillée funèbre, inquiète les uns et réjouit les autres.

Treize voix pour la capitulation, neuf contre, me prédit un homme qui sait faire les pointages, à moins que...

Que veut dire cet « à moins que » ?

M. Albert Lebrun pourrait se rappeler qu'il est le chef de l'État et dire :

« Je ne veux pas que mon nom soit déshonoré ! Je vais envoyer un message au pays. »

MM. Jeanneney et Herriot pourraient se mettre en travers et dire :

« Vous n'avez pas le droit de commettre ce crime contre la patrie sans l'autorisation des Chambres. Convoquez-les sans délai. Sinon nous démissionnons et en appelons à la nation ! »

M. Paul Reynaud, président du Conseil, au lieu de se prêter à ces interminables discussions dans de sempiternels Conseils, au lieu de plaider et de conférencier, pourrait jeter dans un dernier débat le poids de son autorité de chef du gouvernement et dicter la loi de l'honneur :

« Je suis chef du gouvernement, je suis d'accord avec les présidents du Sénat et de la Chambre. Messieurs, je vous prie de me remettre votre démission. »

Ensuite ? Ensuite grouper dans un nouveau gouvernement restreint quelques personnes résolues, nommer un autre généralissime pour organiser une vraie résistance, pendant laquelle, si on n'arrivait pas à transformer une des provinces en citadelle, on pourrait au moins renouveler le miracle de Dunkerque, et évacuer sur l'Afrique du Nord et sur l'Angleterre des centaines de mille hommes qui, après repos et regroupement, deviendraient la future armée de choc du retour triomphal.

Mais cela, ce n'était ni un discours à lire, ni un slogan à lancer, c'était vouloir et agir.

Si l'on n'a pas *voulu* et si l'on n'a pas agi, serait-il donc vrai, comme quelqu'un l'a prétendu, que le « jusqu'au-boutisme » [315] de Paul Reynaud n'était plus, depuis la fin de mai, qu'un masque ?

Je ne lui ferai pas l'injure de le croire. Mais nous allons voir, selon le mot d'un génie littéraire qui avait projeté sur le cœur des hommes son coup d'œil d'aigle, comment « La faiblesse n'a pas besoin de secours pour l'aider à tomber ».

[316]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XXXI

---

### LE DÉNOUEMENT DE LA TRAGÉDIE

*Journée lugubre — Le maréchal Pétain décide de brusquer la capitulation — Sensationnelle proposition par M. Winston Churchill d'union entre la Grande-Bretagne et la France — Le général de Gaulle téléphone de Londres à M. Paul Reynaud — Soirée trouble — La capitulation est votée par le Conseil des ministres — M. Paul Reynaud démissionne — Le maréchal Pétain forme le nouveau gouvernement.*

[Retour à la table des matières](#)

La tragédie approche de son terme. Les péripéties qui l'ont nouée l'ont de degré en degré portée à son point culminant. Les paroles, les attitudes, les actes ont dessiné les caractères des personnages dans leurs rôles respectifs, principaux ou secondaires.

Presque tous les types essentiels de l'humanité y sont apparus avec leur noblesse et leurs faiblesses, leur grandeur et leur déchéance, leurs vertus et leurs tares, leurs ambitions et leurs petitesse, leurs intérêts, depuis les plus hauts comme les plus vils, les maîtres et les valets, toutes les faces de traîtres, les grands et les petits intrigants, et toutes les catégories de médiocres, sans qu'y manque la femme tristement fatale. Les chefs seront-ils inférieurs à leur destin, les héros seront-ils impuissants ? La conjuration, favorisée par la trahison, aidée par l'intrigue, renoncera-t-elle à consommer son forfait ? Les spectateurs sont

haletants dans l'attente du dénouement, qui ne peut plus tarder. Le personnage qui est le centre de toute l'action n'est pas venu jusqu'au bord de la scène, mais il est à la fois invisible et présent. C'est en son nom que les uns comme les autres parlent et agissent, ou prétendent agir ; sera-t-elle — car ce personnage est une reine — spoliée, souillée et assassinée ? Ou, déjà presque inanimée, sera-t-elle ravie à ses bourreaux pour être sauvée ? Eschyle, Shakespeare, Corneille n'ont jamais dans leur imagination construit [317] une tragédie aussi cruellement déchirante que celle où ma patrie, magnifique et malheureuse, agonise.

La foule, dont la masse encombre les rues et les places autour de la Préfecture de Bordeaux, tient lieu des chœurs antiques ; mais la rumeur sourde qui d'elle monte vers l'espace est moins bruyante que plaintive ; les passions de parti n'abdiquent pas, mais elles ont comme honte de s'entendre elles-mêmes, elles chuchotent plus qu'elles ne parlent.

Une angoisse de mort plane sur les êtres ; leur esprit est possédé par la solennité lugubre des événements ; ils ont, en marchant, l'air d'automates, soit que leur méditation les penche, les yeux fixés au sol, soit que, la tête levée vers le ciel, ils semblent y chercher quelque étoile.

Jamais peut-être le vers shakespearien ne fut plus vrai :

« *Hormis ce qui n'a pas conscience on n'y voit personne sourire.* »

Quand j'évoque cette matinée-là, cet après-midi du 16 septembre, j'en éprouve, malgré que plus de trois mois se soient écoulés, le même frisson qui me glaça les tempes.

Dans l'ombre des palais se poursuivait le déroulement inévitable des choses.

Ce qu'on apprenait de la réponse de M. Roosevelt au message de M. Paul Reynaud aurait, en toute autre ambiance, été considéré, sinon comme un engagement, du moins comme un bienfait ; elle n'apportait pas ce que M. Roosevelt ne pouvait pas donner : une déclaration de guerre des États-Unis à l'Allemagne, mais elle était un puissant réconfort, un encouragement, une promesse, sa substance interne avait plus de force que les mots ; elle aurait été un élément d'espérance et elle aurait dû galvaniser l'énergie du gouvernement français si M. Paul Reynaud ne s'était pas laissé enfermer par le ou les rédacteurs de son message et s'il ne s'était pas lié, de quelque manière, vis-à-vis de son

Conseil des ministres en admettant que son appel à M. Roosevelt constituait sa dernière cartouche.

Aussi on a beau jeu autour de lui pour conclure : Vous n'avez rien à vous reprocher, vous avez tout épuisé, votre conscience peut être tranquille, il n'y a qu'à se rendre. Influencé, terrorisé, M. Paul Reynaud n'utilise pas à leur plein rendement les sujets de confiance qui lui sont apportés d'outre-Atlantique, [318] et il fait savoir à M. Winston Churchill que la réponse de M. Roosevelt n'est pas satisfaisante, et qu'il requiert décharge pour la France des obligations fixées par la déclaration du 28 mars.

De son côté le maréchal, après avoir eu le cerveau suffisamment martelé par M. Laval ou par un de ses émissaires, par M. Baudouin, par le général Weygand, peut-être par M. Georges Bonnet, qui est arrivé à la rescousse, décide de brusquer la décision, au Conseil de l'après-midi. Il sera chef du gouvernement le soir. M. Lebrun est consentant, il prendra, lui aussi, le maréchal comme *couverture*. Elle ne le couvrira pas longtemps.

Le maréchal, qui est d'ores et déjà résolu à l'armistice, fait sonder l'ambassadeur d'Espagne pour, la transmission, par le gouvernement de Madrid, aux gouvernements allemand et italien, de la sollicitation française.

M. Lequeriqua ne manquera pas, selon les usages internationaux, mais avec une particulière courtoisie, d'accorder ses bons offices au gouvernement du maréchal Pétain.

Dans la même matinée le Cabinet britannique s'est réuni, il a pris connaissance du message de M. Reynaud et des dépêches de Sir Ronald Campbell.

Reportons-nous au discours de M. Winston Churchill, le 25 juin, à la Chambre des Communes, et au passage où il résume la réponse qu'il a envoyée à M. Paul Reynaud par l'intermédiaire de Sir Ronald Campbell :

« Le 16 juin, je reçois un message de M. Reynaud, qui s'était transporté à Bordeaux, où il m'informait que la réponse américaine n'était pas satisfaisante, et où il sollicitait que la France fût déliée des obligations de l'accord anglo-français. Le Cabinet fut immédiatement réuni

et nous envoyâmes un message dont je ne donne pas le texte exact, mais la substance.

Des négociations séparées, soit pour l'armistice soit pour la paix, dépendent d'un accord conclu avec la République française et non avec une administration particulière ou un homme d'État français ; elles impliquent dans ce cas l'honneur de la France. Cependant — et ceci a eu égard à ce que la France a déjà souffert et à la pression évidente des forces ennemies — le gouvernement de sa Majesté donnerait son consentement à [319] ce que le gouvernement français demandât quelles conditions d'armistice lui seraient faites, si la flotte française était dépêchée dans les ports britanniques et y restait tout le temps que les négociations dureraient. Il était ainsi clairement indiqué que le gouvernement de sa Majesté était résolu à continuer la guerre et à se dégager de toute compromission avec la requête d'un armistice.

Le même soir, le 16, quand je me préparais à aller voir M. Reynaud, sur son invitation, et qu'en fait j'étais déjà dans le train, je reçus la nouvelle qu'il avait été renversé et qu'un nouveau gouvernement sous la présidence du maréchal Pétain avait été formé, avec pour objet principal de demander à l'Allemagne un armistice.

En ces circonstances, naturellement, nous fîmes tout ce qui était en notre pouvoir pour nous assurer, par des accords appropriés, la disposition de la flotte française. »

Ce n'est pas tout et voici l'essentiel.

Le Premier ministre a une longue conférence avec le général de Gaulle, envoyé en mission par M. Paul Reynaud.

Il recherche avec lui et avec quelques-uns de ses collaborateurs une formule qui sauve la France et l'alliance. Ils la trouvent. Le Premier ministre la soumet dans la soirée au Cabinet, auquel, pour la première fois peut-être, un ambassadeur étranger assiste, en l'espèce, M. Corbin. M. Winston Churchill tient en effet à mettre en lumière que l'offre qui sera faite à la France ne l'est pas avec une arrière-pensée de l'amoindrir, mais :

« Avec l'objet d'assister la France et de la soutenir au maximum à travers les heures de détresse qu'elle traversait et aussi avec l'espoir d'encourager le gouvernement français à continuer la résistance. »

Je tiens à la reproduire tout entière :



« À ce moment, le plus décisif de l'histoire du monde moderne, le gouvernement du Royaume-Uni et la République française font cette déclaration d'union indissoluble et d'inflexible résolution dans leur commune défense de la justice et de la liberté contre l'assujettissement à un système qui réduit l'humanité à une vie d'esclaves.

Les deux gouvernements déclarent que la France et la Grande-Bretagne ne constitueront pas plus longtemps deux nations, mais [320] une union franco-britannique. La formation de l'union pourvoira à des organismes jumelés de défense et de politique étrangère, financière et économique.

Tous les citoyens français bénéficieront immédiatement de la nationalité britannique, tout sujet britannique deviendra un citoyen français.

Les deux pays partageront la responsabilité des réparations des dommages de la guerre où que ce soit sur leur territoire, et les ressources de l'un et de l'autre seront également appliquées à cet objet.

Durant la guerre il n'y aura qu'un seul Cabinet de Guerre et toutes les forces de la Grande-Bretagne et de la France, sur terre, sur mer et dans les airs, seront placées sous sa direction. Il gouvernera d'où cela sera possible. Les deux parlements seront étroitement associés.

Les nations de l'Empire britannique sont prêtes à former de nouvelles armées. La France maintiendra ses forces disponibles sur le champ de bataille, sur mer et dans les airs.

L'Union fait appel aux États-Unis pour fortifier les ressources économiques des Alliés et pour apporter à la cause commune sa puissante aide matérielle. L'Union concentrera sa totale énergie contre la puissance de l'ennemi n'importe où la bataille puisse être engagée. Et ainsi nous vaincrons. »

Jamais peut-être dans l'histoire un pareil effort d'union entre deux peuples n'a été tenté. Avec une vision grandiose de leurs intérêts communs, M. Winston Churchill s'élevait dans un splendide élan intellectuel et sentimental au-dessus des préjugés, des mesquineries, des particularismes, et traçait la voie aux grandes associations de nations qui seules peuvent autoriser l'espoir d'une future Société des Nations.

Le temps presse. Muni du précieux papier, le général de Gaulle fait appeler M. Paul Reynaud au téléphone.

Le président du Conseil français était très abattu. Quand la sonnerie retentit, il recevait Sir Ronald Campbell, qui, lui-même, quelques

instants plus tard, recevra le texte officiel, le remettra à M. Paul Reynaud et ne manquera pas de le commenter avec toute la sobriété et toute la netteté de son langage habituel.

Le général de Gaulle lui lit le texte d'union adopté par le Cabinet de Londres ; il lui développe les raisons qui ont déterminé le Premier Britannique, il insiste sur la valeur exceptionnelle, unique, de l'engagement pris par la Grande-Bretagne [321] pour le présent et pour l'avenir ; peu à peu l'espoir renaît sur le visage de M. Paul Reynaud. Il va se rendre au Conseil, où l'on ne s'attend pas à ce coup de théâtre ; il a repris pendant quelques instants une telle confiance qu'il fait demander à M. Winston Churchill de venir à Bordeaux le plus tôt possible.

Des bruits courent bientôt, différents, mais non pas contradictoires :

« Churchill arrive !

– Reynaud va voir Churchill à Saint-Nazaire. »

Une lueur descend du ciel ? Non ! Cela est vain.

M. Reynaud n'a-t-il pas su faire valoir devant le Conseil l'instimable proposition du gouvernement britannique, ou a-t-il été influencé par la réaction des ennemis de l'Angleterre, qui ont soufflé au maréchal Pétain cette ridicule interruption : « Ils veulent faire de la France un dominion ! » ?

Était-il trop harassé, épuisé, usé par la lutte incessante qu'il menait depuis des mois contre les événements, contre ses collègues, contre les siens... ?

Et l'invraisemblable arrivera.

Messieurs les ministres ne discuteront pour ainsi dire pas un texte qui aurait mérité, ou une acceptation d'acclamation, ou un minutieux examen. Non ! Rien !

« En voilà assez ! il faut conclure ! » dira le maréchal. Le vote : 13 contre 9, comme on m'avait prédit la veille, ou 14 contre 10, comme la nouvelle en sera transmise de bouche en bouche à partir de 10 heures du soir.

Sur le coup de 8 heures et demie du soir, en me rendant avec des amis au restaurant, une voiture tourne au coin d'une rue, me forçant à stopper pour ne pas être écrasé. Je lève les yeux. Qui aperçois-je ? Hélène de Portes, la figure conquérante.

C'est ce que les anciens appelaient des présages. Je me dis : elle a l'air confiante, c'est mauvais pour la France.

Au restaurant, tout à côté de notre table, une face réjouie d'homme qui amusait ses hôtes ... M. Pomaret !

M. Pomaret, l'homme qui adore les coups de pied au bas du dos, radieux ! Indice fâcheux. Un ami vient à moi :

[322]

« Ce doit être fini », me dit-il ; « des Anglais de la colonie britannique ont été avisés d'avoir à s'inscrire au consulat pour le départ ».

Je cours à la Préfecture. Il y a quelque chose de changé. De singuliers gardiens en défendent l'entrée, exigent brutalement les papiers, portent une lumière électrique sur les visages, questionnent vulgairement :

« M. Mandel ! il n'est plus ministre, votre Mandel. »

Ce sont les sbires de M. Marquet, maire de Bordeaux, qui ont pris position devant la Préfecture. M. Marquet est en posture d'être nommé ministre de l'Intérieur et il prend ses précautions pour prévenir un imaginaire coup de force de M. Mandel.

Je force le barrage. Une cohue difficile à traverser emplit les halls et antichambres du premier étage ; de groupe à groupe des voix crient des noms, des nouvelles, comme dans le tohu-bohu des crises du temps de paix. Il s'agit bien de la France ! Il s'agit de savoir qui sera ministre.

*Être ou ne pas être ministre ! Malheur !*

Voilà de quoi, O ma France, tu meurs !

À la volée, les indications sont jetées.

« Pétain, Président. Laval, ministre des Affaires Étrangères.

– Non ! Baudouin garde le Quai.

– Mais non, j'ai vu Laval, il était sûr d'avoir les Affaires Étrangères.

– Il ne les a plus. Pétain les avait promises à Baudouin.

– Baudouin reste malgré le départ de Reynaud ?

– D'où sortez-vous pour être si en retard ? Baudouin a voté contre Reynaud.

– Et Laval ?

– La Justice avec la Vice-Présidence.

– Alors Chautemps saute ?

– Mais non, il reste, mais je ne sais où, on le casera, il l’a bien gagné ! »

Un jeune passe et lance :

« – Weygand, ministre de la Guerre, Darlan, ministre de la Marine ...

– Darlan ! dit le naïf, ce n’est pas possible. Son voisin lui hurle dans les oreilles.

[323]

– Pas possible ! Vous avez vu, vous, quelqu’un refuser d’être ministre ? Plutôt dans la boue des trottoirs, ils iraient tous le chercher, leur portefeuille. Un portefeuille, mon ami, apprenez ça d’un vieux, n’est jamais sale. Demandez plutôt à Pomaret qui reste ministre du Travail, à Marquet qui devient ministre de l’Intérieur et dont le premier soin, quand ça sera à l’Officiel, sera de faire arrêter son vieil ennemi Mandel : vous n’avez pas vu à la porte ses “nervis” ? »

À force de coups de coudes j’arrive enfin au cabinet de M. Mandel, où quelques amis sont réunis, et où d’autres défilent pour le féliciter de la bataille désespérée qu’il a livrée.

Mais c’est déjà du passé mort. C’est le lendemain qui importe. Que va faire ce nouveau ministère ?

Il est créé pour demander à l’ennemi ses conditions de paix.

« S’ils s’imaginent qu’elles seront douces, opine quelqu’un, ils se font des illusions.

– Elles seront tellement dures qu’ils doivent s’effondrer, déclare M. Mandel.

– Mon cher ministre, je ne partage pas, lui dis-je, la confiance relative dont vous les faites bénéficier. Ils sont pris dans l’engrenage, ils n’en sortiront pas, le voulussent-ils, mais ils ne le voudront même pas.

– Quand ils auront à mettre leur nom au bas de clauses infamantes, ils auront peut-être un sursaut de patriotisme outragé, ils auront peut-être peur de l’opinion.

– Je ne le crois pas, mais les Allemands ne leur en fourniront probablement pas l’occasion ; ils ajourneront le dictât des conditions de paix à la fin de la guerre avec l’Angleterre et leur donneront deux heures pour adhérer à celles de l’armistice.

– C’est possible... On a deux ou trois jours pour voir venir. »

On m’a assuré, mais longtemps après le 16 juin, que M. Paul Reynaud avait formulé les mêmes précisions que M. Mandel.

« C’est, a insisté près de moi un de ses amis personnels, en lui faisant miroiter la perspective d’un retour triomphal de la résistance qu’on avait réussi à lui faire passer la main. »

Je n’ai pas pu me faire une opinion *de visu* de l’état moral et physique de M. Paul Reynaud le soir du 16 juin, [324] mais ce qui m’en a été décrit, le jour même, était conforme à l’opinion qu’ensuite le général de Gaulle a exprimée en me parlant à moi-même, à savoir que le président du Conseil, à bout de nerfs, les ressorts brisés, avait dû éprouver comme une délivrance, celle du soldat qui, blessé, vidé, à moitié mort, se jette sur le talus et s’endort... ou meurt. C’est une pensée analogue que le général de Gaulle a rendue quand, dans une lettre publique où il a tenu à rendre hommage au courage et à la lucidité de son ancien chef, il l’a comparé au nageur que ses forces trahissent au moment d’aborder au rivage.

Au sortir de la préfecture, la rue présente le même aspect trouble qu’à mon arrivée, avec de drôles de têtes qui longent les murs et dévisagent le passant, comme certains soirs de grève ensanglantée ou d’assassinat, quand la police enquête.

Un ami m’accompagne jusqu’à l’hôtel Monré où l’ambassadeur d’Angleterre, Sir Ronald Campbell, travaillera toute la nuit avec M. Oliver Harvey et avec son état-major.

Au terme de cette affreuse journée et au commencement de la suivante, qui ne peut pas être meilleure, au milieu de la catastrophe qui nous enveloppe, je m’imagine qu’il pourrait rugir, comme lorsque Othello croit à la trahison de Desdemone :

*« Il me semble qu'il devrait y avoir à présent une éclipse de soleil et de lune. »*

Mon compagnon et moi osons à peine ouvrir les lèvres. Le son de nos voix nous fait peur tant l'air est lourd de malheur.

Le rideau est tombé sur la tragédie. La trahison a vaincu.

Aux bourreaux, la victime, la France, sera livrée pour être ensevelie vivante dans la boue de la honte.

Est-ce qu'en effet, murmuré-je, nous devrions jamais revoir le soleil ?

[325]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## Chapitre XXXII

---

### ADIEU !

*La gloire de M. Pomaret — Allégresse indécente — Une injustice à l'égard de M. Georges Bonnet — Dernier entretien avec Georges Mandel — Pourquoi je quitterai la France — M. Baudouin rassure l'ambassadeur de Grande-Bretagne sur le sort de la flotte française — La demande d'armistice est envoyée — Le maréchal Pétain annonce à la radio la capitulation — Souvenirs du général Debeney — On entonne la Marseillaise : « Le jour de gloire » — Arrestation de M. Mandel — Le maréchal Pétain lui fait des excuses — Adieu, Mandel ! Adieu, ma Patrie ! — Départ.*

[Retour à la table des matières](#)

17 Juin. Le gouvernement du maréchal Pétain est définitivement constitué. M. Laval et M. Marquet n'en sont plus. M. Laval exigeait les Affaires Étrangères. M. Baudouin les revendiquait. On les lui avait promises. Il les méritait bien pour ce qu'il y avait déjà fait et pour ce qu'il voulait faire. M. Laval a fait claquer la porte et emmené avec lui son Marquet. Ils ne tarderont pas à revenir, plus forts et plus exigeants, le premier du moins. M. Pomaret y gagne une ascension imprévue, gage, pense-t-il, de cimes encore plus hautes : elle ne sera que provisoire. Il devient ministre de l'Intérieur, il s'en gonflera en répétant glorieusement :

« J'ai été souvent en Allemagne, j'ai été très bien reçu par Goering et Goebbels ! Il faut bien maintenant qu'il y ait au gouvernement des gens qui les connaissent. »

Le pauvre homme pensait que c'était un titre. Mais maintenant MM. Goering et Goebbels ne se soucient pas d'avoir déjeuné et dîné avec leurs esclaves et dansé avec leurs femmes. Pour siffler des valets, ils n'ont pas besoin de souvenirs de camaraderie.

Les éléments paraissent s'être mis à l'unisson des événements. Une pluie diluvienne dissipe les groupements. Les consulats d'Espagne et de Portugal, les bureaux de passeports [326] sont envahis, car nombreux sont ceux qui, pour des raisons diverses, veulent quitter la France. Le consulat britannique organise l'évacuation de ses ressortissants. L'ambassade attendra la signature de l'armistice. Les halls d'hôtels sont transformés en clubs. À la physionomie des êtres on découvre leurs âmes. La tristesse concentrée des uns s'oppose à l'allégresse à peine retenue des autres. Certains ministres, leurs femmes et leur clientèle sont particulièrement indécents ; autour d'eux on s'agite, on plastronne comme si l'on venait de remporter une victoire. Que je suis injuste ! C'en est bien une en effet puisque c'est la leur. Vous dites que ce n'est pas celle de la pauvre France ? Qu'est-ce que c'est que cette plaisanterie ? La France ne doit-elle pas être heureuse puisqu'ils le sont ? Et d'abord qu'est-ce que la France, si ce n'est eux ? Et rien qu'eux ! Ils le font bien voir à qui ils croient pouvoir le montrer sans dommage ! C'est dans des périodes comme celle-là que remonte à la surface la vilénie des âmes basses. Villeroy, raconte Saint-Simon, si je me souviens bien, avait l'habitude de dire, en maître courtisan qu'il était :

« Quand un ministre arrive en faveur, tenez-lui le pot de chambre ; quand il est sur le point de tomber, videz-le-lui sur la tête. »

Il y avait beaucoup de Villeroy dans Bordeaux les 16 et 17 juin derniers, et de sous-Villeroy, et d'encore moins que des sous-Villeroy.

Je pourrais citer quelques anecdotes, donner des noms, marquer au fer rouge des visages, même de femmes, même d'amis. Ah ! les amis ! les amis ! Tous ceux que la peur avaient habités depuis des mois redressaient enfin leur taille et se permettaient de toiser les pseudo-responsables de la guerre, nouveaux suspects que l'on avait l'intention de prendre comme boucs émissaires ; tous ceux qui tremblaient encore la



veille pour leurs châteaux et pour leurs coffres-forts respiraient. « Les Allemands ne leur prendraient pas tout », osaient-ils dire, tandis que cette « maudite guerre » les aurait complètement ruinés. Des noms ? À quoi bon ? Tous les défaitistes, des plus grands aux plus petits, tout « le fort parti » — on se rappelle le mot de M. Georges Bonnet à M. Sumner Welles ! — sont là. N'étaient-ils donc pas là hier, et avant-hier, et encore auparavant ? Assurément si ! Mais alors l'ombre était [327] plus propice à leur santé et à leurs manigances ; maintenant ils s'étalent et bombent le torse ; encore quelques heures et ils ne supporteront plus qu'eux-mêmes sur le haut du trottoir.

M. Georges Bonnet lui-même est présent. Toute l'activité dont il est capable il la déploie sans arrêt, mais non sans acrimonie, car on a commis une injustice à son égard : il n'est pas ministre. Il n'est pas content et il a raison. De ce ministère-là, il avait le droit d'être. Il aurait su capituler tout aussi bien que Pétain, que Baudouin et que n'importe quel autre. Peut-être même mieux, après tout ! Pauvre « Georges » ! Encore une occasion perdue pour avoir trop joué sur les deux tableaux. Lui, qui est chasseur, il a oublié le proverbe : Il ne faut pas courir deux lièvres à la fois.

C'est très fort que de préparer deux dossiers :

- 1. Le dossier qui démontre que l'on est anti-anglais, pro-italien, pro-allemand, et que si on l'avait écouté la guerre aurait été évitée, etc. etc.
- 2. Le dossier qui démontre que l'on a été très correct, pro-britannique, intransigeant sur les devoirs de la France, et que les reproches de Ribbentrop sont un tissu de mensonges, etc. etc.

Oui, c'est très bien et très fort, mais à moins d'une invraisemblable chance on manque les deux lièvres.

Les spectacles auxquels j'assistais sans m'y arrêter, m'auraient confirmé, si mon courage avait le moins du monde fléchi, dans la résolution inébranlable que j'avais prise au cours de la nuit du 12 au 13 : plutôt l'exil que la plus petite part dans la félonie et dans la capitulation ! L'heure sonnait pour moi d'être fidèle à ce que j'avais défendu et à ce

que j'avais résolu. Je n'eus pas de mérite à m'y condamner et à m'exécuter, mais je ne cacherais pas la douleur que j'en eus et que j'en garde.

Avant de partir j'allai dire adieu à l'homme qui, durant ces dix mois de guerre, n'avait cessé d'être un Français pur et sans tache et un homme d'État clairvoyant et intrépide. De tous les hommes politiques français il a été — on a pu, de récit en récit, s'en rendre compte — celui qui eut au plus haut degré l'esprit de guerre. Il est le seul qui dans cette effroyable tourmente ait été net, sûr, droit et toujours tendu vers le but de gagner la guerre, le seul qui n'ait jamais perdu son [328] inaltérable sang-froid. Pendant les jours et les nuits dont nous venons de revivre les heures angoissées, il n'a ni failli ni faibli à aucun moment. Il a été le supporter vigilant de M. Paul Reynaud, il l'a même plus d'une fois porté, comme on dit, à bout de bras, réveillé, averti, encouragé, conseillé, secoué, rappelé à la raison et au devoir ; il a tenu tête à Weygand, essayé de détromper le maréchal, déjoué souvent Baudouin, contrecarré Chautemps ; à ceux qui l'oubliaient il rappelait l'existence d'un empire français à Alger, à Tunis, au Maroc, au cœur de l'Afrique, à Hanoï et à Saïgon, en Syrie..., épars à travers le globe, côte à côte avec celui d'une Angleterre qui, fût-elle seule, ne se mettrait pas à genoux et qui concentrerait toutes les forces de la Grande-Bretagne et des Dominions pour faire face au fléau.

Aux cœurs mous il disait :

« Vous vous imaginez qu'en capitulant vous dormirez tranquilles et reprendrez le traintrain d'une vie commode ; mais la guerre continuera au-dessus de vos têtes puisque l'Allemand et l'Italien se serviront de nos ports, de nos usines et de notre territoire contre l'Angleterre ; elle recommencera un jour sur notre sol même, quoi que vous fassiez et veuillez. Vous croyez, à vous rendre, gagner le repos, vous ne récolterez que le mépris du monde et finalement le vôtre même. »

Nous étions tellement d'accord, Mandel et moi, et depuis si longtemps, que nous n'avions pas à nous livrer à de longs commentaires. Je lui annonçai mon départ. Rester en France ? Je ne pourrais plus combattre l'Allemagne, l'hitlérisme et tout ce qu'ils représentent ; je n'y pourrais plus défendre la fidélité à une alliance dont j'ai été le protagoniste ; je n'aurais plus de tribune. *Le Petit Parisien* s'était, dès le matin même, couché aux pieds de Pétain et je savais, de l'aveu de son propriétaire, que la neutralité même lui serait presque impossible vis-à-vis

de l'Allemagne. Au moins, avec les Britanniques, je pourrais partager leur peine et leur combat.

Georges Mandel aurait souhaité que j'attendisse quelques jours. Il nourrissait, ce fut sa seule erreur, l'illusion que le nouveau gouvernement ne pourrait pas tenir en face de l'énormité supposable des conditions allemandes ; il me l'avait exprimé au cours de la nuit précédente et il me l'exprima de [329] nouveau dans notre dernier tête-à-tête. Un incident devait, quelques heures plus tard, l'affermir dans son opinion ; je ne la partageais pas, mais je souhaitais qu'elle fût juste et qu'un autre gouvernement, entraînant avec lui la flotte et l'armée de l'air, prît les rênes de la résistance à outrance de l'empire français.

« Si vous ne vous trompez pas, lui dis-je, je vous rejoindrai où vous serez », et nous nous embrassâmes.

Dès le premier matin M. Baudouin est au four, si je puis m'exprimer ainsi. À Londres, M. Winston Churchill est en face d'une situation nouvelle, quoique déjà envisagée. Au soir du 16, il était dans le train et allait partir pour l'aérodrome d'où il devait s'envoler afin de répondre à l'appel de M. Reynaud, quand on vint lui annoncer la démission soudaine du président du Conseil français. Mais si M. Reynaud a disparu, le problème pour le gouvernement britannique reste le même : si l'armistice demandé par le gouvernement français est conclu, que deviendra la flotte française ?

« En ces circonstances, dira M. Winston Churchill à la Chambre des Communes dans son speech historique du 25 juin, nous fîmes naturellement tout ce qui était en notre pouvoir pour nous assurer par des arrangements appropriés la disposition de la flotte française. »

M. Baudouin donne à Sir Ronald Campbell toutes les promesses dont la besace d'un fourbe peut être pleine. La Grande-Bretagne pouvait être rassurée, jamais l'Allemagne et l'Italie ne pourront disposer même d'un canot de pêche. Darlan s'en portait garant ! Jusqu'à la dernière minute, jusqu'à la dernière seconde, jusqu'à la seconde où les plénipotentiaires du maréchal apposeront leurs signatures au bas d'une humiliante capitulation, M. Baudouin affirmera, non seulement à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, mais à beaucoup d'autres représentants

étrangers, notamment à M. Zaleski, ministre des Affaires Étrangères de Pologne, que le Cabinet Pétain continue le Cabinet Reynaud et que, si les conditions d'Hitler ne sont pas acceptables, le gouvernement français s'embarquera pour l'Afrique du Nord. Il n'en pensait pas un traître mot, mais il entendait endormir la vigilance de ses interlocuteurs [330] et les mettre brusquement en face du fait accompli. Il le redira plus tard à Lord Lloyd, chef du *Colonial Office*, et à M. Alexander, Premier Lord de l'Amirauté, envoyés le 19 à Bordeaux pour prendre contact avec les nouveaux ministres français. Plus il mentait plus il avait mine de dire la vérité, au point que l'on s'y laissait prendre parfois, tant il mettait de passion dans son mensonge. Où ce sera le pire ce sera quand il poussera l'impudence jusqu'à affirmer à la radio :

« Nous sommes prêts à déposer les armes si nous pouvons obtenir une paix honorable, mais nous ne serons jamais prêts à accepter des conditions déshonorantes qui signifieraient la fin de la liberté spirituelle pour notre pays. »

Quelle sinistre comédie ! Quelle formidable hypocrisie ! Le gouvernement français a sollicité d'être délié de son engagement de ne pas conclure de négociations séparées avec l'ennemi, en invoquant qu'il n'était pas en état de continuer la lutte, et voici que M. Baudouin fanfaronne : si les conditions sont déshonorantes nous continuerons la lutte ! Pense-t-il tromper les Allemands ? Assurément non ! Les Anglais ? Pas même ! Mais le malheureux peuple français qui ne comprend rien à ce qui arrive, oui !

Revenons en arrière. Le ministre des Affaires Étrangères mande M. Lequeriqua. Cet appel, aussitôt connu, à l'ambassadeur d'Espagne indique que la demande d'armistice va partir pour Berlin et pour Rome par l'intermédiaire du gouvernement espagnol, si elle n'est pas déjà partie, car, dès le milieu de la nuit, l'intervention de M. Lequeriqua a été sollicitée.

Le maréchal Pétain tiendra lui-même à l'annoncer par un discours radiodiffusé. Quelle tristesse que d'entendre cette voix, qui fut celle de la résistance acharnée de Verdun, « jusqu'à la mort ! », jérémiader la capitulation, plaider pour l'abdication, avec des mots d'honneur qui n'ont plus de sens à côté de ce qu'on veut leur faire envelopper, commander : « *Il faut cesser le combat* », et se croire quitte parce qu'il fait

cadeau de sa personne à son peuple ! Pitié ! Qu'a-t-on à faire de sa personne si elle apporte avec elle la déchéance !

À peine vient-il de dire : « *Il faut cesser le combat* » qu'il ajoute :

[331]

« Je fis appel la nuit dernière à l'adversaire afin de lui demander s'il était prêt à discuter avec moi, comme entre soldats, et dans l'honneur, les moyens de terminer les hostilités. »

Relus avec le recul des événements, ces mots, « comme entre soldats, et dans l'honneur, font frémir.

À ce degré, l'illusion prend un aspect de monstruosité. Le pauvre homme révèle sa totale inintelligence des hommes et des choses auxquels, pour le malheur de la France, une basse intrigue veut qu'il ait à faire face. « Comme entre soldats ! » Quels soldats ? Lui ? Bien sûr, mais l'autre ? Hitler ? Il n'en a donc rien appris !

Misère de la sénilité trompée ! il parle d'honneur, comme si l'ennemi avait d'autres soucis que de dépouiller la France de tout, mais d'abord de cela !

Et cet homme-là c'est le général de Verdun !

Ah ! Verdun ! Verdun ! Qu'en penseriez-vous, héros anonymes qui, de vos poitrines, puis de vos cadavres amoncelés les uns sur les autres, fîtes un rempart que le *Kronprinz* n'a pu démanteler ?

Qu'en pensez-vous, O valeureux général Debeney, qui me racontiez — rappelez-vous, c'était le 5 mars, pendant que nous admirions dans un admirable paysage de printemps le vaisseau de Notre-Dame à l'ancre sur la Seine — qui me racontiez, dis-je :

« Au moment de l'attaque de Verdun on m'envoie avec ma division. Nous arrivons le jour de la prise de Douaumont ; j'étudiais avec un de mes camarades le plan de campagne quand un ordre du jour de Joffre arrive : "Tenir coûte que coûte sur la rive droite de la Meuse ; tout chef qui donnera un ordre de retraite *passera en conseil de guerre*". Nous nous regardons et ensemble nous écrivons : "Alors, c'est le casse-gueule ! Allons-y !" *Nous nous sommes sentis commandés*, c'était ce qu'il fallait. »

« *Nous nous sommes sentis commandés !* » Ah ! la grande paroi ? Qui accuse terriblement Weygand !

Tandis que Pétain larmoie devant le micro, j'évoque mon Debeney disant : « *Nous nous sommes sentis commandés !* » Vous m'avez dit autre chose, mon général, ce jour-là ; vous avez fait [332] un éloge du maréchal Joffre, de son caractère, de sa maîtrise de soi, dont je n'ai compris toute la valeur que longtemps après, et vous avez ajouté ceci, dont je me souviens chaque fois que j'essaye de m'expliquer les défaillances du général Weygand :

« Pendant la guerre de 1914-1918 nous avons eu l'homme qu'il fallait à chaque moment. Si Foch avait été en 1914 à la place de Joffre il n'y aurait plus de France. Nous aurions été irrémédiablement battus, car il aurait foncé au lieu de battre en retraite. Par contre, en 1918, Joffre n'aurait pas valu Foch, dont le génie personnel et l'habileté à manier les hommes ont été décisifs. »

C'était en mars que vous parliez ; mai vous a donné tristement raison : nous n'avons pas eu Joffre.

Et vous, Paul Painlevé, tant calomnié, qui, pour vous défendre d'accusations grotesques, avez dû écrire un livre : *Comment j'ai nommé Foch et Pétain*, reconnaissez-vous votre généralissime de 1917 dans l'homme qui ânonna la défaite et la reddition ?

Pétain a terminé sa lamentable proclamation. Malheur ! Qu'entends-je ? On lui joue la Marseillaise !

« *Allons, enfants de la Patrie,  
Le jour de gloire est arrivé !* »

Quel est le sinistre personnage qui en a donné l'ordre ? Pétain lui-même ? Baudouin, qui nage dans l'ivresse de sa victoire ? Pomaret, qui en est bien capable ? Ou tout simplement M. Prouvost, qui est encore quelque chose comme commissaire de l'Information ? La Marseillaise ! Le jour de gloire ! La Marseillaise, quand ce serait un *De profundis* qui serait de circonstance !

Que l'on compare la lamentation du maréchal et les quelques phrases que M. Winston Churchill, dans la nuit suivante, lancera à tous les peuples de l'Empire britannique : d'un côté, la naïve vanité d'une gloire qui s'éteint, jointe à la plus pitoyable des explications ; de l'autre, l'énergie qui tend tous ses muscles pour une incommensurable grandeur, avec une tendresse désolée pour le peuple français tombé dans « *this terrible misfortune* ».

Lisons, relisons ces paroles qui assurent à elles seules, s'il n'y [333] en avait pas beaucoup d'autres, au nom de Winston Churchill une place dans tous les cœurs fiers :

« Les nouvelles de France sont très mauvaises et je suis affligé pour le vaillant peuple français à qui arrive ce terrible malheur. Rien n'altérera ni notre sentiment envers lui ni notre confiance que le génie de la France s'élèvera de nouveau.

Ce qui est arrivé à la France ne modifie ni la foi ni le but de la Grande-Bretagne. Nous sommes devenus les seuls champions maintenant en armes pour défendre la cause du monde. Nous ferons de notre mieux pour être dignes de cet extraordinaire honneur.

Nous défendrons notre île, et, avec l'Empire britannique autour de nous, nous combattrons jusqu'à ce que les hommes soient délivrés du fléau hitlérien. Nous sommes sûrs qu'à la fin tout sera bien. »

Pauvre, pauvre Pétain !

C'est quelques instants après sa triste audition que se situe l'incident dont la conclusion abusera Georges Mandel. Les conjurés, qui sentent par instants le sol trembler sous leurs pas, ont peur et, sous l'empire de la peur, ils arrachent du maréchal un ordre d'arrestation du ministre de l'Intérieur démissionnaire. Les circonstances dans lesquelles elle fut opérée sont connues, le récit en a été fait comme si c'était à moi-même, quelques heures plus tard, par l'ancien ministre, mais je n'en retiens que ce qui apporte une touche de plus au tableau de ces jours néfastes. M. Mandel était au restaurant du *Chapon fin* en train de déjeuner. Il venait peut-être d'entendre, lui aussi, comme moi, les attristantes paroles du maréchal, quand un officier vint lui ordonner de le suivre. Je passe sur les détails de l'affront public, des quelques heures passées dans l'attente, de la démarche de MM. Jeanneney et Herriot pour protester auprès du président de la République contre cet abus de pouvoir. Voici l'essentiel : le maréchal perçoit qu'on lui a suggéré une bêtise. Il veut la réparer, il plaide près de M. Mandel une regrettable erreur et lui annonce qu'il est libre. Cette manière trop simpliste de se dégager ne convient pas à M. Mandel, qui exige des excuses écrites. Le maréchal s'exécute ; il s'y reprend à deux fois pour écrire un texte qui satisfasse la légitime exigence de M. Mandel.

[334]

Ceci n'est encore que lamentable ; ce qui a plus d'importance c'est la leçon donnée au maréchal par le prisonnier, qui fait honte à l'homme de guerre de 1914-1918 de se laisser jouer, comme un pantin, par des gens qui utilisent son nom et son prestige pour leurs propres fins et aux dépens de la France agonisante.

Le maréchal se prenait la tête dans les mains, ne cachant pas son effarement. Un voile tombait. M. Mandel put croire que son arrestation de quelques heures avait été une action heureuse puisqu'elle lui avait permis d'éclairer le nouveau chef du gouvernement. Mais celui-ci allait être repris en main par la *Maffia* — et il n'avait plus le ressort cérébral capable d'y résister. J'ai montré comment, par une graduelle obsession, on avait convaincu le maréchal Pétain que la capitulation était, non seulement inévitable, mais nécessaire pour le salut de jeunes vies françaises et pour la régénération de la France ; on a pu voir avec quelle tenace habileté ses flatteurs intéressés avaient fini par le persuader qu'il était du métal dont on fait les grands chefs d'État. C'est une des plus grandes misères qu'il y ait à constater dans les malheurs de mon pays que la dégradation à laquelle un grand nom a été conduit.

Cher Mandel, vous venez de remporter une victoire qu'on vous fera payer. Pour tout autre que pour vous j'aurais scrupule de vous compromettre à tant vous rendre hommage, mais je sais que vous n'êtes pas de ceux qui renient leurs actes, leurs amitiés, même leurs pensées. On ne brise pas l'acier de votre volonté.

J'apprendrai plus tard qu'au Maroc vous avez forcé l'admiration de vos surveillants. Je sais que, face à vos juges, vous aurez moins souci de vous défendre que de requérir contre leurs maîtres, les assassins de la France.

Quand nous reverrons-nous et nous reverrons-nous jamais ?

Le *destroyer* britannique qui va me conduire au Verdon, d'où j'embarquerai sur un cargo pour quelque port des côtes anglaises, est amarré au quai des Chartrons.

Sous les trombes de pluie se hâtent les retardataires, fonctionnaires, commerçants, nurses de la colonie, avec les indispensables bagages ramassés au petit bonheur dans la précipitation [335] du départ et jetés à la volée sur le pont ; tohu-bohu et mélancolie traditionnels des embarquements, avec quelque chose d'inexprimable, la sensation d'une



rupture, d'une fin. Déjà dans l'ordinaire de la vie, partir c'est mourir un peu, s'il est vrai qu'il y ait de la mort dans quelque séparation que ce soit. Mais ce départ-là, sans que rien d'aventureux occupe la pensée, c'est bien en effet une affreuse déchirure dont on ne sait pas si elle guérira jamais. Des adieux silencieux ont été échangés. Le *destroyer* glisse et tourne, l'œil ne distingue plus que des points... et la masse confuse de la ville... et le rivage... la patrie.... qui s'éloigne, la patrie mutilée, ensanglantée, couverte de boue... le cœur pèse... pèse... l'impression d'un bloc de glace sur la tête...

Une main me saisit le bras et m'entraîne : c'est celle de Noble Hall, de l'ambassade britannique, chevalier de l'Entente Cordiale depuis le début, un de ces Anglais qui ont la pudeur des sentiments. Il ne m'a jamais dit, il ne me dira jamais qu'il a eu pitié de ma détresse.

[336]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

**Chapitre XXXVIII**

---

« CONSUMMATUM EST »

*Les promesses de M. Baudouin — Le piège du Massilia — Le gouvernement de Bordeaux ne tient pas ses promesses pour la flotte française — Le général Huntziger à Rethondes et à Rome — Signature de l'armistice — Départ de Bordeaux de l'ambassadeur de Grande-Bretagne.*

[Retour à la table des matières](#)

Le port où le cargo s'ancre pour la nuit est au fond d'une baie d'une imposante sévérité d'aspect au crépuscule : un long croissant de dunes d'un vert sombre comme dans un paysage de Poussin. La nature et le temps, ces magiciens, se sont complu à donner à ces escarpements une simplicité et une dignité émouvantes. Le compagnon avec qui, appuyé au bastingage, je contemple cet ensemble de dunes, de verdure et de mer, coupe notre silence pour désigner un petit fortin qui, en avancée du port, fait l'effet d'un veilleur de pierre et de gazon :

« Ce pourrait être du Vauban ?

– Oui, du 17<sup>e</sup> ! »

Cela pourrait nous mener loin de tout. Non ! la TSF annonce que les plénipotentiaires français sont arrivés à Compiègne et qu'Hitler les recevra dans la forêt de Rethondes, au même endroit et dans le wagon où Erzberger fut reçu par le maréchal Foch.

Tu l'as voulu, Weygand ! La France boira le calice jusqu'à la lie.

Des aviateurs britanniques avec qui j'ai noué des relations amicales me torturent, sans y mettre d'intention, à me demander, comme je suis condamné à ce qu'on me demande souvent :

« Comment est-ce arrivé ?

– Et la flotte ? questionne un marin. Est-ce qu'ils vont la livrer aux Allemands et aux Italiens ? »

[337]

Un espoir dans l'obscurité : les Allemands ont bombardé Bordeaux, que le gouvernement quitterait pour une autre destination. Les optimistes échafaudent des prophéties : pour Toulon, pour Perpignan, puis pour l'Afrique, peut-être ? Rêves, rien que des rêves qui à Londres s'évanouiront.

Certes M. Baudouin a juré, le 19, à Lord Lloyd et à M. Alexander, comme à Sir Ronald Campbell, comme à d'autres ambassadeurs, que le gouvernement allait partir pour Perpignan, Port-Vendres et pour l'Afrique. Lord Lloyd et M. Alexander ont câblé la nouvelle à M. Winston Churchill, mais quand ils sont revenus à Londres elle n'était plus vraie. Le mensonge de M. Baudouin avait pour objet de donner le change aux hommes politiques partisans de la résistance ; afin d'en prévenir une activité hostile, le gouvernement de Bordeaux accentuait leur illusion en leur tendant le piège du *Massilia* ; quelques-uns, et particulièrement M. Mandel, y tombèrent. Eux partis pour Casablanca le gouvernement du maréchal était tranquilisé. Ensuite on s'arrangerait pour imputer à trahison un départ qu'on avait suggéré et facilité.

D'ailleurs le maréchal, à qui l'on ne pouvait confier les besognes de dissimulation, qu'il aurait maladroitement remplies, s'il ne les avait pas refusées, n'avait jamais cessé de dire avec une vanité presque infantile :

« *Je me suis donné à mon peuple et je reste avec lui.* »

Dans le discours, de M. Winston Churchill du 25 juin, auquel il convient toujours de se référer pour fixer la position britannique dans cette période, le Premier ministre a fait état du voyage de Lord Lloyd et de M. Alexander à Bordeaux et exposé les conditions impératives auxquelles il avait, le 16, subordonné l'abandon par la France de ses obligations. Ces conditions, communiquées à M. Reynaud, avaient été réitérées au nouveau gouvernement par Sir Ronald Campbell. M. Baudouin et l'amiral Darlan notamment s'étaient engagés solennellement à

les respecter. Elles ne l'ont pas été; l'on ne saurait trop insister sur ce point si l'on veut juger avec impartialité la décision que le gouvernement britannique aura à prendre à l'égard de la flotte française et qui causera la malheureuse affaire d'Oran.

[338]

Nous avons rappelé au nouveau gouvernement que la condition indispensable pour qu'il fût délié de son engagement n'avait pas été remplie. Cette condition était que les navires fussent dirigés sur un port britannique. Il y avait encore le temps de le faire. Cela n'aurait pas influé sur les négociations, et les termes de l'armistice ne pouvaient guère être plus sévères qu'ils ne furent. Afin d'appuyer la fermeté de nos vues, nous avons délégué pour cette mission le Premier Lord de l'Amirauté, le Premier Lord, aussi bien que Lord Lloyd, pour établir tous les contacts possibles avec les nouveaux ministres.

À ce moment tout allait vers l'effondrement total, mais des assurances solennelles nous furent données que la flotte ne tomberait jamais dans les mains allemandes. C'est donc avec la plus profonde émotion et consternation que — comme le gouvernement l'a précisé dans sa déclaration de dimanche dernier — j'ai lu l'article 8 de l'armistice. Cet article, auquel a souscrit le gouvernement français, déclare que la flotte française, sauf la partie réservée pour assurer les intérêts français de l'Empire colonial, serait rassemblée dans des ports à être spécifiés, et qu'elle serait désarmée et démobilisée sous le contrôle allemand ou italien.

Il est parfaitement clair, selon le texte de l'armistice, que les navires français, tels qu'ils sont armés, passeraient sous le contrôle allemand ou italien. Nous avons pris note dans ce même article 8 de l'assurance solennelle du gouvernement allemand qu'il n'avait pas l'intention d'utiliser les navires pour son propre service pendant la guerre. Que vaut cette assurance ? Demandez-le à une demi-douzaine de pays. D'ailleurs, ce même article de l'armistice excepte de ces assurances solennelles toutes les unités nécessaires à la surveillance de la côte et au balayage de mines. À la faveur de cette précaution, il serait possible au gouvernement allemand de réserver ostensiblement pour cette surveillance n'importe quelles unités de la flotte française.

Enfin, l'armistice peut être annulé à n'importe quel moment sous prétexte d'inapplication, et les termes de l'armistice prévoient des revendications allemandes ultérieures pour être mises en vigueur quand serait signée une paix franco-allemande.

Tels sont en résumé les traits saillants de ce lamentable et mémorable épisode, dont l'histoire, sans doute, nous fournira le compte rendu plus complet.

M. Winston Churchill avait spécifié à M. Reynaud :

« À condition que la flotte française soit expédiée dans les ports britanniques. »

Or le gouvernement de Bordeaux s'engageait envers Berlin à réunir les vaisseaux français dans des ports qui devaient être spécifiés et à les désarmer sous le contrôle allemand ou italien. Il fallait la fausse ingénuité [339] du papelard Charles Roux pour répondre à qui se plaignait de la différence : « *Mais Hitler s'est engagé à ne pas s'emparer des bateaux !* ». Quand on est entré dans l'infamie on finit par s'y complaire !

M. Winston Churchill y reviendra plus explicitement encore le 11 juillet, quand il aura à justifier l'action de la flotte britannique à Oran à l'égard d'une partie de la flotte française :

« Quand deux nations combattent ensemble, unies par une vieille et so-  
lennelle alliance, contre l'ennemi commun, l'une d'elles peut être terrassée,  
écrasée et forcée de demander à son alliée de la relever de ses obligations ;  
mais la dernière chose qui pouvait être redoutée c'était que le gouvernement  
français, en abandonnant la lutte et en laissant tout le poids retourner sur la  
Grande-Bretagne et sur l'Empire britannique, ne prît pas soin de ne pas sans  
nécessité causer un cruel dommage à ses compagnons fidèles, dont la vic-  
toire finale constituerait, et constitue, pour la liberté française la seule  
chance de salut. La Chambre se souviendra de l'offre que nous avons faite  
aux Français de les libérer des obligations du traité, quoique celles-ci aient  
été fixées précisément en vue d'un cas tel que celui qui s'est présenté, à une  
seule condition, à savoir : que la flotte française prendrait le large pour se  
rendre dans les ports britanniques avant que soient terminées les négocia-  
tions pour un armistice séparé avec l'ennemi. Ceci ne fut pas fait. Au con-  
traire, en dépit de toutes les assurances personnelles données par l'amiral  
Darlan au Premier Lord et à son collègue, le Premier Lord de l'Amirauté  
britannique, un armistice fut signé, qui placerait infailliblement la flotte  
française sous le contrôle de l'Allemagne ou de sa complice, comme il y a  
dix jours fut placée sous le nôtre cette partie de la flotte française qui, ne  
pouvant pas atteindre les ports africains, se réfugia dans les ports de  
Portsmouth et de Plymouth. Ainsi je dois enregistrer que le tort le plie, mor-  
tel qui pût nous être fait le fut par le gouvernement de Bordeaux avec la  
pleine connaissance des dangereuses conséquences, et après avoir fait fi de  
tous nos appels au moment où il abandonnait l'alliance et brisait les enga-  
gements qui la fortifiaient. »

Le 22 juin, le général Huntziger apposait, d'ordre du gouvernement de Bordeaux, la signature de la France, qu'il représentait, au bas des conditions d'armistice imposées par le gouvernement allemand.

L'armistice signé, l'ambassadeur de Grande-Bretagne n'avait plus rien à faire à Bordeaux. Lorsqu'il annonça son départ, le ministre des Affaires Étrangères joua l'étonné.

[340]

« Pourquoi, demanda-t-il, avec l'air d'enfant de chœur innocent qu'il affecte parfois, l'ambassadeur d'Angleterre s'en va-t-il ? La France et l'Angleterre ne sont pas en guerre.

– Non, lui fut-il répondu, mais l'Angleterre est en guerre avec l'Allemagne et avec l'Italie, et la France est occupée par l'Allemagne et par l'Italie en sa plus grande partie, et, dans les territoires qui ne le sont pas, elle est tributaire et dépendante. »

J'imagine que Sir Ronald Campbell dut employer un langage encore plus pertinent, car il est de ces hommes froids et réfléchis que l'on n'embarrasse pas avec des facéties.

L'événement ne fut pas une surprise pour l'ambassadeur.

Il ne le fut pas pour moi. Je ne me faisais aucune illusion sur le gouvernement de Bordeaux : il s'était jeté délibérément dans les griffes d'un système comme dans une souricière ; voulût-il en sortir, il n'y réussirait pas, et *il ne le voulait pas*. Néanmoins tant que l'acte n'était pas signé, un millième de lueur subsistait comme une veilleuse au chevet d'un agonisant ; tant qu'un reste de souffle subsiste, un miracle est possible. Le désespoir n'accable les survivants qu'après le dernier soupir.

Le 21 juin, Hitler avait reçu la délégation française chargée d'entendre les conditions d'armistice du vainqueur. Les quatre jours écoulés entre la requête du 17 et la réception du 21 avait été employés par le maître du *Reich* à faire transporter de Berlin à Rethondes le train où Foch, le Foch de Weygand, avait lu les clauses d'armistice des Alliés à la délégation allemande le 11 novembre 1918.

À Rethondes, dans le train de *Foch* ! Hitler dans le fauteuil de Foch ! « Weygand ! Weygand ! » crie du fond de la tombe une voix qui maudit !

Weygand pense-t-il quelquefois que, dans les manuels d'histoire des âges futurs, on pourra lire un raccourci terrible de ce genre :

« Le 11 novembre 1918, Foch, accompagné de son chef d'état-major Weygand, dicta à Rethondes les conditions d'armistice sollicitées par l'agresseur allemand vaincu.

Le 21 juin 1940, le général Weygand, successeur de Foch, délégua le général Huntziger pour capituler devant l'agresseur [341] allemand, qui dicta les conditions d'armistice dans le même wagon utilisé en 1918. »

Hitler, comme Néron, peut se rendre le témoignage : *qualis artifex !*

Ainsi, le 22 juin, solstice d'été, un général d'origine alsacienne, que la renommée avait plus que promis à de hautes destinées, délégué du maréchal Pétain et du général Weygand, attestait comme sur un registre funèbre une sorte de *Finis Galliae*, la reddition de la grande France, la démission de la France de Joffre, de Foch et de Clemenceau, sous les regards avides et insolents de Goering, de Ribbentrop, de Hess, de Brauchitsch et de Raeder.

En d'autres temps le soldat qui se serait cru obligé par discipline d'obéir à l'ordre de son chef, dans des circonstances similaires, se serait ensuite passé son épée à travers le corps...

Les traditions sont abolies ! On n'annonçait rien de pareil, on annonçait au contraire que le général signataire de l'armistice de Compiègne continuerait le lendemain sa tâche macabre et dans des conditions encore plus ignominieuses ; à Rethondes il avait mis genou en terre devant un ennemi odieux, mais vainqueur ; il partirait le lendemain pour Rome incliner la France de Marengo, de Magenta, de Solferino, de l'Isonzo, après Caporetto, devant un carabinier de la douzième heure qui n'avait même pas combattu.

Pauvre malheureux général Huntziger, dont on fera, deux mois après, un ministre de la guerre sans armée, ce n'était pas ça que je rêvais pour lui lorsque, le 25 décembre 1939, dans une maison amie à Paris, je buvais sa parole vivante et mâle ! Ce n'était pas cela que nous rêvions pour lui, charmant et fidèle Henri Massis, qui étiez à son état-major, vous l'ami et le collaborateur de Bainville, notre prophète antigermanique, quand, à 120 kilomètres à l'heure, vous m'apportiez les réconfortants ordres du jour de votre général et vos félicitations communes

pour ma rude bataille antihitlérienne, antiallemande et antipangermaniste !

Est-ce que ces pensées et d'autres m'assiégeaient l'esprit lorsque, dans la nuit du 22 au 23 juin, je lus au printing du Savoy la nouvelle brute :

« *Le général Huntziger a signé l'armistice avec l'Allemagne. Il arrivera demain à Rome en avion [342] pour négocier l'armistice avec l'Italie ?* »

Je ne le sais plus. Je sais qu'un ami m'avait conduit au *printing* :

« Il y a des nouvelles !

– Mauvaises ?

– Venez ! »

Les lettres, comme si elles étaient de feu me brûlèrent les paupières. Je m'y attendais, je le répète : Bordeaux appelait Rethondes et Rome. Mais le « *consummatum est* ! » n'avait pas été prononcé. Il l'était. Le jour le plus noir de l'histoire de France terminait sa course.

Ceux qui ont souffert une immense douleur imagineront à peine quelle fut ce soir-là la mienne.

Probablement totalisait-elle l'affliction des 16 et 17 à Bordeaux, l'oppression de l'exil et la réaction d'impuissance devant l'irréparable.

Si je me résigne à la dévoiler c'est que sa vérité légitime le combat que je me suis assigné.

C'est ensuite parce que je tiens à célébrer l'incomparable délicatesse dont j'ai bénéficié de la part d'amis connus et inconnus, qui se sont ingénies à me faire oublier le ressentiment qu'ils pourraient avoir et qu'ils pourraient exprimer contre ma patrie.

Le 14 juillet dernier, M. Winston Churchill, dans un *broadcast* inspiré s'est écrié :

« Je proclame ma foi que quelques-uns d'entre nous vivront pour voir un 14 juillet où la France libérée se réjouira de nouveau dans sa grandeur et dans sa gloire, et s'offrira comme le champion de la liberté et des droits de l'homme. »



Puissé-je y contribuer — tel est mon combat — et vivre assez pour voir se lever l'aurore de la revanche et de la justice !

[343]

**Le malheur de la France.**

*Récits et témoignages*

## ÉPILOGUE — JUGEMENTS

*Le cas de M. Reynaud — L'opprobre de M<sup>me</sup> de Portes et de M. Baudouin — Le général Weygand — Le mystère de l'amiral Darlan — M. Camille Chautemps, fossoyeur de la Troisième République — MM. Jeanneney et Herriot ne savent pas être des héros — L'évanouissement de M. Albert Lebrun — M. Pierre Laval, héritier de la capitulation — Devant la statue de Foch.*

[Retour à la table des matières](#)

Ai-je, dans l'enchevêtrement des événements, des idées, des hommes, apporté assez de clarté pour que le lecteur comprenne que depuis le 16 mai la capitulation était fatale, qu'un homme pouvait l'empêcher parce qu'il était le chef, et qu'il ne l'a pas fait parce qu'avec un art inouï de la trahison, un entourage, dont il ne voulait ni craindre ni peut-être voir la malveillance, le poussa chaque jour un peu plus vers l'abdication de son rôle ?

En vérité le cas de M. Reynaud est un des plus tristes qui soient dans l'histoire des hommes, un des plus tristes, puisque cet homme a perdu à la fois une partie personnelle que, tout balancé, il aurait dû gagner, et qu'il a perdu aussi, ce qui est plus grave, celle de la France.

De M<sup>me</sup> de Portes et de M. Baudouin je crois que l'opprobre ne peut être le sujet d'aucun doute. Si la première, ne pouvant plus rien ajouter à sa gloire malsaine, a disparu comme disparaissent ces arbres vénénieux qui n'ont plus de fruits à donner, il est encore là, lui, quoiqu'il n'ait plus momentanément de poste officiel, et l'on peut compter sur son génie pour qu'il égale et dépasse sa malveillance passée.

Ai-je, avec assez d'évidence, établi au fil des jours, du 19 mai au 16 juin, comment, en moins d'un mois, le général arrivé de Syrie dans des nuages d'encens pour sauver l'armée, a descendu, pas à pas, puis de plus en plus vite, les degrés d'une légende trop haute pour son courage et pour son souffle ? Dans la nuit du 16 au 17 juin on en a fait un ministre, et, qui plus est, par une lourde ironie, un ministre de la Guerre, d'une armée qu'il livrait après avoir cessé de la commander. Il cessa bientôt de l'être. Lord Lloyd, qui le vit une dernière fois le 19 juin, avait remarqué qu'il n'avait pour ainsi dire [344] pas retrouvé le Weygand qu'il connaissait dans le Weygand affaissé, ratatiné, ravagé qui lui était apparu.

J'aime à penser que si Lord Lloyd l'avait contemplé le 21 ou le 22, au lieu du 19, il n'aurait plus eu à observer que l'ombre d'une ombre. Maintenant vaguement proconsul de l'Afrique française, il promène d'un point à l'autre ses étoiles ternies — et peut-être ses remords. On voudrait rêver que les ombres de Turenne et de Foch, ses maîtres, lui inspirent le rachat : il y aurait encore de la gloire à cueillir.

L'amiralissime Darlan est à situer en marge du précédent. À ma connaissance il n'est pour rien dans les événements antérieurs à la nuit du 16 au 17 juin. Jusque-là il remplit sa mission, qui est belle. Au cours de cette nuit-là, le maréchal Pétain le nomme ministre de la Marine. A-t-on eu peur qu'il n'emmenât la flotte dans les ports britanniques ? En l'associant au gouvernement on l'emprisonnait. En a-t-il été conscient ? Un réflexe de jalousie a-t-il joué contre la marine anglaise, au chef de laquelle il était, par la force des choses, subordonné ? A-t-il été pris dans les rets des pièges de la conjuration ? Qui dira pourquoi et comment il s'est fait le complice de ce qui aurait dû lui arracher, dans des nuits sans sommeil, des soupirs sans espoir ?

Il y a là un mystère que je n'explique pas. Le fait brutal demeure : il a donné sa parole de marin, il a juré que la flotte française ne pourrait en aucun cas être utilisée par l'Allemagne ou par l'Italie, et il a accepté dans l'armistice la clause remettant nos navires à l'ennemi en lui faisant confiance pour qu'il n'en s'en serve pas. L'amiral Muselier qui, à côté du général De Gaulle, est à la tête de la Flotte Libre Française, le lui a crié, le 2 octobre dernier, dans un *broadcast* cinglant :

« C'est l'amiral qui sera connu dans l'histoire comme l'amiral qui s'est rendu. »

C'est au moins une dérision. Que l'amiral Darlan donnât un signe et la flotte le suivait ! Il a manqué sa gloire en manquant à l'honneur. Puis, à l'instar des criminels qui, comme par fureur contre eux-mêmes, s'enfoncent dans leur déchéance, il mit d'abord, quitte à prendre ensuite conscience d'être allé trop loin, une furieuse vanité à figurer à la tête des sabordeurs de la France. Successeur de Laval, il donne parfois l'impression de le continuer. Même les vagues [345] de la mer ne pourraient effacer sur son uniforme cette souillure. Seul un grand acte de réparation le pourrait. Pour l'honneur de ma patrie et en souvenir de ce que son allure jadis promettait, je le souhaite.

L'action particulièrement néfaste de M. Camille Chautemps est déjà de l'histoire. Commencée presque subrepticement le 12 juin, et un peu plus affirmée le 16 à Tours, elle s'est, à Bordeaux, épanouie le 15 et déchaînée le 16. Inspirée par une double faiblesse physiologique et morale, et déterminée par la mesquinerie d'une ambition politicienne à courtes vues, elle classe à jamais M. Camille Chautemps parmi les grands responsables de la capitulation de Bordeaux. La démonstration ressort éclatante du récit des dernières journées, que l'intervention de M. Chautemps devait être décisive de quelque côté qu'elle penchât. Si M. Chautemps appuie MM. Reynaud et Mandel, c'est la résistance qui triomphe ; si M. Chautemps reste neutre, c'est encore la résistance qui l'emporte et qui entraîne le gouvernement en Afrique du Nord ; s'il fait campagne pour l'armistice, il précipite la défaillance de la France.

Le malheureux n'a jamais songé à ce qui s'ensuivrait. Il ne savait donc pas, ou ne voulait donc pas savoir, que des hommes, depuis des mois, depuis des semaines surtout, jouaient la carte de la défaite pour détruire plus sûrement le régime et les libertés de la France ? Que la démocratie française eût besoin d'être assainie, purgée de ses abus, redressée, revivifiée, certes oui ! mais anéantie, non ! Qu'un homme comme M. Camille Chautemps, qui en avait été un des plus forts bénéficiaires et qui lui avait dû son élévation aux plus hauts emplois, lui donnât le coup de grâce, c'est ce que nul Français patriote, républicain, démocrate ou simplement libéral ne pourra jamais lui pardonner. La haine partisane l'accusa jadis d'avoir fait assassiner un des plus grands escrocs du 20<sup>ème</sup> siècle, le trop fameux Stavisky. C'est la simple justice qui le marque aujourd'hui comme le fossoyeur de la Troisième République.

Au fur et à mesure que leurs actes ou leurs attitudes les ont produits, en quelques coins de la scène, tels ou tels personnages, défaitistes notoires, politiciens fameux ou vulgaires, ont [346] conquis leur part plus ou moins large dans les malheurs de mon pays ; le lecteur les cataloguera lui-même.

Je veux n'exprimer qu'un regret pour deux personnalités. Strictement elles ne méritent aucun reproche direct, ayant été sans discontinuité les défenseurs de la résistance sans limite et de la fidélité absolue à l'alliance. Mais ne pouvait-on attendre d'elles davantage en raison de leurs fonctions et de leurs symboles ? Présidents des Chambres françaises, MM. Jeanneney et Herriot pouvaient, je l'ai dit, être des héros. Je suis peiné pour eux qu'ils ne l'aient pas été et, pour notre patrie commune, plus qu'affligé. Ils auront peut-être d'autres occasions de le devenir : qu'ils ne les laissent pas échapper !

Il est au contraire un homme qu'il faut traîner, de la coulisse où il s'est obstiné à se dissimuler, jusqu'au premier plan du plateau.

Quand on est chef d'État, quand la Constitution vous a institué le chef des armées de terre et de mer et le gardien des traités, on n'a pas le droit de jouer les Ponce Pilate. Certes on savait qu'au cours de sa carrière il s'était surtout distingué par une irrésolution malade et plus par ses fuites que par ses exploits. Plusieurs fois ministre, il s'était chaque fois évaporé à la minute précise où un parti était à prendre. C'est peut-être ce neutralisme total qui lui avait valu d'être président de la République. Si c'était une qualité, contestable d'ailleurs, pour temps de paix, c'était, en temps de guerre, au moins une notable insuffisance, et, en face d'événements comme ceux avec lesquels la France se trouvait confrontée, c'était une calamité.

Il dira peut-être : « Je n'ai pas voulu cela ! »

Mais s'il ne le voulait pas, il avait le droit et le devoir de l'empêcher. Cet homme, dont l'honnêteté personnelle est indubitable, a commis la pire des malhonnêtetés envers la France. Dépositaire de son honneur, il a permis qu'on le sacrifiât. Gardien traditionnel de la Constitution, il a toléré, sans un geste et sans un mot de protestation, qu'on la déchirât ; et, brusquement, sans qu'on ait même entendu rien de lui, il a disparu comme si, brusquement, une trappe s'était ouverte et s'était refermée sur lui, l'ayant englouti. Que dis-je ? Une [347] trappe ? Même pas cette violence légère ; on lui a ouvert la porte, on lui a dit : « Partez et surtout

ne faites pas de bruit, sinon... ! Il n'a même pas répondu, il a fait signe : « Compris ! », et il s'en est allé comme un réprouvé.

Est-ce qu'il y a un semblable exemple d'évanouissement de chef d'État ?

Albert Lebrun ! Arrivez ici, rendez des comptes ! Parlez ! Expliquez-vous ! Qu'avez-vous fait de la France, de nos armées de la flotte, de notre alliance ? Qu'avez-vous fait de ce qui est plus précieux que tout, aussi bien pour les peuples que pour les individus, de l'honneur de la France ?

Consultez le martyrologe des rois qui ont payé de leur vie leurs crimes, leurs erreurs, et, quelquefois, seulement leur faiblesse... et jugez-vous, si vous l'osez, en vous comparant à eux !

La silhouette pittoresque, inquiétante, énigmatique de M. Pierre Laval a traversé plusieurs fois mes récits, manœuvrant, agissant, conspirant. Qu'il ait poussé à la roue dans les souterrains du théâtre politique, c'est indiscutable. Dans quelle mesure a-t-il influé sur la décision du 16, notamment par son intervention directe ou indirecte près du maréchal Pétain ? C'est sur quoi les lumières me manquent.

Faut-il ajouter foi aux vantardises qu'on lui prête d'avoir, les 19 et 20 juin, empêché le départ du gouvernement pour Perpignan ? Pétain et Baudouin n'ont jamais eu besoin d'être retenus. Mais puisqu'il y tient, donnons-lui-en acte avec d'autant moins d'hésitation qu'il était devenu, après une courte attente, l'héritier le plus avantage, politiquement parlant, du coup de force infamant de Bordeaux, qu'il n'avait certainement pas été étranger à sa bonne fortune et qu'il avait tenu, par la suite, à en justifier l'affreuse origine.

La capitulation de juin avait laissé en suspens jusqu'à quel abîme d'abaissement l'ennemi voudrait contraindre la France ; M. Pierre Laval, avec une persévérance diabolique, s'est appliqué à précipiter le sacrifice total comme s'il avait peur, soit qu'un retard permît à la France d'être sauvée, soit que vîssent à lui manquer pour le consommer, la caution et la consécration du maréchal Pétain.

Sans lui, il n'aurait pas osé. Couvert par lui, il a, sans [348] trembler, enfoncé les clous aux pieds et mains de la patrie crucifiée.

Mais il est allé trop vite et trop fort, avec trop de dédain pour l'âme nationale.

On a éclairé le maréchal, qui a eu un sursaut, et qui, mis en face de la honte, a destitué Laval de tous ses titres, droits et honneurs, y compris celui de sa succession ; il l'avait même fait arrêter. Hitler l'a pris sous son aile et fait relâcher, en vue de quelle combinaison ?

Pauvre maréchal !

Dans le Bas-Empire, les troupes d'Afrique, puis le Sénat, décernèrent, malgré lui, la pourpre impériale à un vieux proconsul nommé Gordien. L'Empereur Maximin, contre qui l'élection était faite, réunit ses troupes et leur déclara : « Les Africains ont élu un vieillard à qui le tombeau conviendrait mieux que l'empire. »

Maréchal, n'avez-vous pas trop vécu ? Le tombeau vous aurait ravi la malheureuse dictature que l'on a exercée sous votre égide et aurait épargné à votre nom l'attristante renommée que lui infligeront dans l'histoire de France la capitulation de Bordeaux, l'armistice et votre visite à Hitler... à moins que, quelque jour, complètement éveillé, brisant vos chaînes... Plaise à Dieu qu'au moins on ne vous arrache pas le total acquiescement à la loi d'Hitler, contre lequel votre honnêteté s'est jusqu'ici cabrée !

Quant à vous, Pierre Laval, retenez ce que vous dit un homme, qui, vous l'avez reconnu, a toujours gardé son franc-parler avec vous comme avec tous les autres. Pierre Laval, c'est la volonté d'être, vous aussi, comme Hitler, comme Mussolini, un *Führer*, un *Duce*, qui vous a mené là. Puisque vous ne pouviez pas l'être du pays vainqueur, vous le seriez du pays vaincu ; puisque vous vous croyiez plus sûr de l'être en coopérant à la victoire du conquérant, vous enchaîniez son sort au sort de l'ennemi et vous ne désespérez pas encore d'y réussir... Vous seriez le Pierre Laval I<sup>er</sup> d'une France charcutée ! Si subtil que vous ayez su être dans la politique, vous agissez comme un fou qui n'a ni philosophie ni histoire dans la tête. Je vais vous apprendre quelque chose :

[349]

La tyrannie peut suivre la gloire des combats, ou s'acquérir par la prédication de la revanche, ou se gagner dans la guerre civile, mais elle n'a jamais eu pour tremplin l'humiliation et la honte.

Si, pour le malheur de la France, ceux que vous avez choisis pour maîtres l'emportaient, vous rappelleraient-ils ? Si, comme j'en ai le ferme espoir, ils sont finalement brisés... Pierre Laval ! Regardez-vous ! ! On m'a dit que vous aviez le signe fatal !

Je ne suis pas un procureur pour requérir contre les uns et contre les autres tel ou tel châtement et, le serais-je, quelle est donc la peine qui pourrait satisfaire la plus sainte des vengeances ? La justice immanente fixera comment ils auront à traîner leur misérable vie sous le mépris public si elle n'en tranche pas le fil.

Ce soir, avant de mettre le point final à cette œuvre à laquelle mon âme s'est donnée, je suis allé, solitaire, m'incliner et méditer, à *Victoria Square*, devant la statue du maréchal Foch. Mon regard a suivi le sien tourné vers la France. J'ai souhaité que le bronze s'animât et rugît pour jeter l'insulte de la conscience et du génie aux déserteurs de Bordeaux. Mais le bronze resta muet. Sa malédiction demeura silencieuse. Sur cette terre amie qu'il a servie autant que sa propre patrie, comme en fait foi l'inscription gravée sur la pierre de son socle, pouvais-je attendre de lui plus qu'une mélancolie inconsolable ? Victime du mirage de mes propres sentiments, je crus la découvrir sur son masque assombri par la tristesse du crépuscule.

En me forçant à l'interroger, je m'oubliai à me replonger dans les souvenirs de 1918, les durs du Chemin des Dames et d'Amiens, comme les triomphants de Saint-Quentin, de Montdidier, de Soissons, de Saint-Mihiel et du 11 novembre. Alors vint se mêler au sien le visage de celui qui, en dépit de tous dissentiments, est associé dans la même gloire.

Presque chaque jour de ma vie parisienne, j'apercevais le monument de Clemenceau aux Champs-Élysées. J'y prêtais peu d'attention. Mais ce soir, près de celui de Foch, il hante ma vision, le lutteur indompté, debout sur sa pierre, l'écharpe [350] au vent, les traits âpres et tragiques ; trop cruel à lui-même pour pleurer sur sa victoire détruite, je me l'imagine vouant, avec tout le mépris dont il était riche, les pygmées de 1940 aux Furies pour qu'elles les torturent dans leur esprit, dans leur âme et jusque dans leur sang. Il les avait prévus, les misérables !

À la fin de sa vie prodigieuse, l'homme qui *fit la guerre* et qui, la faisant, la gagna, se plut, de son roc vendéen, face à son océan, à donner



une dernière leçon à son seul amour, la France ; il écrivit un *Démosthène*, auquel il épingla : « Démosthène aurait sauvé sa patrie si elle eût consenti à être sauvée. »

Il prédisait d'avance que notre patrie, après avoir été sauvée par lui, se perdrait. Il souhaitait qu'un autre que lui-même surgît pour la conduire et pour la sauver à son tour.

Maréchal Foch,  
Georges Clemenceau,  
Ressuscitez d'entre les morts.  
Maréchal Foch, inspirez un soldat,  
Georges Clemenceau, inspirez un Démosthène,  
La France veut être sauvée !

-----  
Fini d'écrire,  
Dans une nuit d'hiver,  
À Londres,  
Sous le tonnerre  
Des canons antiaériens.  
Un sifflement  
Long et déchirant  
Traverse l'air,  
Une bombe tombe,  
Puis une autre ;  
Les murs tremblent  
Plus que les hommes  
Et que les femmes.  
Ce peuple,  
Tenace comme la pierre,  
À la vie de qui  
Ma vie est mêlée,  
Vaincra.

Fin